

HISTOIRE DE NAPOLÉON

TOME SECOND

PAR PIERRE-FRANÇOIS TISSOT

MEMBRE DE L'ACADEMIE FRANÇAISE

PARIS - DELANGE-TAFFIN, ED. LAGNY - 1833

CHAPITRE XVIII.

Etrange démarche de Fouché. — Divorce de Napoléon. — Son mariage avec Marie-Louise. — Différends avec le pape. — Singuliers projets. — Bernadotte roi de Suède. — Occupation du Valais. — Protestation de la Russie. — Naissance du roi de Rome. — Mauvaises dispositions de l'empereur Alexandre. — Préparatifs d'une grande expédition.

CHAPITRE XIX.

Départ de Paris. — Séjour à Dresde. — Ambassade de Varsovie. — Ouverture de la campagne. — Passage du Niémen. — Occupation de Wilna. — La diète de Varsovie. — Napoléon et les Polonais. — Passage de la Dwina. — Combat d'Ostrowno. — Occupation de Witepsk. — Passage du Dnieper. — Prise de Smolensk.

CHAPITRE XX.

Combat de Valontina. — Bataille de la Moskowa. — Marche sur Moscou. — L'armée russe évacue cette capitale. — Le gouverneur Rostopschin.

CHAPITRE XXI.

Entrée dans Moscou. — Incendie. — Napoléon au Kremlin. — Désorganisation de l'armée. — Proposition de paix. — Armistice accordé à Murat. — Nouvelles et inutiles avances faites par Napoléon à Alexandre. — Reprise des hostilités.

CHAPITRE XXII.

Evacuation de Moscou. — Combat de Malo-Yarowslavetz. — Indécision de l'empereur. — Retraite simultanée des Russes et des Français. — Arrivée à Smolensk. — Invasion du froid. — Prodigious retraite du prince vice-roi. — Le maréchal Ney. — Horribles souffrances des Français. — Le Dniéper. — La Bérézina.

CHAPITRE XXIII.

Suite de la retraite. — Probité des soldats. — Coup-d'œil sur l'expédition de Russie. — Napoléon en présence des grands corps de l'état. — Situation des esprits en France. — Défection des Prussiens. — Etrange conduite de Murat. — Eugène Beauharnais prend le commandement en chef. — Le roi de Prusse proteste de ses bonnes intentions. — Tergiversations de l'Autriche. — Combats partiels dans le Nord. — Le vice-roi fait d'incroyables efforts pour empêcher les progrès de l'ennemi. — Révolte de Hambourg et de Lubeck. — Napoléon et Pie VII. — Immenses préparatifs. — Rappel d'une partie des troupes qui combattent en Espagne. — Marie-Louise est nommée régente.

CHAPITRE XXIV.

Départ de Napoléon. — Ouverture de la campagne. — Bataille de Lutzen. — Mort de Bessières. — Vurtzen et Bautzen. — L'empereur et le vice-roi. — Mort de Duroc. — Armistice. — Bernadotte entre dans la coalition. — Reprise de Hambourg et Lubek. — Le roi de Danemark fidèle allié de Napoléon. — Revers en Espagne. — Perte de la bataille de Vittoria. — Rupture de l'armistice. — Retour de Murat à l'armée. — Désastre de Culm. — Les journées de Leipsik. — Combat de Hanau. — Situation des places fortes. — Revers en Italie, en Espagne, en Hollande.

CHAPITRE XXV.

Napoléon à Paris. — Décrets du sénat. — Infâme adresse du Corps-Législatif. — Réponse de Napoléon. — Il le dissout. — Marie-Louise régente. — Allocution de Napoléon à la garde nationale, au moment de son départ. — Ouverture de la campagne de France. — Combat de Brienne. — Bataille de la Rothière. — Victoires de Champ-Aubert et de Montmirail. — Combats de Vauchamp, de Nangis. — Napoléon à Arcis-sur-Aube. — Le congrès de Châtillon. — Marche des coalisés sur Paris.

CHAPITRE XXVI.

Départ de l'impératrice et de son fils. — Machinations de Talleyrand. — Bataille sous Paris. — Fuite de Joseph Bonaparte. — Capitulation. — Les royalistes. — Proclamation du conseil municipal. — Napoléon apprend l'entrée des étrangers dans la capitale. — Il se retire à Fontainebleau. — Trahison de Marmont, duc de Raguse. — Irrésolution de Napoléon. — Il abdique. — Ses adieux. — Son départ. — Son voyage. — Son séjour à l'île d'Elbe. — Son retour. — Course triomphale de Napoléon. — Antibes. — Grenoble. — Lyon. — Le maréchal Ney. — Terreur et forfanterie des royalistes. — Départ des Bourbons. — Arrivée de Napoléon à Paris. — Enthousiasme de la population.

CHAPITRE XXVII.

Réorganisation du gouvernement impérial. — Négociations. — Napoléon est mis hors de la loi des nations. — Préparatifs de guerre. — Intempestive agression de Murat. — Le Champ-de-Mai. — Promulgation de l'acte additionnel aux constitutions de l'empire. — Ouverture des chambres. — Napoléon part de Paris. — Force respective des armées. — Trahison de Bourmont et Clouet. — Bataille de Fleurus. — De Waterloo. — Situation et ressources de la France. — Etrange conduite des chambres. — Indécents débats à la chambre des pairs. — Nouvelle abdication de Napoléon. — Il demande à combattre l'ennemi comme général en chef. — Vaine tentative d'Excelmans. — Capitulation de Paris. — Rentrée de Louis XVIII. — Stupeur du peuple.

CHAPITRE XXVIII.

Arrivée à Rochefort. — Indécision de Napoléon. — Les croisières ennemies. — Projet de se rendre en Amérique. — M. de Las-Cases

envoyé sur le Bellérophon. — Plan hardi de deux jeunes officiers de marine. — Napoléon se rend sur le Bellérophon. — Son arrivée en Angleterre. — Curiosité des Anglais. — Odieuse conduite du ministère anglais. — Napoléon proteste. — Il est conduit à bord du Northumberland. — Départ. — Traversée. — Arrivée à Sainte-Hélène.

CHAPITRE XXIX.

Napoléon aux Briars. — Il occupe Longwood. — Le gouverneur Hudson Lowe. — Ses actes vexatoires contre Napoléon. — Insalubrité de la résidence qui lui est assignée. — Vaines réclamations. — Arrivée des commissaires alliés. — Habitudes de Napoléon. — Plaintes portées par les généraux Bertrand et Montholon.

CHAPITRE XXX.

Persécutions contre les personnes de la suite de Napoléon. — Actes arbitraires atroces. — Enlèvement du comte Las-Cases. — Vif attachement de Napoléon pour sa femme et pour son fils. — Atroce conduite de Hudson Lowe à l'occasion d'un buste du roi de Rome. — Le docteur O'Meara refuse de servir les projets du gouverneur. — Il est renvoyé en Europe. — Napoléon le charge d'une mission importante. — Affaiblissement de la santé de l'empereur. — Motion de lord Holland en faveur de l'illustre prisonnier. — Lord Bathurst se couvre d'infamie en lui répondant. — Napoléon réfute les calomnies de ce ministre.

CHAPITRE XXXI.

La maladie de Napoléon prend un caractère alarmant. — Il refuse une seconde fois le médecin que veut lui donner le gouverneur. — Hypocrites témoignages d'intérêt de la part du ministère anglais. — Arrivée de deux aumôniers demandés au pape et au docteur Antommarchi. — On propose à Napoléon de se laisser enlever dans une malle. — Le colonel Latapie. — Tentative de Johnstone. — Indifférence de l'opposition dans la chambre des communes à l'égard du sort de Napoléon. — Il s'en afflige vivement. — Lord Bathurst recommande à Hudson de redoubler de vigilance. — Napoléon de plus en plus malade. — Il refuse de prendre des médicaments. — Dépêches de lord Bathurst. — Consultation. — Agonie de Napoléon. — Sa mort. — Son tombeau.

CHAPITRE XXXII.

Examen de la carrière politique de Napoléon.

Notice sur la famille Bonaparte.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME

SOMMAIRE : Étrange démarche de Fouché. — Divorce de Napoléon. — Son mariage avec Marie-Louise. — Différends avec le pape. — Singuliers projets. — Bernadotte loi de Suède. — Occupation du Valais. — Protestation de la Russie. — Naissance du roi de Rome. — Mauvaises dispositions de l'empereur Alexandre. — Préparatifs d'une grande expédition.

1810 À 1811.

Le retour de Napoléon en France fut un triomphe ; partout les acclamations les plus vives témoignaient l'amour et l'admiration des peuples.

L'Europe offrait alors le contraste le plus bizarre : le roi de Prusse rentrait dans sa capitale, en vassal amnistié ; Vienne était frappée de stupeur ; Londres demeurait humiliée, et Paris nageait dans l'ivresse des fêtes de la victoire et de la paix. Bientôt les princes de l'Allemagne et de l'Italie se virent réunis dans la capitale de celui qui les traitait en protecteur. Les souverains de la Saxe, de la Bavière, de la Westphalie, de la Hollande et de Naples, y parurent. C'était Napoléon, qui avait édifié leurs trônes, il était juste qu'ils formassent le cortège de son triomphe.

Napoléon avait attaché à sa couronne toutes les prospérités de la victoire ; cependant au milieu de cette joie du succès, il était poursuivi d'une idée pénible. Il avait résolu son divorce avec l'impératrice Joséphine, et dans son cœur les intérêts de la politique, l'avenir de la dynastie nouvelle, qu'il venait de fonder, livraient un combat cruel à la tendre affection, à la juste estime, à la sincère reconnaissance. Dès long-temps, avant la campagne qui venait de se terminer, Fouché avait, sans mission, proposé à Joséphine de dissoudre son mariage. Cette démarche, à laquelle l'officieux ministre donnait pour motif le bonheur de la France, causa une vive douleur à l'impératrice, elle irrita l'empereur ; et s'il ne chassa pas Fouché, à la vive sollicitation de Joséphine, c'est qu'il avait déjà secrètement arrêté ce divorce en lui-même, et qu'il ne voulait pas, par cet acte rigoureux, s'exposer au contrecoup de l'opinion.

Joséphine s'était constamment montrée la meilleure amie de Napoléon, envers qui elle professait en toute occasion une soumission, un dévouement, une complaisance sans bornes. Aussi leur union avait-elle constamment été fort tendre et fort douce.

Toutefois Joséphine prévoyait l'avenir ; elle sentait bien : qu'un mariage n'est complet et réel qu'avec des enfants ; or, sa stérilité était un mal sans espérance. Elle s'occupa néanmoins d'y trouver un remède, et elle usa de toute son influence sur l'esprit de Napoléon pour le décider à se choisir un successeur, en usant des pouvoirs illimités dont l'avait investi la constitution impériale. Elle chercha naturellement à fixer les idées de Napoléon sur Eugène Beauharnais, fils issu de son premier mariage, et par conséquent beau-fils de l'empereur ; mais

un fils de son frère Louis et d'Hortense Beauharnais parut, pendant sa courte existence, plus probablement destiné à recueillir cet immense héritage. Napoléon semblait attaché à cet enfant : un jour, en le voyant s'amuser du son du tambour, et prendre plaisir à regarder des armes, il s'écria, dit-on : **Voilà un enfant fait pour me succéder, et peut-être pour me surpasser.**

Le choix d'un héritier qui tenait de si près à Joséphine, était encore de nature à la satisfaire, puisqu'il ne faisait que resserrer les liens qui l'unissaient à l'empereur ; mais elle ne jouit pas long-temps de cette perspective. Le fils de Louis et d'Hortense mourut. Napoléon fit éclater le plus profond chagrin ; mais Joséphine se désola en femme qui n'avait plus d'espérance.

Cependant, à l'exception du malheur qu'elle avait de ne pas avoir donné d'enfant à son époux, Joséphine avait à son affection autant de droits qu'une femme en puisse avoir. Elle avait partagé sa fortune plus humble, et, par sa conduite adroite pendant son expédition en Egypte, elle avait préparé les succès brillants qu'il avait obtenus à son retour ; elle avait aussi beaucoup contribué à rendre son gouvernement populaire, en tempérant les accès soudains de colère auxquels son humeur naturelle le portait à s'abandonner. Personne ne pouvait comprendre, comme Joséphine, tous les secrets de ce caractère ; personne n'osait, comme elle, s'exposer à son mécontentement, plutôt que de ne pas lui donner un avis utile.

Lorsque Napoléon fut résolu au divorce, Joséphine obéit. Ce fut pour elle une peine mortelle, et pourtant elle se soumit franchement. Elle se conduisit avec beaucoup de grâce et d'adresse : elle désira que son fils, le prince Eugène, fût mis à la tête de cette affaire.

Le divorce de Napoléon et de Joséphine est unique en son genre. Il n'altéra en rien l'union des deux familles : ce fut un sacrifice pénible, mais égal. Le 15 décembre, Napoléon et Joséphine comparurent devant l'archichancelier, la famille de Bonaparte, les principaux officiers de l'état, en un mot, devant le conseil impérial assemblé. Dans cette réunion, Napoléon exposa le grand intérêt national qui exigeait qu'il laissât des successeurs de son sang, et des héritiers de son amour pour son peuple, pour occuper le trône sur lequel la Providence l'avait placé. Il ajouta que depuis plusieurs années il avait renoncé à l'espoir d'avoir des enfants de son épouse chérie, l'impératrice Joséphine, et qu'en conséquence il avait résolu d'immoler les sentiments de son cœur au bien de l'état, et de demander la dissolution de son mariage : il n'avait encore que quarante ans, dit-il, et il pouvait espérer de vivre assez long-temps pour inspirer ses propres sentiments aux enfants que la Providence lui enverrait, et pour les instruire dans la science du gouvernement. Il appuya surtout sur la tendresse et la fidélité d'une épouse qui avait été sa compagne pendant quinze ans d'une union heureuse. Couronnée de sa propre main, comme elle l'avait été, il désirait qu'elle conservât pendant toute sa vie le rang d'impératrice.

Joséphine se leva les larmes aux yeux, et, d'une voix entrecoupée, elle exprima en peu de mots des sentiments semblables à ceux de l'empereur. Les deux époux réclamèrent alors de l'archichancelier un certificat de leur demande mutuelle en séparation, et cette pièce fut délivrée, en due forme, d'après l'autorisation du conseil.

Le sénat fut ensuite assemblé, et le 16 décembre, il rendit un sénatus-consulte, autorisant la séparation de l'empereur et de l'impératrice, et assurant à Joséphine un douaire de deux millions de francs, avec le rang d'impératrice

durant sa vie. On vola à Napoléon et à Joséphine des adresses, où était consacré le devoir pour chacun de soumettre au bien public ses plus chères affections.

L'union de Napoléon et de Joséphine étant civilement dissoute, il ne restait plus qu'à obtenir l'intervention des autorités spirituelles. L'archichancelier, au nom du couple impérial, présenta une requête, à cet effet, à l'officialité, ou tribunal ecclésiastique de Paris, qui n'hésita pas à annuler le mariage.

Alors l'empereur se rendit à Saint-Cloud, où il passa quelques jours dans la retraite ; Joséphine, de son côté, fixa son séjour dans le beau domaine de la Malmaison, et plus tard à Navarre.

Le divorce de Napoléon lit grand bruit. Son trône, le plus élevé de l'Europe, fut l'objet de l'ambition de toutes les maisons régnantes. La politique y appelait trois princesses : une de la maison de Russie, une de la maison d'Autriche, une de la maison de Saxe.

Des négociations furent entamées avec la Russie. Il en avait déjà été touché quelques mots par l'empereur Alexandre à Erfurt ; mais il s'éleva des difficultés : il y eut, a ce sujet, des dissentiments d'opinion dans la famille impériale ; toutefois, il paraît que l'empereur Alexandre n'hésitait pas : seulement on exigeait que la princesse qui deviendrait l'épouse de Napoléon eut une chapelle russe dans l'intérieur du palais des Tuileries, avec ses popes, son clergé et le libre exercice de sa religion.

D'un autre côté, une lettre du comte de Narbonne avait annoncé que quelques insinuations lui avaient été faites à Vienne, et qu'il avait pu en conclure qu'une alliances avec une archiduchesse pourrait entrer dans les vues de l'Autriche.

Un conseil privé extraordinaire fut convoqué, et la question du choix à faire y fut posée après la lecture des dépêches de Saint-Pétersbourg et de Vienne. Les opinions furent divisées entre une princesse russe et une princesse autrichienne. Ce dernier avis fut celui de la majorité. ; il fut déterminé par la haute considération du maintien de la paix générale : le mariage avec l'archiduchesse fut préféré ; peut-être même était-il résolu avant la délibération, et il y a de fortes raisons de croire qu'il avait été stipulé dans les causes secrètes du dernier traité. Quoi qu'il en soit, le prince Eugène en fit la demande formelle au prince de Schwartzemberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, et le ministre des affaires étrangères eut les pouvoirs de signer avec cet ambassadeur le contrat de mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise, en prenant pour modèle celui de Louis XVI avec Marie-Antoinette. Ce contrat fut signé dans la soirée. Le prince Berthier partit aussitôt pour Vienne, afin de faire la demande dans les formes solennelles, et l'archiduc Charles épousa Marie-Louise comme représentant de l'empereur des Français.

Napoléon voulut toutefois se dispenser du cérémonial qui avait en lieu pour la Déception de Marie-Antoinette. Près de Soissons, un cavalier, seul, et dent le costume n'avait rien de remarquable, dépassa la voiture dans laquelle était la jeune impératrice, et eut la hardiesse de rebrousser chemin, comme pour l'examiner de plus près. Le carrosse s'arrêta, la portière fut ouverte, et Napoléon, s'affranchissant de l'étiquette, se nomma lui-même à son épouse, et l'accompagna à Soissons. La cérémonie du mariage fut célébrée à Paris, dans le grand salon du Musée, par le cardinal Fesch, oncle de Bonaparte.

Des fêtes splendides furent données a cette occasion. Le prince de Schwartzemberg, au nom de son souverain, en donna une durant laquelle le feu

prit à la salle de bal, construite dans le jardin : rien ne put arrêter les progrès de l'incendie ; plusieurs personnes y périrent, et, sans doute, le nombre des victimes eût été plus grand, si Napoléon, accouru au milieu de la nuit sur le lieu de cette catastrophe, n'eût lui-même donné l'exemple de leur porter secours. Le peuple, qui avait vu avec peine l'empereur se séparer de Joséphine pour épouser une princesse du sang royal, et qui, entrant jusqu'à un certain point dans la raison politique, eût applaudi à son mariage avec la fille d'un de ses généraux, regarda cet incendie comme un funeste présage. Napoléon lui-même en conçut un pénible pressentiment.

Le mariage de l'empereur fut jugé en France avec des sentiments divers. Joséphine avait su se faire aimer, le peuple voyait en elle une reine populaire, et le mariage de l'empereur des Français avec une archiduchesse, semblait aux vieux républicains une mésalliance. D'un autre côté, on croyait voir dans cette union le gage d'une paix durable. Quant à Napoléon, dans sa vie privée, rien ne pouvait plus contribuer à son bonheur que son union avec Marie-Louise. Il avait coutume de la comparer à Joséphine, en accordant à celle-ci tous les avantages de l'esprit et des grâces, et en attribuant à l'autre les charmes de la simplicité, de la modestie et de l'innocence. Sa première épouse employait toutes les ressources de l'art pour faire valoir et pour rehausser ses charmes ; la seconde, pour plaire, n'avait recours qu'à la jeunesse et à la nature. Joséphine administrait mal ses revenus, et contractait des dettes sans scrupule ; Marie-Louise se renfermait dans les bornes des siens. Joséphine, accoutumée aux intrigues politiques, aimait à gouverner son mari, à l'influencer, à le guider ; Marie-Louise ne songeait qu'à lui obéir. L'une était une excellente femme, une amie à toute épreuve, une épouse dévouée et intelligente ; l'autre une esclave apathique et hautaine.

Le 27 avril, Napoléon partit avec la nouvelle impératrice pour Bruxelles, et le 30 il était au château impérial de Laken. Quelques jours furent donnés à ce voyage dans la Belgique, dont les habitans saluèrent avec ivresse la fille de leur ancien souverain, devenue l'épouse de celui qui les avait mis au niveau des prospérités de la France. Le retour à Paris des deux voyageurs eut lieu par Dunkerque, Lille, le Havre et Rouen. Partout le cri de la paix se mêla aux bénédictions des peuples ; mais ce vœu ne pouvait être entendu.

L'Angleterre observait avec anxiété la marche de l'empereur, elle prêtait une oreille attentive aux acclamations de la France ; et de son côté Napoléon observait la contenance de son implacable ennemie : en parcourant les côtes septentrionales de son empire, il se pénétra de plus en plus de la nécessité d'un blocus continental, que sa politique commandait de plus en plus rigoureux.

Dès le 6 janvier, la Suède y avait accédé, et la restitution de la Poméranie l'avait récompensée de sa soumission ; désormais, les traités ne devaient plus avoir d'autres bases, les ruptures et les alliances d'autres motifs. L'année 1810 allait présenter le système continental comme une guerre à outrance faite à la commerçante Angleterre. Jusqu'alors l'infidélité de nos alliés du continent avait rendu vaines toutes les entreprises contre cette puissance ; bientôt ils seront entraînés dans les dangers du système continental, c'était une tyrannie, mais une tyrannie que Napoléon jugeait nécessaire.

La Hollande attire la première l'attention de l'empereur ; Louis gouverne depuis quatre ans ses provinces que fait fleurir un immense commerce ; le 24 janvier, ses ports sont déclarés suspects ; le 16 mars, Napoléon réunit à la France le Brabant, la Zélande et une partie de la Gueldre ; ces provinces forment dès lors

le département des Bouches-du-Rhin et des Bouches-de-l'Escaut. Louis apprend en même temps qu'une armée de dix-huit mille hommes s'avance pour soutenir en Hollande le blocus continental : il oppose alors une résistance toute patriotique aux ordres impérieux de son frère : et plutôt que de consacrer, par sa sanction, une injustice flagrante, il abdique le 1er juillet, en faveur de son fils, et descend de ce trône, où il ne peut croire que Napoléon ne l'ait fait monter que pour le soumettre aux caprices de sa politique.

La France, dès ce jour, compta trente départements maritimes, et le commerce de l'Angleterre n'eût plus d'asile en Europe que le Portugal. Durant 1810, le blocus continental apporta les plus grandes entraves au commerce en général ; il fut mortel pour l'Angleterre ; s'il eût été possible qu'il durât trois ans de plus, cette puissance succombait de langueur ; aussi fit-elle d'incroyables efforts, d'incommensurables sacrifices pour faire cesser un état de choses qui tendait à l'effacer du nombre des puissances.

Pendant l'année 1810, la guerre de la Péninsule fut heureuse pour la France, autant du moins qu'une semblable guerre pouvait l'être : le 2 janvier, Séville, la résidence du gouvernement insurrectionnel, fut occupée par le maréchal Soult ; les armées françaises pénétrèrent par toute l'Espagne, excepté Alicante, Carthagène, Cadix et la fameuse île de Léon. Le 25 avril, le maréchal Suchet gagna contre le général O'Donnell, depuis comte de l'Albani, la bataille de Lérida ; le 6 mai, Junot enleva d'assaut la ville d'Astorga ; le 26 du même mois, six cents Français, presque tous officiers, prisonniers de la honteuse capitulation de Baylen, sur les pontons de Cadix, s'emparèrent, par le coup le plus audacieux, d'un mauvais navire sans agrès, traversèrent les escadres anglaises sous le feu des chaloupes canonnières, et parvinrent à aborder le rivage, où le maréchal Victor les reçut dans ses rangs.

Les victoires des Français se succédaient rapidement dans la Péninsule : le 8 juin, Méquinenza se rendit au maréchal Suchet ; le 10 juillet, après vingt-cinq jours de tranchée ouverte, Ney entra dans Ciudad-Rodrigo. En Portugal, Almeida était prise, le 27 août, par Masséna ; le 27 septembre, ce maréchal battait Wellington à Busaco, et le rejetait dans la position de Torrès-Vedras.

Pendant cette lutte qui se prolongeait avec des chances diverses, le continent espagnol de l'Amérique, las de la tyrannie de la métropole, jetait les bases de son indépendance future, et fondait la république de Venezuela ; Napoléon, en recevant la nouvelle de cet événement, se put s'empêcher de prédire le succès de cette hardie émancipation, tant, malgré sa pente au despotisme, il doutait peu de la force et de la persévérance d'un peuple épris de la liberté.

Depuis que Napoléon s'était annoncé comme le restaurateur du culte, il avait eu pour coryphées toutes les âmes dévotes ; maintenant qu'il avait eu le malheur de mécontenter le pape, il s'était attiré pour ennemis tous les fanatiques de la catholicité. Les prêtres, qui ne pardonnent pas aisément, allaient sourdement lui faire une guerre d'insinuations hypocrites et de lâches calomnies. Ils fulmineraient contre lui au saint tribunal de la pénitence ; ils le compareraient à Attila ; ils le maudiraient comme l'Anté-Christ. Napoléon ne voulut pas leur laisser le temps de répandre leurs poisons ; il fit offrir au pape de retourner à Rome sous la seule condition de ne point troubler la paix publique, de reconnaître le gouvernement établi, et de ne s'occuper que d'affaires spirituelles ; mais ce prêtre, qu'il avait follement placé au-dessus de lui en lui demandant l'huile de son sacre, persista dans son obstination ; des brefs avaient été adressés aux chapitres métropolitains de Florence et de Paris, pour troubler

l'administration des diocèses, pendant la vacance des sièges, en même temps que le cardinal Pietro expédiait des vicaires apostoliques dans les évêchés vacants.

Depuis cinq ans que la querelle durait entre sa sainteté et Napoléon, rien n'était décidé encore sur l'état temporel du pape, et cette incertitude encourageait sa résistance. Napoléon se décida enfin à faire pour toujours la séparation de la puissance temporelle d'avec la puissance spirituelle, et à ne plus souffrir Pie VII comme souverain. Le sénatus-consulte du 7 février 1810 réunit les états de Rome à l'empire, et fixa ce qui était relatif au temporel des papes.

Amené dans le palais de Fontainebleau, afin que sa personne fût à l'abri d'une tentative qui devait avoir lieu par mer, Pie VII occupa le logement qu'il avait habité précédemment, et ne cessa d'y être traité de la manière la plus honorable. Sa cour était aussi bien tenue qu'au Vatican.

Napoléon ne revit le pape qu'en janvier 1815, en compagnie de l'impératrice. Il l'amena alors par la seule force du raisonnement à souscrire un nouveau concordat, qui fut signé en présence de plusieurs cardinaux, d'un grand nombre d'évêques de France et d'Italie, et d'une partie de la cour impériale.

En compensation du temporel, auquel le pontife renonçait, l'empereur se proposait de l'entourer de pompes et d'hommages ; il en eût fait une idole ; Paris fut devenu la métropole du monde chrétien, et l'empereur eût dirigé le monde religieux aussi bien que le monde politique. L'influence qu'il aurait été à même d'exercer sur l'Espagne, l'Italie, la confédération du Rhin, la Pologne, aurait resserré les liens fédératifs du grand empire, et le pouvoir que le chef de la chrétienté avait sur les fidèles d'Angleterre, d'Irlande, de Russie, de Prusse, d'Autriche, de Hongrie, de Bohême, fut devenu l'héritage de la France.

L'empire aurait eu ses sessions religieuses comme ses sessions législatives ; ses conciles eussent été la représentation de la chrétienté, les papes n'en eussent été que les présidents ; l'empereur eût ouvert et clos ces assemblées, il eût approuvé et publié leurs décisions, comme l'avaient fait Constantin et Charlemagne. Cette suprématie, en effet, n'avait échappé aux empereurs que, parce qu'ils firent la faute de laisser résider loin d'eux les chefs spirituels, toujours prêts à profiler de la faiblesse des princes pour s'affranchir de leur autorité et les soumettre à leur tour.

Ainsi les plans, les projets de Napoléon tendaient sans cesse à fonder la suprématie de la France. Paris, sous lui, devait devenir la ville unique, la capitale des capitales. Les chefs-d'œuvre des sciences et des arts, les musées, tout ce qui avait illustré les siècles passés s'y devait trouver réunis ; les églises, les palais, les théâtres y devaient être au-dessus de tout ce qui existe. Napoléon regrettait de ne pouvoir y transporter l'église de Saint-Pierre de Rome ; il était choqué de la mesquinerie de Notre-Dame.

Ainsi, en 1813, sans les événements de Russie, le pape eût été évêque de Rome et de Paris, et logé à l'archevêché : le Sacré Collège, la Datterie, la Pénitencerie, les Missions, les Archives eussent été placés dans la cité et dans l'île Saint-Louis, dont les maisons rasées auraient fait place à des édifices publics, au sanctuaire de la religion, à celui de la justice, et à de magnifiques promenades. Rome eût été transportée dans l'antique Lutèce. C'étaient là de gigantesques projets : s'ils se fussent réalisés, c'en était fait de la liberté en Europe, peut-être pour trois siècles... Et pourtant cela était beau ; mais au fond, il n'y avait là que la poésie du despotisme, et point de réalité dans le but d'un progrès de l'humanité.

Depuis la révolution qui s'était opérée en Suède dans les premiers mois de 1809, les états avaient placé le sceptre dans les mains du duc de Sudermanie, oncle du roi dépossédé ; mais ce vieillard n'avait plus la force de tenir les rênes du gouvernement ; et, à la suite d'une chute de cheval, son héritier, le jeune Christian d'Augustemberg, sur qui pesait tout le fardeau des affaires, venait de mourir. Dans cette conjoncture il était urgent de lui choisir un successeur. Trois candidats se présentaient : c'étaient Gustave, fils du dernier roi, légitime héritier de la couronne, le roi de Danemark, qui pensait que l'empereur des Français appuierait ses prétentions, et le duc d'Oldenbourg, beau-frère du czar Alexandre ; mais le premier était encore enfant, et la Suède, fidèle à ses anciennes inimitiés, ne pouvait consentir à accepter les deux autres. Elle prit alors un parti qui semblait propre à lui concilier Napoléon.

Bernadotte, qui avait épousé une belle-sœur de Joseph Bonaparte, s'était fait une grande réputation dans le nord de l'Europe, lorsqu'il avait été successivement gouverneur du Hanovre et administrateur de la Poméranie ; il s'était, disait on, montré l'ami et le protecteur de la nation suédoise ; et ses soldats qu'il avait commandés lui portaient la plus vive affection. Ce fut sur ce général que se fixa le vœu des Suédois. Leurs envoyés vinrent à Paris, et Napoléon s'empressa de saisir cette occasion de satisfaire l'ambition de Bernadotte, qui, comblé des faveurs impériales, mais mécontent de n'avoir pas encore à trôner, s'était fait par dépit l'âme des conciliabules, au sein desquels se manifestait encore l'opposition républicaine. L'empereur, à qui il répugnait de sévir contre lui, mais qui était bien aise de se débarrasser de ses intrigues en l'éloignant de la France, souscrivit volontiers à ce qu'il échangeât son titre de prince de Ponte-Corvo contre le titre de prince héréditaire de Suède. Bernadotte partit ; il était déjà résolu à abjurer sa religion : plus tard, comme Moreau, il devait trahir sa patrie native, et porter les armes contre elle.

A l'époque où ce général de la République présentait son front à l'ancienne couronne des Goths, Napoléon fit occuper le Valais, dont il forma un département, afin que toute la route du Simplon se trouvât désormais comprise dans la circonscription de l'empire. Il décréta en même temps d'autres adjonctions de territoire, et conçut le plan d'un canal qui devait joindre la Baltique à la Seine. La principauté d'Oldenbourg, dont l'inviolabilité avait été garantie par le traité de Tilsitt, et dont le titulaire était beau-frère de l'empereur Alexandre, ne fut pas exceptée de cette prise de possession. Le czar réclama à ce sujet. Napoléon fit offrir en échange de la principauté dont il s'était emparé, la ville et le territoire d'Erfurt, avec la seigneurie de Blaunenkeim. Mais cette indemnité plus que suffisante ayant été repoussée, Napoléon n'en persista pas moins dans sa résolution d'occuper Oldenbourg ; et l'empereur Alexandre, dans une protestation écrite avec force, déclara qu'il n'approuvait point l'injustice faite à un prince de sa famille.

L'Angleterre, attentive à tout ce qui pouvait porter atteinte à la sécurité du gouvernement français et au maintien de la paix, ne manqua pas de mettre à profit cette contestation. Elle fit présenter à l'empereur de Russie des plaintes sur la stagnation du commerce et sur l'état de gêne où l'alliance de la France réduisait la population russe, comparé aux avantages que lui offrait l'amitié de l'Angleterre, reine des mers, maîtresse des colonies.

Alexandre rendit, le 3i décembre 1810, un ukase qui maintenait en apparence l'exclusion des produits des manufactures anglaises, mais qui, en réalité, autorisait leur importation dans presque tous les ports de la Russie, sous la

condition que les importateurs ne seraient pas des Anglais. Napoléon vit bien que c'était là une atteinte au système continental. Mais, de même qu'Alexandre n'avait pas hasardé de se prévaloir de l'envahissement d'Oldenbourg pour rompre son alliance avec la France, Napoléon, de son côté, quoique le changement de ton et de politique de la part de la Russie ne pût lui échapper, hésita néanmoins à en venir à une rupture ouverte, avec un ennemi puissant, au sujet d'un ukase, dicté peut-être par la nécessité. Au reste, il pouvait prendre patience, et si quelques nuages s'élevaient de ce côté, il n'en voyait pas moins sa domination s'étendre ; car, sans compter l'Espagne et le Portugal, dont le succès de nos armes ne lassait point l'énergie, l'Europe offrait alors ce singulier phénomène de plus de cent millions d'habitans obéissant à la volonté d'un seul homme. Depuis les prospérités de l'empire romain, l'histoire n'avait pas offert l'exemple d'un développement de puissance aussi extraordinaire. Parvenu à ce faite d'une grandeur inouïe, Napoléon vit s'accomplir l'événement qui paraissait le plus propre à la perpétuer. Le 20 mars, il lui naît un fils. Comme père et comme souverain, Napoléon ressent un bonheur d'autant plus vif qu'il a été sur le point de lui échapper : les plus pressants dangers, en effet, ont menacé l'impératrice au moment de mettre au monde cet enfant si ardemment désiré ; mais Napoléon a oublié qu'il est empereur ; les jours de l'impératrice et ceux de son enfant sont également exposés ; ils dépendent d'une opération douteuse ; Dubois l'accoucheur consulte Napoléon : **Sauvez la mère, répond-il, traitez ma femme comme une bourgeoise de la rue Saint-Denis.** Il court alors auprès de Marie-Louise, l'encourage, la console, la soutient par sa présence ; et bientôt, transporté de joie, hors de lui-même, il se précipite à la porte du salon où la France et l'Europe attendent leur destinée : C'est un roi de Rome, s'écrie-t-il, et cent un coups de canon annoncent à la capitale que l'empereur des Français a un héritier ; un même sentiment d'enthousiasme et de bonheur unit en ce jour Napoléon et son peuple ; aussi, dans sa réponse au sénat, dit-il : **Tout ce que la France me témoigne dans cette occasion va droit à mon cœur. Les grandes destinées de mon peuple s'accompliront ; avec l'amour des Français, tout me deviendra facile.**

Ce fut notamment depuis la naissance du roi de Rome que le peuple attacha une idée superstitieuse de bonheur à l'anniversaire du 20 mars ; et en effet le mois de mars est celui que le cours des événements semble avoir marqué comme une époque de grandes choses dans tout le cours de la vie de Bonaparte. C'est le 20 mars 1796, qu'à l'âge de vingt-six ans il vient prendre à Nice le commandement en chef de l'armée d'Italie. A ce mois se rattachent successivement depuis le premier jour de son élévation jusqu'à celui de sa chute, la victoire du Tagliamento, remportée sur le prince Charles, la reconnaissance de la rive gauche du Rhin pour limite de la République française, la formation de l'armée de réserve, l'élection du pape à Venise par l'influence du premier consul, la réunion à la République des territoires entre Rhin et Meuse, entre Rhin et Moselle ; la cession du duché de Parme à la France, le traité de paix avec le roi des Deux-Siciles ; celui d'Amiens entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, la création des écoles de droit dans toutes les grandes villes, la réunion des états de Venise au royaume d'Italie, l'abdication de Charles IV en faveur de son fils, le prince des Asturies, la prise de Saragosse, la bataille de la Gébora et la capitulation de Badajos, la bataille de Craonne, les belles affaires de Reims et de Saint-Dizier, l'entrée de la flottille de l'île d'Elbe dans le golfe Juan, l'occupation de Sisteron par Cambronne, l'entrée à Grenoble, à Lyon, et la jonction du maréchal Ney et de son armée avec Napoléon : enfin, pour compléter cette étonnante

énumération par des rapprochements que le bon Plutarque n'aurait pas négligés, le 20 mars 1796, Bonaparte parut pour la première fois à la tête d'une armée ; le 20 mars 1810, Napoléon apprit à Paris la nouvelle de la célébration à Vienne de son mariage avec l'impératrice Marie-Louise ; le 20 mars 1815, Napoléon, que le mois de mars précédent avait vu réduit à abdiquer la couronne après des prodiges de génie et de gloire, rentra dans la capitale, et remonta sur le trône.

Bien que Napoléon n'eût qu'à se louer de sa fortune, la résistance héroïque des Espagnols était un contre-temps qui lui causait de sérieuses inquiétudes. Il avait à se plaindre de la Russie ; mais pour obtenir satisfaction il ne pouvait se précipiter dans deux guerres à la fois, toutes les deux nationales, et dont une seule profiterait de sa présence et de ses talents : aussi hésita-t-il pendant près d'une année, et fut-il plusieurs fois sur le point d'arranger à l'amiable les différends entre lui et l'empereur de Russie.

Le czar articulait quatre griefs : 1° L'alarme causée à la Russie par l'agrandissement du duché de Varsovie depuis le traité de Schoenbrunn, comme si ce duché était destiné à devenir le point central d'un état indépendant ou d'un royaume formé des provinces démembrées de la Pologne qui avaient été le partage de la Russie. Le czar exigeait que l'empereur des Français fît la promesse explicite que le royaume de Pologne ne serait jamais rétabli.

Napoléon prétendit ne pouvoir garantir la Russie contre un événement qui pourrait être indépendant de sa coopération ; mais il offrit de ne jamais favoriser aucune entreprise qui, directement ou indirectement, conduirait au rétablissement de la Pologne comme royaume indépendant.

2° L'injustice faite en réunissant à la France, sous la promesse d'une indemnité, le duché d'Oldenbourg, qui avait été garanti par le traité de Tilsitt à un prince proche parent et allié du czar. La Russie désirait que cette indemnité consistât dans le duché de Dantzick, ou dans quelque autre territoire d'une égale importance, situé sur les frontières du grand duché de Varsovie, et qui pût ainsi offrir une nouvelle garantie contre les craintes qu'inspirait l'agrandissement progressif de cet état.

La France ne voulut point adhérer à cet article ; elle proposa toutefois d'accorder une autre compensation quelconque.

3° Le troisième point en litige était le degré auquel le commerce de la Russie avec l'Angleterre serait restreint. Napoléon proposa d'adoucir ce que la prohibition avait de trop rigoureux, en autorisant les échanges de produits entre les Anglais et les Russes.

4° Il fut proposé de réviser le tarif russe de 1810 ; de sorte que, sans blesser les intérêts de la Russie, on pût diminuer les droits exorbitants imposés sur les objets du commerce français.

D'après cet exposé, qui reproduit les bases définitives sur lesquelles Napoléon voulait traiter, il est bien évident que, s'il n'eût pas existé, entre les deux empereurs, un sentiment d'animosité, tout aurait pu s'arranger à l'amiable.

Napoléon n'attendit pas l'issue des négociations pour faire ses préparatifs de guerre. Le 15 décembre 1810, un sénatus-consulte avait déjà mis à sa disposition une levée de cent soixante mille hommes. A la fin de 1811, ces nouvelles recrues étaient des soldats exercés. Toutes les troupes, disséminées sur la vaste superficie de l'empire, pouvaient être réunies au premier signal : elles l'attendaient avec impatience, car les armées ne détestent rien tant que le

repos. Mais l'empereur, avant de tenter l'entreprise qu'il méditait, voulait sonder les dispositions de Bernadotte, dont l'alliance lui était nécessaire. Il reconnut bientôt qu'il ne pouvait compter sur son ancien compagnon d'armes. La Suède était décidée à se jeter dans le parti -- opposé à la France. D'un autre côté, les Prussiens étaient presque unanimes dans leur vif désir de tirer l'épée contre la France, et leur roi ne souhaitait pas moins de relever l'indépendance de son royaume ; sa première pensée fut donc de se jeter dans les bras de la Russie. Mais l'empereur Alexandre parut sentir qu'en acceptant cet auxiliaire, il contracterait l'obligation de le protéger dans la supposition d'un revers. Les plus fortes places de la Prusse étaient entre les mains des Français ; l'armée du roi ne montait pas à plus de quarante mille hommes, et il n'avait pas le temps de lever ou d'organiser les forces nationales. Pour opérer une jonction avec ces quarante mille hommes, ou avec ce qu'on en pourrait rassembler, il faudrait qu'Alexandre précipitât la guerre et fit marcher une forte armée sur la Silésie, véritable point de ralliement des Prussiens. Mais une telle armée aurait en face toutes les forces de la France, de la Saxe et de la confédération du Rhin ; tandis que les troupes ennemies du grand-duché de Varsovie, réunies probablement à un corps d'Autrichiens, seraient sur ses flancs. Ce mouvement en avant, opéré trop tôt, aurait ressemblé à la conduite de l'Autriche dans les campagnes de 1805 et de 1809, pendant lesquelles elle avait également jeté ses armées en Bavière, dans l'espoir de s'acquérir des alliés, mais sans autre résultat que de les exposer aux défaites décisives d'Ulm et d'Eckmühl. C'eût été imiter encore cette marche également funeste de l'armée prussienne en 1806, lorsque, se précipitant en avant pour forcer les Saxons à se joindre à lui, le duc de Brunswick hâta l'issue de la campagne en provoquant la journée d'Iéna.

L'empereur de Russie refusa donc l'alliance du roi de Prusse. Toutefois, prévoyant que ce refus de sa part devrait forcer Frédéric, dont la position rendait la neutralité impossible, à se déclarer pour la France, il lui laissa la liberté de prendre les mesures et de former les alliances que les circonstances rendaient inévitables, l'assurant que si la Russie prenait l'ascendant, la Prusse retirerait le même avantage de la victoire, quelque parti qu'elle pût être obligée d'embrasser pendant la lutte.

Le roi de Prusse tourna alors ses regards vers la France ; il offrit à plusieurs reprises son amitié à Napoléon. Mais ne recevant aucune réponse satisfaisante, il commença à penser qu'on méditait sa ruine. Napoléon nourrissait en effet une aversion personnelle pour Frédéric ; il s'était, disait-on, écrié en regardant une carte de la Prusse : **Se peut-il que j'aie été assez faible pour laisser cet homme en possession d'un si grand royaume !** Napoléon était d'ailleurs instruit des négociations secrètes entre la Prusse et la Russie.

Cependant, le 24 février 1812, un traité fut dicté à Frédéric ; c'était sous la condition de le signer qu'on voulait bien lui laisser encore le nom et le titre de roi de Prusse ; s'il refusait, Davoust, qui avait occupé la Poméranie suédoise, allait marcher sur la Prusse et la traiter en ennemie. D'après ce traité, la Prusse devait mettre à la disposition de la France vingt mille hommes environ, et soixante pièces d'artillerie. Elle s'engageait en outre à pourvoir à l'approvisionnement de l'armée française, pendant qu'elle traverserait son territoire ; toutefois, les dépenses que cet approvisionnement occasionnerait devaient être déduites du montant des contributions imposées à la Prusse par Napoléon ; contributions qui n'avaient pas encore été payées. Ainsi, tandis que la Russie recevait des renforts de la Suède, l'ancienne alliée de la France, la France s'avançait contre la Russie,

appuyée par les restes de l'armée de Frédéric, qui, au fond du cœur, souhaitait qu'Alexandre remportât la victoire.

La voix de Napoléon avait naturellement du poids dans les conseils de l'empereur d'Autriche, son beau-père ; mais le cabinet autrichien était loin de voir d'un œil favorable ses plans d'ambition et d'agrandissement. Metternich, son ennemi constant, répétait incessamment à François II que le mariage qui venait d'être célébré ne saurait déterminer Napoléon à remettre l'épée dans le fourreau, ou à donner à l'Europe une tranquillité permanente. L'Autriche, à l'approche des hostilités, avait consenti à fournir à la France une armée auxiliaire de trente mille hommes, sous les ordres du prince Schwartzemberg, mais elle donna des instructions secrètes à son général pour qu'il ne montrât dans cette campagne que l'activité nécessaire pour jouer décemment le rôle d'un auxiliaire en quelque sorte sommé de prendre les armes.

Si Napoléon n'eût pas voulu ménager l'Autriche, il aurait pu employer, au début des hostilités contre la Russie, les moyens les plus efficaces. D'un mot il aurait recréé un royaume de Pologne, il aurait appelé aux armes une nation impatiente de revivre et de combattre pour sa liberté ; mais il ne pouvait excepter de cette résurrection la Gallicie, dont il avait garanti la possession à l'Autriche. Il dut donc s'interdire de révolutionner cette contrée guerrière, et renoncer à mettre en quelque sorte toute la Pologne à cheval. Ces considérations auxquelles il se crut obligé, lui firent perdre la coopération zélée des Lithuaniens, au moment où il en avait le plus grand besoin.

Cependant une lutte s'était engagée entre la Russie et la Turquie ; après plusieurs actions sanglantes, à la suite desquelles les Russes, battus d'abord, avaient ressaisi l'avantage, les hostilités languissaient, et des négociations avaient été entamées. A cette époque, Napoléon, qui avait le plus grand intérêt à ce que la Porte ne fît pas sa paix, chargea son ambassadeur de presser le grand-seigneur de marcher lui-même sur le Danube, à la tête de cent mille hommes. S'il se prêtait à cette diversion, l'empereur des Français promettait non-seulement de l'aider à se mettre en possession des deux provinces contestées, la Moldavie et la Valachie, mais de lui procurer aussi la restitution de la Crimée.

Ce message arriva trop tard ; la Porte venait d'adopter un système plus pacifique. Les envoyés anglais réussirent à convaincre la sublime Porte que, quoique la Russie fût son ennemie naturelle, elle pouvait conclure avec elle une paix de quelque durée, sous la garantie de l'Angleterre et de la Suède ; tandis que si Napoléon détruisait le pouvoir de la Russie, ou la subjuguait, le partage de l'empire ottoman, qu'il avait stipulé à Tilsitt, serait une mesure qu'aucun état n'aurait le pouvoir d'empêcher : la paix de Bucarest entre la Russie et la Turquie fut un peu plus tard la conséquence de ce raisonnement.

L'échec que la diplomatie française avait éprouvé dans cette circonstance montra à Napoléon la nécessité de faire usage de toutes ses ressources : il avait levé d'avance la conscription de 1811, il appela alors celle de 1812, et bientôt il put opposer à la Russie plus d'un million d'hommes.

La seule armée française en comptait : 850.000 auxquels il fallait ajouter :

Italiens : 50.000

Polonais : 60.000

Bavarois : 49.000

Saxons : 30.000
Westphaliens : 30.000
Wurtembergeois : 15.000
Badois : 9.000
Confédérés : 23.000
Prussiens : 20.000
Autrichiens : 30.000
En tout : 1.157.000 hommes.

Les Suisses et les Portugais n'étaient pas compris dans cet effectif. Toutes ces forces étaient destinées à entrer en ligne. Napoléon, pour assurer la tranquillité intérieure, et organiser au besoin la défense du territoire, ordonna une levée de gardes-nationales divisées en trois classes ; le premier ban, le second ban et l'arrière ban. Le premier ban comprenait tous les hommes de vingt à vingt-six ans qui n'avaient pas été appelés à servir dans l'armée ; le second, tous ceux qui étaient en état de porter les armes, depuis vingt-six ans jusqu'à quarante ; et l'arrière-ban, tous les citoyens valides de quarante à soixante. Les levées de ces classes qui ne devaient pas franchir les frontières, devaient être appelées successivement suivant l'urgence du danger. Elles étaient formées en cohortes de onze cent vingt hommes chacune ; mais la partie essentielle de ce projet était celle qui mettait à la disposition immédiate du ministre de la guerre cent cohortes du premier ban, c'est-à-dire plus de cent mille hommes de vingt à vingt-six ans : c'était un nouveau mode de conscription.

La guerre n'était pas encore déclarée entre les deux grands empires, que les préparatifs hostiles se faisaient avec une égale activité de part et d'autre. La Russie se bornait à rassembler des armées nombreuses sur le Niémen, tandis que la France faisait passer rapidement des troupes dans la Prusse et dans le grand-duché de Varsovie, et prenait les positions les plus favorables pour entrer sur les frontières de la Russie.

Cependant il restait encore des probabilités d'accommodement. Les causes premières de la querelle étaient déjà arrangées, ou du moins on avait établi des principes d'après lesquels il était facile de la terminer. C'est alors que le prince Kourakin, plénipotentiaire de Russie, reçut l'ordre de communiquer au duc de Bassano, l'ultimatum de son maître. Les bases de l'arrangement proposé par le czar étaient l'évacuation de la Prusse et de la Poméranie par les troupes françaises ; la diminution de la garnison de Dantzick, et le règlement à l'amiable des sujets de contestation entre Napoléon et Alexandre. À ces conditions, le czar consentirait à un système de licences semblable à celui que Napoléon avait adopté pour la France ; il protégerait le commerce français, et emploierait son influence pour déterminer le duc d'Oldenbour à accepter quelque indemnité raisonnable.

Napoléon regarda comme un outrage la proposition préalable de retirer ses armées de la position où elles se trouvaient ; il n'était pas habitué à s'entendre parler sur ce ton. L'ambassadeur de Russie reçut ses passeports.

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME

SOMMAIRE : Départ de Paris. — Séjour à Dresde. — Ambassade de Varsovie. — Ouverture de la campagne. — Passage du Niémen. — Occupation de Wilna. — La diète de Varsovie. — Napoléon et les Polonais. — Passage de la Dwina. — Combat d'Ostrowno. — Occupation de Witepsk. — Passage du Dnieper. — Prise de Smolensk.

1812.

Napoléon partit de Paris le 9 mai ; quatre jours après, il passa le Rhin, et arriva à Dresde au milieu des feux de joie. Jamais potentat n'étala plus de magnificence qu'il ne fit pendant son séjour dans cette capitale ; sa grandeur était parvenue à un si haut période, que, dédaignant les hommages vulgaires, il lui fallait des rois pour courtisans. Napoléon était le roi des rois, le véritable empereur de l'Europe.

L'empereur d'Autriche et son épouse se rendirent près de leur gendre tout-puissant ; le roi de Prusse vint grossir le cortège qui était des plus brillants. L'empereur vécut quelque temps au milieu des fêtes ; toutefois son esprit actif se lassa bientôt de cette pompe, qui pouvait satisfaire un instant sa vanité, mais qui ne présenta à son imagination que du vide et de la frivolité. Il fit venir l'abbé de Pradt, évêque de Malines, dont 3 désiraient employer les talents en qualité d'ambassadeur à Varsovie. Je suis sur le point de vous essayer, lui dit-il ; vous pouvez bien croire que je ne vous ai pas fait venir ici pour y dire la messe ; il faut que vous vous formiez un grand établissement, et que vous ne perdiez pas de vue les femmes ; leur influence est essentielle en ce pays. Vous connaissez la Pologne ; vous avez lu Rulhières. Quant à moi, je vais battre les Russes. Il faut que tout soit fini à la fin de septembre ; peut-être même y a-t-il déjà du temps de perdu. Je m'ennuie ici à la mort ; voilà huit jours que je joue ici le rôle de galant auprès de l'impératrice d'Autriche. Il exprima alors, par quelques allusions indirectes, la menace de forcer l'Autriche à renoncer à la Gallicie, et à accepter une indemnité en Illyrie, ou à s'en passer tout-à-fait. Quant à la Prusse, il avoua son intention de l'anéantir, quand la guerre serait terminée, et de la dépouiller de la Silésie. Je vais à Moscou, ajouta-t-il ; une ou deux batailles en feront la façon. Je brûlerai Toula : l'empereur Alexandre se mettra à genoux, et voilà la Russie désarmée. Tout est prêt, et l'on m'y attend. Moscou est le cœur de l'empire russe. D'ailleurs je ferai la guerre avec du sang polonais. Je laisserai en Pologne cinquante mille Français. Je ferai de Dantzick un second Gibraltar. J'accorderai aux Polonais un subside de cinquante millions par an : je puis faire cette dépense. Si la Russie n'y était comprise, le système continental ne serait qu'une bêtise. L'Espagne me coûte bien cher ; sans elle je serais le maître de l'Europe : mais quand cela sera fait, mon fils n'aura qu'à s'y tenir, et il ne faut pas être bien fin pour cela. Allez prendre vos instructions chez Maret.

Cette confiance complète dans le succès était généralement partagée par tous ceux qui approchaient de la personne de Napoléon. Les jeunes militaires

regardaient l'expédition de Russie comme une partie de chasse qui devait durer deux mois. L'armée était remplie d'espoir. Tous les soldats qui n'en faisaient point partie se plaignaient de leur mauvaise étoile et de Napoléon, qui ne les avait point appelés à une entreprise si glorieuse.

Cependant Napoléon fit une dernière tentative de négociation. Le général Lauriston avait été dépêché à Wilna pour avoir une communication définitive avec Alexandre. Le comte de Narbonne fut chargé d'aller inviter le czar à avoir une entrevue avec Napoléon à Dresde, dans l'espoir qu'en traitant personnellement, les deux souverains pourraient reprendre leurs habitudes d'intimité, et aplanir entre eux les difficultés qu'ils n'avaient pu arranger par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs. Mais Lauriston ne put obtenir d'audience de l'empereur, et le rapport de Narbonne tendait décidément à la guerre. Il trouva que les Russes n'étaient ni abattus ni exaltés, mais qu'ils étaient arrivés à la conclusion générale que la guerre était inévitable ; il valait mieux s'y résigner que de souscrire à une paix honteuse.

Le 29 mai Napoléon quitta Dresde pour se rendre à Thorn. Pendant qu'il entrait dans cette ville, le vice-roi, ayant devancé son armée, reconnaissait les bords du Bug et de la Narew, et s'occupait à lier par un système de défense la ligne que présente cette dernière rivière avec celle des lacs, qui s'étendent d'Angerburg à Johannisberg. La forteresse de Modlin attira plus particulièrement son attention ; les dispositions qu'il prit firent croire que la Wolhynie serait le théâtre de la guerre.

Napoléon, de son côté, visita la place de Dantzick, dont il avait renforcé la garnison, et qu'il regardait comme la plus importante de son empire. Osterode, Liebstad, Kreustbourg, Koenigsberg et Pillau le reçurent successivement. Peu de jours après, marchant avec le centre de son armée, il longea la Prégel jusqu'à Gumbinnen. Napoléon s'arrêta quelque temps dans cette ville, où le général de Narbonne, qu'il avait envoyé près d'Alexandre, apporta l'ultimatum de ce souverain. L'empereur des Français, mécontent des conditions qu'on voulait lui prescrire, ne désespéra pas encore de ramener le czar à des sentiments plus pacifiques : il tenta une nouvelle démarche : mais, comme elle fut infructueuse, il continua de s'avancer, et établit, le 22, son quartier général à Wilkowiski, où il mit à l'ordre du jour la proclamation suivante :

SOLDATS,

La seconde guerre de Pologne est commencée, la première s'est terminée à Friedland et à Tilsitt : à Tilsitt, la Russie a juré éternelle alliance à la France, et guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses serments ! elle ne veut donner [aucune explication de son étrange conduite, que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion.

La Russie est entraînée par la fatalité. Ses destins doivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégénérés ? Ne serions-nous donc plus les soldats d'Austerlitz ? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre. Le choix ne saurait être douteux. Marchons donc en avant ! Passons le Niémen, portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armées françaises comme la première ; mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie, et

mettra un terme à la funeste influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe.

Le 25, toute l'armée, à l'exception du 4^e corps, resté en observation, était sur la rive droite du Niémen. Elle avait effectué le passage de ce fleuve sur trois points sans être inquiétée. Quelques partis de Cosaques, qui étaient dans les environs de Kowno, se retirèrent précipitamment. On dit qu'au moment où l'empereur poussait son cheval vers le Niémen, cet animal broncha et lui fit perdre les arçons. **Mauvais présage**, s'écria une voix, **un Roumain retournerait sur ses pas**. Mais on ne put distinguer si c'était celle de l'empereur ou de quelqu'un de sa suite.

Les pluies avaient gonflé la Wilia. Les ponts sur cette rivière ayant été rompus, l'empereur ordonna à un escadron polonais de la traverser à la nage. Ces braves gens n'hésitèrent pas à s'y précipiter ; mais avant qu'ils en eussent atteint le milieu, le torrent irrésistible rompit leurs rangs ; ils furent entraînés par les eaux, et périrent jusqu'au dernier sous les yeux de Napoléon. Une vive douleur le saisit lorsqu'il vit ces braves soldats, au moment d'être engloutis, suspendant leurs efforts, tourner la tête vers lui et s'écrier : **Vive l'empereur !** Les spectateurs étaient immobiles d'horreur.

Le 27, toute l'armée était passée sur l'autre rive, et une députation vint de Wilna au-devant de Napoléon pour lui remettre les clés de la ville. L'empereur de Russie, ayant abandonné cette résidence deux jours auparavant, avait ordonné la retraite sur la Dwina et le Dnieper. On occupa Wilna sans éprouver d'obstacle : il n'y eut que de légères escarmouches entre notre avant garde et les cosaques ; Les Russes en s'éloignant incendièrent les magasins qu'ils avaient formés autour de la place.

Pendant que la capitale de la Lithuanie devenait le point de concentration de la grande armée, des proclamations annonçaient aux Lithuaniens la régénération de leur ancienne patrie. Une diète générale avait été convoquée à Varsovie, afin de diriger l'élan national, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'à l'ombre des aigles françaises la Pologne pût recouvrer son indépendance. Des adresses pleines d'énergie et d'enthousiasme appelèrent bientôt tous les Polonais à se joindre à la cause commune, pour affranchir leur pays et lui rendre le lustre dont il brillait au temps des Ladislas et des Sigismond. La diète, dans une de ses premières séances, arrêta qu'une députation se rendrait auprès de l'empereur des Français pour l'engager à couvrir de sa protection le berceau de la Pologne renaissante. Cette députation, admise le 11 juillet auprès de Napoléon, lui soumit l'acte de confédération dont les dispositions principales avaient pour objet la fusion en un seul royaume de toutes les parties détachées de l'antique héritage des Piast et des Jagellons ; mais le conquérant ne promit que d'une manière évasive. La liberté que la noble nation polonaise semblait demander parut l'inquiéter et le surprendre ; il craignit un moment que cette assemblée, qu'il avait convoquée uniquement pour seconder ses vues, ne fût un jour rebelle à ses volontés. Aussi ne s'engagea-t-il à rien ; il demanda des sacrifices énormes et un dévouement qui ne pouvait résulter d'un vague espoir. Il exigeait que les provinces soumises aux Russes se déclarassent, même avant son arrivée ; enfin ses conclusions furent qu'il fallait renoncer à la Gallicie, puisqu'il en avait garanti la possession à l'Autriche. Cette réponse glaça tous les cœurs. Les Polonais qui croyaient toucher au moment fortuné de leur délivrance, cessèrent de se réjouir : ils n'avaient plus à espérer un gouvernement de leur choix. Déjà ils s'étaient

flattés de voir les armes de la Lithuanie reparaître dans leur écusson ; par une illusion touchante et sublime, ils s'étaient persuadés qu'ils entendraient bientôt dans les champs fertiles de la Volhynie, dans les vastes plaines de la Nodolie et de l'Ukraine, ce cri joyeux, *vive la Pologne ! vive la patrie !* et maintenant ils acquéraient l'affligeante certitude que le bonheur qu'ils convoitaient ne dépendait plus d'un sentiment généreux, mais des froids calculs de la politique du guerrier dont ils avaient invoqué l'appui. Les Lithuaniens, d'abord prêts à se lever pour marcher avec nous, revinrent subitement de l'impulsion que leur avait donnée la présence au milieu d'eux du monarque dans lequel ils avaient cru voir un libérateur, Dès ce moment, la cordialité fit place à la défiance, et peu s'en fallut que l'affection du peuple pour les Français ne se changeât en haine : nous ne venions plus pour arracher ce peuple à la domination des étrangers que la fraude et le crime lui avaient donnés pour maîtres.

La première rencontre avec les Russes eut lieu le 28 juillet, tout près de Develtovo. La canonnade s'engagea d'une manière assez vive : l'ennemi, quoique renforcé par deux régiments de la garde du czar, ne conserva pas sa position ; culbuté par nos troupes jusque sur la Dwina, il détruisit ses magasins et repassa le pont construit sur ce fleuve avec une si grande précipitation, qu'il n'eut pas le temps de le brûler. Le lendemain, le 4e corps, ayant franchi le Niémen à Pilyony, commença son mouvement et se dirigea sur Zismori. Sur ces entrefaites, le roi de Naples, à la tête du 1er et 2e corps de cavalerie, poursuivait les 5e et 4e corps russes, ainsi que la garde d'Alexandre, qui, par Svetsianouï et Vidzouï, se retiraient dans leur Camp retranché de Drissa. Plusieurs fois les cavaliers polonais atteignirent l'arrière-garde de Barclay de Tolly ; toujours ils se montrèrent animés par l'enthousiasme et la passion. Auprès de Svetsianouï, on eut beaucoup de peine à sauver un escadron de hulans, qui tomba entre leurs mains.

Napoléon ayant été informé, pendant son séjour à Wilna, que le 6e corps russe, commandé par Doctorow, s'était mis en route pour joindre Barclay de Tolly, ordonna à la cavalerie d'avant-garde et à une partie du premier corps de se mettre en marche pour s'opposer à cette jonction, et envoya vers Minsk le maréchal Davoust, avec deux divisions de son corps, pour empêcher Bagration de se concentrer sur la Dwina.

Bagration, se voyant à la fois attaqué de front par le roi de Westphalie et par Reynier, qui venait de Slonim : poussé par sa gauche par le prince de Schwarzenberg, nouvellement entré en Volhynie ; enfin menacé à sa droite par le maréchal Davoust, se retira sur le Dnieper, après avoir été battu à Mohilow.

Le centre de notre armée avait suivi la direction de Dunabourg, et harcelait l'ennemi, qui, en se retirant, coupait tous les ponts. La brigade Suhervie, en arrivant auprès de la Dwina, chargea la cavalerie russe avec la plus grande intrépidité, et fit deux cents prisonniers. Les ennemis paraissant déterminés à défendre cette ligne le général Montbrun fit avancer cinq pièces d'artillerie légère, dont le feu les força de s'éloigner. En même temps, le corps de Nansouty passait la Dwina à Pastavouï, où le général de brigade Roussel culbuta plusieurs escadrons russes. Le maréchal Macdonald, après avoir quitté Rossiéna, capitale de la Samogitie, se porta en avant. Deux régiments prussiens marchèrent sur Telch, et le général de brigade Ricard, ainsi qu'une partie de la division Grandjean, entrèrent dans Poneviej, dont elles sauvèrent les magasins. Sur ces entrefaites, le 4e corps manœuvrait sur Minsk, pour couper l'hetmann Platow,

qui, avec quatre mille cosaques, cherchait à se rapprocher du gros de l'armée russe. La difficulté des chemins empêcha le succès de cette opération.

Cependant Napoléon se préparait à partir de Wilna, et le quartier-général fut transféré à Gloubokoé. Le 4e corps se portait sur Vileïka ; le roi de Naples, appuyé des 2e et 5e corps, opérait à Drouïa sa jonction avec le maréchal Oudinot, venant de Dunabourg, où il avait fait lever le plan des ouvrages construits par l'ennemi ; ainsi on poussait de position en position la première armée de l'Ouest derrière la Dwina. Le général Sébastiani, commandant l'avant-garde, ayant rejeté les Russes de l'autre côté de cette rivière, les croyait en pleine retraite sur tous les points ; mais cette erreur devint fatale au général Saint-Geniez, qui, surpris par un corps de dix mille ennemis, fut fait prisonnier. Sa brigade ne parvint à se sauver qu'après avoir essuyé des pertes considérables.

A l'extrême gauche de l'armée, le maréchal Macdonald obtenait des avantages signalés, et prenait possession entière de la Courlande, province qui pouvait offrir de grandes ressources, particulièrement pour les remontes de la cavalerie. A la droite, Davoust continuait à poursuivre Bagration et Platow, qu'il ne put parvenir à entamer. Vers cette époque, la cavalerie polonaise du général Rozniecki, s'étant trop inconsidérément engagée, éprouva un échec à Romanow.

L'armée française marcha plusieurs jours sans rencontrer d'obstacles. Parvenue sur les bords de l'Oula, elle s'étonnait d'avoir parcouru un si grand espace presque sans combattre. La tranquillité que lui laissaient ses adversaires paraissait incompréhensible, et chacun, d'après son opinion, formait les conjectures les plus opposées et les plus étranges. La surprise redoubla, quand l'on sut que les généraux Lefebvre Desnouettes et Nansouty, s'étant emparés de Disna et de Polotsk, avaient forcé l'ennemi d'abandonner son camp retranché de Drissa, pour remonter à la hâte la Dwina. La force de cette position et les travaux qu'on y avait exécutés pendant un an avaient fait augurer qu'elle serait bien défendue.

Ce fut à Ostrowno, à six lieues de Witepsk, que se donna le premier combat remarquable de la campagne. Le 26 juillet, on rencontra l'ennemi en position devant cette ville, et on l'attaqua vivement. Il fit tous ses efforts pour résister à l'impétuosité de nos troupes ; mais, en peu de temps, il fut culbuté. Quatorze pièces de canon tombèrent en noire pouvoir ; un grand nombre de morts, laissés sur le champ de bataille, attesta la valeur du 7e et du 8e régiments de hussards, dont les charges brillantes décidèrent du succès. Les Français eurent à déplorer la perte du brave général Roussel, tué par un dragon russe.

Le lendemain, on atteignit encore l'armée ennemie ; postée à une lieue d'Ostrowno, entre des bois qui en rendaient l'approche très-difficile. Après une défense opiniâtre, les Russes furent contraints de céder le champ de bataille. On les poursuivit vivement, mais les chances de cette journée nous eussent peut-être été défavorables, si, au fort de l'action, le 16e régiment de chasseurs à cheval, chargé par plusieurs escadrons de cosaques de la garde, n'eût été dégagé par deux cents voltigeurs, que commandaient les capitaines Guyard et Savary. Dans cette occasion, ces guerriers attirèrent sur eux l'attention de toute l'armée, qui, campée sur un coteau, assistait à leurs exploits, et donnait à leur valeur des applaudissements justement mérités. Napoléon, témoin de ce beau fait d'armes, envoya demander de quel corps étaient ces soldats. Ils répondirent : *du 9e régiment, et les trois quarts enfants de Paris ! — Dites-leur*, ajouta l'empereur, *que ce sont de braves gens ; ils méritent tous la croix.*

Le combat ne fut pas meurtrier. Cependant, dans le petit nombre de morts, on cita le colonel du génie Liédot, homme vraiment digne du corps auquel il appartenait. Durant l'expédition d'Egypte, il s'était fait remarquer par son courage, et avait déployé une rare habileté dans la construction des places d'Italie.

Le 28, l'armée française entra dans Witepsk après une affaire peu sérieuse. Les Russes, en prenant de nouvelles positions, avaient laissé voir des forces considérables tant en cavalerie qu'en infanterie, et l'on s'attendait que la journée suivante serait marquée par une grande bataille. Notre armée s'était, en conséquence, portée en avant ; mais, quand elle s'ébranla, l'ennemi avait continué sa retraite sur Smolensk. Aussitôt qu'on se fût aperçu que les Russes avaient levé leur camp, toutes les divisions se mirent à leur poursuite, à l'exception de la garde impériale, qui alla s'établir à Witepsk, où Napoléon semblait vouloir séjourner. De l'autre côté de la route, les cosaques furent chargés par le général Lefebvre-Desnouettes, commandant la cavalerie légère de la garde. Après celle escarmouche, les Français rétrogradèrent sur le quartier général, et s'étendirent dans les environs, où ils prirent des quartiers de rafraîchissements. Napoléon manifesta alors sa volonté de terminer à Witepsk l'invasion et la guerre. [La campagne de 1812 est finie](#), dit-il, [1813 fera le reste](#).

Witepsk, chef-lieu du gouvernement de ce nom, était presque désert : toute la population de la ville avait pris la fuite. Le pays, ruiné par des nuées de cosaques, qui, avant de l'abandonner, avaient détruit tout ce qu'ils n'avaient pu emporter, n'offrait que peu de ressources. Depuis plus de deux mois la Pologne et la Lithuanie, dans un espace d'environ trois cents lieues, n'avaient présenté à nos soldats que des villages sans habitants et des campagnes saccagées. L'armée, longtemps assujettie à des privations, se trouvait dans une situation d'autant plus alarmante, qu'éloignée de ses magasins, il lui était impossible de former de nouveaux approvisionnements. Réduite à se suffire à elle-même, elle fut obligée de déployer une grande activité pour se procurer des subsistances. L'enlèvement des convois ennemis était le moyen le plus efficace de sortir de cet état de détresse.

Cependant les Russes, voyant leurs deux ailes réunies, au nombre de cent vingt mille hommes, n'étaient pas disposés à rester dans l'inaction. Ils conçurent le projet de surprendre Napoléon, à Witepsk même, par un mouvement subit, avant qu'il eût pu concentrer ses troupes. Dans cette vue, le général Barclay de Tolly fit marcher une partie considérable de la grande armée sur Rudneia, position à mi-chemin entre Witepsk et Smolensk, et qui formait à peu près le centre des lignes françaises. Cette manœuvre commença le 26 juillet ; mais le lendemain, Barclay de Tolly reçut de ses avant-postes des avis qui le portèrent à croire que Napoléon fortifiait son flanc gauche dans le dessein détourner l'aile droite des Russes et d'attaquer Smolensk sur leurs derrières. Pour prévenir cet accident, Barclay de Tolly suspendit sa marche de front, et, par un mouvement de flanc, commença à étendre son aile droite, afin de couvrir Smolensk. Celle erreur, car c'en était une, mit son avant-garde, qui n'avait pas été informée de ce changement de plan, en danger à Inkowo, place située à environ deux verstes de Rudneia.

Tandis que Barclay de Tolly concevait l'espérance de surprendre Napoléon, celui-ci, forcé de continuer cette guerre qu'il eût voulu suspendre, avait formé un projet digne de son génie élevé, et s'appêtait à effectuer la surprise dont il avait été lui-même menacé. Sans laisser suspendre l'exécution de son plan par

l'escarmouche qui avait eu lieu sur son front, il résolut de changer entièrement sa ligne d'opérations de Witepsk sur la Dwina, de concentrer son armée sur le Dnieper, en faisant d'Oresa le point central de ses opérations : il tournait ainsi la gauche des Russes au lieu de la droite, comme Barclay l'avait cru, et espérait gagner leurs derrières, s'emparer de Smolensk, et agir sur leurs lignes de communication avec Moscou. Dans ce dessein, Napoléon retira ses forces de Witepsk et de la ligne sur la Dwina, avec autant d'habileté que de promptitude, et jetant quatre ponts sur le Dnieper, il le fit traverser par Ney, le vice-roi d'Italie, et Davoust ; le roi de Naples les accompagna à la tête de deux grands corps de cavalerie ; Poniatowski et Junot s'avancèrent par différentes routes pour soutenir ce mouvement. Ney et Murât, qui commandaient l'avant-garde, firent tout plier devant eux jusqu'à leur arrivée, le 14 août, près de Krasnoé, où une action acharnée eut lieu.

Cette manœuvre, qui transporta la ligne d'opérations de Napoléon, de la Dwina au Dnieper, a été admirée par les tacticiens des deux nations.

Dès le 16 au matin, Ney se présenta le premier devant Smolensk. Cette grande et belle cité a pour enceinte une ancienne muraille crénelée, de quatre mille toises de circuit, épaisse de dix pieds, haute de vingt-cinq, et de distance en distance flanquée d'énormes tours, formant des bastions dont la plupart étaient armés de pièces de gros calibres. Dès notre apparition, l'un des faubourgs fut enlevé de vive force par un bataillon du 16^e régiment qui, s'étant élancé au pas de charge, rejeta dans leurs retranchements quatre mille hommes protégés par des travaux et de l'artillerie. Le maréchal Ney déclara dans son rapport que cette attaque victorieuse, pendant laquelle il avait été blessé, était le fait d'armes le plus valeureux qu'il eût vu depuis qu'il faisait la guerre.

L'ennemi occupait Smolensk avec trente mille hommes. Aussi le succès de Ney ne pouvait être qu'un prélude. Plus tard, dans la même journée, on vit s'avancer les troupes de Napoléon du côté de l'est, sur une rive du Dnieper, tandis que, presque au même instant, des nuages des poussières enveloppaient de longues colonnes qu'on voyait se mouvoir sur l'autre rive, et arriver de différents points avec une rapidité peu commune. C'était la grande armée russe sous Barclay de Tolly, et les troupes de Bagration, qui s'avançaient à marches forcées pour secourir Smolensk : leur force s'élevait à cent vingt mille hommes.

A cette vue, Napoléon, transporté de joie, bat des mains et s'écrie : **Enfin je les tiens !** Il ne doutait pas que le dessein des Russes ne fût de traverser la ville, de se déployer en avant des portes, et de lui offrir sous les murailles cette bataille générale qu'il désirait si ardemment, et de laquelle tant de choses dépendaient. Il prit toutes les mesures nécessaires pour disposer sa ligne. Mais Barclay de Tolly était bien décidé à ne pas mettre en danger le salut de son armée. Il envoya sur Ellnia son collègue plus impatient, le prince Bagration, qui aurait volontiers livré bataille ; et lui-même entra dans Smolensk, mais uniquement pour couvrir la fuite des habitants et évacuer les magasins.

Les derniers regards de Napoléon se portèrent sur les champs encore vides qui séparaient son armée de Smolensk. Rien n'annonçait que l'ennemi se disposât à en sortir. Murât, habitué à voir fuir les Russes depuis l'ouverture de la campagne, assurait qu'ils n'auraient pas envie de combattre ; Davoust fut d'un avis contraire. Lorsque parut, le jour, le terrain sur lequel Napoléon comptait voir l'ennemi était désert comme auparavant. Bientôt on vit la grande route, sur l'autre rive du Dnieper, couverte de troupes et d'artillerie ; la grande armée russe était en pleine retraite. Napoléon, irrité, prit sur-le-champ des mesures

pour l'assaut de la ville, voulant s'en emparer le plus tôt possible, afin de profiter du pont qui s'y trouvait pour traverser le Dnieper, et pour suivre les Russes dans leur fuite.

L'attaque de Smolensk commença aussitôt ; cette place se défendit avec la même vigueur que la veille. L'artillerie de campagne ne pouvait suffire contre ses remparts, l'armée éprouva des pertes notables dans cinq assauts successifs. Mais le succès de cette défense ne changea pas la résolution, prise par Barclay de Tolly, d'évacuer la place. Vers le milieu de la nuit, tandis que les Français y jetaient quelques bombes, ils virent des feux qui commençaient à s'allumer avec plus de rapidité et d'étendue que leur bombardement ne pouvait l'occasionner. C'était les troupes russes qui, ayant achevé d'évacuer ou de détruire les magasins, incendiaient la ville, et forçaient les habitants à les suivre dans leur fuite. Les Français entrèrent dans Smolensk le lendemain matin 18 août. La ville presque entière avait été la proie des flammes ; nos régiments traversèrent avec ordre, musique en tête et drapeaux déployés, ces décombres fumants que la haine des Russes leur laissait pour seuls trophées de leur victoire.

CHAPITRE VINGTIÈME

SOMMAIRE : Combat de Valontina. — Bataille de la Moskowa. — Marche sur Moscou. — L'armée russe évacue cette capitale. — Le gouverneur Rostopchin.

1812.

Napoléon s'occupa de faire rétablir promptement sur le Borysthène les ponts qui avaient été brûlés, l'armée française passa et se porta à la poursuite des Russes, qui se retiraient par la route de Moscou. A une lieue, on atteignit le premier échelon de leur arrière-garde, qui fut aussitôt culbutée qu'aperçue.

L'affaire de Smolensk avait privé l'armée ennemie de douze mille combattants, dont le tiers était resté sur la place. Bien que nous eussions été assaillants, cette perte fut triple de la nôtre. A côté d'un soldat français, on voyait les cadavres de cinq à six Russes. L'ennemi avait eu plusieurs généraux tués. De notre côté, le général Grabowski était mort glorieusement sur le champ de bataille.

Pendant que le centre de l'armée poursuivait sa marche triomphante, le général Gouvion Saint-Cyr, à qui le maréchal Oudinot, grièvement blessé devant Polotsk, avait cédé son commandement, remportait sur la Dwina les avantages les plus signalés, où Wittgenstein, ayant cru surprendre à Dunabourg la division Grand-Jean, avait luimême été défait. Une partie de son artillerie était tombée en notre pouvoir, ainsi qu'un grand nombre de prisonniers. Le général ennemi se jugea si complètement battu, qu'il resta deux mois entiers sans oser rien entreprendre. Ce succès fut acheté par la perte des généraux bavarois Deroy et Siebein : le premier fut particulièrement regretté ; il était presque octogénaire et comptait soixante ans de service. Napoléon, ignorant sa mort, le nomma comte, avec une dotation de trente mille francs.

Sur ces entrefaites, l'armée de Barclay de Tolly, ayant suspendu son mouvement rétrograde devant Napoléon, s'était arrêtée sur le plateau de Valontina, que les Moscovites nomment le Champ-Sacré. Cette position qu'une tradition religieuse faisait regarder comme inexpugnable, fut abordée par les divisions Ledru et Gudin ; celle-ci attaqua à la baïonnette avec une telle impétuosité, que les Russes s'enfuirent. Tant de valeur coûta la vie au brave général qui la commandait ; cette mort fut bien vengée. Les soldats firent un grand carnage de l'ennemi, qui laissa le Champ-Sacré couvert de ses débris. Trois généraux russes furent tués, un quatrième fut fait prisonnier.

Le 127^e régiment, qui jusqu'alors n'avait pas encore reçu le baptême du feu, conquit à Valontina le droit de porter une Aigle. On dit qu'en voyant les vainqueurs de cette journée, Napoléon s'écria : *Poursuivons nos succès ; avec dépareilles troupes, on doit aller au bout du monde !* Jusqu'à cette époque, on avait cru que l'empereur, voulant seulement rétablir le royaume de Pologne, bornerait ses conquêtes aux villes de Witepsk et de Smolensk, qui, par leur position, ferment l'étroit passage compris entre le Borysthène et la Dwina ; mais

la nouvelle d'une victoire remportée à Ghorodestchna par Schwartzenberg sur le général Tormasow, commandant en chef l'armée de Wolhynie, ayant dissipé tous les soupçons relativement à la coopération des Autrichiens, il fut décidé que l'armée continuerait son mouvement offensif.

Animés par leurs succès, enthousiastes d'un chef qui les avait conduits triomphants dans presque toutes les capitales de l'Europe, les Français manifestaient la plus grande ardeur, et n'écoutant que leur courage, suivaient aveuglément l'impulsion qui leur était communiquée.

Les Russes, fidèles au système de défense qui leur était prescrit, se reliraient en détruisant tout ce qui se trouvait sur leur passage, chassant devant eux les habitans et emmenant les bestiaux, ils incendiaient les maisons, occupaient les ponts, embarrassaient les routes, et saccageaient les récoltes.

Notre armée s'avançait au milieu de cette affreuse dévastation. Divisée en trois colonnes, elle occupait un espace de six lieues de largeur, et ne donnait pas à l'ennemi le temps de s'arrêter. Aussitôt qu'il paraissait vouloir prendre position, il était attaqué et débusqué sur-le-champ. Il avait manifesté l'intention de tenir dans un défilé en avant de Dorogobouch, et y avait élevé des redoutes ; mais à notre approche, il les abandonna après avoir incendié la ville. Les jours suivans amenèrent de nouvelles escarmouches où la valeur de nos soldats obtint toujours l'avantage. Le 30 août le général Caulaincourt était aux portes de Viasma, dont les Russes ne défendirent que faiblement la belle position. Après un léger combat, ils mirent le feu aux ponts, ainsi qu'aux principaux édifices, et se retirèrent. L'armée entra dans cette ville au moment où elle était la proie des flammes. On parvint à maîtriser le feu, et à sauver les deux tiers des maisons. La population entière avait fui vers Moscou ; le nombre des malheureux qui refluaient vers cette capitale, s'élevait déjà à plus de quinze mille.

Nos troupes, pressées par la famine, assaillies par les privations de tout genre, poursuivaient leur marche avec la plus grande activité ; une seule journée suffit à l'avant-garde pour arriver à Ghiat. Le quartier-général alla bientôt s'y établir. Le 4 septembre, une reconnaissance, poussée en avant, vint annoncer que l'armée russe était postée sur le Kologha. Une forte position qu'elle occupait à Ghridneva fut attaquée sur-le-champ ; elle s'y défendit et l'évacua pendant la nuit.

Le lendemain, Napoléon ayant mis, dès le point du jour, toutes ses colonnes en mouvement, donna l'ordre d'enlever un mamelon fortifié, qui couvrait la gauche de l'ennemi. Le feu commença à quatre heures du soir. Après deux heures d'un combat très-vif, la redoute fut emportée à la baïonnette par la division Compans : les Russes, mis en déroute, laissèrent sur le champ de bataille plusieurs milliers de morts. Mille de nos soldats périrent dans cet assaut ; aussi, quand le lendemain l'empereur, passant en revue le 61^e régiment, qui avait le plus souffert, demanda au colonel ce qu'il avait fait d'un de ses bataillons : *Sire*, répondit-il, *il est dans la redoute*.

Toute la journée du 6 se passa en reconnaissance de part et d'autre. Les deux armées étaient à peu près d'égale force : chacune d'elles comptait dans ses rangs cent trente mille combattants. Les Russes n'étaient plus commandés par le général Barclay de Tolly, dont le plan désastreux les avait effrayés. Maintenant ils obéissaient au prince Kutusow, désigné par tous les Moscovites comme le sauveur de la patrie. C'étaient les victoires de Kutusow, qui avaient tout préparé pour faciliter avec le divan des négociations avantageuses : les officiers et les

soldats vénéraient ce vieux guerrier, si célèbre dans les annales de la Russie : en le revoyant parmi eux, ils avaient fait éclater des transports de joie ; en effet, à peine arrivé, il avait annoncé que bientôt on ne rétrograderait plus, et dans la vue de sauver Moscou, dont Napoléon n'était qu'à cinq journées de marche, il avait choisi entre Ghiat et Mojaïsk une forte position où l'on pût livrer une de ces mémorables batailles, dont les résultats décident souvent du sort des empires. La fatigue de nos soldats, l'épuisement de nos chevaux semblaient promettre aux Russes une victoire facile : les Français, de leur côté, se croyaient assurés du succès, puisqu'ils se trouvaient dans une situation où il fallait absolument vaincre ou périr ; cette idée exaltait tellement leur courage, que, malgré la force de l'ennemi, malgré ses inexpugnables retranchements, ils regardaient Moscou comme une conquête infaillible et prochaine. Tout-à-coup, le 7 septembre, avant le jour, le bruit du tambour se fait entendre : déjà les officiers sont prêts, les soldats saisissent leurs armes, et tous n'attendaient que le signal du combat, lorsqu'on lut à l'ordre la proclamation suivante :

Soldats ! voilà la bataille que vous avez tant désirée, désormais la victoire dépend de vous, elle nous est nécessaire ; elle nous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie ! Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Witepsk, à Smolensk, et que la postérité la plus reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée ; que l'on dise de vous : Il était à cette grande bataille sous les murs de Moscou.

Toute l'armée répondit par des acclamations qui se prolongeaient encore, lorsqu'à travers un épais brouillard, on vit surgir un soleil radieux : *Voilà le soleil d'Austerlitz* ? s'écria alors Napoléon. L'armée agréa cet heureux présage, et se sentit électrisée par un si glorieux souvenir. Deux circonstances d'un grand intérêt pour Napoléon étaient survenues la veille. Un officier français lui avait apporté le portrait du roi de Rome : Napoléon le fit placer à l'extérieur de sa tente pour satisfaire la curiosité, non seulement des officiers mais même des soldats, qui accouraient en foule pour voir le fils de leur empereur. En même temps un aide-de-camp de Marmont était arrivé d'Espagne, porteur de dépêches qui annonçaient la perte de la bataille de Salamanque. L'empereur supporta avec fermeté cette nouvelle fâcheuse, et bannissant bientôt et l'idée de son bonheur domestique et celle de ses revers dans la Péninsule, il ne songea plus qu'à méditer les plans qui devaient fixer la victoire sous ses aigles.

A la pointe du jour, Napoléon parcourt le front de son armée ; vers sept heures la bataille s'annonça avec un horrible fracas : près de deux mille pièces de canon tonnaient sur un espace de deux lieues.

Davoust, avec les divisions Compans, Desaix, et trente canons en tête, s'avance rapidement sur la première redoute ennemie. Alors la fusillade des Russes commence : les canons français ripostent seuls. L'infanterie marche sans tirer ; elle se hâtait pour arriver sur le feu de l'ennemi et l'éteindre ; mais Compans, général de cette colonne, et ses plus braves soldats tombent blessés ; le reste, déconcerté, s'arrête sous cette grêle de balles pour y répondre, quand Rapp accourt remplacer Compans : il entraîne encore ses soldats, baïonnette en avant et au pas de course, contre la redoute ennemie. Déjà il y touchait lorsqu'à son

tour il est atteint : c'était sa vingt-deuxième blessure. Un troisième général, qui lui succède, tombe encore ; Davoust lui-même est frappé.

Pendant ce temps, le prince Eugène faisait de semblables efforts pour déloger l'ennemi du village de Semoneskoie et des retranchements qui l'environnaient. Jamais bataille ne fut disputée plus vivement. L'impétuosité de l'attaque des Français emporta enfin les redoutes ; mais les Russes se rallièrent sous la ligne même du feu de l'ennemi, et retournèrent au combat pour reprendre leurs retranchements. Le prince Poniatowski, qui formait la droite, s'était mis en mouvement pour tourner la forêt, sur laquelle les Russes appuyaient leur gauche et que longeait le maréchal Davoust. Deux batteries de soixante pièces de canon chacune, battant la position des Russes, avaient été construites pendant la nuit. La batterie de droite, armée avec l'artillerie de réserve de la garde, avait commencé le feu. Bientôt la mousqueterie s'engagea. Le vice-roi, formant la gauche, s'empara rapidement du village de Borodina, et lorsque le maréchal Ney se mit en mouvement sous la protection de soixante pièces de canon, et se porta contre le centre, mille pièces de canon vomirent la mort de part et d'autre. A huit heures, les positions des Russes étaient enlevées, leurs redoutes prises, et l'artillerie française couronnait les mamelons. Tout alors devint à l'avantage des Français ; les Russes virent la bataille perdue qu'ils ne la croyaient que commencée. Partie de leur artillerie était prise, et le reste évacué sur les lignes du derrière.

Dans cette extrémité, l'armée russe prit le parti de rétablir le combat, et d'attaquer avec toutes ses masses, ces mêmes positions qu'elle n'avait pu garder. Trois cents pièces de canon françaises, placées sur les hauteurs, foudroyèrent ces masses, et les soldats russes allaient mourir au pied de ces parapets qu'ils avaient élevés les jours précédents avec tant de soin.

Napoléon ordonna alors une charge de front, la droite en avant, et ce mouvement le rendit maître des trois quarts du champ de bataille. Il restait aux Russes leurs redoutes de droite : le général Morand les enleva, mais il ne put s'y maintenir. Les Russes, encouragés par ce succès, firent avancer leurs dernières réserves, dont la garde impériale faisait partie : ils attaquèrent le centre des Français, sur lequel avait pivoté la droite ; on craignit un moment qu'ils n'enlevassent le village brûlé. La division Friand s'y porta aussitôt avec quatre-vingts pièces de canon, qui arrêtaient d'abord et écrasèrent ensuite les colonnes russes, qui, pendant deux heures, se tinrent serrées sous la mitraille, n'osant pas avancer, ne voulant pas reculer. Le roi de Naples décida leur incertitude par une charge de cavalerie, qui pénétra dans les brèches faites aux masses. Le général Caulaincourt chargea aussi, entra, à la tête des intrépides cuirassiers, dans la redoute de gauche par les gorges, et tourna contre les Russes les canons qui étaient dans la redoute ; c'est là qu'il mourut au milieu de son triomphe.

Dès ce moment la bataille fut gagnée : la canonnade continua encore ; mais les Russes ne se battaient plus que pour leur salut. La garde impériale française n'avait pas eu besoin de donner.

Dans cette mémorable journée, chaque corps s'était couvert de gloire. Ney, Murat, Poniatowski, Grouchy, Belliard arrachèrent à l'ennemi la victoire la plus disputée ; et jamais faits d'armes plus brillants n'attestèrent la supériorité des armes françaises. Les Russes, à qui leurs efforts désespérés pour se remettre en possession de leur ligne de redoutes avaient occasionné des pertes immenses, comptèrent plus de quinze mille hommes tués et trente mille blessés. Les Français perdirent dix mille hommes, et eurent vingt mille blessés.

Cette victoire, si chèrement achetée, fut pauvre en résultats réels : à peine huit cents prisonniers et quelques pièces de canon en furent les trophées. Napoléon campa sur le champ de bataille et se mit le lendemain à la poursuite de l'ennemi. Les Russes ayant opéré, leur retraite en bon ordre, avaient pris position à quatre lieues seulement du champ de bataille.

L'infatigable Murat était déjà sur la route de Mojaïsk ; il avait cru se rendre maître de cette place, et avait même envoyé avertir l'empereur qu'il y pourrait coucher. Mais la force de l'ennemi, qui couvrait les routes de Moscou et de Ralouga, dans une position inexpugnable, le força de s'arrêter.

Murat se disposait à attaquer Kutusow à forces égales, lorsque le 11 il reconnut que l'armée russe avait disparu une seconde fois ; sa retraite avait été si bien conduite, si habilement masquée, que Napoléon, qui arrivait alors pour combattre, ne put savoir si elle avait pris la route de Moscou ou celle de Kalouga. Dans cette incertitude, il fut obligé de rester à Mojaïsk jusqu'au 12 ; il apprit alors positivement que les Russes se dirigeaient vers leur capitale.

Napoléon ne pouvait supposer que les Russes voulussent abandonner leur capitale sans tenter un second effort, et il désirait d'autant plus qu'ils entreprissent de lui résister, qu'ayant été rejoint par deux divisions de l'armée d'Italie, les pertes de Borodino se trouvaient ainsi à peu près réparées ; l'armée française comptait plus de cent mille hommes. Avec de telles forces, il était certain de la victoire ; mais à la suite d'un conseil de guerre dans lequel tous les généraux russes avaient été appelés à donner leur avis, il avait été décidé qu'on ne hasarderait pas une seconde bataille, et que Moscou, la ville sainte, ne serait pas défendue. Le 14 septembre, les troupes traversèrent les rues de la métropole, les yeux baissés, sans drapeaux déployés, sans roulements de tambours, et sortirent par la porte de Kalomna. Leurs longues colonnes étaient suivies dans leur retraite par la plus grande partie de la population. Cependant, avant de partir, le comte Rostopchin, gouverneur de la ville, tint une cour publique de justice. Deux hommes furent amenés : l'un russe, enthousiaste qui s'était nourri en Allemagne des anciennes doctrines de notre république française, et qui avait été assez exalté pour les exprimer à Moscou ; l'autre français, que la marche de ses compatriotes avait enhardi au point de tenir quelques propos politiques indiscrets. Le père du jeune russe était accouru ; on s'attendait à le voir intercéder pour son fils ; mais c'était sa mort qu'il venait demander.

Je vous accorde, lui dit le gouverneur, quelques instants pour lui faire vos adieux, et lui donner votre bénédiction.

— Moi, bénir un traître ! s'écria le Brutus scythe : malédiction à qui trahit sa patrie !

Ce fut le signal de sa mort : la tête de ce malheureux vola sous le sabre de l'exécuteur.

Pour toi, dit Rostopchin au Français, tu devais désirer l'arrivée des Français ; sois donc libre, mais va dire aux tiens que la Russie n'avait qu'un seul traître, et qu'il est puni.

Il ordonna qu'on ouvrît les prisons et qu'on mît en liberté les criminels qui s'y trouvaient ; puis, abandonnant la ville superbe à ces bandits, il monta à cheval et suivit la marche de l'armée, qui emmenait avec elle les archives, le trésor, des

magasins immenses, des richesses et des provisions de toute espèce. Les nobles et les riches étaient depuis longtemps partis.

CHAPITRE VINGT-ET-UNIÈME

SOMMAIRE : Entrée dans Moscou. — Incendie. — Napoléon au Kremlin Désorganisation de l'armée. — Proposition de paix. — Armistice accordé à Murat. — Nouvelles et inutiles avances faites par Napoléon à Alexandre. — Reprise des hostilités.

1812.

Huit jours après la bataille de la Moskowa, le 15 septembre, au moment où l'armée russe évacuait Moscou, Napoléon rejoignit son avant-garde à une lieue de cette capitale. Arrivé sur une hauteur à laquelle les Russes ont donné le nom de Mont de Salut, parce que là ils s'agenouillent et font le signe de la croix à la première vue de la cité sainte, il s'arrêta un instant. De ce point Moscou lui apparut magnifique et imposante, avec les clochers de ses trois cents églises, ses dômes de cuivre brillant au soleil, ses palais d'architecture orientale, entremêlés d'arbres et entourés de jardins, et son Kremlin, masse énorme de tours, de forme triangulaire, tenant le milieu entre un palais et un château fort, qui s'élevait comme une citadelle au-dessus de tout cet assemblage de bosquets et d'édifices.

Pas une cheminée cependant ne répandait sa fumée dans les airs, pas un être vivant ne se montrait sur les murailles ni aux portes. Napoléon contempla un instant ce spectacle ; il s'attendait à voir arriver une députation de boyards dans l'attitude du respect et de la soumission. Sa première exclamation fut : *La voilà enfin cette ville célèbre !* et la seconde : *Il était bien temps !* Son armée, s'inquiétant moins du passé que de l'avenir, avait les yeux fixés sur le but de tous ses souhaits : et le cri *Moscou ! Moscou !* passait de rang en rang.

L'empereur fut interrompu dans ses contemplations par un message qu'il reçut de Murat. Les escadrons que guidait le roi de Naples avaient poussé en avant, jusque parmi les cosaques qui couvraient l'arrière-garde des Russes, et qui accordèrent volontiers un pourparler au champion chevaleresque qu'ils reconnurent sur-le-champ, l'ayant vu si souvent briller aux premiers rangs de la cavalerie française. Le message qu'il envoyait à l'empereur annonçait que Miloradowitch menaçait de brûler Moscou, si on ne laissait à son arrière-garde le temps de la traverser. C'était un ton de bravade ; cependant Napoléon accorda l'armistice pour sauver une ville où il ne se trouvait plus d'habitans pour bénir sa clémence.

Après deux heures d'attente, quelques habitans français, qui s'étaient cachés pendant l'évacuation, lui apprirent l'étrange nouvelle que Moscou n'était plus qu'une ville déserte. Une population de deux cent cinquante mille âmes s'était exilée de sa ville natale ! Napoléon s'étonnait ; il ne put être convaincu que lorsqu'on fit paraître devant lui quelques individus, rebut de l'humanité, écume de la populace, seuls êtres vivants qu'on eût pu trouver dans la ville. Enfin, il ne put plus douter que Moscou n'eût été complètement abandonné ; il s'écria alors,

en souriant amèrement : [Les Russes apprendront bientôt à mieux connaître le prix de leur capitale.](#)

Le signal d'avancer fut donné aux troupes, et les colonnes, frappées de surprise de la solitude qu'elles trouvaient partout, entrèrent au milieu de cet assemblage de huttes et de palais, où il semblait que l'indigence habitât porte à porte avec la richesse et la profusion de l'Orient.

Enfin le silence fut rompu par une décharge d'artillerie que quelques misérables fanatiques tirèrent du haut des murs du Kremlin, sur les premières troupes françaises qui approchèrent du palais des czars. La plupart de ces énergumènes étaient ivres ; mais l'obstination avec laquelle ils sacrifièrent leur vie était un nouveau trait de ce patriotisme sauvage dont les Français avaient vu et devaient voir encore trop d'exemples.

L'empereur, quand il fut entré dans Moscou, s'arrêta au commencement du faubourg. L'armée fut logée dans la ville abandonnée. Pendant les premières heures de l'occupation, un bruit sourd, à l'origine duquel on ne put remonter, mais tel que ceux qui se répandent quelquefois à l'approche des événements funestes, annonça que la ville se trouverait en danger d'être consumée par le feu la nuit suivante. Ce bruit semblait naître de circonstances évidentes qui rendaient probable un tel événement ; on y fit peu d'attention jusqu'à minuit, heure à laquelle les soldats furent réveillés dans leurs quartiers par les cris au feu ! au feu !

Cet incendie mémorable commença par des boutiques et des ateliers de cordonnerie, dans un bazar situé au milieu du quartier le plus riche de la ville. On l'attribua à un accident, et les progrès des flammes furent arrêtés par les soldats français. Napoléon, éveillé par le tumulte, accourut sur les lieux ; et quand l'alarme fut apaisée, au lieu de retourner se loger dans le faubourg, il se rendit au Kremlin, palais héréditaire du seul souverain qu'il eût jamais traité en égal.

Napoléon ne se laissait pas éblouir par l'avantage qu'il avait obtenu ; il profita de la lumière du bazar embrasé pour écrire de sa propre main à l'empereur Alexandre ; il lui faisait des propositions de paix. Cette lettre fut envoyée par un officier russe distingué, qu'une indisposition avait empêché de suivre l'armée ; mais Napoléon ne reçut pas de réponse.

Le lendemain les flammes avaient disparu, et les officiers français s'occupèrent à se choisir des logements dans les palais déserts de Moscou. La nuit suivante le feu se ralluma dans les quartiers du nord et de l'ouest de la ville. Comme la plupart des maisons étaient construites en bois, l'incendie se propagea avec la rapidité la plus alarmante. On l'attribua d'abord aux étincelles et aux tisons enflammés que le vent emportait ; mais enfin on remarqua que toutes les fois que le vent changeait, et il changea trois fois pendant cette nuit terrible, on voyait s'élever de nouvelles flammes, qui partaient toujours du côté d'où le vent pouvait les porter sur le Kremlin. Le danger d'une explosion augmenta encore l'horreur de cette scène. Il y avait dans le Kremlin un magasin à poudre ; les Français l'ignoraient, mais un parc d'artillerie avec toutes ses munitions avait été placé sous la fenêtre de l'empereur.

Le matin l'on apprit que des grenades avaient été trouvées allumées dans des maisons désertes ; qu'on avait vu des hommes occupés à entretenir l'activité des flammes. Plusieurs misérables, convaincus de ce crime, furent affrétés et fusillés sur-le-champ.

Tandis qu'il était presque impossible de débarrasser le toit du Kremlin des charbons ardents que le vent y faisait pleuvoir, Napoléon suivait des yeux, par sa fenêtre, les progrès de l'incendie qui dévorait sa belle conquête ; c'est alors que lui échappa cette exclamation : **Ce sont véritablement des Scythes !**

Les vents équinoxiaux s'élevèrent de plus en plus pendant la troisième nuit, et propagèrent l'embrassement que nul pouvoir humain ne pouvait plus maîtriser. A minuit le feu prit au Kremlin lui-même ; un soldat de la police russe, accusé d'être incendiaire, tomba sous les coups de la garde impériale. Alors Napoléon, cédant aux prières de tout ce qui l'entourait, se décida à quitter le Kremlin, et même à sortir de la ville. Cette retraite s'effectua au milieu de dangers sans nombre.

L'empereur eut à traverser avec sa suite des rues au-dessus desquelles les flammes formaient une arche, et où l'on courait risque d'être étouffé par la fumée. Enfin il arriva dans la campagne, et il alla se loger à une lieue dans un palais du czar, nommé Pétrowsky. En se retournant pour regarder les flammes, qui s'élevaient en tourbillons des toits du Kremlin, il ne put s'empêcher de s'écrier : **Ceci nous présage de grands malheurs.** Le feu dura avec la même violence jusqu'au 19 ; alors il commença à diminuer faute d'aliments : les quatre cinquièmes de cette grande ville étaient en cendres.

Le jour suivant, Napoléon rentra au Kremlin ; et, comme pour braver la scène terrible dont il venait d'être le témoin, il prit des mesures qui semblaient indiquer qu'il voulait résider à Moscou ; il fit même disposer un théâtre, où des acteurs venus de Paris donnèrent des représentations : l'empereur montrait ainsi que rien n'avait le pouvoir d'abattre son esprit, et de changer sa manière de vivre habituelle.

Les ruines de Moscou, et ce qui restait encore des principaux édifices, fournirent aux soldats un butin abondant pendant le court intervalle de leur repos ; et avec cette insouciance qui caractérise la vie militaire, ils jouirent du présent sans songer à l'avenir. L'armée, dispersée dans toute la ville, pillait tout ce qu'elle pouvait trouver ; découvrant tantôt de riches marchandises et des objets précieux, qu'on prenait sans en connaître la valeur, tantôt des objets de luxe dont la profusion formait un étrange contraste avec le manque absolu des objets de première nécessité. Il y avait en abondance du thé, du café, du sucre, et l'on manquait de pain ; il n'y avait plus d'autre viande que du cheval. Napoléon eut toutes les peines du monde à empêcher l'armée de se désorganiser. On fit sortir de la ville la plus grande partie des troupes, et on les caserna dans les édifices non brûlés. On n'oublia rien pour protéger les paysans qui apportaient au camp des provisions pour les vendre ; toutefois il n'en vint qu'un petit nombre. Les plus grands efforts ne pouvaient faire de Moscou une place où il fût possible de séjourner long-temps, et la difficulté du choix d'une route pour en sortir devint alors une considération embarrassante.

Il y avait trois partis à prendre en évacuant Moscou, et tous trois furent des sujets de réflexions sérieuses pour Napoléon. D'abord il pouvait marcher sur Saint-Pétersbourg, et traiter la nouvelle capitale de la Russie comme il avait traité l'ancienne. Ce projet était celui qui convenait le mieux au génie entreprenant du chef de notre hasardeuse armée, toujours disposé à adopter le plan qui offrait tout à perdre ou tout à gagner. L'empereur parla même de cette mesure comme d'une chose résolue ; mais Berthier et Bessières parvinrent à le convaincre que la saison avancée, l'état des routes, le manque de provisions, et la situation de l'armée, rendaient cette tentative tout-à-fait désespérée.

Le second parti proposé était de s'avancer vers le sud par la fertile province de Kalouga, et de là de se rendre du côté de l'est à Smolensk, qui était le premier dépôt de l'armée. En suivant cette route, il fallait s'attendre à une attaque générale de Kutuzow, qui avait pris position au sud de Moscou. C'eût été, tous bien des rapports, un motif pour Napoléon de marcher sur Kalouga ; mais une seconde bataille de Borodino, disputée avec le même acharnement, et dont l'issue pouvait paraître douteuse alors aurait été un mauvais commencement de retraite ; ses flancs auraient été certainement inquiétés, quand même l'armée de Moldavie ne l'aurait pas arrêté en front.

Le troisième parti était de reprendre la route par laquelle on était venu, et sur laquelle, par le moyen de quelques places fortifiées à la hâte, on conservait encore une communication précaire avec Smolensk, Witepsk et Wilna. Mais cette ligne traversait un territoire ruiné et dévasté par le premier passage de l'armée ; là tous les villages, tous les hameaux avaient été brûlés ou abandonnés par les Russes.

L'hésitation de Napoléon sur ce point important fut augmenté par l'obstination avec laquelle il s'attachait encore à son premier plan, de terminer la guerre par une paix triomphante conclue avec Alexandre sur les ruines de la capitale. Il repassait dans son esprit les diverses occasions où sa voix, en pareilles circonstances, avait dicté les conditions. D'après l'idée qu'il s'était formée du caractère d'Alexandre, pendant les entrevues qu'il avait eues avec lui à Tilsitt et à Erfurt, il le regardait comme flexible, et disposé à se soumettre à l'influence de son génie dominateur. Mais Alexandre, quoiqu'il n'eût encore éprouvé que des défaites et des désastres, était décidé à ne pas se soumettre, tant que ses immenses ressources lui fourniraient des moyens de résistance, et le peuple russe, suivant toutes les probabilités, n'aurait pas permis à son souverain d'agir autrement, car l'exaltation populaire était alors portée au plus haut degré, et, depuis le palais du czar jusqu'à la hutte de l'esclave, on ne respirait que résistance.

Napoléon, qui ne pouvait croire à de telles dispositions, se détermina à faire de nouvelles avances. Toutefois il ne voulut pas avouer, même à ses conseillers les plus intimes, qu'il désirait la paix pour lui-même, il affecta de n'être inquiet que pour Alexandre. *C'est mon ami, leur dit-il ; un prince plein d'excellentes qualités, et s'il cédait à son inclination en proposant la paix, ces barbares, dans leur rage, le détrôneraient, le mettraient à mort, et le remplaceraient par quelque prince moins traitable. Nous enverrons Caulaincourt pour ouvrir les voies à une négociation, afin de prévenir l'odieux qui pourrait s'attacher à Alexandre, s'il était le premier à proposer un traité.*

L'empereur tint à cette résolution ; néanmoins il se laissa persuader, non sans quelque difficulté, de charger de cette mission le général Lauriston, son aide-de-camp, de crainte que le rang supérieur de Caulaincourt, grand écuyer, ne pût indiquer que son maître désirait traiter, moins par intérêt pour Alexandre que pour sa propre ; sûreté et celle de son armée. Lauriston, qui connaissait le caractère russe, exprima quelques doutes sur l'opportunité de la mission qui lui était confiée, et qui pouvait faire pressentir à l'ennemi les embarras dans lesquels se trouvait l'armée. Il croyait plus sage, sans perdre un seul jour, de commencer la retraite par la route du midi, en se dirigeant vers Kalouga. Mais Napoléon fit partir Lauriston chargé d'une lettre pour l'empereur Alexandre. *Allez, lui dit-il, obtenez de Kutusow un sauf-conduit pour Pétersbourg. Je veux la paix, il me faut la paix, je la veux absolument, sauvez seulement l'honneur.*

La grande armée russe, en sortant de Moscou, avait marché deux jours dans la direction de Kalouga. Kutusow ayant ainsi fait croire à Napoléon que son intention était de se ménager une retraite au sud-est, en laissant les provinces de l'est et celles du nord sans défense, exécuta un mouvement habile qui changea toute la disposition de la suite de la campagne. La tâche d'observer la route de Saint-Pétersbourg fut confiée à Winzingerode avec une petite armée. Kutusow lui-même, tournant ensuite vers le sud, décrivit un cercle dont Moscou était le centre, de manière à porter sa grande armée sur la route de Kalouga. Elle marchait plongée dans un morne accablement, car, quelque grande que fût la distance, le vent faisait pleuvoir sur les rangs des soldats les cendres de leur capitale embrasée ; et dans l'obscurité, les flammes furieuses paraissaient un immense océan de feu. Ce mouvement était certes aventureux, car, quoiqu'il eût lieu à une distance respectueuse des Français, ce fut pendant trois jours une marche de flanc, et par conséquent d'une nature très-délicate. Cependant les Russes furent assez heureux pour ne pas se voir inquiétés dans leur manœuvre, et tandis que les troupes françaises, qui avaient été envoyées à leur poursuite, suivaient deux régiments de cavalerie qui avaient été laissés sur la route de Kolomna, on apprit avec surprise que la grande armée russe avait pris position du côté sud-est de Moscou, d'où elle pouvait opérer sur la ligne de communication de Napoléon avec Smolensk et la Pologne, la couper peut-être, du moins la harceler, et en même temps couvrir la ville de Kalouga, où l'on avait établi de grands magasins, et celle de Toula, renommée pour la fabrication des armes et la fonte des pièces d'artillerie.

Le bouillant roi de Naples, avec l'avant-garde de l'armée du vice roi, marcha droit à l'ennemi sur la route de Kalouga, mais il n'y eut guère que des escarmouches, par lesquelles les Russes protégèrent leur arrière-garde, jusqu'à ce qu'ils se fussent définitivement établis dans la forte position de Taroutino, où ils se trouvèrent à portée de couvrir Kalouga.

Trois routes conduisent de Moscou à cette ville, et Taroutino étant situé sur celle du milieu, une armée qui s'y est campée, peut, sans beaucoup de difficulté, occuper à son choix, l'une ou l'autre des deux autres. La rivière de Neva couvrait d'ailleurs le front de la position des Russes. Leur camp était amplement approvisionné par les cantons riches et fertiles qui étaient en arrière ; et les levées arrivaient en foule. L'Ukraine et le Don envoyèrent vingt régiments de cosaques, composés en grande partie d'hommes qui, ayant achevé le terme de leur engagement, n'étaient plus obligés au service militaire, mais qui reprirent volontairement la lance et le sabre dans une crise à laquelle Alexandre avait eu l'habileté ; d'intéresser les passions politiques et les sentiments religieux.

Murat, en même temps, marchait en avant pour s'établir en front du camp des Russes, afin de surveiller leurs mouvements. Chemin faisant, il passa près de ce qui avait été une habitation magnifique appartenant au comte Rostopchin, gouverneur de Moscou. Elle était réduite en cendres, et une lettre du propriétaire informa les Français qu'il l'avait détruite pour qu'un ennemi ne pût y trouver ni abri ni secours.

Le même esprit régnait parmi les paysans ; ils mettaient le feu à leurs hameaux, et menaçaient de mort tous ceux d'entre eux que la crainte ou la cupidité porterait à fournir des provisions à l'ennemi.

Murat avait entrepris de châtier et d'anéantir les bandes de paysans armés qui désolaient la campagne et dévastaient la route en avant de notre armée ; mais sa cavalerie s'affaiblissait graduellement par suite des fatigues et du manque de

vivres. Bien que, peu habitué à se décourager ou à s'inquiéter de l'avenir, le roi de Naples écrivit plusieurs fois de sou poste avancé, pour presser Napoléon de ne pas différer plus long temps une retraite qui était devenue absolument nécessaire. Ce fut pendant que les affaires étaient dans cette situation, le 5 octobre à minuit, que le général Lauriston arriva aux avant-postes russes ; il fut aussitôt admis à une entrevue avec Kutusow. Les hostilités furent à l'instant suspendues.

Lauriston proposa d'abord à Kutusow un échange de prisonniers : l'échange fut refusé, par cette raison bien simple que les soldats ne manquaient pas aux Russes, et que les rangs de ceux de Napoléon devaient s'éclaircir de jour en jour. Le négociateur français parla ensuite des bandes franches ; et proposa de mettre fin à ce genre de guerre inusité, et dans lequel tant de cruautés se commettent. Kutusow répondit que cette espèce de guerre de partisans était, indépendante de ses ordres, et qu'elle était l'effet de l'esprit national qui portait les Russes à regarder l'invasion des Français comme une excursion de Tartares. Enfin, le général Lauriston en vint à l'objet véritable de sa mission, et demanda si cette guerre, qui avait pris, un caractère si inoui, devait toujours durer, en déclarant en même temps que le désir sincère de son maître, l'empereur, était de voir se terminer les hostilités entre deux grandes et généreuses nations.

Le vieux Russe vit dans le désir de la paix affecté par Napoléon, une preuve évidente de la nécessité où il était de la faire, et il résolut sur-le-champ de gagner du temps, ce qui devait augmenter, d'une part, les embarras des Français, et de l'autre, les moyens qu'il aurait lui-même d'en profiter. Il se montra tout disposé à concourir à une pacification ; mais il déclara qu'il lui était positivement défendu de recevoir des propositions à ce sujet, et même de les transmettre à l'empereur. Il refusa, donc d'accorder au général Lauriston le passeport qu'il lui demandait pour se rendre près d'Alexandre ; mais il lui offrit, de dépêcher le général Wolkonsky, aide-de-camp du czar, pour apprendre quel serait son bon plaisir.

Lauriston ne pouvait rien objecter contre cette proposition ; il conçut même l'espoir qu'elle conduirait à la réussite de sa mission, tant le général Kutusow et tous les officiers de son état-major semblaient déplorer les malheurs de la guerre ; ces derniers allèrent jusqu'à dire que l'annonce d'un traité serait accueillie à Pétersbourg par des réjouissances publiques. Ce rapport, transmis à Napoléon, le berça d'une fausse sécurité. Il en revint à sa première opinion, qui avait été ébranlée, mais non déracinée, et annonça à ses généraux, avec grande satisfaction, qu'ils n'avaient qu'une quinzaine de jours à attendre pour obtenir une pacification glorieuse. Il se vanta de connaître mieux que personne le caractère russe, et déclara que lorsque la nouvelle de son ouverture de paix arriverait à Pétersbourg, on n'y verrait plus que des feux de joie.

Cependant Napoléon ne comptait pas assez sur la paix pour approuver une sorte d'armistice que Murat avait conclue avec les Russes. Cet armistice devait être rompu par un simple avertissement donné trois heures d'avance par l'une ou l'autre des deux parties ; et, pendant sa durée, il n'existait que sur le front des deux armées, laissant aux Russes la liberté de continuer sur les flancs leur guerre de partisans avec autant de vivacité que jamais.

Durant cet armistice, un détachement de dragons de la garde impériale fut surpris par les cosaques. Deux convois considérables furent coupés et interceptés sur la route de Mojaïk, principale communication de l'armée française avec ses magasins et ses renforts. Les Français furent encore surpris dans la ville de

Véréia, sur le flanc gauche de Murat, et y perdirent un détachement. Ainsi la guerre continuait partout, excepté sur le front des deux armées, où il y avait tant de probabilités qu'elle serait favorable aux Français.

Il ne faut pas accuser de cette fausse politique Napoléon, qui avait refusé d'autoriser l'armistice, mais Murat, pour qui c'était un plaisir de parader sur le terrain neutre entre les deux camps, en présence des soldats des deux armées ; là il se montrait dans tout son éclat, développant son adresse en équitation, son brillant uniforme ; recevant le salut respectueux des patrouilles russes, et les applaudissements des cosaques. Ceux-ci avaient coutume de s'attrouper autour de lui, autant par admiration réelle de sa bonne mine et de son caractère chevaleresque, qui étaient de nature à captiver des soldats formés par la nature, que par un instinct d'astuce qui leur faisait comprendre l'utilité de prolonger son illusion. Ils l'appelaient leur hettmann, et il était tout fier de leurs grossiers hommages.

Cependant les officiers russes des avant-postes commencèrent à tenir un langage de mauvais augure : ils demandaient aux Français s'ils étaient entrés en composition avec l'hiver du Nord, le plus formidable allié de la Russie. *Attendez encore quinze jours, disaient-ils, et vos ongles tomberont ; vos doigts se détacheront de vos mains, comme les branches desséchées d'un arbre flétri.* Le nombre des cosaques croissait au point de ressembler à une des anciennes migrations des Scythes ; et des figures sauvages et fantastiques, montées sur des chevaux indomptés dont la crinière balayait la terre, semblaient annoncer que les confins les plus reculés des déserts avaient vomi tous leurs habitants. Leurs chefs à barbes grises faisaient quelquefois entendre aux officiers français des remontrances dont le ton était tout différent de celui qui flattait les oreilles de Murat : *N'avez-vous pas en France, disaient-ils, assez d'eau, assez d'air, pour subsister pendant toute votre vie, assez de terre pour vous couvrir après votre mort ? Pourquoi êtes-vous venus ici pour engraisser notre sol de vos restes, qui appartenaient de droit au pays sous lequel vous êtes nés.*

Enfermé dans les appartements du Kremlin, Napoléon persistait à attendre une réponse à la lettre dépêchée par Lauriston. Elle avait été envoyée le 6 à Saint-Pétersbourg, et l'on ne pouvait recevoir de réponse avant le 26. Faire un mouvement avant cette époque, c'eût été une mesure qui aurait pu paraître prudente sous le point de vue militaire ; mais, envisagée sous le rapport politique, elle aurait fait grand tort à la réputation de sagacité de l'empereur, et anéanti l'impression de son infaillibilité. Napoléon sentait qu'il avait tort, il en convenait presque, mais il ne persistait pas moins dans le plan qu'il avait adopté, séduit par l'espoir que la fortune, qui ne lui avait jamais manqué, lui serait encore favorable en cette conjoncture.

Le comte Daru proposa alors, dit-on, un projet bien hardi : c'était de faire de Moscou un camp retranché, et de s'y établir en quartier-d'hiver. *On pouvait, disait-il, tuer le reste des chevaux et en saler la chair ; la maraude ferait le reste.* Napoléon approuvait ce qu'il appelait un conseil de lion. Mais la crainte de ce qui pouvait se passer au sein de la France, dont ce plan l'aurait séparé pour six mois, le décida définitivement à le rejeter. On peut ajouter qu'il était probable qu'il deviendrait de plus en plus difficile de se procurer des vivres par la maraude, à mesure que l'hiver avancerait, et que la disette augmenterait, surtout quand tous les environs de Moscou étaient complètement ruinés. D'ailleurs, si Napoléon se fixait dans cette ville pour tout l'hiver, non seulement sa ligne de communication, mais la Lithuanie et le grand-duché couraient le risque d'être envahis. Au sud-

ouest, il n'avait à compter que sur la foi douteuse de l'Autriche pour résister aux armées réunies de Tchitchakoff et de Tormasoff, qui pouvaient s'accroître jusqu'au nombre de cent mille hommes, et s'emparer de Varsovie et de Wilna. A l'extrémité septentrionale de sa ligne d'opération, Macdonald et Saint-Cyr pouvaient se trouver hors d'état de résister à Wittgenstein et à Steingen, et Napoléon avait derrière lui la Prusse, dont il croyait avec raison toute la population prête à prendre les armes contre lui à la première occasion favorable. Le projet de s'établir en quartier-d'hiver à Moscou fut donc rejeté, comme présentant trop de dangers.

Bientôt la chute des neiges rappela à l'empereur la rigueur du climat qu'il bravait, mais alors même il ne fit ses préparatifs de retraite qu'avec lenteur et répugnance ; quelques-unes de ses mesures semblèrent dictées par sa vanité plutôt que par son jugement. Il fit réunir tous les tableaux, tous les ornements des églises qui n'avaient pas été la proie des flammes, et les fit charger sur des chariots pour suivre la ligne de marche, déjà trop encombrée de bagages. Une croix colossale, qui s'élevait sur la tour d'Ivan-le-Grand, le clocher le plus haut de Moscou, en fut descendue, pour être ajoutée à tant de trophées. D'après le même principe, Napoléon se courrouça quand on lui proposa de laisser une partie de son immense train d'artillerie, devenu superflu à une armée décimée par ses victoires et le climat. **Il ne voulait laisser aucun objet dont les Russes pussent s'enorgueillir.**

Alexandre ne fit attention à la lettre qui lui avait été apportée par Wolkonsky que pour réprimander le prince Kutusow d'être entré en communication avec les généraux français ; il lui rappela combien ses instructions à ce sujet étaient positives ; il lui renouvela avec plus de force que jamais ses ordres précédents.

Le vieux général fit connaître à ses soldats la résolution invariable de l'empereur de n'accorder aucune condition de paix à Napoléon ; et répandant en même temps dans son camp la nouvelle de la victoire de Salamanque : **Les Français, dit-il, sont chassés de Madrid. Le bras du Tout-Puissant s'appesantit sur Napoléon. Moscou sera sa prison, son tombeau et celui de sa grande armée. On va prendre la France en Russie.**

Pendant qu'il encourage ainsi son armée, Kutusow se dispose à prévenir Napoléon, en mettant fin à l'armistice et en reprenant une vigoureuse offensive. Un cosaque se chargea de dénoncer la reprise des hostilités ; il tira sur Murat et lui fit une blessure légère. Dès lors le roi de Naples ne douta plus que sa faible armée ne fût promptement attaquée ; en effet, les Russes vinrent le surprendre avant qu'il eût eu le temps de faire toutes ses dispositions de défense, et sans la brillante résistance des Polonais, commandés par Poniatowski, son avant-garde eût peut-être été entièrement détruite. Murat, toutefois, éprouva des pertes notables. Son artillerie et douze cents prisonniers restèrent au pouvoir de l'ennemi.

Ce fut le 18 octobre que d'abord le bruit du canon, et bientôt après l'arrivée d'un officier, annoncèrent à Napoléon la nouvelle de cet échec. L'énergie de son caractère, qui, durant le temps qu'il avait passé à Moscou dans une sorte d'irrésolution, avait paru sommeiller, se réveilla tout à coup. Les ordres sortirent comme un torrent de sa bouche, sans qu'il hésitât un instant, et il dirigea la marche de ses troupes pour soutenir Murat à Worodonow. Malgré la multiplicité et la variété de ces ordres, chacun d'eux était clair par lui-même, et se rattachait exactement aux autres, de manière à donner un ensemble parfait à tous les mouvements. Une partie de l'armée se mit en marche cette nuit même, et le

reste eut ordre de partir le lendemain matin. On laissa dans le Kremlin, sous les ordres du maréchal Mortier, une garnison en arrière-garde. Napoléon peut-être alors n'avait pas encore l'intention de faire une retraite définitive.

CHAPITRE VINGT-DEUXIÈME

SOMMAIRE : Évacuation de Moscou. — Combat de Malo-Yarowslavetz. — Indécision de l'empereur. — Retraite simultanée des Russes et des Français. — Arrivée à Smolensk. — Invasion du froid. — Prodigieuse retraite du prince vice-roi. — Le maréchal Ney. — Horribles souffrances des Français. — Le Dnieper. — La Bérézina.

1812.

Le 19 octobre, avant la pointe du jour, l'empereur quitta Moscou, où il était resté trente-quatre jours. **Marchons à Kalouga, dit-il ; et malheur à ceux qui s'opposeraient à notre passage !** Ce peu de mots annonçait tout le plan de sa retraite, qui consistait à défaire l'armée de Kutusow, ou à la forcer à se retirer, pour retourner sur les frontières de la Pologne par Kalouga, Medyn, Ynkowno, Elnia et Smolensk, route qui n'avait pas souffert des dévastations de la guerre.

L'armée française, qui défilait hors des portes de Moscou, et qui, comme une masse vivante, continua à se mouvoir ainsi pendant plusieurs heures, se composait d'environ cent vingt mille hommes bien équipés et marchant en bon ordre. Ils avaient à leur suite cinq cent cinquante pièces de canon et deux mille chariots d'artillerie. Cette armée avait un aspect martial et imposant : mais elle était suivie d'une foule confuse, s'élevant à plusieurs milliers d'hommes, les uns marchant à la suite du camp, les autres traîneurs, qui avaient rejoint l'armée ; puis des prisonniers, dont la plupart étaient employés à porter le butin des vainqueurs.

L'armée traînait à sa suite les familles françaises habitant autrefois Moscou, et qui y composaient ce qu'on appelait la colonie française. Ne pouvant plus regarder cette ville comme un lieu de sûreté pour elles, elles avaient saisi cette occasion pour se retirer avec leurs compatriotes. Il y avait d'ailleurs une confusion de voitures de toutes les espèces, chargées des bagages de l'armée, du butin individuel des soldats, et des trophées que Napoléon avait enlevés aux édifices de Moscou.

Entre les trois routes qui conduisent à Kalouga, l'empereur choisit celle du milieu sur laquelle les Russes étaient campés dans leur grande position de Taroutino, en front de laquelle était celle de Worodonow, ou Ynkowno, où ils venaient d'attaquer Murat. Napoléon suivit cette route pendant une journée pour faire croire à Kutusow qu'il avait dessein d'aborder son armée en front ; mais ce n'était qu'une feinte, car, le lendemain, il prit des chemins de traverse, tourna du côté de l'orient, et entra dans la nouvelle route de Kalouga, dans le dessein de la suivre jusqu'à ce qu'il fût en delà du camp des Russes à Taroutino, sur leur flanc droit ; de là, revenant de la nouvelle route dans l'ancienne, il se serait emparé de Borowsk et de Malo-Yarowslavetz, villes situées sur la même direction, au sud de Taroutino. Il aurait ainsi tourné et évité la position russe, tandis que son principal corps se serait trouvé entre Kutusow et Kalouga ; alors

les fertiles provinces du midi lui eussent été ouvertes pour approvisionner son armée.

Le 23, l'empereur, avec son principal corps d'armée, arriva à Borowsk, et apprit que la division de Delzons, qui formait son avant-garde, avait occupé Malo-Yarowslavetz sans opposition. Jusque-là tout semblait avoir réussi au gré des désirs de l'empereur.

Mais Kutusow, dès qu'il eut appris le danger où il se trouvait d'être coupé de Kalouga, résolut d'employer contre Napoléon sa propre manœuvre, II détacha vers le sud les généraux Doktoroff et Raefskoi avec une forte division, pour prévenir les Français par une marche forcée, et occuper la position de Malo-Yarowslavetz, ou la reprendre, s'ils s'en étaient déjà emparés. Lui-même, levant son camp de Taroutino, il les suivit avec toute son armée par la route de Lectazowo, et marcha si rapidement qu'il devança l'armée française, gagna le sud de Malo-Yarowslavetz, et par conséquent se plaça de nouveau entre Napoléon et Kalouga.

Malo-Yarowslavetz offre une forte position. La ville est bâtie sur une pente rapide, entrecoupée de vallées, dont le fond est arrosé par la Louja. Au nord de cette rivière est une petite plaine couverte de quelques chaumières, et attachée à la ville par un pont. C'était là que bivouaquait l'armée de Delzons, qui avait posté deux bataillons pour défendre la ville et surveiller les mouvements de l'ennemi. Vers quatre heures du matin, quand tout dormait, excepté quelques sentinelles, les Russes, se précipitant dans la ville avec des cris épouvantables, en chassèrent les deux bataillons, et les forcèrent à descendre la hauteur, à passer la Louja, et à rejoindre leur corps d'armée. Le bruit des décharges d'artillerie attira l'attention du prince Eugène, qui, n'étant qu'à environ trois lieues de l'endroit où se passait l'action, y arriva vers le point du jour, et vit les soldats de Delzons faisant des efforts désespérés pour regagner la rive méridionale sur laquelle la ville est située. Encouragé par l'approche d'Eugène, Delzons se précipite sur le pont, repousse les Russes, et parvient au milieu de la ville ; là ce brave général tombe frappé d'un coup mortel ; son frère se précipite sur son corps, veut le rappeler à la vie ; il est lui-même atteint de plusieurs balles et expire en le pressant sur son cœur. Le général Guillemot prit alors le commandement, et jeta un fort détachement de Français dans l'église. Les Russes firent une nouvelle charge, et repoussèrent Guillemot jusqu'au pont. Mais il fut secouru par le prince Eugène, qui parvint enfin à faire avancer une division entière.

Malo-Yarowslavetz fut alors repris par les Français ; mais, en poussant une reconnaissance un peu plus loin, On vit toute l'armée de Kutusow dans la plaine qui était au-delà ; cette armée montait à plus de cent mille hommes, déjà placés dans une bonne position, et la fortifiant encore par des retranchements. Des renforts tirés des rangs russes attaquèrent sur-le-champ les Français, qui repoussés dans la ville, dont les maisons, construites en bois, étaient alors en flammes, se virent contraints de l'abandonner de nouveau. Les misérables ruines de cette place avaient été cinq fois prises et reprises.

Au bruit du canon, Napoléon s'était mis en marche à la hâte. A mesure qu'il se rapprochait, son inquiétude allait croissant. [Est-ce donc une bataille ?](#) s'écria-t-il. Il arriva enfin avec le corps principal de la grande armée, et il trouva les Français encore en possession de la ville disputée et de la colline. Mais par derrière était l'armée russe campée, retranchée et soutenue par un train d'artillerie très-

nombreux ; tout démontrait la nécessité d'une bataille pour la déloger de la position qu'elle avait prise ; et des retranchements dont elle s'était entourée.

Un conseil de guerre fut tenu au quartier-général de l'empereur ; c'était dans la chaumière d'un pauvre tisserand, divisée par un paravent, qui en formait la seule cloison ; Là, il reçut et examina les rapports de ses généraux, écouta leurs avis, et vit avec douleur que Bessières et d'autres habiles officiers pensaient que la position occupée par Kutusow était inattaquable. Il résolut d'en juger par ses propres yeux le lendemain, et de se déterminer d'après l'imminence du danger, ou la possibilité de la victoire.

A quatre heures du matin, Napoléon monte à cheval pour faire une reconnaissance. Le jour commençait à paraître quand, suivi de son état-major et de ses officiers d'ordonnance, il traversa la petite plaine située au nord de Louja pour gagner le pont. Tout-à-coup elle fut couverte de fuyards, derrière lesquels on voyait se mouvoir quelques masses noires. D'abord on crut que les cris qu'on entendait étaient ceux de *vive l'empereur !* mais les accents sauvages des cosaques et la rapidité de leur course firent bientôt reconnaître les enfants du désert. *Ce sont les cosaques*, s'écria Rapp en saisissant les rênes du cheval de l'empereur, *il faut que vous retourniez au camp*, Napoléon s'y refusa ; il tira son épée, sa suite en fit autant, et ils se placèrent sur un côté de la route. Le cheval de Rapp fut blessé et renversé par un de ces lanciers ; mais l'empereur et sa suite conservèrent leur liberté en maintenant leur terrain. Cette nuée de cosaques, plus empressés de faire du butin que des prisonniers, passa près d'eux à la distance de la longueur de la lance, puis courut se jeter sur quelques chariots. L'arrivée de la cavalerie de la garde chassa de la plaine ces misérables ennemis.

Lorsqu'il eut atteint la plaine, Napoléon reconnut, sur la route de Kalouga, Kutuzow fortement campé avec plus de cent mille hommes, et sur la droite Platoff et six mille cosaques avec de l'artillerie. C'était à ce corps qu'appartenaient ces maraudeurs qu'il venait de rencontrer. De retour à son quartier-général, l'empereur tint un second conseil ; Murat était d'avis d'attaquer Kutusow ; Davoust regardait la position du général russe comme pouvant être défendue pouce à pouce, attendu qu'elle couvrait une longue suite de défilés ; il opinait pour la retraite. Napoléon se trouva obligé de décider entre ces deux chefs ; et, avec un effort qui attestait sa douleur, il donna l'ordre d'une retraite. Il s'était convaincu par son expérience personnelle, qu'inévitablement, s'il marchait en avant, ses flancs seraient exposés aux attaques de l'hetman et de ses cosaques, qui s'étaient montrés en grande force dans les environs de Medyn.

Sur ces entrefaites, il apprit que son arrière garde avait été attaquée par un nouveau corps de cosaques venant de la Twer, et qui n'appartenaient pas à l'armée de Kutusow, mais à une autre division russe sous les ordres de Winzingerode, qui s'avavançait du nord pour se remettre en possession de Moscou. Cette circonstance prouvait que les communications des Français étaient à la merci de l'ennemi à l'ouest et au nord, en flanc et en arrière ; c'est elle qui semble avoir déterminé l'empereur à donner en fin, bien qu'à contre-cœur, l'ordre de commencer une retraite, pour regagner les frontières par Vereia et Wiazma, route par laquelle il était arrivé.

Par une fatalité extraordinaire, au moment même où Napoléon donnait à ses troupes l'ordre de la retraite, la grande armée russe exécutait la sienne, et quittait une position que Davoust avait jugée inattaquable. La raison de ce

mouvement rétrograde, qui exposait les Russes aux risques les plus sérieux, et qui, si Napoléon en eût été informé, lui eût ouvert l'entrée des provinces les plus fertiles et les moins dévastées de la Russie, fut, dit-on, la crainte que conçut Kutusow, que les Français, par un mouvement sur leur flanc droit, ne tournassent l'armée russe par la route de Medyn. Ainsi, pendant que l'empereur se retirait vers Borowsk et Vereia, route par laquelle il était venu, les Russes laissaient libre devant lui celle de Kalouga, qu'il avait voulu s'ouvrir en livrant en vain le combat sanglant de Malo-Yarowslavetz. Favorisé pourtant par leurs nombreux essais de cavalerie légère, les Russes furent informés du mouvement rétrograde de Napoléon longtemps avant qu'il pût avoir une connaissance certaine du leur. En conséquence, ils manœuvrèrent sur leur gauche de manière à s'approcher de Wiazma et de Gjatz, points par lesquels il fallait nécessairement que les Français passassent, s'ils voulaient marcher sur Smolensk.

Le 27 octobre, Napoléon établit son quartier-général à Vereia : c'est là qu'il fut rejoint par Mortier et la partie de la jeune garde qu'il avait laissée en garnison au Kremlin, et qui, d'après ses ordres, avait fait sauter ce palais.

Tous les rapports que Napoléon recevait tendaient à le confirmer dans l'opinion que l'armée russe était en mouvement sur Medyn, dans le dessein évident de couper l'armée française, ou du moins d'inquiéter son passage à Wiasma ou à Gjatz. Il ordonna donc que l'armée s'avancât sans perdre de temps vers cette dernière ville. Elle marchait divisée en trois corps. Napoléon était avec le premier ; le second était commandé par le prince Eugène ; le troisième, destiné à servir d'arrière-garde, était sous les ordres de Davoust, qui, par son amour de l'ordre et de la discipline militaire, devait réprimer la licence et le désordre inséparables d'une retraite. Il fut décidé qu'il y aurait un intervalle d'une journée de marche entre les mouvements de ces trois corps, afin d'éviter la confusion, et de faciliter les moyens de se procurer des subsistances, ce qui mettait un délai de deux jours, ou de trois tout au plus, entre les opérations du premier corps et celles de l'arrière-garde.

Le 28 octobre, l'armée française revit Mojaïk. Cette ville était encore remplie de blessés ; la plus grande partie fut emmenée ; Napoléon dépassa cette ville de quelques wersts, et l'hiver commença. Dès le 29, quelques soldats succombèrent au froid, à la fatigue, à la faim.

Chacun marchait absorbé dans l'inquiétude et la douleur, quand quelques soldats, levant les yeux, jetèrent un cri. L'armée foulait le sol de Borodino, théâtre d'une grande bataille, qui offrait tant de souvenirs de la valeur des Français et de la perte qu'ils avaient faite. Au couvent de Kolotskoi, qui avait été le plus grand hôpital des Français après cette action, la plus sanglante des temps modernes, il se trouvait encore un grand nombre de blessés, quoiqu'il en eût péri des milliers faute de moyens pour les traiter, et par le manque d'une nourriture convenable ; les survivants se traînaient à la porte, et tendirent des mains suppliantes à leurs camarades, qui continuaient leur pénible retraite. Par ordre de Napoléon, ceux qui étaient en état de supporter le transport furent mis sur les chariots des cantiniers ; les autres furent laissés dans le couvent avec quelques prisonniers russes blessés, dont on espérait que la présence leur servirait de sauvegarde.

Plusieurs de ceux qui avaient été placés dans les chariots ne firent pas un bien long voyage. Les misérables à qui appartenaient ces voitures, chargées du pillage de Moscou, se débarrassèrent plus d'une fois du surcroît de fardeau qui

leur avait été imposé, en s'arrêtant derrière la colonne de marche, dans quelque endroit désert.

Napoléon, avec sa première division de la grande armée, arriva à Gjatz. De Gjatz, il s'avança en deux marches jusqu'à Wiasma, où il fit une halte, afin de donner au prince Eugène et au maréchal Davoust le temps d'arriver : ce dernier était en arrière de cinq journées au lieu de trois seulement, comme on l'avait calculé. Le 1er novembre, l'empereur recommença sa pénible retraite, laissant cependant à Wiasma le corps de Ney pour renforcer et relever l'arrière-garde de Davoust, qu'il supposait devoir être épuisée par la fatigue. Il reprit avec sa vieille garde le chemin de Dorogobouje, ville vers laquelle il croyait que les Russes pouvaient se diriger pour le couper, et où il était très-important de les prévenir.

Les dépouilles de Moscou, les anciennes armures, les canons et la grande croix d'Ivan, embarrassaient inutilement la marche de l'armée ; on les jeta dans le lac de Semelin, comme des trophées qu'on ne voulait pas rendre, et qu'on ne pouvait plus emporter. On fut aussi obligé alors de laisser en arrière une partie de l'artillerie, que les chevaux, manquant de fourrages, n'étaient plus en état de traîner.

L'empereur et l'avant-garde de son armée avaient marché jusqu'alors sans rencontrer aucune opposition. Les corps du centre et de l'arrière-garde n'avaient pas eu le même bonheur ; ces deux divisions furent harcelées continuellement par des nuées de cosaques ayant avec eux une espèce d'artillerie légère, qui, montée sur des traîneaux, et accompagnant tous leurs mouvements, faisait pleuvoir les boulets sur les colonnes françaises, tandis que les charges de cette cavalerie irrégulière les forçaient, souvent à faire une halte pour se défendre en ligne ou se former en bataillon carré. Cependant ces deux divisions n'ayant pas encore aperçu de troupes russes régulières, passèrent la nuit du 2 novembre, à deux lieues de Wiazma, où Ney les attendait pour se joindre à elles.

Pendant cette nuit, Miloradowich, un des plus entreprenants et des plus actifs généraux d'Alexandre, et que les Français avaient surnommé le Murat russe, arriva avec l'avant-garde des troupes régulières : soutenu par Platoff et par plusieurs milliers de cosaques, il précédait Kutusow et toute la grande armée russe.

Kutusow, en apprenant que le plan de l'empereur était de se retirer par Gjatz et Wiazma, imprima sur-le-champ à sa propre retraite un mouvement sur la gauche, et arriva de Malo Yarowslavetz par des routes de traverse. Les Russes atteignirent le lieu de l'action au lever de l'aurore, traversèrent la ligne de marche du prince Eugène, et isolèrent son avant-garde, pendant que les cosaques, fondant sur les traîneurs et les bagages de l'armée, les dispersaient dans la plaine.

Le vice-roi fut secouru par un régiment que Ney, quoi que vivement pressé lui-même, lui envoya de Wiazma, et son arrière-garde fut dégagée par les efforts de Davoust, qui s'avança à la hâte. L'artillerie russe, supérieure en calibre à la nôtre, et portant plus loin, manœuvra avec rapidité, en nourrissant une canonnade épouvantable à laquelle il était impossible de répondre aussi vivement. Eugène et Davoust se défendirent avec bravoure et habileté ; cependant ils n'auraient pas été en état de maintenir leur terrain, si Kutusow, comme on s'y attendait, se fût avancé en personne, ou eût envoyé un fort détachement pour soutenir son avant-garde.

Cette bataille, commencée à la pointe du jour, dura jusqu'à la nuit. Eugène et Davoust traversèrent alors rapidement Wiazma, et, après avoir passé la rivière, s'établirent à la faveur de l'obscurité sur la rive gauche.

Cette journée avait été terrible. Soldats, officiers, généraux, tous avaient également payé de leur personne. Foudroyés par quatre-vingts pièces de canon, nos rangs avaient été éclaircis à un point effrayant : lorsque les bivouacs furent établis, on se compta ; on était quatre mille de moins, mais on avait sauvé l'honneur.

Si Kutusow eût envoyé des renforts à Miloradowitch, ou qu'il eût enlevé Wiazma, ce que le nombre de ses troupes lui permettait, les divisions du centre et de l'arrière garde de Napoléon, comme probablement aussi les troupes commandées par Ney, auraient été coupées. Mais le vieux guerrier, déterminé à éviter une action générale, et à maintenir seulement son avantage par ses manœuvres, transporta son quartier général à Krasnœ, laissant à Miloradowitch le soin de harceler l'arrière-garde des Français, pendant que Platoff les prenait en flanc avec ses cosaques.

C'est alors que le vice-roi reçut de Napoléon l'ordre de quitter la route directe de Smolensk, qui était celle que devaient suivre les corps de Davoust et de Ney, et de se porter vers le nord sur Dowkhowtchina et Poreczie, pour appuyer le maréchal Oudinot, qu'on savait serré de très-près par Wittgenstein, qui avait repris la supériorité dans le nord de la Russie. Obéissant à cet ordre, le vice-roi marcha sur Zasselie, poursuivi, surveillé et harcelé par son cortège ordinaire. Il fut obligé de laisser derrière lui soixante-quatre pièces de canon, dont les ennemis s'emparèrent. Il perdit aussi un grand nombre de traîneaux. Quiconque s'écartait de la colonne était inévitablement fait prisonnier. Eugène passa une nuit à Zasselie sans avoir éprouvé aucun échec ; mais en s'avançant jusqu'à Dowkhowtchina, il fallait traverser le Wop, rivière que les pluies avaient enflée, et dont les rives escarpées étaient couvertes de verglas. Le vice-roi y fit passer son infanterie avec la plus grande difficulté, mais il fut obligé d'abandonner encore aux cosaques vingt-trois pièces de canon. Les malheureux Italiens, mouillés de la tête aux pieds, furent contraints de rester toute la nuit au bivouac sur l'autre rive ; plusieurs y périrent. Le lendemain, la colonne arriva à Dowkhowtchina, où l'on espérait trouver quelque soulagement : mais elle y fut accueillie par une nouvelle nuée de cosaques, qui s'élancèrent de la ville avec de l'artillerie. C'était l'avant-garde des troupes qui avaient occupé Moscou, et qui se portaient alors vers l'orient.

Eugène attaqua vivement l'ennemi, et, malgré l'infériorité de ses forces, il le culbuta, et s'empara de la ville, où il s'établit pour la nuit. Mais, ayant perdu ses bagages et la plus grande partie de son artillerie, sa cavalerie étant entièrement détruite, il se trouva hors d'état de marcher sur Witepsk pour soutenir Oudinot. Dans cette situation désespérée, il résolut de rejoindre la grande armée. Il marcha donc sur Wlodimerowâ, et de là suivit, à travers mille périls, la direction de Smolensk. L'empereur avait fait halte à Stakawo, les 3 et 4 novembre, et il passa la nuit du 5 à Dorogobouje.

Le 6 novembre fut le jour fatal où l'hiver de Russie se déclara dans toute sa rigueur. Le soleil ne se montra plus, et le brouillard noir et épais, suspendu sur la colonne en marche, se changea bientôt en un déluge de neige qui, tombant par gros flocons, glaçait et aveuglait en même temps. Toutefois, la marche continua tant bien que mal ; les soldats, encouragés par l'exemple des chefs, redoublaient d'efforts ; beaucoup s'engloutissaient cependant dans les ravins, qui leur étaient

cachés par la nouvelle face que prenait la nature. Ceux qui se conformaient à la discipline, et qui gardaient leurs rangs, avaient quelque chance d'être secourus ; mais dans la masse des traîneurs chacun ne songeait qu'à sa propre conservation ; les cœurs étaient endurcis et fermés à ce doux sentiment de pitié que l'égoïsme de la prospérité fait oublier quelquefois, mais qui est bien plus sûrement étouffée par celui d'une grande infortune.

L'espoir d'atteindre Smolensk soutenait seul le courage de nos malheureux soldats : le nom de cette ville, répété de rang en rang, ranimait quelque peu leur ardeur ; il semblait que là ils dussent retrouver l'abondance et le repos.

Ce fut dans la matinée du 6 novembre, au moment où ces nuées chargées de frimas crevaient sur nos colonnes en marche, que Napoléon reçut la nouvelle de deux événements de la plus haute importance : l'un était la singulière conspiration de Malet, si remarquable par le succès momentané qu'elle obtint, et par la manière également soudaine dont elle fut déjouée. La pensée de l'empereur se reporta naturellement vers Paris. Son œil brilla d'un éclair d'étonnement et de colère ; mais bientôt il fut rappelé à sa situation présente par la nouvelle fâcheuse que Wittgenstein avait pris l'offensive, battu Saint-Cyr, occupé Polotsk et Witepsk, et reconquis toute la ligne delà Dwina. C'était un obstacle qu'il n'avait pas prévu ; afin de l'écartier, il ordonna à Victor de partir de Smolensk avec sa division forte de trente mille hommes, et de repousser sur-le-champ Wittgenstein au-delà de la Dwina.

Le même jour, un convoi de vivres, envoyé de Smolensk par le général Charpentier, arriva au quartier-général. Bessières voulait s'en emparer, mais l'empereur le fit passer sur-le-champ au maréchal Ney. **C'est à ceux qui se battent, dit-il, à manger avant les autres.** Il fit en même temps recommander à Ney **de se battre assez de temps pour lui permettre de séjourner à Smolensk, où l'armée mangerait, reposerait et se réorganiserait.**

Enfin, on aperçut Smolensk tant désiré. A la vue de ses fortes murailles et de ses tours élevées, tous les traîneurs de l'armée, trois fois plus nombreux alors que ceux qui gardaient leurs rangs, se précipitèrent vers cette ville. Mais, au lieu de voler au-devant d'eux, les Français, qui y étaient en garnison, leur en fermèrent les portes avec effroi, car leur état de confusion et de désordre, leur attitude, leur aspect, leurs cris d'impatience, les faisaient ressembler à des bandits plutôt qu'à des soldats. Enfin, la garde impériale arriva : les portes lui furent ouvertes, et la foule entra à sa suite. On délivra des rations à la garde et au petit nombre de soldats qui avaient marché avec ordre ; mais parmi cette multitude de traîneurs, qui ne pouvaient rendre aucun compte ni d'eux-mêmes ni de leurs régiments, qui n'avaient avec eux aucun officier responsable, plusieurs périrent, tandis qu'ils assiégeaient en vain les portes des magasins. Telle fut la distribution des vivres qu'on s'était promise. Quant au refuge, il n'en existait point. Il ne restait à Smolensk, pour se mettre à l'abri, que de misérables hangars, appuyés sur des murs noircis par l'incendie. Mais c'était encore là un asile et un lieu de repos, comparé au long bivouac de neige de l'armée depuis Moscou. La faim fit à l'égard des traîneurs ce que n'avait pu faire la discipline, elle les ramena sous leurs drapeaux, et une espèce d'ordre commença à se rétablir dans la première division de la grande armée.

Les nouvelles que l'empereur avait reçues à Semlewo l'engageaient à précipiter sa retraite : il savait que les armées de Moldavie et de Wolhynie s'avançaient sur la Bérézina, qu'un corps ennemi marchait pour reprendre Witepsk, et que Polotsk avait été enlevé de vive force. Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr s'y était défendu

pendant dix heures : il avait disputé le terrain pied à pied ; mais, quoique vaillamment secondé par les généraux de Wrède, Legrand, Merle, Maison, Laurencey, Aubry et Dode, il avait été contraint d'évacuer la ville ; toutefois il ne s'était décidé qu'après que ses bagages et cent quarante pièces d'artillerie eurent achevé de repasser la Dwina.

Polotsk étant abandonné vers les trois heures du matin, le général russe Cazanova en prit possession. Il n'y trouva que des blessés recueillis sur le champ de bataille. Leur grand nombre attesta la valeur de nos soldats, dont la retraite forcée était encore glorieuse, puisque dans une position si critique, ils firent éprouver à l'ennemi une perte triple de la leur, et ne lui laissèrent pour trophée qu'une seule pièce de canon. Le même jour, l'état-major russe ayant donné un grand dîner dans le couvent des jésuites, vers la fin du repas, Wittgenstein, après avoir loué la bravoure des soldats français, se leva, et, par un mouvement spontané, qui honorait à la fois le vainqueur et le vaincu, il porta la santé du brave Gouvion-Saint-Cyr. Ce maréchal avait été dangereusement blessé dans cette action.

Ces évènements montrèrent à l'empereur qu'il lui serait désormais impossible de se maintenir dans un pays où il s'était flatté de prendre ses quartiers d'hiver : il renonça donc à un plan, d'après lequel, faisant prendre à son armée des cantonnements entre Smolensk et Witepsk, il aurait facilement réparé les pertes qu'il avait éprouvées. Ainsi, les malheurs dont les Français étaient accablés devinrent plus grands à l'endroit même où ils en attendaient la fin.

Au moment où le gros de l'armée entrait dans Smolensk, le prince vice-roi en était encore à plusieurs journées de marche. Vivement poursuivi par plusieurs milliers de cosaques, il traversait à gué le Wop, et abandonnait, avec le reste de ses provisions, cent pièces de canon sur le bord de cette rivière, l'armée en avait déjà perdu cent. Napoléon apprit encore à cette époque que le général Baraguey d'Hilliers, envoyé sur la route d'Eluia avec le général Augereau, pour arrêter le comte Orloff-Denisoff, avait échoué dans cette tentative. Le général Augereau avait capitulé. L'expédition du général Baraguay-d'Hilliers avait pour but d'ouvrir une meilleure route par Mistislavl et Mohilow. On lui fit alors un crime de n'avoir pas réussi : mais il n'avait avec lui que trois mille hommes, et il est aisé de concevoir que quelques bataillons ne pouvaient pas arrêter une armée entière.

Napoléon, ne sachant comment faire face à tant de disgrâces, tint, le 14 novembre, un grand conseil, auquel assistèrent les maréchaux de l'empire et tous les autres chefs de corps. Peu d'instants après, il fit brûler une portion de ses équipages, et partit en voiture, accompagné de ses chasseurs et des lanciers polonais de la garde. A la suite du conseil, les troupes, qui n'étaient restées que deux jours à Smolensk, évacuèrent cette ville après avoir dévoré en un instant tout ce qui se trouvait dans les magasins. Le cinquième et le troisième corps, qui, réunis sous le commandement du maréchal Ney, étaient destinés à former l'arrière-garde, ne devaient partir qu'après avoir fait sauter les fortifications ; mais l'Hetmann Platow, étant entré brusquement dans la place, empêcha l'exécution de cet ordre. On eut le regret de lui abandonner un immense parc d'artillerie. Dans l'espace de plus de trois lieues, la route était couverte de canons ; des attelages entiers, succombant à leurs fatigues, tombaient à-la-fois l'un sur l'autre. Plus de trente mille chevaux moururent en peu de jours. Tous les défilés que les voitures ne pouvaient pas franchir étaient encombrés d'armes, de casques, de schakos et de cuirasses. De distance en distance, on apercevait quelque tronc d'arbre au pied duquel des soldats avaient tenté de faire du feu,

mais presque tous ces malheureux étaient morts : on les voyait étendus autour de quelques branches vertes, qu'ils avaient vainement essayé d'allumer.

L'empereur n'avait pas encore fait quinze lieues, quand il fut attaqué par une colonne ennemie, qui, ayant filé par la gauche de Smolensk, s'était portée sur Krasnoé, et avait débordé l'armée française. Napoléon, à qui les Russes voulaient fermer le passage, déploya aussitôt toutes ses forces. La garde et les débris de quelques corps se mirent en bataille, et chargeant intrépidement à la baïonnette, se firent jour à travers les niasses les plus formidables. Le général Roguet, à la tête des fusiliers, enleva un village, où les assaillants s'étaient concentrés. L'empereur, pendant ce combat, courut les plus grands dangers, et ne dut son salut qu'au dévouement de ses soldats. Le lendemain, 16 novembre, le prince vice-roi, parvenu à deux lieues de Krasnoé, se trouva dans la même situation que les troupes qui avaient combattu la veille. Les généraux Poitevin et Guyon, qui marchaient en avant, virent s'approcher d'eux un officier russe, qui, se présentant comme parlementaire, leur annonça que le général Millodarowitch, après avoir défait Napoléon, le cernait avec vingt mille hommes ; que le vice-roi ne pouvait échapper ; que cependant, s'il consentait à se rendre, on lui offrait des conditions honorables : *Retournez promptement d'où vous êtes venu, répondez le général Guyon à cet officier, et annoncez à ceux qui vous ont envoyé, que, si vous avez vingt mille hommes, nous en avons ici quatre-vingt mille.* Cette assurance interdit à un tel point le parlementaire, qu'il partit sur-le-champ.

Bien résolu à succomber plutôt que d'accepter une capitulation, le vice-roi ordonna aux débris de la quatorzième division de faire front à l'ennemi, et d'emmener les deux pièces de canon qui composaient toute son artillerie. Cette division formait à peine mille hommes armés. Les Russes, en la voyant déboucher, rétrogradèrent jusqu'au pied d'un plateau, sur lequel le gros de leurs forces était campé : parvenus à ce point et démasquant leur artillerie qu'ils avaient placée sur des traîneaux pour la transporter avec plus d'agilité, ils commencèrent leur feu, tandis que leurs cavaliers descendaient dans la plaine pour charger nos carrés. Mais ils furent reçus avec cette valeur qui anime à un si haut degré le soldat français. Le général Ornano fit des prodiges : toutefois les efforts les plus héroïques furent impuissants, et déjà le colonel Delfanti, le major Oreilli, les capitaines Bordini et Mastini, l'aidede-camp Fromage, l'auditeur au conseil-d'état de Villeblanche, qui s'était mêlé aux combattants, ainsi qu'une foule d'officiers du premier mérite, avaient succombé, lorsque le vice-roi, affligé de tant de pertes et voyant l'opiniâtreté de l'ennemi à lui fermer le passage, feignit, par un mouvement habile, de vouloir prolonger le combat sur sa gauche : mais tandis que les Russes dirigeaient sur ce point la majeure partie de leurs forces, le prince ordonna à tout ce qui restait encore de profiter de l'approche de la nuit pour filer sur la droite avec la garde royale, qui n'était point engagée. Dans cette marche, le colonel Kliski donna une preuve remarquable de sa présence d'esprit. Il allait en avant de la colonne, lorsqu'il fut arrêté par le qui vive d'une vedette ennemie. Kliski, à qui la langue russe était familière, ne fut point troublé par une rencontre si fâcheuse, il s'avança aussitôt vers le factionnaire, et lui dit, dans sa langue : *Tais toi, malheureux ; ne vois-tu pas que nous sommes du corps d'Ouwarow, et que nous allons en expédition secrète ?* Le soldat se tut et le laissa passer.

La quinzième division, qui, restée en arrière-garde sous le commandement du général Triaire, devait attendre, pour se mettre en marche, que le vice-roi eût effectué sa manœuvre, sut par sa contenance ferme, imposer à des nuées de cosaques, dont les hourras réitérés menaçaient à la fois ses flancs et ses

derrières. Le général Triaire s'arrêta plusieurs fois pour combattre ; mais il fut assez heureux pour n'être pas entamé, et pour ramener cette petite troupe devant Krasnoé, où le vice-roi venait de faire sa jonction avec le gros de l'armée. La garde impériale, la cavalerie, les 4^e et le 8^e corps étaient dans cette ville, où l'encombrement devint extrême.

Le 17 novembre, Napoléon et le vice-roi, à la tête de la garde, marchèrent sur la position qu'occupaient les Russes, afin de frayer un passage aux 1^{er}, 5^e et 5^e corps réunis sous les ordres du maréchal Ney, qui, n'ayant que trois mille hommes en armes, traînait avec lui plus de quatre mille malades ou blessés ; ces trois corps fermaient la marche. Une nouvelle affaire s'engagea, l'action fut opiniâtre et sanglante ; le corps du maréchal Davoust fut fortement compromis, il déploya une grande bravoure, et son chef une rare habileté, mais le courage et la sagesse des dispositions ne purent conduire au but qu'on s'était proposé. Le maréchal Ney, n'ayant pu vaincre la résistance de Kutusow, fut séparé du reste de l'armée, et l'empereur, s'apercevant que l'ennemi filait sur ses derrières, dut s'éloigner avec le regret de ne pouvoir secourir le plus vaillant des maréchaux de France. Ney, loin d'accepter les propositions de ses adversaires, se jeta de l'autre côté du Dnieper avec le reste de ses troupes, luttant sans cesse contre les Russes, qui, ne pouvant croire à l'heureuse issue d'une résolution si hardie, le comptaient déjà parmi leurs prisonniers, et redoublaient d'efforts pour le réduire à mettre bas les armes.

Vingt-cinq canons et plusieurs milliers de prisonniers furent le fruit que les Russes retirèrent de quatre combats consécutifs, où nous n'avions pu opposer à une armée complète que quelques soldats harassés par des marches inouïes, et qui étaient sans vivres, sans munitions et sans artillerie. A cette époque, on nous avait déjà pris trente mille fantassins ou cavaliers, vingt-sept généraux, cinq cents pièces de canon, trente et un drapeaux, une grande partie de nos bagages, toutes les dépouilles de Moscou. Depuis le commencement de la retraite, c'est-à-dire, dans l'intervalle d'un mois, plus de quarante mille Français étaient morts de misère, ou avaient été tués. Tant de pertes réduisaient l'armée à trente mille hommes, parmi lesquels, en y comprenant même la garde, on ne comptait plus que huit mille combattants. C'était cependant avec cette poignée de braves qu'il fallait résister au choc terrible de tous les bataillons du Nord. Malheureusement on était à peine à moitié chemin du Niémen, et il restait encore deux montagnes à gravir, et trois fleuves à traverser.

A peine parti de Krasnoé, Napoléon apprit que les Autrichiens, après avoir battu à Slonim le corps de Saken, s'étaient tout-à-coup retirés en arrière du Bug, et avaient, par cette manœuvre perfide, livré aux Russes la place de Minsk, qui renfermait des approvisionnements immenses. L'armée y eût trouvé des ressources pour tout l'hiver. Cette trahison, consommée par Schwarzenberg, qui la couvrait du voile d'une insigne prudence, donna de vives inquiétudes à l'empereur. D'un autre côté, il n'ignorait pas que tous les corps russes tendaient à se rapprocher de Borisow, et à l'y devancer. En conséquence, il redoubla de vitesse pour atteindre la Bérézina.

Le 17 novembre, toute l'armée se mit en mouvement vers les onze heures du matin pour aller à Liadouï. On fit une fausse attaque, afin de contenir les cosaques, et de donner aux bagages et aux convois de blessés le temps de poursuivre leur route. Mais les Russes, sans cesser de s'avancer, continuèrent leur épouvantable canonnade, et refusèrent de s'engager. Napoléon, ne pouvant se résoudre à abandonner le maréchal Ney, s'arrêtait souvent, et à chaque halte,

il était forcé de livrer plusieurs combats. Les soldats de la jeune garde, se battant toujours avec un courage admirable, et supportant avec résignation leurs souffrances, se montrèrent les dignes émules de leurs aînés.

Au déclin du jour, l'armée arriva à Liadouï : c'était le premier bourg où elle rencontrait des habitans et quelques secours en vivres. La cavalerie étant totalement démontée, et Napoléon ayant besoin d'une escorte, on réunit à Liadouï tous les officiers qui avaient un cheval, pour en former quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux Defrance, Saint-Germain, Sébastiani et quelques autres faisaient les fonctions de capitaines, les colonels y tenaient lieu de sous-officiers. Cet escadron, auquel on donna le surnom de SACRÉ, était commandé par le général Grouchy, sous les ordres du roi de Naples. Cette élite de braves suivait partout l'empereur, veillait autour de lui, et éclairait sa marche.

Napoléon allant souvent à pied, suivi de son état-major, voyait, sans s'émouvoir, défiler devant lui les tristes restes d'une armée naguère si formidable : sa présence ranimait les plus timides, ses paroles excitaient encore l'enthousiasme, et il n'y avait pas un soldat qui, dans l'occasion, ne lui eût fait un bouclier de son corps. A Doubrowna, où l'armée s'arrêta, les juifs procurèrent aux soldats de la farine, de l'eau-de-vie et de l'hydromel ; dès lors, il leur sembla que l'abondance allait renaître. Cependant il était encore éloigné ce fortuné moment, où ils ne feraient plus entendre des cris de détresse.

Le 19 novembre, on toucha au Dnieper, sans avoir été inquiété même par les cosaques. On avait construit sur ce fleuve deux ponts, dont la gendarmerie faisait la police. Comme chacun voulait passer des premiers, le concours était immense ; toutefois il ne survint point d'accident. L'armée se reposa le 20 dans Orcha ; quelques provisions réservées pour son passage par le général Jomini, gouverneur de la ville, furent réparties entre les différents corps qui jusque là n'avaient pas reçu de distributions régulières. La journée fut très-paisible ; mais l'absence des restes du troisième et du cinquième corps, dont la perte ne paraissait que trop certaine, était pour l'armée un sujet de vive douleur. Au milieu de la nuit, une grande rumeur se fit entendre ; elle était causée par l'arrivée du maréchal Ney, qui, durant trois jours, n'avait pas cessé de combattre et de faire usage de tout ce que le talent et la bravoure peuvent déployer de plus extraordinaire ; traversant des pays inconnus, il marchait en carré, repoussant avec succès les attaques de six mille cosaques, qui chaque jour fondaient sur lui pour le forcer à capituler. Cette résistance héroïque mit le comble à sa brillante réputation. Tant de fermeté dans le péril fut secondée par le mouvement généreux du prince vice-roi, qui alla au devant du maréchal pour le dégager, et dont les secours achevèrent sa délivrance.

Cette retraite, par sa difficulté, fut une des plus belles opérations de la campagne, et celle qui peut-être honora le plus le caractère français. On raconte qu'au moment de passer le Dniéper à moitié gelé, tout le monde était dans le désespoir, et se croyait perdu, chacun cherchait le maréchal pour savoir ce qu'il ordonnerait. Mais on fut bien surpris de le trouver couché sur la neige, et, la carte à la main, examinant la direction qui serait la moins dangereuse. Tant de calme, au milieu d'un si grand péril, ranima le courage des soldats, et les tira de l'abattement où ils étaient plongés.

Le 21 novembre, l'armée sortit d'Orcha, et une heure après l'arrière-garde était déjà aux prises avec les cosaques. Napoléon, prévoyant qu'il se trouverait bientôt dans une situation plus critique, fit tous ses efforts pour rallier ses

troupes. Il fit publier au bruit du tambour, et par trois colonels, que les traîneurs seraient punis de mort, et que les généraux ou autres officiers qui abandonneraient leurs postes seraient destitués. Il prit les mesures les plus sévères pour empêcher le désordre de se glisser dans sa garde ; il veillait surtout avec un soin extrême à ce qu'elle marchât réunie et en colonne serrée ; il mettait toute sa sollicitude à la ménager, et pendant toute la route, il lui consacra exclusivement les ressources qu'offraient les localités. En partant d'Orcha, plusieurs corps furent envoyés dans la direction de Witepsk, afin d'inquiéter les derrières de l'armée de Wittgenstein ; mais ces mouvements n'eurent que de fâcheux résultats. Ces corps s'étant égarés éprouvèrent de nouvelles pertes : ainsi, tous les jours l'armée se fondait par les événements de la guerre et par l'effet des privations et des maladies.

Napoléon continua sa retraite par Dombrowna, Tolokzin et Bobr. A quelque distance de Borisow, le bruit se répandit tout-à-coup que l'ennemi avait coupé la route de Wilna, et des reconnaissances annoncèrent bientôt que, pour franchir la Bérézina, il fallait passer sur le ventre à une armée considérable. Cette armée était celle de Moldavie, commandée par l'amiral Tschitchagow, qui s'était emparé de Borizow, malgré la vigoureuse défense des Polonais. Le général Dombrowski les commandait, et ce guerrier intrépide n'avait évacué son camp retranché et ne s'était retiré qu'après dix heures de combat contre les divisions Langeron et Lambert.

Le maréchal Oudinot, qui était à Tschéreïa, ayant appris par le général Pampelune la perte de la ville et du pont de Borisow, se porta au secours du général Dombrowski, afin d'assurer à l'armée le passage de la rivière. Le 24 novembre, il rencontra une division russe, l'attaqua et la battit ; en même temps le général Berkheim, chargeant à la tête du 4^e de cuirassiers, fit sept cents prisonniers, enleva une grande quantité de bagages, et força l'ennemi à repasser la Bérézina.

Les corps de la Dwina venaient d'opérer leur jonction avec la grande armée ; les renforts, l'artillerie, les munitions et les approvisionnements qu'ils amenaient devaient être d'un puissant secours ; mais ils étaient eux-mêmes suivis par Wittgenstein, devant qui ils se retiraient, et l'on était effrayé en songeant que cette masse d'hommes réunis dans un vaste désert ne ferait que redoubler les maux des troupes dont elle accroissait le nombre.

L'armée de Moldavie, ayant dans sa fuite coupé le grand pont de Borisow, gardait toute la rive droite, et ses quatre divisions occupaient les points principaux par où les Français pouvaient déboucher. Pendant la journée du 25, Napoléon manœuvra pour tromper la vigilance de l'ennemi : afin de persuader à l'amiral Tschitchagow qu'il était dans l'intention de forcer à Borisow même le passage de la Bérézina, il ordonna au général Partouneaux de faire un grand mouvement d'artillerie, et parvint, à force de stratagèmes, à s'établir au village de Weselowo placé sur une éminence. Cet endroit était le même, où, en 1708, Charles XII, avait traversé la rivière lorsqu'il marchait sur Moscou. Napoléon y fit construire en sa présence, et malgré l'opposition des Russes, deux ponts sur lesquels Oudinot s'avança le premier avec la 6^e division. Les troupes du général Tschaptitz, qui gardaient la rive droite, furent aussitôt attaquées et poursuivies sans relâche jusqu'à la tête du pont de Borisow. Les généraux Legrand et Dombrowski furent grièvement blessés dans cette affaire, qui eut pour résultat principal de faire connaître à Napoléon que l'armée de Wittgenstein ne s'était pas encore réunie à celle de l'amiral.

Le 27, à deux heures après midi, Napoléon, au milieu de sa garde, alla établir son quartier-général à Zembin, sur la rive droite, laissant derrière lui, sur l'autre rive, une foule immense, dont les continuelles fluctuations présentaient l'image animée, mais effrayante, de ces ombres malheureuses qui, selon la fable, errent sur les bords du Styx et se pressent en tumulte pour approcher de la barque fatale. La neige tombait à gros flocons, l'obscurité était horrible, un vent affreux, soufflant avec violence, rendait encore le froid plus aigu. Pour comble de disgrâce, on manquait de bois, et, pour éviter d'être gelés, les soldats et les officiers, transis et morfondus, n'avaient d'autre moyen de se réchauffer qu'une agitation perpétuelle. L'armée ne passait que lentement. Quoique l'un des ponts fût réservé pour les voitures et l'autre pour les fantassins, l'affluence était si grande et les approches si dangereuses, qu'il était impossible de se mouvoir. Malgré ces difficultés, les gens à pied, à force de persévérance, parvenaient à se sauver ; mais le 28, vers les huit heures du matin, le pont réservé pour les voitures et les chevaux s'étant rompu, les bagages et l'artillerie s'avancèrent vers l'autre pont et tentèrent de forcer le passage. Alors s'engagea une terrible lutte entre les fantassins et les cavaliers, tous voulaient s'élancer à la fois, entassés les uns sur les autres, ils se pressaient, se froissaient, se culbutaient avec le plus grand acharnement ; bientôt ce ne fut plus qu'un véritable carnage et les cadavres des hommes et des chevaux obstruèrent à tel point les avenues, qu'il fallait monter sur le corps de ceux qu'on avait écrasés.

Le maréchal Victor, laissé sur la rive gauche, se mit en position sur les hauteurs de Wesclowo, avec les deux divisions Girard et Daendels, pour couvrir le passage et le protéger au milieu de cette effroyable confusion, contre le corps de Wittgenstein, dont l'avant-garde avait paru la veille. Cependant, le général Partouneaux, après avoir repoussé les attaques de Platow et de Tschitchagow, cherchait à regagner le gros de l'armée, lorsque sa division fut arrêtée par des partis ennemis. Quoiqu'il n'eût que trois mille hommes avec lui, il chercha à se faire jour et soutint pendant plus de quatre heures un combat où furent blessés les généraux Blamont et Delaitre. Cette troupe, formée en carré, resta sur pied toute la nuit sans avoir rien à manger, sans même oser allumer du feu, dans la crainte de faire connaître sa position. Cet état cruel dura jusqu'au lendemain, où la division se vit entourée par le corps entier de Witgenstein, fort d'environ quarante-cinq mille combattants ; alors, perdant l'espoir d'échapper, elle se rendit prisonnière : elle ne comptait plus que douze cents hommes et deux faibles escadrons, tant les horreurs de la faim, la rigueur du froid et le feu de l'ennemi avaient diminué le nombre de ces braves, qui prouvèrent que les soldats français, jusque dans leur défaite, savent trouver des occasions de gloire !

Borisow ayant été évacuée, les trois armées russes firent leur jonction, et le même jour, 28 novembre, Victor fut attaqué sur la rive gauche par Wittgenstein, en même temps que le maréchal Oudinot l'était sur la rive droite par Tschitchagow, qui était venu fondre sur lui avec toutes ses forces. L'affaire s'engageait avec chaleur sur ce dernier point, lorsque Oudinot, blessé au commencement de l'action, remit son commandement au maréchal Ney, qui, ayant ranimé les troupes, leur inspira une nouvelle ardeur. Au moment où le général Claparède, à la tête de la légion de la Vistule, enfonçait le centre de l'ennemi, le général Doumerc fit une charge brillante avec sa division de cuirassiers. Ces braves, exténués par l'excès des fatigues et des privations prolongées, firent néanmoins des prodiges de valeur, ils enfoncèrent des carrés,

enlevèrent des canons et trois à quatre mille prisonniers qu'ils ne purent conserver.

Malgré la bravoure de nos soldats, et les efforts de leurs chefs, Wittgenstein pressait vivement le 9^e corps, qui formait l'arrière-garde. La position qu'occupait le maréchal Victor n'était pas avantageuse ; cependant il s'y maintint plus longtemps qu'on ne pouvait l'espérer. Le courage héroïque des troupes et l'intrépidité des généraux Girard, Dumas et Fournier, qui, quoique blessés, n'abandonnèrent pas le champ de bataille, apprirent aux ennemis que la victoire ne trahit jamais les Français sans avoir été longtemps indécise : enfin le courage dut céder au nombre, et le 9^e corps, accablé par tant de forces réunies, se replia.

L'ennemi arriva vers le soir à portée de canon de la Bérézina, et fit pleuvoir une grêle de mitraille, de boulets et d'obus sur cette multitude qui, depuis trois jours, se pressait à l'entrée du pont ; la terreur et le désespoir s'emparèrent de toutes les âmes ; l'instinct de la conservation troubla toutes les têtes. Les Russes, toujours renforcés par des troupes nouvelles, chargèrent en masse, et chassèrent devant eux la division polonaise du général Girard, qui jusqu'alors les avait contenus. A la vue de l'ennemi, ceux qui n'avaient pas encore passé, se mêlant avec les Polonais, se précipitèrent vers le pont. Artillerie, bagages, cavaliers, fantassins", c'était à qui traverserait le premier. Le plus fort jetait dans l'eau le plus faible, qui l'empêchait d'avancer, et foulait aux pieds les malades et les blessés, qui se trouvaient sur son passage. Plusieurs centaines d'hommes furent broyés sous les roues du canon ; d'autres, espérant se sauver à la nage, se gelèrent au milieu de la rivière, ou périrent en s'abandonnant sur des glaçons, bientôt après submergés par la vague en furie. Des milliers de soldats, malgré ce triste exemple, se jetèrent pêle-mêle dans la Bérézina ; presque tous y moururent dans les convulsions de la douleur et du désespoir.

La division Girard, par la force des armes, vint à bout de se faire jour à travers tant d'obstacles, et rejoignit l'autre rive, où les Russes l'auraient peut-être suivie, si, dans l'instant, on ne se fût hâté de brûler le pont ; alors, les malheureux qui n'avaient pu arriver assez tôt, n'eurent plus autour d'eux que l'image de la mort la plus horrible. Quelques uns, pour s'y soustraire, se précipitèrent au milieu des flammes : mais les débris sur lesquels ils s'étaient hasardés s'écroulant sous eux, ils disparaissaient dans les flots.

Les Russes s'étant rendus maîtres du champ de bataille, nos troupes se retirèrent ; et au fracas le plus épouvantable succéda le plus morne silence. Tel fut le terrible passage de la Bérézina ; plus de sept mille Français furent tués sur ses bords, vingt mille tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Deux cents pièces de canons, d'immenses bagages devinrent en outre la proie des Russes. La nuit du 28 ou 29 fut une des plus funestes à notre armée. Le terrain sur lequel elle avait établi ses bivouacs, resta jonché de soldats qui avaient succombé à la rigueur de la température, ou qui étaient morts d'inanition.

Ces désastres et les journées qui les précédèrent firent éclater tout ce qu'il y a de grand, tout ce qu'il y a d'admirable dans le caractère français. Napoléon fut sublime au milieu de ces revers, Ney qu'il surnommait le brave des braves, Eugène qui était la fleur des preux de cette malheureuse et vaillante armée acquirent pendant cette marche périlleuse une gloire qui ne sera peut-être jamais égalée. Napoléon marchait en tête des restes de la vieille garde ; dans tous les engagements c'était lui qui la guidait. — Il y a assez longtemps que je fais l'empereur, disait-il en tirant son épée, il est temps que je fasse le général.

La retraite de Napoléon sembla rompre le charme qui avait engourdi les Russes et ranimé les français ; Mortier et, Davoust furent assaillis avec fureur ; dans un combat terrible, ils perdirent la moitié des leurs, et ne parvinrent qu'après des peines incroyables et des prodiges de valeur à gagner Liady. Les Français laissèrent sur ce fatal champ de bataille quarante-cinq pièces de canon, plus de six mille prisonniers, un grand nombre de morts, et plus encore de blessés. Pour compléter le désastre, la division de Ney, par suite de la marche des autres colonnes sur Liady, eut toute l'armée russe entre elle et Napoléon. La résolution de Ney et son audace dans cette circonstance sont un épisode si prodigieux de cette guerre, qu'avant de clore la série des événements postérieurs, il est besoin d'y revenir et d'en parler avec quelques détails.

Ney s'étant égaré dans sa marche, au milieu d'un brouillard épais arrive tout-à-coup, sans s'en douter, sous les batteries des Russes : un officier de Kutusow s'avance alors au nom de son général. Il arrive auprès de Ney :

Le feld-maréchal, lui dit-il, n'oserait sommer de se rendre un guerrier si renommé, s'il lui restait une seule chance de salut ; mais quatre-vingt mille Russes l'entourent ; s'il en doute, Kutusow lui offre d'envoyer parcourir les rangs et compter ses forces.

L'envoyé n'avait pas achevé, que quarante décharges de mitraille, partant de son armée, viennent déchirer les rangs français. Ney s'écrie : **Un maréchal de France ne se rend jamais ; on ne parle pas sous le feu.** Les batteries russes continuèrent un feu de mitraille, à la distance seulement d'environ cent vingt-cinq toises. L'ébranlement de l'atmosphère dissipa le brouillard, et fit voir la malheureuse colonne française ayant en face un ravin couronné par les ennemis, et exposée de toutes parts au feu des artilleurs, tandis que les hauteurs étaient couvertes de soldats russes postés pour soutenir les batteries. Loin de perdre courage dans cette horrible crise, Ney s'exalte, et ses intrépides soldats se frayant un chemin à travers le ravin de la Losima, se jettent avec fureur sur les batteries ; mais ils sont à leur tour chargés à la baïonnette, et ceux qui ont passé par la rivière souffrent cruellement. Cependant Ney, sans s'étonner, s'élance à la tête des grenadiers : en un instant, la première ligne ennemie est renversée ; ils courent à la seconde, mais une pluie de balles et de mitraille les arrête : tous sont blessés.

Ney, alors encore, prouve son grand courage : avec deux mille hommes il se défend contre quatre-vingt mille ; avec six pièces de canon il répond au feu de deux cents pièces et persiste à vouloir s'ouvrir un passage à travers ce corps ennemi, qui lui est opposé en front. Les Français se précipitent de nouveau sur les batteries, perdant des rangs entiers.

Enfin la nuit vint faire trêve à ce carnage. Ney l'attendait ; il profite de son ombre pour faire un mouvement en arrière, comme s'il avait eu dessein de retourner à Smolensk. C'était dans le fait la seule route qui lui fût ouverte ; bientôt il se trouva sur le bord d'un ravin, qui lui parut être le lit d'une rivière. Il fait écarter la neige, brise la glace, observe la direction du courant : **C'est un affluent du Dniéper**, s'écrie-t-il ; **voilà notre guide.** Il suit dès lors cette indication ; et après d'incroyables efforts, il arrive sur les bords du fleuve, près du village de Syrokovenia. Là, la surface de l'eau n'était complètement gelée que sur un point, mais la glace était si mince qu'on l'entendait craquer sous les pieds des soldats.

On fit une halte de trois heures pour donner aux traîneurs qui s'étaient écartés, le temps de se rallier en cet endroit, s'ils étaient assez heureux pour le trouver. Ney passa ces trois heures dans un profond sommeil, couché sur le bord du fleuve, et enveloppé de son manteau. A son réveil il ordonna le passage, qui fut effectué sans interruption ; le mouvement de la glace et ses effroyables craquements faisaient cependant hésiter plus d'un soldat ; elle se rompit sous les chariots, dont quelques-uns étaient chargés de malades et de blessés : le bruit qu'ils firent en s'engloutissant, et les gémissements étouffés des malheureux qui se noyaient, arrachèrent un cri douloureux à leurs camarades. Les cosaques parurent alors à l'arrière-garde, glanèrent quelques centaines de prisonniers, et s'emparèrent de l'artillerie et des bagages.

Depuis la veille quatre mille traîneurs et trois mille soldats étaient morts ou égarés ; il restait à peine à Ney trois mille hommes ; mais, par une retraite qui n'a pas sa pareille dans l'histoire, il avait placé le Dniéper entre lui et les corps réguliers de l'armée russe.

Napoléon échappait aux Russes ; il restait debout au milieu de tant de ruines et de trépas ; s'ils avaient pu réfléchir, il y avait là un miracle capable de les faire douter que le ciel lui eût retiré sa protection pour toujours ! !

Le village de Brelowau, où on fit halte la nuit qui suivit le passage, fut entièrement détruit pour faire servir les bois dont les maisons étaient construites à alimenter les feux du camp. Une partie considérable du quartier-général de Napoléon subit le même sort ; les soldats, mourant de froid et de fatigue, venaient enlever jusqu'aux solives du plafond de la misérable cabane où leur empereur trouvait un abri.

Le 29 novembre, Napoléon quitta les rives fatales de la Bérézina, à la tête d'une armée plus désorganisée que jamais ; à peine quelques soldats du corps d'Oudinot et de celui de Victor furent-ils à l'épreuve de la contagion du désordre général. Tous les corps marchaient sans aucune disposition régulière, n'ayant plus ni avant garde, ni centre, ni arrière-garde. Les soldats n'avaient d'autre désir que de gagner de vitesse sur les Russes, et cependant les cosaques en surprenaient tous les jours un grand nombre. La nuit et le froid étaient en outre de cruels ennemis ; et, au retour de la lumière, chaque bivouac était marqué par un large cercle de morts. Heureusement l'empereur avait eu la précaution d'envoyer, vers les bords de la Bérézina, une division de Français commandée par le général Maison ; elle put suffire pour protéger cette masse de fuyards sans défense. Ils arrivèrent ainsi le 3 décembre à Maledeczno, où l'armée se reposa pendant vingt-quatre heures. Ce fut dans cette ville que Napoléon traça en caractère de sang ce fatal vingt-neuvième bulletin, qui mit en deuil la France et tous ceux de ses alliés qui lui étaient encore attachés.

Jusque là, Napoléon semblait n'avoir pas conçu le dessein de quitter son armée, et de se rendre à Paris. Vers le milieu du jour il annonça sa résolution à Duroc et à Daru. La conspiration récente de Malet l'avait convaincu que sa présence y était nécessaire, et d'ailleurs, après des revers tels que ceux qu'il venait d'éprouver, il avait besoin de se concerter avec la nation pour de grandes mesures.

Le cinq décembre, Napoléon était à Smorgoni, où il reçut un renfort qui arrivait fort à propos. C'était le général Loison, qui, à la tête de la garnison de Wilna, s'était avancé pour protéger sa retraite dans cette ville ; secours heureux, qui fournit une nouvelle arrière-garde pour remplacer celle que commandait Maison,

et que le froid et la fatigue avaient mise hors de service. Loison reçut ordre de se charger à son tour de ce devoir périlleux ; il resta donc à une journée de distance des débris de ce qui avait été la grande armée. Ce fut à Smorgoni que le froid commença à se faire sentir avec une violence jusqu'alors inconnue. Dans les journées des 6, 7 et 8 décembre, le thermomètre descendit jusqu'à vingt-six et vingt-sept degrés au-dessous de glace ; les nuits devenaient de plus en plus meurtrières, et les marches étaient affreuses. Pourtant une sorte de discipline s'établit alors parmi les traîneurs ; ils se divisèrent en petites bandes, dont quelques-unes avaient le secours d'un misérable cheval ; si l'animal succombait sous le poids du fardeau dont il était chargé, il était mis en pièces, et dévoré pendant que la vie palpitait encore dans ses veines. Ces bandes avaient des chefs qu'elles se choisissaient dans leurs rangs. Mais cette espèce d'union, quoique avantageuse en général, avait aussi ses inconvénients. Ceux qui étaient affiliés à quelqu'une de ces confréries, n'auraient donné à aucun de ceux qui n'en faisaient point partie une bouchée de pâte de farine de seigle, qui, relevée par un peu de poudre à canon au lieu de sel, formait, avec la chair de cheval, leur seule nourriture. Ils permettaient à peine à un étranger de venir se réchauffer à leur feu ; et quand on trouvait quelque parcelle de vivres, on voyait souvent deux de ces compagnies, surtout si elles étaient de pays différents, se les disputer les armes à la main.

Sous les coups d'une température mortelle, les uns expiraient en silence ; le sang des autres se portant vers la tête faute de circulation, leur sortait par les yeux et la bouche, et les malheureux tombaient sur la neige ensanglantée, où ils trouvaient dans la mort la fin de leurs souffrances. La nuit, dans leurs bivouacs, les soldats approchaient leurs membres engourdis si près du feu, que, s'endormant dans cette position, leurs pieds étaient brûlés jusqu'aux os, tandis que la gelée attachait leurs cheveux à terre. C'était dans cette situation que les cosaques les trouvaient souvent : heureux ceux dont les ennemis terminaient la misère d'un coup de lance ! Dans cette horrible retraite, vingt mille recrues avaient rejoint l'armée depuis qu'elle avait passé la Bérézina, où, en y comprenant les corps d'Oudinot et de Victor, elle se fut montée à quatre-vingt mille hommes, mais de ce nombre moitié avait péri dans la Bérézina.

L'ordre de la marche sur Wilna étant réglé, Napoléon se détermina à partir. On avait préparé trois traîneaux, sur l'un desquels il devait se placer avec Caulaincourt, dont l'empereur avait dessein de prendre le nom, en voyageant incognito. Dans une audience générale, à laquelle étaient présents le roi de Naples, le vice-roi d'Italie, Berthier et les maréchaux, Napoléon annonça qu'il laissait à Murat le commandement de l'armée comme généralissime. Il parla le langage de l'espérance et de la confiance. Il promit de contenir les dispositions hostiles des Autrichiens et des Prussiens, en se présentant à eux à la tête de la nation française et de douze cent mille hommes. Il dit qu'il avait ordonné à Ney de se rendre à Wilna, de réorganiser l'armée, et de frapper un coup capable d'ôter aux Russes l'envie d'aller plus loin. Enfin il les assura qu'ils trouveraient des quartiers d'hi ver derrière le Niémen. Il fit alors des adieux touchants à chacun de ses généraux, les embrassa l'un après l'autre avec une vive émotion, et, montant sur son traîneau, il partit de Smorgoni à dix heures du soir.

Ce fut le cœur navré que Napoléon dut s'éloigner des débris de cette armée qu'il laissait dans une si cruelle position. Toutefois ses sentiments de douleur ne se trahissaient pas, et de même qu'il avait fait durant toute cette période d'une détresse extrême, il affecta la plus grande fermeté ; les expressions de chagrin ou d'irritation qui lui échappaient étaient recueillies comme des exceptions

curieuses à son état de calme ordinaire ; toutefois, il ne souffrait qu'impatiemment qu'on lui représentât la misère et les besoins dont il était environné. Ainsi, quand le colonel d'Albignac lui apporta la nouvelle de la fatale position de Ney, après la bataille de Wisma, il lui ferma la bouche en lui disant avec vivacité qu'il n'avait pas besoin de détails. Après que les deux tiers de l'armée avaient été moissonnés, et lorsque ce qui en restait n'était plus qu'une multitude indisciplinée, il donnait toujours ses ordres comme si toutes les divisions en eussent encore existé. **Voulez-vous donc m'ôter mon repos ?** dit-il avec courroux à un officier qui croyait nécessaire de lui faire remarquer que les divisions dont il parlait étaient détruites. Avant d'arriver à Varsovie, Napoléon courut les plus grands dangers ; il fut même sur le point d'être pris par le partisan russe Seslawin, dans un village nommé Youpranoui. De là, il continua son voyage avec la plus grande célérité. En traversant la Silésie, il faillit être arrêté, mais heureusement pour lui les Prussiens passèrent à délibérer le temps qu'ils auraient dû employer à agir. Ils se conduisirent comme les Saxons, dont Charles XII disait gaîment, en quittant Dresde : **Ils délibéreront aujourd'hui s'ils auraient dû me faire arrêter hier.**

Le 14 décembre Napoléon était à Dresde, où il eut une conférence particulière avec le bon vieux roi, dont la reconnaissance qu'il avait pour l'empereur, son bienfaiteur, ne s'était point refroidie. Le 18, il arriva à Paris, qu'il trouva plongé dans la consternation ; le Moniteur y avait jeté la nouvelle du terrible dénouement d'une entreprise qui dès le principe avait fait naître de gigantesques illusions. Le retour imprévu de Napoléon aux Tuileries au milieu de la nuit, excita une extrême surprise. L'impératrice s'était retirée dans son appartement ; deux hommes enveloppés de fourrures entrèrent dans l'antichambre, et l'un d'eux s'avança vers la porte de la chambre à coucher de Marie-Louise. La dame de service se jeta à la hâte au-devant de la porte ; mais, reconnaissant l'empereur, elle poussa un grand cri, et l'impératrice alarmée entra dans l'antichambre. Leur entrevue fut des plus affectueuses, et Napoléon, au moment où le sort l'accablait, put, du moins, espérer de trouver des consolations dans son intérieur. Ah, si Marie-Louise eût été digne de lui !

CHAPITRE VINGT-QUATRIÈME

SOMMAIRE : Départ de Napoléon. — Ouverture de la campagne. — Bataille de Lutzen.— Mort de Bessières. — Vurtzen et Bautzen. -- L'empereur et le vice-roi. — Mort de Duroc. — Armistice. — Bernadotte entre dans la coalition. — Reprise de Hambourg et Lubek. — Le roi de Danemark fidèle allié de Napoléon. — Revers en Espagne. — Perte de la bataille de Vittoria. — Rupture de l'armistice. — Retour de Murat à l'armée. — Désastre de Culm. — Les journées de Leipsick. — Combat de Hanau. — Situation des places fortes. — Revers en Italie, en Espagne, en Hollande.

1813.

Napoléon quitta Paris le 15 avril, et quarante-huit heures après, il arriva à Mayence, où se trouvait réunie une immense quantité de recrues. Le sentiment de l'honneur animait ces jeunes gens, et leur faisait supporter les fatigues d'une marche précipitée. Tous brûlaient de mériter le titre glorieux de soldats français, tous couraient avec empressement vers ces champs de bataille qu'avaient illustrés leurs aînés.

Les confédérés du Rhin, qui devaient contribuer à la recomposition de notre armée, n'obéissaient qu'avec lenteur. Le roi de Wurtemberg et le grand-duc de Bade agissaient seuls avec un zèle véritable ; et la Bavière, qui devait le plus à Napoléon, ne montrait qu'une froide indifférence à sa cause ; elle cherchait encore à se rattacher à la maison d'Autriche, son ennemie naturelle, et retirait de nos rangs une division qui y comptait encore.

Malgré tant d'obstacles dans la levée des troupes, malgré la mauvaise volonté la plus manifeste de la part de ses alliés, Napoléon, au moment de rentrer en campagne, pouvait disposer de cent cinquante mille hommes d'infanterie. La cavalerie, plus difficile à former, ne comptait guère que quatre mille chevaux. L'artillerie, toute remise à neuf, était sur le pied le plus imposant. Les canonniers de marine, appelés au service de terre, n'avaient pas été longtemps à acquérir l'expérience qui leur manquait ; ils apportaient ce courage et ce sang-froid qui, dans les combats sur mer, fait braver la fureur de tous les éléments. Parmi les immenses convois d'artillerie, on remarquait celui de la jeune garde, composé de soixante pièces. Le total des bouches à feu ne s'élevait encore qu'à trois cent cinquante ; mais ce nombre croissait de jour en jour, à mesure qu'on recevait des attelages.

L'empereur, après avoir passé en revue les régiments de toutes armes, partit de Mayence le 24 avril, et se rendit successivement à Francfort, à Erfurth et à Weimar. A partir de cette dernière ville, il abandonna sa voiture pour ne plus voyager qu'à cheval, et justifier ce qu'il avait promis en passant le Rhin, de faire la campagne comme général Bonaparte, et non comme empereur.

Alexandre et Frédéric-Guillaume étaient à Dresde depuis le 24 avril ; leur armée occupant une étendue de plus de cent lieues, la nôtre put d'autant plus

facilement reprendre l'offensive, que le vice-roi, instruit de l'arrivée prochaine de Napoléon, commençait à menacer le flanc droit et les derrières de l'ennemi.

Cette circonstance força les coalisés à repasser la Saalé. L'avant-garde du maréchal Ney, toute composée de conscrits aux ordres du général Souham, enleva à la baïonnette la position de Weissenfels et culbuta la division russe du général Lanskoï. Le maréchal Macdonald, commandant le 11e corps, s'empara de Mersburg et fit deux cents prisonniers prussiens.

Le 1er jour de mai, Napoléon se porta en avant de Weissenfels. Les éclaireurs ayant signalé l'ennemi, la division Souham et la cavalerie du général Kellermann s'avancèrent aussitôt pour forcer le défilé de Rippach. Le combat s'engagea avec beaucoup d'acharnement. Le maréchal Bessières, voulant donner aux soldats un nouvel élan, quitta le commandement en chef de la cavalerie de la garde, pour se mettre à la tête des fantassins. A peine arrivait-il sur le flanc de la hauteur occupé par les Russes, qu'un boulet le frappa dans la poitrine. La mort de ce guerrier, l'un des plus fidèles amis de Napoléon, et qui, pendant dix-huit ans, avait partagé ses travaux et sa gloire, fut pour l'armée l'objet d'une vive douleur, mais elle ne ralentit pas son courage. L'ennemi, enfoncé de toutes parts, nous laissa maîtres de ses positions.

Le vice-roi, qui le matin même avait reçu l'ordre de joindre l'empereur, déboucha dans la plaine de Lutzen, au moment où l'affaire était déjà décidée. Ce prince, après une longue absence, revit Napoléon dans le lieu même où périt autrefois Gustave-Adolphe, et sous les peupliers qui marquent la tombe de ce libérateur de l'Allemagne, il reçut les éloges du premier général du monde. Napoléon allait bientôt par une grande bataille renouveler les héroïques souvenirs de cette plaine si souvent arrosée du sang des braves. Persuadé que l'armée alliée n'était point encore réunie, il pensa qu'il pourrait arriver s Leipsick avant elle, et résolut de passer l'Elster auprès de cette ville pour prendre l'ennemi à revers. Wittgenstein, qui, depuis la mort récente de Kutusow, commandait en chef l'armée russe, voulut signaler son début par un plan hardi, et dont le succès reposait sur l'espoir de surprendre Napoléon. Il feignit de se retirer derrière l'Elster, et s'étant réuni pendant la nuit au corps de Tormasow, il repassa le fleuve par Zwenkaw et Pegau. Le but de cette manœuvre était de lancer derrière nous vingt-cinq mille chevaux, de reprendre Naumburg, Weissenfels, Mersburg, et de nous renfermer entre la Saale et l'Elster pendant que nous marchions sur Leipsick. Le maréchal Macdonald et le général Lauriston ayant pris cette direction le 2 mai, et la canonnade ayant commencé contre le petit village de Listenau, Wittgenstein jugea que le moment était venu de profiter de l'extension de notre ligne pour enfoncer notre centre. Il déboucha en conséquence sur plusieurs colonnes, auprès de Raya. Napoléon ordonna aussitôt au prince Eugène d'appuyer la gauche du maréchal Ney, dont les troupes étaient déjà engagées, tandis que lui-même, à la tête de toute la garde, se tint en réserve derrière le centre où se dirigeaient les plus grands efforts de l'ennemi, Résolu à tout prix de remporter la victoire, il s'exposa à plus de dangers qu'il ne l'avait fait encore depuis qu'il portait la couronne. Sa présence fit éclater l'enthousiasme, et ses nouveaux soldats, pleins du désir de surpasser en bravoure ceux qui les avaient devancés dans la carrière, puisèrent dans ce sentiment une énergie plus puissante que l'habitude des combats. Le champ de bataille présentait une ligne de deux lieues, indiquée dans toute son étendue par de noirs tourbillons de fumée et de poussière. Le maréchal Ney se portait avec ardeur au fort de la mêlée ; atteint de plusieurs blessures, il refusa de quitter son poste ; car, pour tous les Français qui ont du cœur, disait-il, le moment est venu de vaincre ou de

mourir. Cependant les Russes, comme s'ils eussent été certains du succès, marchaient pour déborder notre droite du côté de Weissenfels. Peut-être auraient-ils réussi dans cette entreprise sans la généreuse résolution du général Compans, qui les attaqua à la tête de la première division du corps du maréchal Marmont. Les régiments de la marine, chargés par l'élite de la cavalerie des alliés, la repoussèrent plusieurs fois ; ils avaient couvert de morts le terrain qu'ils défendaient, lorsqu'on aperçut les premiers feux du général Bertrand, débouchant sur les derrières de l'ennemi. Le prince Eugène se montra aussi sur la gauche, et le maréchal Macdonald attaquait la réserve des Russes, qui, redoublant leurs efforts contre notre centre, finirent par emporter le village de Kaya. Il y eut un instant de désordre, Napoléon, jugeant que la crise allait se décider, ordonna au maréchal Mortier de fondre tête baissée sur l'ennemi, tandis que le général Drouot, réunissant quatre-vingts pièces de canon, les formait en batterie en avant de la vieille garde disposée en échelons ; toute la cavalerie était rangée en arrière de cette masse, qui s'ébranla aussitôt. Ecrasés par le feu de notre artillerie, les Russes abandonnent Kaya, et se retirent précipitamment devant le maréchal Mortier, qui, avec la jeune garde, les poursuit au pas de charge : au même instant, le général Bonnet, faisant un mouvement de la gauche sur le centre, culbute plusieurs escadrons. Le général Bertrand n'est pas moins heureux : tout ce qui s'oppose à son passage est renversé ; il s'avance pour joindre ses forces à celles dont le choc a déterminé un premier espoir de succès : il est impatient d'arriver, lorsque Napoléon, pour hâter cette manœuvre, fait pivoter sa droite, sur Kaya, la retraite des Russes était devenue inévitable : ils l'effectuèrent en toute hâte, plusieurs corps se débandèrent. Les Français victorieux poursuivirent les coalisés avec vigueur pendant une lieue et demie ; mais comme notre cavalerie n'était pas nombreuse, et que Napoléon voulait la ménager, les ennemis ne laissèrent que peu de prisonniers : sans cette circonstance fatale, la bataille de Lutzen eût amené des résultats semblables à ceux d'Austerlitz et d'Iéna ; trois cent mille hommes venaient de combattre avec un égal acharnement ; trente mille ennemis jonchaient le champ de bataille, et les destinées de l'Europe restaient incertaines. Des torrents de sang devaient encore couler.

Cette journée prouva qu'aucune force humaine ne peut triompher des Français lorsqu'ils n'ont point à lutter contre la fureur des éléments ou contre la trahison. **Nos jeunes soldats, disait Napoléon, ont relevé toute la noblesse du sang français.** Notre perte fut de dix mille hommes morts ou mis hors de combat.

Après quelques affaires peu importantes à Borna, à Gersdorf, à Nossen et à Colditz, l'armée française entra dans la capitale de la Saxe, d'où l'empereur de Russie et le roi de Prusse étaient sortis le matin même. Les ponts de l'Elbe, qui avaient été détruits, ayant été rétablis sous le feu de l'artillerie ennemie que la nôtre plus nombreuse força au silence, tous les corps défilèrent successivement sur la rive droite. Sur ces entrefaites, le roi de Saxe, rappelé à Dresde par Napoléon, y fit son entrée le 12 mai au milieu des acclamations de son peuple. Ce souverain, qui d'abord avait paru obéir à la politique de l'Autriche, cimentait bientôt par de puissants renforts sa nouvelle alliance à la cause de son libérateur.

Napoléon, après avoir donné ses ordres pour la direction des troupes, envoya le prince Eugène en Italie, pour veiller à la sûreté du royaume, et hâter l'organisation d'une armée sur les bords de l'Adige.

Le 18 mai, Napoléon quitta Dresde, et rejoignit ses troupes devant Bautzen. Le lendemain, il reconnut sur les bords de la Sprée la position des ennemis. Les immenses travaux qu'ils avaient exécutés pour établir des redoutes, démontraient assez qu'ils étaient décidés à accepter la bataille. Napoléon résolut de rendre inutiles leurs préparatifs, et chargea le maréchal Ney, avec les généraux Reynier et Lauriston, de tourner la droite des alliés. Ceux-ci, informés de l'approche des Français, mais supposant qu'ils n'avaient devant eux qu'une colonne de vingt mille hommes, détachèrent contre elle les généraux Yorck et Barclay de Tolly. Le premier se posta au village de Weissig ; le second au village de Kila : le général Péri, qui y avait été envoyé par le général Bertrand pour maintenir les communications du maréchal Ney, se laissa surprendre par les cosaques, sa division fut mise en déroute ; mais, dans le même moment, le général Lauriston, se présentant à Weissig, culbutait le corps d'Yorck, qui, chassé de sa position, se jeta sur la rive droite de la Sprée. La droite des Russes étant ainsi débordée, Napoléon se porta le jour suivant sur la hauteur en arrière de Bautzen, et donna l'ordre au maréchal Oudinot d'attaquer les montagnes qui appuyaient la gauche de l'armée alliée, tandis que le maréchal Macdonald passerait la Sprée entre ces montagnes et la ville de Bautzen. Le maréchal Marmont suivait la même direction, et le maréchal Soult, qui avait le commandement du centre, devait inquiéter la droite des Russes. A midi, la canonnade, s'engagea, et les mouvements prescrits s'exécutèrent avec succès, malgré la plus opiniâtre résistance : le général Compans enleva Bautzen, et le général Bonnet se rendit maître du plateau que garnissait le centre de l'armée ennemie ; mais il fut impossible d'emporter les hauteurs qui protégeaient sa droite ; et malgré tous les efforts, elle se maintint entre le corps du maréchal Ney et le reste de l'armée française.

Cette action sanglante n'était que le prélude d'une bataille plus terrible. Le 21, Napoléon se porta en avant de Bautzen, sur des hauteurs, d'où il pouvait observer ses troupes dans la nouvelle attaque qu'il préparait. Les maréchaux Oudinot et Macdonald commencèrent un feu violent de mousqueterie sur la gauche de l'ennemi, et le maréchal Ney, culbutant les troupes russes et prussiennes au village de Klix, passa la Sprée, et enleva le village de Preilitz. Les alliés, comprenant alors que le véritable point d'attaque serait sur leur droite, y portèrent toutes leurs réserves. Napoléon, pour paralyser ce mouvement, fit avancer la vieille garde, la cavalerie du général Latour-Maubourg et une nombreuse artillerie. Le maréchal Morutier, avec deux divisions, de la jeune garde, coupa le chemin de Wurschen à Bautzen, et cette puissante diversion fournit au maréchal Ney le moyen d'enlever Preisig, et de déborder les alliés, qui, effrayés d'un tel échec, battirent aussitôt en retraite : les Français s'élancèrent à leur poursuite, et la déroute devint générale. La journée de Wurschen coûta à l'ennemi près de vingt mille hommes. Notre perte, dans trois journées de combat, s'éleva à douze mille soldats tués ou blessés.

A peine le soleil paraissait-il à l'horizon, que, le 22 mai, toute l'armée se mit en marche, à l'exception du corps d'Oudinot, qui demeura campé sur le champ de bataille. Les Russes et les Prussiens disputaient le terrain avec vigueur, mais n'en étaient pas moins chassés de position en position. A Reichenbach, leur artillerie s'étant formée sur les hauteurs, tonna quelque temps sur nos colonnes. Leur droite fut tournée par l'infanterie, tandis que la cavalerie de la garde se disposait à culbuter leur gauche. Les alliés, n'apercevant d'abord que les lanciers conduits par le général Lefebvre-Desnouettes, crurent l'écraser facilement en faisant avancer contre lui une division de leur grosse cavalerie : mais aussitôt la nôtre

prit part à l'action, et le général Latour-Maubourg, accourant à la tête des cuirassiers, détermina la retraite de l'ennemi, étonné de trouver devant lui près de dix-huit mille cavaliers.

La position de Markersdorf arrêta aussi notre poursuite : Napoléon, impatienté de cette série de combats meurtriers, voulut lui-même commander l'avant-garde ; on le vit, électrisant les soldats par sa présence, pousser le courage jusqu'à la témérité, et toujours à la tête des colonnes, s'exposer au milieu des balles, qui autour de lui portaient la mort dans les rangs. Ce fut après cette action qu'un boulet passant entre l'empereur et le maréchal Mortier, enleva le général du génie Kirgener, et frappa dans le bas-ventre le grand maréchal Duroc. Cette catastrophe plongea Napoléon dans la plus profonde douleur. Il se retira dans sa tente et se livra tout entier aux pensées tristes qui l'agitaient. Que d'évènements malheureux venaient de se succéder ! Quelle incertitude menaçait l'avenir ! Déjà depuis l'ouverture de la campagne, Napoléon avait perdu deux de ses amis les plus fidèles, et ce jour était l'anniversaire de celui où, dans les plaines d'Aspern, avait péri le maréchal Lannes.

Cependant les souverains alliés, mécontents des combinaisons de Wittgenstein, lui avaient retiré le commandement en chef de leurs troupes, pour le confier à Barelly-de-Tolly. Celui-ci continua son mouvement rétrograde avec moins de fermeté peut-être que son prédécesseur, et nous eûmes peu de combats à livrer. Le maréchal Oudinot avait été dirigé par la route de Luckau, pour attaquer les troupes de Bulow, de Thumen et de Woronzow. Il avait en même temps l'ordre de dissiper les corps nombreux de partisans qui infestaient la Basse-Lusace et de couvrir la Silésie, où nous avions déjà pénétré depuis le 25 mai. Ce pays offrait à l'armée d'abondantes ressources, et l'empereur, en y portant la guerre, saisissait avec plaisir cette occasion de se venger du roi de Prusse. Les campagnes de Frédéric II, dans ces contrées qu'il avait rendues si célèbres, se retraçaient à sa mémoire ; aussi s'informait-il des moindres particularités relatives à cet illustre capitaine. Liegnitz avait été le théâtre d'une de ses plus grandes victoires ; Napoléon, persuadé que les Prussiens disputeraient cette ville, dit en souriant : C'est là que nous renouvellerons d'anciennes connaissances. Mais, en arrivant, les Français trouvèrent Liegnitz abandonnée. L'empereur y était encore, lorsque, le 29 mai, au moment où la garde allait partir, on apprit qu'un parlementaire se présentait aux avant-postes. Il était porteur d'une dépêche de M. Stadion, ministre autrichien, résidant au quartier-général d'Alexandre. Elle annonçait que les alliés acceptaient l'armistice, qu'à son départ de Dresde Napoléon leur avait proposé pour se préparer à un congrès. Aussitôt, que le maréchal Berthier eut donné cette nouvelle à l'empereur, le général Caulaincourt partit pour Walstadt, où il eut un entretien avec le comte Schouwalow et le général Kleist. En peu de jours, les conditions de la trêve furent réglées et exécutées, et Napoléon revint à Dresde pour y attendre l'issue des conférences qui allaient bientôt s'ouvrir.

L'Europe entière crut voir dans ce rapprochement les gages d'une paix prochaine, et sans doute tel en eût été le résultat, si les souverains, moins enorgueillis de leur pouvoir et plus dignes d'en faire usage, n'eussent alors consulté que le besoin des peuples. Mais ce n'était point par de tels motifs que la Russie et la Prusse avaient demandé la suspension des hostilités ; tant que la guerre leur avait été favorable, elles en avaient prolongé le cours ; et leurs cœurs ne parurent sensibles que par l'atteinte des revers. Les victoires de Lutzen et de Wurschen semblaient démontrer que Napoléon ne succomberait pas aux attaques de ses ennemis tant de fois terrassés. La nouvelle armée française apparaissait comme un de ces météores célestes, qui par la rapidité de leur

marche échappent à tous les calculs, et dont le retour prophétique est aux yeux du vulgaire le signe certain d'une prochaine catastrophe. Frédéric-Guillaume, épouvanté, se repentit d'avoir attiré sur ses états les premiers coups d'une juste vengeance ; Alexandre lui-même désespéra de sa cause, et tous deux sans doute auraient dès-lors renoncé aux espérances que leur avait fait concevoir la retraite de Moscou, s'ils n'eussent trouvé dans les routes tortueuses de la diplomatie les moyens de parvenir au but qu'ils se proposaient.

L'alliance de l'Autriche, quelque puissante diversion qu'elle dût opérer, ne les rassurait pas encore ; ils devaient redouter que les circonstances n'amenassent des changes mens dans la politique de François II, et ce monarque ne leur présentait pas de suffisantes garanties pour l'entière exécution de leurs projets. Il fallait donc se créer d'autres auxiliaires, en les associant à de nouveaux intérêts. Les vastes dépouilles de Napoléon furent offertes en appât aux princes de l'Europe, et dans l'illusion de cette justice distributive, chacun put s'enrichir en idée du territoire de ses voisins. Aux impulsions de la cupidité se joignirent les séductions de l'amour-propre. Accomplir le grand œuvre d'une régénération philanthropique, se placer au rang des grands souverains, et régner indépendant de toute autre puissance, tels étaient les plus modestes fruits d'une participation à la guerre ; et que n'avait-on pas à craindre, si les liens de la foi jurée, fragiles comme la fortune, ne se brisaient pas à ce premier appel d'une ligue que le succès a sanctifiée ?

L'infortuné Christiern fournit le premier exemple des persécutions odieuses qu'auraient à subir les rois qui, comme lui, voudraient rester fidèles à la France. Les Anglais menacèrent Copenhague d'un nouveau bombardement, et l'empereur Alexandre, détachant de son plein pouvoir la Norvège du Danemark, en accorda l'investiture au prince royal de Suède, qu'il lui importait d'acheter. Déjà le czar avait été sauvé d'une ruine inévitable par le refus des Suédois de participer avec Napoléon à la guerre de 1812 ; mais dans l'état actuel des choses, une neutralité ne suffisait plus à la Russie ; le cabinet de Pétersbourg cherchait un général capable, par ses savantes combinaisons, d'arrêter les progrès de nos armes : il le trouva dans un enfant de nos révolutions, qui, au milieu des rangs français, avait appris le grand art de vaincre, et qui, placé sur un des trônes du Nord, ne connaissait plus d'autre patrie que celle qui lui donnait une cour et des flatteurs. Bernadette, à peine entré dans la coalition, en devint en quelque sorte le régulateur : il fournit un plan de Campagne dont le but tendait à renverser son ancien maître ; et persuadé, comme l'Europe entière, que la France ne pouvait être vaincue que par des Français, il fit reposer le succès de l'entreprise sur le rappel de Moreau. Le ministère anglais accueillit avec empressement le projet de détruire son ennemi le plus redoutable, et, pour en témoigner sa reconnaissance au prince royal, il souscrivit, le 5 mars 1813, un traité d'alliance et de subsides, par lequel il garantit à la Suède la cession de la Norvège, lui donna la Guadeloupe, dans l'espoir sans doute de rendre la Suède irréconciliable avec la France, et lui assura vingt-quatre millions payables par cinquièmes, de mois en mois, à compter du jour où trente mille Suédois, commandés par Charles-Jean, se seraient joints aux troupes de la Russie ou à celles de la Prusse.

Le roi de Danemark, à qui l'on offrait pour indemnité de la Norvège quelques provinces comprises encore dans l'empire français, se trouva dans la cruelle nécessité de dissimuler son mécontentement jusqu'au moment où la nouvelle des victoires de Napoléon lui rendit l'espoir de se soustraire à tant d'humiliations : il fit alors passer en Norvège le prince Chrétien-Frédéric, qui, arrivé à Christiana le 22 mai, publia une proclamation énergique, pour exciter les

habitants à défendre leur indépendance : en même temps les Corps danois opérèrent de concert avec le corps de Vandamme ; et pendant que celui-ci s'emparait de Haarburg et des îles voisines, ils sommèrent Tettenborn d'évacuer Hambourg. Nos troupes occupèrent cette place le 1er juin : le lendemain, une brigade danoise entra dans Lubeck. Ainsi, au moment de l'armistice, l'immense territoire de l'empire était tout entier au pouvoir de Napoléon. Le général Vandamme, ayant reçu l'ordre de se rendre à Magdebourg, le maréchal Davoust prit le gouvernement des villes hanséatiques, et le général Haxo fut envoyé près de lui pour faire exécuter de vastes fortifications.

Cependant François II reprenait sa politique incertaine et n'annonçait que vaguement les concessions qu'il exigeait ; mais Napoléon lui déclara qu'il le laissait maître de rejeter son alliance, et qu'il serait moins blessé d'une déclaration hostile que de cette attitude vacillante, ressource ordinaire des traîtres et des lâches. L'Autriche, qui jusqu'alors n'avait fait flotter son étendard entre les deux partis que pour l'offrir au dernier enchérisseur, le fit pencher vers la Russie, dont les promesses plus réelles déterminèrent son choix. Elle refusa de souscrire au démembrement de la Prusse, dont l'existence lui paraissait liée à la sienne, et l'empereur François II se rendit en Bohême, pour se rapprocher du quartier-général d'Alexandre ; avec lequel il eut plusieurs conférences secrètes. Entouré d'officiers russes et prussiens, le chef de la maison de Lorraine vit l'intrigue s'exercer autour de lui sur ses courtisans et même sur son armée ; il souffrit que nos ennemis reconnussent les positions du pays, visitassent les montagnes, les défilés et les places, tandis qu'au mépris de tous les usages on refusait l'entrée de la Bohême aux voyageurs français. Cette conduite constituait un véritable état d'agression, et prouvait assez que l'armistice n'avait été demandé que pour se préparer plus efficacement à la guerre. Dans les relations des ambassadeurs, on retrouvait les mêmes intentions ; et, dès le principe, il fut évident que les négociations n'amèneraient aucun heureux résultat. Cependant les rois coalisés, redoutant l'issue de la lutte terrible et inévitable qui allait s'engager de nouveau, employèrent le temps des conférences à se ménager par la ruse et par la séduction un triomphe qu'ils n'osaient point encore espérer de la réunion de leurs forces.

Les peuples de l'Allemagne, fatigués des sacrifices sans cesse renouvelés que leur imposait la politique de leurs princes, aspiraient à secouer à la fois le joug de la suprématie étrangère et des tyrannies domestiques. A aucune autre époque et chez aucune nation peut-être, le domaine de la pensée n'avait acquis un aussi grand développement que dans la patrie et dans le siècle des Fichtes, des Wagners et des Jacobys. L'esprit d'indépendance, puisé dans la connaissance approfondie des devoirs moraux, s'était répandu sur tout le peuple germanique, et formait une masse d'opinions d'autant plus redoutable, qu'elle avait plus d'obstacles à vaincre. Une révolution allait jaillir du sein des écoles, et les restes honteux de la féodalité touchaient au moment de leur entière ruine. Attirés par le sentiment de leurs dangers vers l'appui tutélaire d'une force que jusque-là ils paraissaient avoir méconnue, les rois conçurent l'idée de la faire servir à leur propre cause, en détournant toute son activité pour la diriger contre l'ennemi commun. Les nations du Nord, appelées pour la première fois sur la scène politique, s'y précipitèrent en foule, pour conquérir la liberté qui leur était promise, mais qui n'exista jamais sincèrement dans le cœur des souverains. Ainsi ces mêmes hommes qui naguère avaient cru trouver en nous les libérateurs du monde, n'attendent plus désormais leur délivrance que de notre chute. Ils accueillent avec avidité les écrits énergiques qui en provoquent le signal : ils

saisissent les armes, et s'apprêtent aux combats. Aveugles dans leur élan ils oublient les leçons de l'histoire, les conseils de la prudence la plus vulgaire, et vont s'immoler aux passions quelques hommes, quand ils pensent n'agir que pour les intérêts de l'humanité. Il faut le dire, des écrivains trop fameux vendirent aux monarques l'enthousiasme des sujets, et, dirigeant au gré de leurs maîtres les généreux sentiments qu'ils, feignaient de partager, ils avilirent auprès de leurs concitoyens l'influence des talents, et lui imprimèrent la flétrissure de leur corruption. C'était principalement auprès des sœurs d'Alexandre qu'on voyait réunis, par l'appât des récompenses, ces vils adorateurs du pouvoir.

La grande duchesse d'Oldembourg et la princesse, de Weimar étaient pour la coalition des auxiliaires puissants. La première surtout portait à Napoléon toute la haine dont est susceptible une femme blessée dans son amour-propre ; dès longtemps elle méditait la ruine de celui qui, dit-on, l'avait refusée pour épouse, et lorsque les chances de la guerre lui offrirent l'occasion de réaliser Les vœux de son ressentiment, elle se dévoua pour les faire accomplir. L'attrait de sa beauté, les séductions de son esprit, les promesses et les faveurs, tout fut mis en usage pour former autour d'elle une cour nombreuse et prête à servir sa vengeance ; comme une autre Armide, elle étendit ses enchantements dans le camp même de son ennemi, et fit sortir des rangs français plusieurs généraux de la confédération. Bientôt, sous prétexte d'aller aux eaux de Tœplitz, elle se rendit avec sa sœur à Prague et à Gitschin, où elle eut encore plusieurs entretiens secrets avec l'empereur d'Autriche dont la politique fut également soumise à l'empire de ses charmes.

De funestes évènements survenus en Espagne depuis la perte de la bataille de Vittoria influèrent aussi d'une manière puissante sur les résolutions de François II. Les Anglais en profitèrent pour ranimer le zèle de leurs alliés et pour ébranler la confiance de ceux de Napoléon, qui, obligé de renvoyer le maréchal Soult vers les Pyrénées, se trouva ainsi privé de la coopération d'un de ses plus habiles lieutenants.

Sur ces entrefaites, Metternich se rendit à Dresde, afin d'engager Napoléon à se soumettre aux circonstances ; mais Napoléon refusa constamment de laisser prendre sur la France les indemnités réclamées par l'Autriche. Il accepta néanmoins son beau-père comme médiateur, et consentit à une prolongation d'armistice, que le ministre d'Autriche se chargea de faire adopter. Par cette démonstration pacifique, le cabinet de Vienne n'avait d'autre but que de gagner le temps nécessaire pour rassembler ses armées. L'armistice fut prolongé jusqu'au 10 août. Si nos ennemis travaillaient avec ardeur à rassembler des forces, de son côté, Napoléon ne négligeait rien de ce qui pouvait lui donner une attitude imposante. Tous les jours, on voyait arriver de France des troupes nouvelles : un grand nombre de canons et de beaux attelages, équipés et harnachés à neuf, avaient renforcé notre artillerie. Des détachements, venus de toutes les parties de l'empire, avaient relevé notre cavalerie, qui comptait bientôt plus de trente mille chevaux. Les gardes d'honneur, que Napoléon avait créés, étaient déjà organisés, et leurs premiers escadrons se trouvaient à Mayence. En même temps l'empereur parcourut la rive gauche de l'Elbe depuis Dresde, qu'il avait transformée en une grande forteresse, jusqu'à Magdebourg, qu'occupait le général Vandamme : il inspecta Torgau et Wittemberg, où il fit entrer d'immenses approvisionnements ; il se porta ensuite, le 20 juillet, à Luckau et à Lubben, examinant par lui-même la situation des troupes, et s'assurant des points de défense que présentaient ces contrées, destinées à devenir le théâtre

des combats. Napoléon profita aussi de la prolongation de la trêve pour avoir une entrevue avec Marie-Louise, qui l'attendait à Mayence. On crut alors que cette princesse se rendrait à Prague, pour concilier les intérêts de son père et de son époux ; mais de tels moyens de rapprochement étaient indignes d'un homme qui commandait à des Français, et qui, à leur tête, avait imposé des lois à l'Europe.

Les plénipotentiaires, rassemblés à Prague, après s'être livrés à de violents débats, presque toujours étrangers au véritable but de leur mission, avaient fini par se séparer sans rien conclure. Napoléon, qui jusque-là s'était flatté que l'Autriche se déterminerait en sa faveur, reconnut alors qu'elle avait toujours été sa plus dangereuse ennemie, et qu'il aurait dû la détruire avant de marcher au Kremlin ; aussi s'écria-t-il dans sa colère qu'il aurait fait la paix avec la Russie, sans la funeste influence d'un cabinet qui avait prostitué ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes : un médiateur, un congrès, et le nom de la paix.

Immédiatement après la rupture des négociations, les souverains coalisés publièrent un manifeste pour annoncer que la voie des armes était la seule qui pût amener le rétablissement de l'équilibre européen ; vaine chimère, prétexte dérisoire, qui, après tant de sang versé, ne devait produire que l'accroissement gigantesque de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche.

Napoléon, prévoyant la reprise des hostilités, avait fait célébrer sa fête le 10 août, afin que les troupes rassemblées à Dresde fussent prêtes à partir le 15. Ce jour arrivé, les équipages furent dirigés vers la Silésie. Au moment où l'empereur se disposait à monter en voiture, on lui annonça l'arrivée du roi de Naples. Après s'être entretenu quelques instants avec lui, Napoléon suivit la route de Pirna, et Murat se rendit à Bautzen, où, au grand étonnement de toute l'armée, il reprit le commandement de la cavalerie. Au moment d'ouvrir la campagne, la totalité de nos forces s'élevait à trois cent mille fantassins et trente-deux mille cavaliers ; mais, sur ce nombre, cent mille hommes se trouvaient dispersés ; les places fortes en renfermaient quarante mille ; le reste était réparti entre le corps d'Augereau, destiné à former à Wurtzbourg une armée d'observation, et celui de Davoust, placé dans les environs de Hambourg. La Bavière avait levé vingt-cinq mille hommes que le général de Wrède dirigeait sur l'Inn ; mais l'on ne pouvait pas compter les Bavares parmi nos auxiliaires. Ce peuple ingrat, qui devait son existence à Napoléon, paraissait se rapprocher de la puissance dont les dépouilles l'avaient enrichi, et quoique l'Autriche eût établi un corps de troupes sur sa frontière, les deux armées rangées en présence l'une de l'autre, sous des bannières opposées, ne se regardaient plus comme ennemies. Une semblable politique animait les Napolitains ; quoique leur roi servît dans nos rangs, ses soldats, vainement attendus, ne se ralliaient pas au prince Eugène, qui se disposait à tenter sur Vienne une puissante diversion.

Depuis que l'Autriche avait fourni son contingent de cent cinquante mille hommes, l'armée coalisée, y compris les vingt mille Suédois qu'amenait le prince royal, était double de la nôtre. C'était avec une masse de forces si imposante, que, dans l'espoir de cerner Napoléon à Dresde, les alliés avaient choisi la Bohême pour point d'appui de leurs opérations, et s'apprêtaient à porter les premiers coups sur les derrières de notre armée : tel était le plan, adopté d'après les avis de Moreau. L'arrivée récente de ce général au quartier - général du czar avait excité la plus vive allégresse dans toute l'Allemagne : nos ennemis regardaient sa présence comme un renfort de cent mille combattants, et les souverains lui accordaient d'avance les témoignages de leur gratitude. Enivré de l'encens que les rois et leurs flatteurs prodiguent volontiers aux hommes dont ils

ont besoin, Moreau accourait plein de l'espoir de succéder à Napoléon, et d'épouser la grande duchesse d'Oldembourg ; mais si le prestige de la gloire et des services éminents avaient enchaîné la France au char de l'empereur, jamais elle n'aurait reconnu pour souverain un soldat qui n'était plus pour elle qu'un traître qu'elle méprisait. Les alliés, ayant dénoncé l'armistice du 10 août, ne devaient, au terme du traité, commencer les hostilités que le 16. Cependant, dès le 12, ils traversèrent le territoire neutre de la Silésie, et nous attaquèrent le 14. Cette violation avait pour but de nous prévenir dans l'occupation de Breslau, que les Prussiens tenaient à cœur de conserver. Napoléon, résolu à repousser l'armée de Silésie, se rendit le 20 août à Löwenberg, où il fit jeter des ponts sur le Bober. La division Maison effectua le passage, et chassa les alliés jusqu'à Goldberg : un combat violent s'engagea auprès de cette ville. En vain le prince de Mecklenbourg saisit un drapeau pour rallier ses bataillons, leur dérouta fut complète. En même temps le maréchal Ney se portait contre Sacken en avant de Buntzlau, et le maréchal Marmont contre Yorck, ces attaques eurent un plein succès, et forcèrent Blücher à rentrer dans ses anciennes positions.

La Saxe étant le pivot de nos opérations, Napoléon ne voulut pas passer plus loin. Instruit d'ailleurs que la grande armée alliée marchait sur Dresde, il ne lui restait pas un instant à perdre pour préserver cette capitale, qu'il regardait comme le centre de son camp retranché, et qui, malgré les forteresses de Torgau et de Wittemberg, restait à découvert par sa gauche tant que nous ne serions pas maîtres de Berlin. Afin d'être tranquille sur ce point, Napoléon avait dirigé sur cette capitale les trois corps formant l'armée du maréchal Oudinot, qui, avancé jusqu'à Trebbin, y avait pris position le 21 août. Le 22, Oudinot battit complètement le corps prussien du général Thumen ; mais la journée suivante nous devint funeste, et, dans une seconde affaire à Gross-Beeren, le prince royal de Suède eut la triste gloire de triompher de son ancien compagnon d'armes.

Sur ces entrefaites, la grande armée alliée pénétrait dans la Saxe. Sa droite attaqua, le 24 août, le maréchal Gouvion-St.-Cyr, qui, pour donner à nos renforts le temps d'arriver, disputa le terrain pied à pied. Le 25, les quatre grandes colonnes ennemies étaient réunies sous les murs de Dresde, dont il se disposait à défendre le camp retranché. Le maréchal, n'ayant que peu de monde avec lui, craignait d'être réduit à accepter sur-le-champ le combat : mais le généralissime Schwarzenberg, n'osant pas brusquer une attaque, suspendit l'action jusqu'au lendemain. Le 26, Napoléon, qui la veille s'était arrêté à Slatpen, où sa garde devait le rejoindre, entendant une vive canonnade, accourut aussitôt, reconnut la position des alliés, et revint au galop pour faire avancer ses colonnes. Les habitants et la famille royale attendaient, dans la plus cruelle anxiété, l'issue de la lutte qui allait s'engager, lorsque l'empereur parut devant le palais, à la tête de son armée qui, pour voler à la rencontre de l'ennemi, traversa Dresde avec la rapidité d'un torrent. Déjà la vieille ville était totalement cernée ; les redoutes de Mocsinsky et du Faucon étaient enlevées, et un corps nombreux menaçait Frédéric Stadt. Napoléon dirigea sur ce point son artillerie de réserve, et ordonna à la jeune garde de se porter sur les deux flancs de l'attaque. La moitié de ce corps, commandé par le maréchal Ney, déboucha par la porte de Plauen, tandis que le maréchal Mortier sortait avec l'autre moitié par la porte de Pirna. Il est impossible de se faire une idée de l'ardeur et de l'enthousiasme qui animaient alors tous les soldats ; en peu d'instant, l'ennemi fut culbuté. Les Prussiens, délogés du grand jardin, abandonnèrent également la redoute de Mocsinsky, et toute l'armée combinée se trouva rejetée en arrière des collines dont elle s'était emparée. La nuit qui survint empêcha Napoléon de compléter sa

victoire. Les coalisés, étonnés de la résistance d'une ville qu'ils avaient cru surprendre, renoncèrent à leur premier dessein, et, se confiant dans l'innombrable quantité de leurs masses, ils résolurent de nous attirer en rase campagne, en se portant sur les hauteurs voisines. Au point du jour, Napoléon se rendit dans le faubourg de Plauen pour observer les positions qu'ils avaient choisies : malgré l'obscurité de l'atmosphère et la pluie qui tombait par torrents, il aperçut que leur extrême gauche, placée entre la vallée de Plauen et Priesnitz, ne communiquait point avec leur centre. En conséquence, il ordonna au roi de Naples de faire filer notre droite le long du ravin de Plauen, et fit en même temps manœuvrer sur l'extrême droite ennemie les corps du maréchal Mortier et du général Nansouty, tandis que lui-même attaqua le centre avec les corps des maréchaux Marmont et Gouvion-Saint-Cyr. Murat, à la tête des cuirassiers de Latour-Maubourg, chargea les Autrichiens, que commandait le général Ignace Giulay, les rompit et les tailla en pièces ; et le maréchal Victor, avec un corps de conscrits, s'emparant du village et du vallon de Plauen, coupa les communications de l'aile gauche, qui, malgré le secours qu'on essaya de lui porter, fut forcé de se rendre par bataillons avec ses drapeaux et son artillerie.

Schwarzenberg, au lieu de changer son ordre de bataille pour renforcer sa gauche, acheva de la sacrifier en ordonnant la retraite. Cette résolution timide fut pour Napoléon le plus beau résultat de ses combinaisons. La perte de l'ennemi s'élevait à quarante mille hommes, dont quinze mille prisonniers presque tous Autrichiens. Vingt-six pièces de canon, cent trente caissons et dix-huit drapeaux furent les trophées de cette victoire, l'une des plus étonnantes qu'on eut encore remportées. Pendant que l'empereur parcourait sa ligne au milieu des applaudissements et des cris de joie de l'armée, on vint lui annoncer la mort de Moreau. Cette nouvelle, apportée par un paysan, fut recueillie avec une sorte de recueillement superstitieux, et parut attacher une croyance religieuse aux destinées de Napoléon. Moreau, qui n'avait jamais été blessé en servant sa patrie, fut tué à la première affaire où il prit les armes contre elle ; et ce vainqueur de Hohenlinden, devenu l'allié des Autrichiens, rendit le dernier soupir sur un brancard que les cosaques lui firent de leurs lances.

Napoléon, après cette brillante journée, retourna à Dresde. Il était resté à cheval depuis la pointe du jour ; l'eau ruisselait de sa capote grise et de son chapeau. Le vénérable roi de Saxe reçut son libérateur avec transport. Napoléon fit distribuer de l'argent aux citoyens de Dresde, qui avaient souffert de la canonnade, et fit prendre le plus grand soin des blessés et des prisonniers appartenant aux alliés.

Au point du jour, l'empereur, dont rien n'endormait la vigilance, était encore à cheval, menant ses troupes victorieuses à la poursuite de l'ennemi. Il les divisa en différentes colonnes, afin de ne laisser aux alliés ni repos ni refuge dans les routes de traverse par lesquelles ils étaient obligés de se retirer.

Mais tout-à-coup, au moment où Napoléon venait de rentrer à Dresde, pour se remettre un peu des fatigues que sa rare énergie avait pu seule lui faire supporter, la fortune nous devint contraire.

Le 29 août, les Français continuaient à profiter de leurs avantages. Le roi de Naples, Marmont et Saint-Cyr pressaient la poursuite des colonnes alliées. Un corps d'armée d'environ trente mille hommes avait été confié à Vandamme. C'était par ce bravé général que devaient commencer les revers des armes françaises dans cette malheureuse campagne. Vandamme s'était avancé jusqu'à

Péterswald, chassant devant lui un corps de Russes, qui se retirait sur Tœplitz. Cette ville était le point sur lequel se portaient toutes les divisions en fuite.

Dans la matinée du 29, Vandamme eut la témérité de descendre la hauteur depuis Péterswald jusqu'au village de Culm, situé dans une profonde vallée entre cette ville et Tœplitz. Comme il s'avavançait vers Tœplitz, son plan faillit être couronné de succès. L'empereur de Russie et le roi de Prusse, les membres de leur cabinet et tout le quartier-général des alliés étaient sur le point de tomber entre ses mains. Si Vandamme eût réussi, il aurait totalement désorganisé l'armée alliée, que les Français auraient pu poursuivre jusqu'aux portes de Prague ou de Vienne même. L'avant-garde française était à une demi-lieue de Tœplitz, quand le Comte Ostermann, qui s'était jusque-là retiré lentement, fit halte tout-à-coup, et commença la plus opiniâtre résistance, Vandamme multiplia ses attaques furieuses, il fut forcé d'avoir enfin recours à ses dernières réserves qu'il fit descendre des hauteurs de Péterswald dans la profonde vallée, entre Culm et Tœplitz. Ostermann perdit un bras, et ses grenadiers souffrirent beaucoup ; mais ils avaient gagné le temps nécessaire. Barclay de Tolly, qui s'approchait alors du lieu de l'action, amenait les premières colonnes des Russes. Schwartzenberg envoya d'autres secours, et Vandamme, accablé à son tour par le nombre, se retira à Culm aux approches de la nuit.

Le 3, au point du jour, Vandamme se vit attaqué par plus de cent mille hommes. Il résista vaillamment, et se mit en retraite pour regagner les hauteurs de Péterswald. Mais tandis que sa troupe gravissait, elle aperçut le sommet qu'elle se proposait d'atteindre occupé par des soldats prussiens, dans un état de désordre qui annonçait qu'ils échappaient à quelque danger pressant, ou qu'ils couraient à quelque attaque précipitée. C'était le corps du général Kleist, qui, poursuivi par Saint-Cyr, était parvenu à s'échapper en se jetant dans le bois de Schönwald, d'où il débouchait.

Quand les Prussiens découvrirent les Français, ils crurent qu'ils étaient là pour leur couper le chemin, et au lieu de prendre position pour intercepter la retraite à Vandamme, ils résolurent de se frayer un passage à travers ses troupes, et de les repousser, sur Tœplitz, De leur côté, les Français, se voyant fermer le passage, prirent la même résolution à l'égard du corps de Kleist. Les Prussiens s'élançèrent de la colline tandis que les Français la gravissaient avec un courage que balançait l'avantage du terrain.

Les deux armées étaient ainsi l'une sur l'autre comme une foule tumultueuse dans un chemin étroit et creux. L'attaque de la cavalerie française, sous Corbineau, fut si terrible, qu'elle passa outre, quoique la pente qu'elle gravissait n'eût pas été facile à monter au trot dans d'autres circonstances ; et les canons des Prussiens furent un moment entre les mains des Français, qui leur tuèrent beaucoup d'artilleurs. Cependant les Prussiens se rallièrent bientôt, et les combattants se mêlèrent encore, moins pour la victoire ou le carnage, que pour s'ouvrir une route à travers les rangs les uns des autres. Tout était en confusion : les généraux prussiens au milieu des Français, les officiers français au centre des Prussiens. Mais l'armée russe, qui était à la poursuite de Vandamme, mit fin à ce singulier combat. Les généraux Vandamme, Haxo ; et Guyot, furent pris avec deux aigles et sept mille soldats, outre un grand nombre de tués et de blessés.

La nouvelle du désastre de Vandamme ralentit les généraux français dans l'ardeur de leur poursuite. Le roi de Naples fit halte à Sayda, Marmont à

Zinnwalde, et Saint-Cyr à Liébenau. Le quartier général de l'empereur Alexandre resta à Tœplitz.

Napoléon apprit cette calamité inattendue avec le calme imperturbable qui était une de ses qualités distinctives. Le général Corbineau, qui commandait dans l'admirable charge de cavalerie, sur la colline de Péterswald, se présenta devant l'empereur dans l'état où il était en sortant du combat, couvert de son sang et de celui de l'ennemi, et tenant à la main un sabre prussien que, dans la mêlée, il avait échangé contre le sien. Napoléon écouta tranquillement tous les détails qu'il lui donnait. *On devrait, dit-il, faire un pont d'or pour un ennemi en fuite, quand il est impossible, comme dans le cas de Vandamme, de lui opposer un rempart d'acier.*

Ce désastre de Vandamme commença pour l'empereur une série de revers qui ne fut plus interrompue. L'armée de Silésie, commandée par Macdonald, éprouva une perte de vingt-cinq mille hommes contre Blücher, et fut refoulée en Lusace ; celle qui marchait sur Berlin sous les ordres de Ney, fut battue par Bernadotte ; la fortune semblait se complaire à faire pencher sa balance en faveur de nos ennemis.

Cependant Napoléon, résolu de ne pas quitter la ligne de l'Elbe, jugea que la Bohême était le seul point sur lequel il pût se porter avec vigueur, sans se compromettre : il prit en conséquence la route de Tœplitz, et s'avança avec circonspection jusqu'à Ebersdorf, premier village de la frontière. Parvenu au lieu même où Vandamme avait succombé, Napoléon aperçut devant lui l'armée des souverains alliés, qui se présentait pour l'arrêter. Deux routes s'offraient : celle de Péterswalde ayant été reconnue la plus praticable, il se décida à la suivre. Un parti de cavalerie ennemie l'attendait au débouché d'Hollendorf ; il fit avancer la sienne, et, à la suite d'un léger combat, le premier corps arriva à la montagne de Nollendorf. Cette position importante lui ouvrait ; le passage du défilé ; mais Napoléon, craignant de s'y engager, se rabattit sur Pirna. Les alliés profitèrent de son absence pour faire de nouveaux progrès ; l'empereur revint le 15 septembre avec sa garde, reprit la position qu'il avait quittée, et livra un violent combat en avant de Culm. Cette seconde tentative l'ayant convaincu de l'impossibilité de pénétrer en Bohême, où se trouvait une armée plus que double de la sienne, il se jeta dans la Silésie, afin d'empêcher la jonction de Blücher et du prince royal de Suède.

Mais l'approche de Sacken, dont le corps liait les opérations des deux corps, ne permit de rien entreprendre à cet égard, et les alliés s'avancèrent simultanément pour nous écraser d'un seul coup. Napoléon vit le danger, et se détermina à changer de terrain. Il espérait que, dans la complication des manœuvres exécutées autour de lui, il pourrait profiter d'une faute, ou du moins qu'en rassemblant ses forces sur un seul point, il réduirait la lutte à une seule bataille, et qu'alors il opposerait à la multitude des assaillants la valeur française et son génie. Mais tant d'évènements se pressaient qu'il dut changer toutes ses résolutions. La défection de la Bavière, dont le roi s'était engagé à fournir un contingent de trente mille hommes commandés par le comte de Wrède, lui fit sentir la nécessité de se rapprocher du Rhin. En recevant cette nouvelle, il se montra plus magnanime que ses alliés n'étaient faibles et perfides : il fit sortir des rangs français tous les Bavaois qui s'y trouvaient encore, et les renvoya avec dignité.

Le 15 octobre, l'empereur arriva près de Leipsick, où il vit la plus grande partie des forces de l'ennemi disposée à lui présenter la bataille.

Le 16, trois immenses colonnes, précédées d'une formidable artillerie, s'avancèrent à la fois sur Dœlitz, Waghau et Liebert-Wohvitz. Bientôt une effroyable canonnade se fit entendre sur toute la ligne : aux ébranlements de la terre, on eût dit que du sein de ses entrailles allait jaillir un volcan ; les feux rapides et croisés de l'artillerie, plus éclatants que ceux de la foudre, ne retentissaient pas avec moins de fracas, et jetaient dans tous les cœurs un sentiment profond d'étonnement et d'inquiétude : l'ennemi, s'élançant contre, nos positions, gagna d'abord du terrain ; mais après quelques alternatives de succès, ses efforts parurent épuisés. Napoléon, pour décider la victoire en sa faveur, ordonna à la vieille et à la jeune garde de marcher, la première sur Dœlitz, et la seconde sur Wachau, pendant que deux autres divisions, précédées de soixante pièces, se portaient sur Holzhausen. Ces dispositions vigoureuses firent plier le centre des alliés ; alors le général Kellerman, à la tête de six mille chevaux, fondit sur leurs escadrons et les culbuta : il les eût écharpés, si leurs réserves, ne fussent promptement accourues. La colonne de Schwarzenberg fut la plus maltraitée. Séparée du champ de bataille par la Pleiss, elle essaya d'en forcer le passage pour prendre part à l'action ; mais le corps de Poniatowski, précipita dans le fleuve tous les Autrichiens qui osèrent se présenter. Dans cette journée la perte des alliés, plus que triple de la nôtre, s'éleva à vingt-cinq mille hommes ; nous restions maîtres du champ de bataille, et la guerre eût été terminée, si la France n'avait eu à combattre qu'une seule puissance ; mais des revers partagés en commun, étaient peu sensibles à chacun des coalisés, dont l'armée, déjà innombrable, s'augmentait sans cesse.

Napoléon, dans la supposition qu'une nouvelle bataille ne tarderait pas à lui être offerte, voulut choisir une position plus favorable. Il se rapprocha donc de Leipsick, et fit garder le passage de la Saale : les alliés voyant que les Français reliraient leurs postes, pensèrent qu'ils se disposaient à la retraite, et se préparèrent à l'attaque.

Le 18 octobre, à huit heures du matin, trois colonnes se portèrent en même temps sur Dœlitz, Probstheide et Sölteritz, qui formaient comme les trois points d'appui de notre armée. Nos phalanges étaient rangées en une ligne demi-circulaire, dont Probstheide était le centre et l'angle saillant. Les flancs de ce village, dont la défense était confiée au maréchal Victor, étaient hérissés de canons. Les Prussiens tentèrent deux fois d'enlever cette position formidable, et deux fois ils en furent repoussés avec des pertes énormes. Le courage et la résolution de nos troupes étonnaient les assaillants ; ils désespéraient de la victoire. Tout-à-coup ils suspendirent leur action, et recourant à des dispositions nouvelles, ils dirigèrent contre les Français le feu de toutes leurs batteries. Nos guerriers, écrasés sous une grêle de boulets, aimèrent mieux affronter la mort que de l'attendre ; ils débouchèrent de Probstheide, et s'avancèrent à leur tour ; mais leurs rangs foudroyés de plus près furent bientôt éclaircis ; en vain redoublèrent-ils d'héroïsme pour entamer un ennemi qu'ils s'étonnaient de trouver invincible, ils durent renoncer à leur généreuse entreprise.

Pendant que l'armée de Napoléon paralysait les efforts de celle de Schwarzenberg, le maréchal Ney, sur les bords de la Partha, luttait contre les corps de Blücher et du prince royal de Suède. Ce dernier avait débouché par la route de Taucha, qu'occupait un bataillon Saxon ; mais les lâches qui le composaient ayant mis bas les armes sans combattre, le maréchal Ney fut contraint de rétrograder et d'appuyer sa droite à la gauche de l'empereur avec laquelle il était lié par le corps du général Reynier. L'armée entière se trouva ainsi former autour de Leipsick une demi-circonférence dont toutes les parties

paraissaient invulnérables. On était dans cette position lorsqu'une brigade saxonne, abandonnant le poste qu'on lui avait assigné, s'avança vers les Russes, et leur servit d'avant-garde. Immédiatement après, sept bataillons et trois batteries commandés par le général de Russel, ainsi qu'une brigade wurtembergeoise, suivirent cet exemple, et menacèrent de tourner leurs canons contre la division Durutte, qui voulait s'opposer à leur défection. A ce spectacle, nos cuirassiers, transportés d'indignation, résolurent de punir une aussi atroce perfidie ; mais ils ne purent résister à l'immense cavalerie de Platow. La trahison des Saxons nous fit perdre la position de Paunsdorf et le village de Schœnfeld, qui, longtemps disputé, coûta au corps de Langeron deux généraux et quatre mille soldats. La division Durutte, restant isolée, soutint seule les efforts de trente mille Suédois ; le général Delmas, accouru pour la soutenir, périt au milieu de la mêlée. Napoléon, qui venait d'arriver avec un corps de cuirassiers et de grenadiers à cheval, ralentit les progrès de l'ennemi, et le chassa de Reudnitz, dont il s'était emparé. Après avoir rempli avec la vieille garde le vide que les Saxons avaient laissé dans notre ligne, il ordonna au général Nansouty de se porter entre l'armée de Benningsen et celle de Charles-Jean. Cette manœuvre aurait eu un plein succès, si les Suédois, qui manquaient d'artillerie, n'eussent emprunté le secours de celle des Saxons. Nos troupes, malgré la plus opiniâtre résistance, perdirent Stuntz et Sellerhausen ; mais Blücher et Sacken échouèrent contre le faubourg de Rosenthal. Ainsi finit cette journée, dans laquelle, malgré leurs revers, les Français ajoutèrent à la gloire de tant de triomphes. Les coalisés n'avaient rompu notre ligne que sur un point ; partout où l'empereur commandait, ses soldats étaient demeurés inébranlables ; la trahison des Saxons pouvait seule les empêcher de cueillir des lauriers disputés avec tant de fermeté et de constance.

Napoléon était dans l'intention de continuer sa défense le lendemain, mais les généraux d'artillerie, Sorbier et Dulauloi, lui ayant annoncé que deux cent vingt mille coups de canon, tirés depuis cinq jours, avaient épuisé les munitions, il ordonna la retraite à neuf heures du soir, et rentra dans Leipsick, Cette ville pouvait servir de tété de pont pour protéger le départ des troupes ; Napoléon, ne voulant pas que le roi de Saxe, qui, depuis son départ de Dresde, ne l'avait pas quitté un seul jour, eût à déplorer la ruine d'une des plus belles cités de son royaume, se contenta d'en défendre les approches pendant la journée du 19. Nos fantassins occupant les débouchés des faubourgs, et retranchés dans les maisons, écrasèrent les deux corps de Langeron et de Sacken, qui s'y précipitaient avec une sorte de fureur. Cependant les attaques réitérées de toute l'armée ennemie et une nouvelle trahison de la part des Saxons, qui, du haut des remparts de Leipsick, tirèrent sur nos soldats, les obligèrent à accélérer la retraite. Le défilé de Lindenau était obstrué par les bagages, l'artillerie et la foule entassée, qui cherchait à se faire jour ; au milieu de ces embarras, Napoléon lui-même ne parvint qu'avec beaucoup de peine à se frayer un passage. La fusillade continuait encore dans plusieurs faubourgs ; mais les alliés, certains d'être bientôt maîtres de la ville, ne paraissaient pas vouloir sacrifier leurs soldats : tout faisait croire que notre arrière-garde pourrait se sauver sans être inquiétée, quand, à l'apparition de quelques tirailleurs russes, le chef des sapeurs qui avaient miné le pont de Lindenau pensa qu'il était temps de le faire sauter. Par cette explosion, près de vingt mille hommes et soixante canons, restés en deçà de Leipsick, se trouvèrent séparés de l'armée : cet accident les livra au plus affreux désespoir. Les uns jurèrent de mourir plus tôt que de se rendre ; d'autres, voyant que toute résistance est inutile, se jettent dans la Pleiss, qu'ils

franchissent sans difficulté ; mais, pour le plus grand nombre, les eaux bourbeuses de l'Elster deviennent un gouffre dans lequel ils disparaissent à jamais.

Depuis le matin, le général Poniatowski se battait dans le faubourg de Borna avec sa vaillance accoutumée. Lorsqu'il apprit que tout espoir de salut lui était ravi, il se tourna vers ses officiers, et leur dit avec noblesse : C'est ici qu'il faut succomber avec honneur. A ces mots, il s'élança avec quelques cavaliers au milieu des colonnes ennemies ; atteint de plusieurs blessures, entouré de tous côtés, et voyant qu'il ne peut se faire jour, il traverse la Pleiss, et s'avance vers l'Elster déjà garni de tirailleurs russes et saxons. Poniatowski a pressenti que sa dernière heure est venue ; il s'abandonne à son fougueux coursier, et se précipite dans le fleuve, heureux d'arracher, au prix de sa vie, un trophée de plus aux barbares dominateurs de la Pologne. Un deuil universel honora les mânes de ce noble guerrier, qui, dans les rigueurs de l'exil, était devenu le père de tous ses compatriotes. Digne par son grand cœur du sceptre qu'avaient porté ses aïeux, il cueillit au milieu des rangs français les lauriers du champ de bataille, et mille rois sans gloire se seront succédés que cette couronne immortelle brillera encore sur sa tombe. Le maréchal Macdonald, qui faisait aussi partie de l'arrière-garde, ne trouvant aucune issue pour sa retraite, se jeta dans l'Elster qu'il eut le bonheur de traverser à la nage. Le général Dumoutier se noya ; les généraux Lauriston, Reynier, Aubri, Dorsenne, Bertrand et quinze autres, la plupart Polonais, tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Outre vingt mille hommes tués sous les murs de Leipsick, dans cette bataille de trois jours, trente mille soldats blessés ou malades, restèrent prisonniers ; enfin, pour compléter cette nomenclature de nos désastres, deux cent cinquante canons et huit cents charriots furent perdus ; mais, il faut le dire à l'honneur de la France, cette ruine fut pour l'armée un nouveau litre de gloire ; jamais la valeur de ses soldats n'avait resplendi d'autant d'éclat ; jamais un ennemi vainqueur n'eut moins à s'enorgueillir de sa victoire.

Napoléon s'arrêta, le 19, dans la plaine de Lutzen, pour y recueillir les débris de ses troupes. En arrivant sous les murs de Hanau, une dernière victoire marqua les derniers pas des Français dans cette contrée. Le général de Wrède, accouru en poste dans l'intention de s'emparer de Napoléon, avait rangé son armée en bataille en avant de cette ville : soixante pièces en batterie couvraient son front, et toute sa cavalerie, liée à un corps nombreux de cosaques, protégeait ses ailes. Dans cette position, il croyait facile d'exécuter le grand coup que Tschitchagow avait manqué sur la Bérézina ; mais dans ses combinaisons, le présomptueux Bavaois n'avait compté parmi les obstacles ni la fureur d'un ennemi au désespoir, ni l'indignation des Français justement irrités contre un allié perfide, ni leur indomptable courage. A midi, deux mille tirailleurs sous les ordres du général Dubreton engagèrent une vive fusillade qui se prolongea pendant trois heures sans aucun résultat décisif. Dès que Napoléon eut rassemblé ses forces, il fit attaquer la gauche de l'ennemi pendant que le général Curial, avec deux bataillons de la garde, que soutenaient cinquante bouches à feu sous la direction du général Drouot, forçait le défilé qui nous fermait l'accès de la plaine. Aussitôt notre cavalerie se précipite sur les escadrons qui s'opposent à notre marche. Les cosaques prennent la fuite et laissent écraser les Austro-Bavaois qui, chargés tour-à-tour par les dragons de la garde, par les cuirassiers de Saint-Germain et par les gardes d'honneur, se dispersent enfin, et nous livrent le champ de bataille. Le général de Wrède, qui naguère encore se flattait qu'aucun de nos soldats ne repasserait le Rhin, eut toutes les peines du monde à rallier ses troupes derrière le Kinsing, sous la protection de Hanau.

Notre armée, campée sur la grande route, attendait avec anxiété le résultat de ces événements ; on ignorait la force et les intentions de l'ennemi ; le moindre retard pouvait livrer Napoléon aux alliés qui le suivaient de près ; il était important de s'assurer si, à la faveur des ténèbres, on ne pourrait pas joindre la route de Hochstadt à Francfort. L'empereur lui-même, à la tête de son état-major, s'avança à travers les bois, jusque sous les murs de Hanau. Une torche portée par le duc de Vicence éclairait sa marche ; les pas des chevaux troublaient seuls le profond silence de la nuit. Au moment où Napoléon arrivait sur le bord de la rivière, une décharge soudaine de mousqueterie vint l'assaillir : aussitôt la lumière s'éteint, le Cortège s'égare, et après avoir erré pendant plus d'une heure, se retrouve au point d'où il était parti : les domestiques allumèrent un grand feu, et Napoléon, au milieu de ses généraux qui, l'épée à la main, se formèrent en cercle autour de lui, s'assied d'un air calme, mais triste. Ses mains étaient jointes, ses jambes allongées vers le feu et sa tête inclinée sur sa poitrine : on eût cru qu'il dormait. Pendant cette situation, la plus étrange peut-être d'une vie dont toutes les circonstances furent extraordinaires. Le général Curial arrive, et frappant sur l'épaule de l'empereur, lui présente un officier qui, ayant pénétré, par le trou d'un moulin, dans les premières maisons de Hanau, avait appris des habitants que l'ennemi allait évacuer la ville. A cette nouvelle, Napoléon bondit sur sa chaise, et appelant son secrétaire, il lui dicte ces mots : **Le duo de Raguse se portera à l'instant sur Hanau ; il fera jouer tous ses obusiers, et si l'incendie de la ville est nécessaire, il la brûlera sans pitié.** Le maréchal, ayant reçu cet ordre, fit ses dispositions pour l'exécuter ; et déjà les obus tombaient dans les murs de Hanau, lorsque le préfet, accompagné des autres autorités, fit ouvrir les portes et vint trouver Napoléon dans la forêt pour implorer sa clémence. **Les habitants de Hanau, lui dit l'empereur, ont reçu avec enthousiasme les Autrichiens et les Bavaois ; mais ils seront assez punis ; je les laisse sous le joug des cosaques.**

Le général de Wrède, s'apercevant de notre retraite, essaya de reprendre Hanau. Ses tentatives n'eurent pas plus de succès que celles de la veille ; douze cents Autrichiens, reçus à coups de baïonnettes, furent tous tués, noyés ou pris ; les grenadiers bavaois ne résistèrent pas aux Italiens qui défendaient le pont ; et le général de Wrède fut lui-même atteint d'une balle qui lui traversa le bas-ventre. Ainsi les Bavaois reçurent, sous les murs de Hanau, le châtement de leur déloyauté.

Le 2 novembre, Napoléon passa le Rhin à Mayence avec les restes de son armée.

Quoique la retraite de Leipsick à Mayence se fût opérée à travers des villes riches et sous un climat tempéré, l'imprévoyance produisit le désordre, l'insubordination et le désespoir. Dans tous les lieux où passa l'armée, dès que les premières colonnes eurent défilé, il n'y eut plus ni aliments, ni aucune espèce de secours pour les blessés ou les malades dont le nombre augmentait chaque jour d'une manière effrayante. Les habitants, manquant eux-mêmes de subsistances, fuyaient devant ce torrent débordé, et, dans les cités désertes, l'on ne voyait que les tristes vestiges de nos désastres : accablés par la misère, couverts de blessures, ces fiers guerriers dont le monde entier célèbre les exploits, allaient, dans les hôpitaux, expirer d'inanition ou de douleur.

Après la bataille de Hanau, des souffrances plus cruelles encore affligèrent nos légions ; impatientes de toucher le sol de la France, elles s'éparpillèrent sur toutes les routes qui conduisent aux bords du Rhin ; pendant quinze jours des milliers de soldats affluèrent sur la rive gauche du fleuve.

Les habitants de Francfort, dans cette occasion, donnèrent les preuves de la plus touchante humanité en transportant sur le Mein beaucoup de ces infortunés. Néanmoins leur nombre devint si considérable, qu'une multitude d'entre eux, exténués et mourant de faim, se traînèrent à pied jusqu'à Mayence, dont les murs en renfermèrent bientôt plus de quinze mille.

Malgré l'hiver, un affreux typhus ne tarda pas à se déclarer dans les hôpitaux, et à se répandre dans la ville ; militaire ou bourgeois, presque tout le monde en fut atteint. Les maisons étaient remplies de pestiférés et d'agonisants, Pendant deux semaines il mourait jusqu'à cinq cents individus par jour, les cimetières n'étaient plus assez vastes, et le tertre des tombes y excédait la hauteur des murs d'enceinte. Bientôt on n'inhuma plus, et les cadavres n'eurent d'autre sépulture que le Rhin.

Les alliés, campés sur la rive droite, étaient spectateurs attentifs de l'attitude qu'allait tenir la France. Pendant ce temps, leurs ministres, convaincus que Napoléon était trop irrité de ses défaites, pour jamais accepter une paix humiliante, lui firent proposer des conditions qui devaient effacer la trace de ses conquêtes. Le Rhin, les Alpes et les Pyrénées devaient être les limites naturelles de l'empire français. L'indépendance de l'Allemagne et le rétablissement de l'ancienne dynastie espagnole étaient exigés ; enfin l'Italie devait être libre, et gouvernée selon ses lois particulières.

D'après ces bases, les ministres assurèrent que l'Angleterre ferait de grands sacrifices, ajoutant que, si elles étaient adoptées par Napoléon, on pourrait neutraliser, sur la rive droite du Rhin, un lieu où, sans néanmoins suspendre les opérations militaires, les plénipotentiaires des puissances belligérantes se rendraient pour négocier. Le conseil des souverains pensait que l'empereur des Français rejeterait avec obstination les ouvertures qui lui étaient faites. Il trompa leur attente ; alors on fit naître de nouvelles difficultés : il les leva, et Manheim fut la ville fixée pour l'ouverture d'un nouveau congrès ; mais les coalisés étaient loin de vouloir un rapprochement, et, s'ils renouaient les fils de la diplomatie, ce n'était que pour organiser, au sein de la France, des intrigues, des complots et des trahisons, qui, à défaut de victoires, devaient livrer à leurs caprices et à leurs intérêts l'indépendance de notre patrie. Des manifestes fallacieux, des proclamations mensongères, des promesses, des séductions, des menaces, tout fut mis en usage pour tromper la nation ; les grands principes de la morale et du droit des gens furent pompeusement proclamés par des hommes pour qui le despotisme est le premier besoin, et la morale une dérision. En attendant que nous arrivions au dénouement de ces trames insidieuses, faisons connaître les dangers qui, de toutes parts, menaçaient la France.

Le sort des garnisons que Napoléon avait laissées en Allemagne l'inquiétait vivement. Gouvion-Saint-Cyr, à Dresde, capitula le 11 novembre. Il devait évacuer la place et rentrer en France avec sa garnison forte de 55.000 hommes ; mais cette convention fut indignement violée, et le général français ainsi que ses soldats furent emmenés prisonniers.

Dix jours après, Stetin, bloquée depuis huit mois, se rendit ; Dantzick capitula aussi après quarante jours de tranchée ouverte. De même qu'à Dresde, les alliés refusèrent de ratifier le traité qui garantissait le retour de la garnison en France ; elle fut envoyée en Russie. Zamosc, Modlin et Torgau succombèrent également vers les derniers jours de décembre et à la fin de 1813, les seules places situées en arrière des alliés, qui restassent aux Français, étaient Hambourg,

Magdebourg, Wittimberg, Custrin, Glogau et les citadelles d'Erfurthet de Wurtybourg, dont les villes avaient été évacuées.

L'Italie, si longtemps le théâtre des triomphes de Napoléon, s'échappait alors rapidement de ses mains. Au commencement de la campagne, le vice-roi Eugène, avec quarante-cinq mille hommes environ, l'avait défendue avec beaucoup d'habileté et de valeur contre le général autrichien Hiller, qui lui opposait des forces triples ; mais il avait enfin été obligé de se retirer derrière l'Adige.

La péninsule espagnole offrait une perspective encore plus alarmante. L'évacuation s'achevait, et Wellington menaçait déjà le midi de la France, où plusieurs individus influents par leur fortune et par la considération dont ils étaient revêtus, avaient préparé les voies à l'étranger.

La révolution delà Hollande, où, à l'approche des Prussiens, on avait arboré l'ancien pavillon de la maison d'Orange, vint aussi augmenter les embarras de Napoléon, dont le frère Jérôme venait d'être renversé du trône de Westphalie.

Ainsi Napoléon perdait toutes ces belles contrées, dont il avait, au prix de tant de sacrifices, agrandi son empire ; et la victoire ayant changé son cours, se retirait alors comme une vaste inondation de tous ces états que sa marche puissante avait envahis et changés d'aspect.

CHAPITRE VINGT-CINQUIÈME

SOMMAIRE : Napoléon à Paris. — Décrets du sénat. — Infâme adresse du Corps-Législatif. — Réponse de Napoléon. — Il le dissout. — Marie-Louise régente. — Allocution de Napoléon à la garde nationale, au moment de son départ. — Ouverture de la campagne de France. — Combat de Brienne. — Bataille de la Rothière. — Victoires de Champ-Aubert et de Montmirail. — Combats de Vauchamp, de Nangis. — Napoléon à Arcis-sur-Aube. — Le congrès de Châtillon, — Marche des coalisés sur Paris.

1814.

Napoléon après avoir établi la ligne de défense de son armée, partit des bords du Rhin et arriva à Saint-Cloud avec une extrême rapidité.

Le sénat s'empressa de lui offrir les moyens de défendre le sol sacré de la patrie, en mettant à sa disposition une levée de cinq cent mille hommes. L'empereur répondit à la députation qui lui apportait ce décret : *Toute l'Europe marchait avec nous il y a un an : toute l'Europe marche aujourd'hui contre nous. Nous aurions donc tout à redouter sans l'énergie de la nation. La postérité dira que si de grandes circonstances se sont présentées, elles n'étaient pas au-dessous de la France ni de moi.* Cependant il ne dissimulait plus l'imminence du danger. Il se trouvait placé entre les coalisés, qui menaçaient l'existence de l'empire et l'esprit de l'intérieur, qui, parfois accablé sous le sentiment de ses maux, semblait faire cause commune avec eux ; entre ses ennemis, qui s'apprêtaient à l'étouffer, et le découragement de son entourage, de ses ministres même, qui lui créaient des difficultés et faussaient l'opinion, au lieu de l'éclairer. Ses lieutenants, gorgés d'or, n'aspiraient qu'au moment où ils pourraient jouir en paix de leurs richesses. Ce n'étaient plus les hommes énergiques de la révolution, ni des beaux jours de l'empire. Ils étaient capables de tout pour mettre un terme à la guerre : ils eussent voulu être des maréchaux de Louis XV.

Par compensation, cette foule de jeunes et braves soldats, tous les jeunes officiers intermédiaires rie s'étaient jamais mieux battus. Ceux-là ne voyaient autre chose devant eux que l'ennemi ; en arrière, que l'honneur, la gloire et le triomphe de la France.

La chute de Napoléon était le but où tendaient tous les efforts des alliés, persuadés qu'une fois le colosse abattu, la France désillusionnée préférerait le bonheur à la gloire. Aussi dans le moment même qu'ils faisaient des ouvertures fallacieuses, en indiquant Chatillon-sur-Seine pour le lieu de la réunion d'un nouveau congrès, violaient-ils la neutralité des cantons helvétiques.

Napoléon avait fait mettre sous les yeux du Sénat et du Corps-Législatif les pièces relatives aux négociations, déclarant qu'il ferait sans regret les sacrifices que comportaient les bases préliminaires proposées par les alliés. Le Corps-Législatif nomma une commission de cinq membres pour examiner ces actes, et

en faire un rapport. Ce rapport, fait pour irriter Napoléon, lui fut présenté par une députation, à laquelle il répondit à peu près dans ces termes :

J'ai supprimé l'impression de votre adresse ; elle était incendiaire. Les onze douzièmes du Corps-Législatif sont composés de bons citoyens, je les connais, et je saurai avoir des égards pour eux ; mais un autre douzième renferme des factieux, et votre commission est de ce nombre — cette commission était composée de MM. Laîné, Reynouard, Gallois, Maine de Biran et Flaugergues —. Le nommé Laîné est un traître qui correspond avec le prince régent par l'intermédiaire de De Sèze ; je le sais, j'en ai la preuve : les quatre autres sont des factieux... Ce n'est pas quand il s'agit de chasser l'ennemi de nos frontières que l'on doit exiger de moi une constitution : il faut suivre l'exemple de l'Alsace, de la Franche-Comté et des Vosges. Les habitants s'adressent à moi pour avoir des armes.... Je vous ai rassemblés pour avoir des consolations : ce n'est pas que je manque de courage ; mais j'espérais que le Corps-Législatif m'en donnerait ; au lieu de cela, il m'a trompé ; au lieu du bien que j'attendais, il a fait du mal... Vous cherchez dans votre adresse à séparer le souverain de la nation. Moi seul je suis ici le représentant du peuple... Si je voulais vous croire, je céderais à l'ennemi plus qu'il ne me demande. Vous aurez la paix dans trois mois ou je périrai ; c'est ici qu'il faut montrer de l'énergie ; j'irai chercher les ennemis, et nous les renverrons. Ce n'est pas au moment où Huningue est bombardé, Belfort attaqué, qu'il faut se plaindre de la constitution de l'état et de l'abus du pouvoir. C'est contre moi que les ennemis s'acharnent, plus encore que contre les Français ; mais pour cela seul, faut-il qu'il me soit permis de démembrer l'état ?

L'adresse était indigne de moi et du Corps-Législatif ; un jour, je la ferai imprimer, mais ce sera pour faire honte à ceux qui l'ont présentée.

En supposant même que j'eusse des torts, vous ne deviez pas me faire des reproches, en public ; c'est en famille qu'il faut laver son linge sale. Au reste, la France a plus besoin de moi que je n'ai besoin de la France.

Après cette escarmouche, Napoléon se rendit au conseil d'état :

Vous connaissez, lui dit-il, la situation des choses et les dangers de la patrie. J'ai cru, sans y être obligé, devoir en donner une communication intime aux députés du Corps-Législatif. J'ai voulu les associer à nos intérêts les plus chers ; mais ils ont fait de cet acte de ma confiance une arme contre moi, c'est-à-dire contre la patrie. Au lieu de me seconder, ils entravent mes efforts. Noire attitude seule pouvait arrêter l'ennemi ; leur conduite l'appelle ; au lieu de lui montrer un front d'airain, ils lui découvrent nos blessures.

Ils me demandent la paix à grands cris, lorsque le seul moyen pour l'obtenir était de me demander la guerre ; ils se plaignent de moi, ils parlent de leurs griefs ; mais quel temps, quel lieu prennent-ils ? N'était-ce pas en famille, et non en présence de l'ennemi, qu'ils devaient traiter de pareils objets ? Étais-je donc inabordable pour eux ? Me suis-je jamais montré incapable d'entendre la raison ? Toutefois, il faut prendre un parti ; le Corps-Législatif, au lieu de m'aider à sauver la France, concourt à précipiter sa ruine ; il trahit ses devoirs ; je remplis les miens, je le dissous !...

Tel est le décret que je rends ; et si l'on m'assurait qu'il doit, dans la journée, porter le peuple de Paris à venir en masse me massacrer aux Tuileries, je le rendrais encore ; car tel est mon devoir. Quand le peuple français me confia ses destinées, je considérai les lois qu'il me donnait pour le régir ; si je les eusse crues insuffisantes, je n'aurais pas accepté. Qu'on ne pense pas que je sois un Louis XVI. Qu'on n'attende pas de moi des oscillations journalières. Pour avoir été empereur, je n'ai pas cessé d'être citoyen. Si l'anarchie devait être consacrée de nouveau, j'abdiquerais pour aller, dans la foule, jouir de ma part de la souveraineté, plutôt que de rester à la tête d'un ordre de choses où je ne pourrais que compromettre chacun, sans pouvoir protéger personne. Du reste, ma détermination est conforme à la loi, et si tous aujourd'hui veulent faire leur devoir, je dois être invincible derrière elle, comme devant l'ennemi.

Après avoir envoyé des commissaires extraordinaires dans toutes les divisions militaires pour activer la levée et l'organisation des bataillons de la garde nationale, Napoléon conféra, pour la seconde fois, la régence à l'impératrice Marie Louise, et se disposa à quitter Paris. Il réunit alors les officiers de la garde nationale parisienne, auxquels il dit qu'une partie du territoire français étant envahie, il allait se mettre à la tête de l'armée, et qu'avec l'aide de Dieu et la valeur de ses troupes, il espérait rejeter l'ennemi au-delà des frontières. Puis, tournant ses regards sur Marie-Louise et sur son fils, qu'elle tenait dans ses bras, il ajouta d'une voix émue : **Je confie ma femme et mon enfant à ma fidèle ville de Paris : je lui donne la plus grande marque d'estime en laissant sous sa garde les objets de mes plus chères affections. Ensuite il répéta par deux fois, on me passera sur le corps avant d'arriver jusqu'à vous.**

Mais Napoléon était loin d'avoir, en cette occasion, autant de confiance intérieure qu'en annonçant ses actes et ses paroles : il portait l'âme contristée par les plus sinistres pressentiments.

Au moment de quitter les Tuileries, prévoyant déjà, dans, cet instant décisif, des perfidies funestes, et les plus noires trahisons, Napoléon résolut de s'assurer de la personne de Talleyrand. Mais il en fut empêché par les représentations, et l'on pourrait même dire l'offre de garantie personnelle de quelques ministres, qui lui démontrèrent que Talleyrand était du nombre des hommes qui devaient le plus redouter les Bourbons. Napoléon leur céda, mais il leur dit plusieurs fois qu'il était bien à craindre qu'eux et lui n'eussent à s'en repentir !...

Napoléon partit de Paris le 25 janvier pour se mettre à la tête de ses armées : déjà le 1er du même mois, l'armée russo-prussienne de Silésie avait passé le Rhin sur plusieurs points : elle se composait de quatre divisions, formant ensemble un total de soixante et dix mille hommes. Le duc de Raguse avait dû se retirer devant cette armée, mais sans éprouver aucune perte. D'un autre côté, une armée sous les ordres du prince Schwartzberg, composée de Russes, d'Autrichiens, de Bavares, de Wurtembergeois et de Badois, et forte de cent vingt mille hommes, était entrée en France par la Suisse. Le maréchal Augereau rallia alors dans le Dauphiné toutes les troupes sous ses ordres pour protéger Lyon. Quelques villes n'ayant pour garnison qu'une poignée de soldats et la garde nationale, s'étaient bien défendues, d'autres avaient ouvert leurs portes sans coup férir. Le moment était venu où, de tous les points de l'empire, ceux qui voulaient promptement délivrer le territoire de la patrie et conserver l'honneur national, devaient prendre les armes et marcher vers les camps, rendez-vous des braves et des vrais Français.

Napoléon arriva le 25 aux avant-postes de son armée ; il était temps qu'il parût en personne sur le champ de bataille, les frontières orientales de son empire, attaquées sur tous les points, offraient aux armées qui les envahissaient, les moyens d'y pénétrer presque sans résistance.

Les succès que les alliés avaient obtenus pendant la campagne précédente ne leur avaient pas inspiré trop d'orgueil. Ils les avaient achetés cher ; et les événements avaient prouvé que s'il était possible de résister à Napoléon et de le vaincre, ce n'était qu'en opposant des forces plus nombreuses à ses armées de vieux soldats, et en accumulant contre lui de telles masses, que ses talents et sa capacité pussent même les trouver irrésistibles. L'Autriche et la Prusse se rappelaient d'ailleurs les efforts et les triomphes de la France, à l'époque glorieuse où la République fut sauvée d'une première invasion.

Cette terrible campagne, où Napoléon devait retrouver tous les talents, toute l'énergie de sa jeunesse, et reproduire les miracles des belles guerres d'Italie, était ouverte :

Les maréchaux Ney et Victor formaient l'avant-garde à Vitry-le-François ; Marmont était derrière la Meuse, entre Saint-Michel et Vitry ; le duc de Trévise rétrogradait devant le corps principal de l'armée autrichienne, vers Troyes ; Macdonald s'avance sur Châlons.

L'empereur arrivé dans cette ville se fit rendre compte de la position des alliés. Le généralissime s'avance sur Troyes, qu'il était près d'occuper. Les Prussiens, entrés à St-Dizier, semblaient se diriger sur l'Aube pour s'unir aux Autrichiens. Il importait surtout à Napoléon d'empêcher cette jonction ; il se porta donc rapidement en avant et vint se placer à Vitry. Averti dans la matinée du 27 que les ennemis se montraient sur la route de Vitry, venant de Saint-Dizier, l'empereur courut au-devant d'eux ; mais déjà la division Duhesme les avait battus et repoussés.

L'empereur entra le même jour à Saint-Dizier. Là, les veux de quelques prisonniers confirment les rapports des habitants et ceux des émissaires : le corps que l'avant-garde française vient de culbuter est commandé par le général Lanskoi, et fait partie de l'armée de Silésie, qui poursuit sa marche, de Saint-Dizier sur l'Aube. Ainsi la jonction de Blücher et de Schwartzberg est peut-être opérée, et la masse énorme des ennemis se trouve déjà placée entre Paris et l'empereur : il les a dépassés !

Tous les avis indiquent que les Prussiens doivent être maintenant aux environs de Brienne. Cette nouvelle détermine l'empereur ; il marche sur Blücher, à travers la forêt du Der, par les chemins les plus difficiles, et que le mauvais temps semblait devoir rendre impraticables. En dépit de tant d'obstacles, l'armée française avance, et le matin du 29, elle atteint l'ennemi près du village de Maizières, à peu de distance de Brienne ; l'avant-garde commence à se battre.

Mais déjà la communication était établie, par Bar-sur-Aube, entre les deux armées des alliés. Blücher, après avoir donné l'avis de l'approche des Français au généralissime, s'était fortifié sur les hauteurs de Brienne, pour attendre les renforts qu'il le pressait de lui envoyer. Schwartzberg, répondant à cet appel, avait dirigé sur ce point les gardes russes et prussiennes avec les réserves ; heureusement pour l'armée française, ces troupes d'élite n'arrivèrent pas à temps pour prendre part à l'action.

Les dispositions de Blücher, tant sur les hauteurs où s'élève le château de Brienne, que dans la plaine autour de la ville, arrêtaient quelque temps l'empereur, qui crut devoir attendre l'arrivée de toutes ses forces pour attaquer. L'infanterie, retardée par le mauvais état des chemins, était restée en arrière ; une partie seulement put rejoindre vers trois heures et demie. L'action s'engagea alors : elle fut terrible et dura jusqu'à cinq heures.

Bientôt le château fut emporté après une vive résistance. Blücher redoubla d'efforts pour en chasser les Français. Ce fut en vain. La nuit ne put interrompre ce combat acharné ; à neuf heures du soir, le théâtre principal de l'action était dans la ville, où la mêlée fut affreuse. A onze heures environ, Blücher, averti que son parc d'artillerie était hors d'atteinte à Dienville, jugea convenable de mettre fin à ce carnage inutile ; il commanda la retraite. Ses troupes prirent la direction de Bar-sur-Aube, et les Français restèrent maîtres du château et de la ville.

La nuit était des plus obscures ; l'empereur, en regagnant son quartier-général à Maizières, fut assailli par une bande de cosaques ; l'un d'eux menaçait sa vie, quand d'un coup de pistolet le général Gourgaud l'abattit aux pieds de Napoléon.

La bataille de Brienne fut un beau fait d'armes, mais produisit peu de résultats. La jonction des ennemis était opérée, et la perte des Français, quoique inférieure à celle de l'ennemi, était pour eux, dans ces moments de crise, d'une grande importance.

Cependant Napoléon n'avait pas de donnée précise sur la position réelle et la direction de la grande armée alliée. Tandis que Blücher s'en approchait en marchant sur Bar, Napoléon, persuadé qu'il fuyait, se mettait à sa poursuite. Mais les Prussiens, parvenus à Trannes le 31 ? s'y arrêtaient en rencontrant les corps de Giulay, du prince de Wurtemberg, et les réserves commandées par Barclay de Tolly. Blücher, fort de ces appuis, résolut d'attaquer l'empereur le 1er février.

L'armée française, au nombre de trente-six mille hommes au plus, avait pris position à la Rothière, et occupait les villages de Dienville, Petit-Ménil, la Giberie, la Chaise et Morvilliers. Blücher développa, autour d'elle, quatre-vingt-quatre mille fantassins, vingt-deux mille sept cents chevaux, et deux cent quatre-vingt-six bouches à feu.

A la vue de ces formidables apprêts, Napoléon hésita de compromettre sa petite armée ; il eut un moment l'espérance que ce mouvement n'était qu'une démonstration, dans le but de lui dérober une manœuvre de l'armée principale

sur Troyes. Il se disposait même à se diriger sur cette ville, et avait mis en mouvement les réserves du prince de la Moskowa vers le pont de Lesmont, quand il fut averti, à une heure après-midi, que l'ennemi s'ébranlait sur tous les points, pour une attaque générale. A cette nouvelle, l'empereur contremanda les mouvements ordonnés, il monte à cheval, et se porte aux avant-postes. La neige tombait en flocons si épais qu'ils obscurcissaient le jour ; il était difficile de juger les mouvements de l'ennemi, qui signalait son approche par une forte canonnade à sa gauche et au centre, et à la droite par une vive fusillade.

Le général Sacken, près de s'emparer de la Rothière, fut repoussé par le général Duhesme et poursuivi par les généraux Piré, Colbert et Guyot ; mais après un rude choc, eux-mêmes, ramenés jusqu'à Brienne-la-Vieille, laissèrent au pouvoir des Russes vingt-quatre pièces d'artillerie de la garde. La Rothière fut alors emportée, et la division Duhesme prisonnière en grande partie.

Le centre des Français enfoncé, l'aile droite, commandée par le général Gérard, résistait encore ; mais le duc de Raguse, vivement pressé à la gauche, commença bientôt à rétrograder. L'empereur se porta rapidement de ce côté ; ni sa présence, ni ses habiles dispositions, ne purent y rétablir les affaires, et les progrès du général de Wrède continuèrent à répondre, à notre gauche, à ceux de Sacken au centre. L'empereur jugea dès-lors la bataille perdue, et fit des dispositions pour la retraite. Cependant une dernière tentative fut encore essayée sur la Rothière ; elle eut d'abord quelque succès ; mais Blücher en personne repoussa du village la jeune garde, déjà parvenue jusqu'à l'église.

Partout des forces supérieures opposées aux Français repoussaient leurs attaques, dont le but était de déguiser le mouvement général de retraite sur Brienne. L'empereur, pour contenir du moins l'ennemi, ordonna l'incendie de la Rothière. Alors Ney prit la route de Lesmont : Marmont suivit la même direction, avec la cavalerie du général Doumerc ; Victor établit ses bivouacs à Beugné ; Oudinot ne s'éloigna du champ de bataille qu'après avoir vu la Rothière en flammes ; enfin le général Gérard abandonna le pont de Dienville à minuit.

L'empereur se retira à Troyes. La bataille de la Rothière, dont l'issue n'avait pas été difficile à prévoir, avec des forces si inégales, exalta l'ardeur des alliés ; ces généraux, tant de fois vaincus par Napoléon, s'enorgueillissaient d'un triomphe qu'ils payaient chèrement.

Une épreuve douloureuse attendait Napoléon à Troyes : c'est là qu'il apprit la défection de Murat. La campagne commençait sous de tristes auspices ; l'empereur se proposa de la terminer par un traité honorable, et le congrès de Châtillon fut résolu : il s'ouvrit aussitôt.

Le duc de Vicence y représentait la France, le comte de Stadion l'Autriche, le comte de Varmosky la Russie, le baron de Humbold la Prusse ; l'Angleterre y comptait trois négociateurs : les lords Aberdeen et Carthcart, et sir Charles Stewart.

Toutefois les hostilités n'étaient pas suspendues, et tandis que les négociations se poursuivaient, l'ennemi pénétrait au cœur de la France.

Napoléon fit encore un pas rétrograde : il plaça son quartier-général à Nogent. C'est là que des courtiers venus du Nord l'instruisent de la perte de la Belgique, et de la retraite du général Maison en dedans de l'ancienne frontière, Carnot était dans Anvers, où le bloquait un corps d'Anglo-Prussiens. L'empereur apprend en même temps que Blücher et Schwartzenberg, encouragés par leurs premiers

succès, se sont séparés de nouveau, et marchent à l'envi l'un de l'autre sur Paris. Le Prussien, à la tête de l'armée de Silésie, grossie de renforts considérables, se dirige par la grande route de Châlons, et le prince de Schwartzenberg suit le cours de la Seine.

C'est parmi les alarmes nées de cette position critique que Napoléon reçut du duc de Vicence le protocole des conférences de Châtillon, du 7 février. Les plénipotentiaires délibéraient sous l'influence des évènements militaires qui se passaient autour d'eux. Leurs prétentions croissaient avec l'infortune de nos armes ; déjà ils exigeaient, comme condition *sine qua non*, la réduction de la France à ses anciennes limites de 1792.

Le plénipotentiaire français demandait des instructions précises sur les sacrifices qu'il pouvait consentir. Le grand maréchal Bertrand et le duc de Bassano pressèrent l'empereur, les larmes aux yeux, d'accéder à la demande du duc de Vicence, en le laissant toutefois libre de s'écarter de ses instructions, et d'user de la carte blanche qui lui avait été donnée. Il fut décidé qu'on ne devait pas hésiter à abandonner la Belgique, et même la rive gauche du Rhin, si l'on ne pouvait avoir la paix qu'à ce prix. Les instructions du plénipotentiaire furent rédigées dans ce sens : l'Italie, le Piémont, Gênes, l'état de possession à établir en Allemagne, même les colonies, étaient des sacrifices faits d'avance. Napoléon devait signer cette dépêche à sept heures du matin.

Il reçut à cinq heures un rapport sur les mouvements de l'armée russe et prussienne, qui lui fit juger que des évènements glorieux allaient changer la face des choses : il ajourna sa réponse au duc de Vicence, et partit pour Champ-Aubert. La marche de flanc de l'armée de Blücher, que Napoléon épiait en secret, avait enfin lieu ; le moment était devenu favorable pour l'attaquer.

Le 10 février, à la pointe du jour, Napoléon se porta sur les hauteurs de Saint-Prix, pour couper en deux l'armée alliée. Le duc de Reggio passa les étangs de Saint-Gond, et attaqua le village de Baye. Deux divisions françaises tournèrent les positions des alliés qui furent chassés de Baye. La garde impériale se déploya alors dans les plaines de Champ-Aubert : le maréchal Marmont fit enlever Champ-Aubert. Au même instant les cuirassiers chargèrent à droite, et acculèrent les Russes à un bois et à un lac : les alliés se voyant sans retraite, leurs masses se mêlèrent ; artillerie, infanterie, cavalerie, tout s'enfuit pêle-mêle dans les bois. Deux mille hommes se noyèrent dans le lac : trente pièces de canon, deux cents voitures, des généraux, des colonels et beaucoup de prisonniers restèrent au pouvoir des Français.

Notre perte, fut légère : les Français retrouvaient leur force en reprenant l'attitude offensive. Napoléon, replacé comme eux dans sa vraie position, en calcule tous les avantages, et poursuit l'ennemi avec son habileté ordinaire.

Le 11, il arrive en avant de Montmirail. Le général Nansouty était en position avec la cavalerie de la garde, et contenait l'armée du général Sacken, qui était accourue pendant la nuit, en apprenant l'échec de Champ-Aubert. Le général York avait également quitté Château-Thierry. A onze heures, les alliés se formèrent en bataille : les divisions françaises arrivaient successivement. Napoléon aurait voulu les attendre toutes, mais à trois heures, la nuit approchant, il fit déboucher le duc de Trévise sur Montmirail. Le général Friant, avec quatre bataillons de la vieille garde, reçut ordre d'attaquer la ferme de l'Épine-aux-Bois, position d'où dépendait le succès de la journée, et que les alliés défendaient avec quarante pièces de canon.

Pour rendre cette attaque plus facile, Napoléon commanda au général Nansouty de s'étendre sur la droite, afin d'obliger les alliés à dégarnir leur centre. Au même instant, et dans le même but, il ordonna de céder une partie du village de Marchais. Alors les troupes russes fit prussiennes du centre furent abordées au pas de courte par la vieille garde, ayant le maréchal Ney à sa tête. Les tirailleurs se retirèrent épouvantés sur les masses ; l'artillerie ne put plus jouer, mais la fusillade devint effroyable : le succès était encore indécis lorsque les lanciers, les dragons, les grenadiers de la garde arrivèrent au grand trot sur les derrières des masses d'infanterie, les rompirent, les mirent en désordre et tuèrent tout ce qui ne fut pas fait prisonnier. Le duc de Trévise s'empara du village de Fontenelle ; celui de Marchais fut mis entre deux feux : tout ce qui s'y trouvait fut pris ou tué. En moins d'un quart d'heure, le plus profond silence succéda à la fusillade. Les alliés ne cherchèrent plus leur salut que dans la fuite. Cette journée, si glorieuse pour les armes françaises, coûta encore aux alliés huit mille hommes tués ou prisonniers : la perte de notre côté fut de deux mille blessés. L'effet moral de cette bataille fut immense : nos soldats grandissaient avec la victoire, et les ennemis s'effrayaient de retrouver les hommes d'Austerlitz et d'Iéna. Le lendemain c'était le tour des Prussiens d'être battus ; Napoléon fit poursuivre les alliés sur la route de Château-Thierry : ils soutenaient leur retraite avec huit bataillons qui n'avaient pas donné la veille, étant arrivés trop tard : ces bataillons étaient appuyés par quelques escadrons et par trois pièces d'artillerie. Le général Nansouty, avec deux divisions de cavalerie, se porta, par un mouvement à droite, entre Château-Thierry et l'arrière-garde des alliés. Le général Letort, avec une division de dragons de la garde, s'élança sur leurs flancs. Toute cette arrière-garde fut enveloppée ; on en fit un horrible carnage : deux mille hommes furent faits prisonniers. En ce moment, le prince Guillaume de Prusse, qui était resté à Château-Thierry avec deux mille hommes, s'avança à la tête des faubourgs pour protéger les fuyards. Deux bataillons de la garde impériale arrivèrent au pas de course, et les faubourgs furent nettoyés. Alors la réserve des alliés brûla ses ponts, et s'établit sur la rive droite de la Marne, où elle démasqua une batterie. Les alliés ne pouvant se retirer ni sur, la route d'Epernay, ni sur celle de Soissons, qui leur étaient coupées, furent obligés de prendre la traverse dans la direction de Reims.

Blücher, comme étourdi de ces chocs rapides et imprévus, demeura depuis trois jours immobile aux Vertus. Le 12 février, il fut rejoint par le corps prussien du général Kleist : il réunit alors les débris des autres corps, et marcha avec vingt mille hommes contre le duc de Raguse, qui occupait Etioles. Ce maréchal n'étant pas en, forces suffisantes, se relira sur Montmirail. Napoléon partit le même jour de Château-Thierry, il arriva à huit heures du matin à Montmirail.

Il fit sur-le-champ attaquer les troupes de Blücher, qui venaient de prendre position à Vauchamp. Le maréchal Marmont attaqua ce village ; la cavalerie du général Grouchy tourna la droite des alliés, et se porta à une lieue au-delà de leur position, et, pendant que Vauchamp était attaqué vigoureusement et défendu de même, ce général, arriva avec sa cavalerie sur les derrières de Blücher. Toute la cavalerie de la garde arrivait en même temps au grand trot : plusieurs carrés de Prussiens furent enfoncés, sabrés ou pris. A deux heures, les Français étaient au village de Fromentières, et avaient fait six mille prisonniers. Blücher en déroute arriva la nuit à Champ-Aubert ; mais le général Grouchy y était avant lui.

Toute l'armée de Blücher aurait été prise si le mauvais état des chemins n'eût retardé la marche de l'artillerie. Toutefois, malgré l'obscurité de la nuit, la

cavalerie française enfonça et sabra trois carrés de troupes russes, et poursuivit les autres jusqu'à Etoles.

Dans la journée de Vauchamp, les alliés firent de grandes pertes : dix mille prisonniers, dix pièces de canon et dix drapeaux restèrent au pouvoir des vainqueurs. Ainsi, l'armée de Silésie, forte de quatre-vingt mille hommes, fut en quatre jours battue, dispersée, anéantie.

En partant de Nogent, le 9 février, pour manœuvrer sur l'armée de Silésie, l'empereur avait laissé les corps du maréchal Victor et du général Gérard en avant de Nogent, et celui du maréchal Oudinot à Provins, chargé de la défense des ponts de Bray et de Montereau. Le maréchal Victor ayant appris que plusieurs divisions de l'armée autrichienne s'avançaient sur Nogent, fit repasser la Seine à son corps d'armée ; il ne laissa dans Nogent que douze cents hommes qui s'y défendirent pendant deux jours entiers. Les divisions autrichiennes ayant passé à Bray, le maréchal Oudinot se retira sur la rivière d'Yères, et le maréchal Victor se porta à Nangis.

Napoléon arriva le 16 février sur Yères, et s'arrêta à Guiges. Le lendemain à la pointe du jour, il marcha sur Nangis. Les alliés furent attaqués aussitôt.

Le général Gérard déboucha sur le village de Mormant ; les dragons du général Treilhard, arrivant d'Espagne, le tournèrent par sa gauche ; le général Milhaud le tourna par sa droite ; le comte Drouot s'avança avec de nombreuses batteries : dans un instant tout fut décidé ; les carrés formés par les divisions russes furent enfoncés ; tout fut pris, généraux, officiers : six mille prisonniers, dix mille fusils, seize pièces de canon et quarante caissons restèrent au pouvoir des Français.

Le 18, le général Bianchi avait pris position, avec deux divisions autrichiennes et deux divisions wurtembergeoises, sur les hauteurs en avant de Montereau, couvrant les ponts de la ville. Le général Château l'attaqua vainement, il dut se retirer : les troupes du général Gérard soutinrent le combat toute la matinée. Napoléon arriva au galop sur le champ de bataille, et fit aussitôt attaquer le plateau. Le général Pajol déboucha, chassa les alliés, et les jeta dans la Seine et dans l'Yonne. Les ponts furent passés au pas de charge. Le général Bianchi, poussé dans toutes les directions, perdit neuf mille hommes, dont quatre mille prisonniers, quatre drapeaux et six canons. L'armée française défila sur les ponts que les alliés n'avaient pu faire sauter.

L'armée du prince Schwartzenberg se trouva ainsi entamée par la défaite du corps du général Kleist, et par celle des généraux Wittgenstein et Bianchi, qui en faisait partie.

Cette série de triomphes inattendus releva les espérances de Napoléon : au lieu de la grande bataille qu'il avait voulu éviter, il venait de remporter cinq victoires mémorables, l'armée des alliés avait perdu plus de quatre-vingt-dix mille hommes en dix jours. Au lieu d'avoir à sauver la capitale par la paix, il croyait l'avoir sauvée par les armes. L'état des affaires avait changé ; il changea de résolution. Il écrivit de Nangis à son plénipotentiaire pour lui ordonner de prendre désormais ses ordres sur tous les points de la négociation : elle se suivit dès-loirs dans les formes ordinaires.

Il ne s'agissait plus pour Napoléon d'aller au devant des concessions qu'on pouvait exiger de lui, mais de savoir au moyen des négociations qui se suivaient à Châtillon, quelles étaient les véritables intentions des alliés, et les sacrifices que, à la faveur des évènements qui venaient de se passer, on pouvait éviter.

A la fin de février, Napoléon reçut le projet du traité préliminaire remis par les alliés à Châtillon. On ne pouvait reconnaître un *ultimatum* dans un assemblage de propositions exagérées. Abandonner les conquêtes de l'empire, Napoléon ne pouvait s'y résoudre, mais celles de la France républicaine, il ne se croyait pas le droit de consentir à un tel sacrifice : il l'aurait fait cependant, car le salut de la patrie impose des devoirs qui passent avant tout, si un traité de paix définitif eût été le résultat immédiat de cet abandon ; mais ce n'était pas un traité définitif qu'on lui proposait, c'étaient des préliminaires de paix, c'était un armistice les armes à la main, ou plutôt c'était un armistice par lequel la France aurait mis bas les armes, tandis que ses ennemis auraient occupé les parties de son territoire qu'ils avaient envahies, et les forteresses d'Huningue, Belfort et Besançon, dont ils exigeaient la remise, quoiqu'elles fussent situées dans les pays qu'ils n'occupaient pas. Un tel traité n'était, aux yeux de Napoléon, qu'une capitulation déshonorante.

Des instructions furent donc expédiées au duc de Vicence pour la rédaction d'un contre-projet. La proposition des alliés fut envoyée à l'impératrice avec ordre de la soumettre à un conseil extraordinaire convoqué à cet effet, et composé principalement des hommes qui avaient exercé de l'influence aux différentes époques de la révolution, et qui avaient été élevés aux grandes fonctions de l'empire. Un seul repoussa le projet avec indignation, comme la proposition la plus déshonorante dont l'histoire de France eût jamais fait mention, et comme une loi honteuse à laquelle l'honneur même ne permettait pas aux Français de rester soumis ; les autres furent d'avis d'obéir à la nécessité. Cependant les hostilités continuaient toujours, et ce fut vainement que des commissaires nommés par toutes les parties belligérantes furent réunis à Lusigny pour traiter des conditions d'une suspension d'armes ; ils ne purent s'accorder sur la ligne de démarcation. Il fallut se battre tous les jours.

les débris de l'armée de Blücher s'étaient réunis à Châlons-sur-Marne, où les cadres furent reformés au moyen des réserves et des recrues arrivées de Mayence ; ces nouvelles troupes avaient passé l'Aube à Arcis, et l'armée alliée dite du Nord, composée de quatre divisions russes et d'une division prussienne, était venue remplacer à Reims et à Châlons l'armée de Silésie.

Napoléon était rentré à Troyes ; mais il dut bientôt se porter d'un autre côté, où l'armée alliée du Nord faisait des progrès. Les alliés s'étaient divisés en deux corps d'armée ; les huit divisions russes de Sacken et Wintzingerode avaient pris position sur les hauteurs de Craonne, et les corps prussiens sur les hauteurs de Laon. Napoléon arriva le 6 mars devant les Russes ; les hauteurs de Craonne furent attaquées et enlevées. Les Russes se retirèrent, et prirent position, le 7, sur une autre hauteur, ayant leur droite et leur gauche appuyées à deux ravins, et un troisième ravin devant eux. Un seul passage d'une centaine, de toises joignait cette position au plateau de Craonne, mais il était défendu par soixante pièces de canon. Le maréchal Victor, avec deux divisions de la jeune garde, chassa les Russes de l'abbaye de Vaucler, à laquelle ils avaient mis le feu, et passa le défilé. Le général Drouet le franchit aussitôt avec plusieurs batteries. Au même instant, le maréchal Ney passa le ravin de gauche, et déboucha sur la droite des alliés. Pendant une heure la canonnade fut terrible.

Le général Grouchy déboucha alors avec sa cavalerie, et le général Nansouty passa le ravin de droite. Une fois le défilé franchi, les alliés forcés dans leur position, furent poursuivis pendant quatre lieues, et canonnés par quatre-vingts pièces de canon à mitraille, ce qui leur causa une très-grande perte ; mais les

ravins dont ils étaient entourés pendant leur retraite furent cause que la cavalerie française ne put les déborder ni les entamer.

Le lendemain de la bataille de Craonne, le maréchal Ney poursuivit les alliés jusqu'au village d'Etouville. Le 9, les Russes s'étant réunis aux Prussiens, prirent leur position sur les hauteurs de Laon ; Napoléon jugeant qu'elles étaient inexpugnables, ne crut pas devoir les attaquer. Ses intentions étaient de manœuvrer sur l'Aisne.

Le 13, il arriva sur les hauteurs du Moulin-à-vent, à une lieue de Reims, que le corps russe du général Saint-Priest venait d'occuper. Ce corps couronnait les hauteurs en avant de la ville. Le maréchal Marmont, formant l'avant-garde française, l'attaqua, et la division du général Merlin cerna et prit plusieurs bataillons de landwehr prussienne. Le général Sébastiani attaqua la ville : les gardes d'honneur chargèrent entre la ville et les Russes, qu'elles rejetèrent dans le faubourg. Le général Krasinski ayant coupé la route de Reims à Bery-au-Bac, les alliés abandonnèrent la ville, et se retirèrent en désordre, partie sur Châlons, partie sur Rethel et sur Laon. Les alliés perdirent dans cette bataille cinq mille prisonniers, vingt-deux pièces de canon et cent voitures.

Napoléon, qui n'avait pu encore parvenir à connaître le véritable ultimatum des alliés, envoya de Reims, quelques jours après la bataille de Craonne, de nouveaux pouvoirs à son plénipotentiaire pour terminer ; avec cette seule restriction, qu'il ne signerait aucun traité dont l'évacuation du territoire et le renvoi des prisonniers faits départ et d'autre ne fussent pas le résultat immédiat. Son courrier rencontra le duc de Vicence à quelques lieues de Châtillon. Les alliés avaient fixé, comme à Prague, un terme fatal pour la durée des négociations : elles étaient rompues.

Napoléon marcha alors sur Plancy, par Epernay et Fère-Champenoise ; le 19, il passa l'Aube à Plancy, puis la Seine à un gué, et fit tourner Mery, qui était occupé par les alliés. Dès ce jour, cette partie de l'armée alliée fut en pleine retraite. Napoléon arriva le 20 à Arcis-sur-Aube. A peine il entra dans cette ville, on vint lui annoncer qu'une nombreuse cavalerie manœuvrait dans la plaine sur la rive gauche. Aussitôt, pour la reconnaître, les généraux Sébastiani et Exelmans s'élancèrent à la tête de leurs escadrons ; mais ceux de l'ennemi, appuyés par d'épaisses lignes d'infanterie, présentaient des masses impénétrables. Bientôt nos premières colonnes, inconsidérément engagées, se trouvèrent sous le feu de soixante pièces en batterie. La situation de ces troupes était des plus critiques, et, dans la supposition d'un revers, un défilé d'une demi-lieue, où quelques ponts servent de passage à travers des marais, était leur seule retraite. La conservation de ce défilé, dont Arcis forme la tête, était de la dernière importance pour Napoléon. Il avait cru surprendre un corps ennemi, et c'était au contraire sa propre avant-garde qui se trouvait compromise. Déjà notre cavalerie se repliait devant celle des Russes : l'empereur voit le danger ; il vole au-devant de nos escadrons, et leur dit d'un ton plein de feu : **N'êtes-vous pas les vainqueurs de Champ-Aubert et de Montmirail ?** Au même instant, il met l'épée à la main, ordonne de nouvelles charges, et guide lui-même ses soldats au fort de la mêlée. Son intrépidité rétablit l'action, qui semble se décider en notre faveur ; mais d'accablants renforts, une épouvantable canonnade, l'acharnement des Russes, leur nombre et l'avantage de leur position, trompent l'espoir des plus vaillants guerriers. Nos bataillons, quoique écrasés, demeurent immobiles sous les murs d'Arcis, et bientôt cette ville et le village de Torcy, où le maréchal Ney, avec une poignée de braves, avait tenu contre des forces prodigieuses,

deviennent la proie des flammes. Ce combat sanglant se prolongea toute la journée, sans avoir aucun résultat décisif. Les deux armées conservèrent leur même position. Dans cette action, Napoléon se montra le digne chef d'une armée dont les ennemis admiraient l'héroïsme. Au milieu de tant de périls, ce premier de tous les capitaines eût péri de la lance d'un cosaque, si le colonel Girardin n'eût détourné le coup. Son mameluck tira aussi plusieurs fois le sabre pour le défendre, et son cheval fut atteint d'un boulet. En voyant Napoléon s'exposer ainsi, les soldats murmuraient. **Ne craignez rien**, leur dit-il, **le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu.**

Les souverains alliés évacuèrent Troyes, et se retirèrent à Bar. Le duc de Vicence écrivit alors au prince de Metternich, pour lui annoncer que Napoléon venant de le mettre à même de renouer les négociations de la manière la plus franche et la plus positive, il réclamait les facilités nécessaires pour arriver jusqu'auprès de ce ministre. Le duc de Vicence se flattait que la paix pourrait être conclue dans moins de quatre jours. Il se rendit aux avant-postes ; mais ce fut inutilement qu'il y attendit le laissez-passer qu'il avait demandé. Il ne restait donc plus aucun espoir de négociation.

Le 26 mars, Napoléon fit attaquer par les dragons du général Milhaud, et par la cavalerie de la garde, le corps de cavalerie du général russe Wnitzingerode, qui avait été laissé à Saint-Dizier, afin de maintenir la ligne d'opérations des alliés, et de faciliter l'arrivée de l'artillerie et des munitions. Après plusieurs charges brillantes, les Russes, mis en déroute, perdirent dix-huit pièces de canon et deux mille chevaux.

Napoléon, continuant de poursuivre les alliés, arriva à Troyes le 29 mars ; mais le même jour il apprit que les Russes et les Prussiens accouraient à marches forcées sur Paris, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour sauver la capitale. L'empereur et son armée quittèrent Troyes à l'instant même, et se dirigèrent, avec toute la rapidité possible, au secours de Paris.

Mais déjà les alliés étaient aux portes de la capitale. Dès le 29, ils étaient partis de Meaux divisés en trois grandes colonnes principales ; l'armée de Silésie prit la route de Charny, Mory et Aunay ; le centre, composé des gardes, des réserves et du corps du Rayewski, s'avança par Claye ; la gauche, formée des Wurtembergeois, du Giulay et des grenadiers autrichiens, suivit le chemin de Charmentré et de Chelles. C'est dans cet ordre qu'une armée de trois cent mille combattants menaçait Paris sans défense. Elle inondait aux approches de la nuit toute la plaine au nord de cette capitale, en déployant ses masses sur une ligne immense.

Les souverains établirent leur quartier-général à Bondy ; les troupes de Blücher s'étendaient, à droite, de Villepinte à Grand-Drancy et au Bourget ; celles du prince de Wurtemberg, autour d'Annet ; enfin, à gauche, Romainville et Pantin furent occupés par le corps de Rayewski et la cavalerie de Palhen,

Déjà deux fois l'on avait vu l'ennemi venir jusqu'aux portes de la capitale, deux fois il avait été repoussé, et l'on espérait qu'il le serait une troisième ; on ne pouvait croire d'ailleurs qu'il s'avançât avec des forces si considérables et avec tant de célérité : chacun aimait à se dissimuler le danger et à s'exagérer les moyens de résistance. Le gouvernement entretenait cette disposition des esprits, et, pour augmenter la sécurité de tous, il assura que les troupes qui se présentaient étaient celles d'un partisan audacieux, ou plutôt une colonne égarée tombée dans un piège tendu par l'empereur.

CHAPITRE VINGT-SIXIÈME

SOMMAIRE : Départ de l'impératrice et de son fils. — Machinations de Talleyrand. — Bataille sous Paris. — Fuite de Joseph Bonaparte. — Capitulation. — Les royalistes. — Proclamation du conseil municipal. — Napoléon apprend l'entrée des étrangers dans la capitale. — Il se retire à Fontainebleau. — Trahison de Marmont, duc de Raguse. — Irrésolution de Napoléon. — Il abdique. — Ses adieux. — Son départ. — Son voyage. — Son séjour à l'île d'Elbe. — Son retour.

1814 À 1813.

Joseph et les ministres n'ignoraient pas qu'une armée innombrable s'avancait, et que pour la contenir, il était urgent de déployer toutes les ressources de la capitale ; mais le conseil de régence, qui ne s'était encore fait connaître que par des actes d'une faiblesse qui décelait sa nullité, n'osa rien prendre sans lui ; et tandis qu'il fallait agir avec promptitude, il perdit son temps à expédier des courriers en Champagne, pour demander des instructions. On fit néanmoins quelques préparatifs ; maison était généralement frappé de leur insuffisance et de l'ineptie qui présidait à leur exécution. Les principales mesures ordonnées par l'empereur, avant son départ, avaient été négligées. Les hommes sur lesquels il comptait le plus avaient oublié ses volontés les plus expresses, et au zèle qu'ils consacraient à sa prospérité, pourtant si fructueuse pour eux, avait succédé une torpeur sans exemple. Rien n'avait été organisé suivant ses intentions ; la garde nationale elle-même, qui aurait pu s'élever à trente mille hommes, en offrait à peine douze mille, dont la moitié seulement avait des fusils de munition ; le reste n'était qu'un véritable corps de parade, plus capable de nuire que de contribuer à la défense. Pour en tirer parti, il eût fallu en exclure tous les hommes coutumiers du repos et de toutes les aisances de la vie, dont la plupart n'avaient revêtu l'uniforme que par cette espèce de coquetterie qui recherche des illusions de jeunesse, ou bien encore par cette étrange vanité qui se complaît dans des apparences martiales. Alors comme aujourd'hui, tous ces boutiquiers, tous ces coulissiers de la Bourse, tous ces employés, qui étaient entrés dans ses rangs, n'étaient que des monteurs de gardes, des faiseurs de patrouilles, ou des soldats de revue. Ce n'était pas à cette classe d'individus que l'on pouvait demander un patriotisme actif et un ardent courage. Tant qu'on leur avait parlé de victoires, ils avaient paru les plus dévoués ; mais dès qu'ils virent refluer vers Paris des milliers de soldats blessés et toute la population des campagnes environnantes, lorsqu'ils virent toutes les routes couvertes de paysans traînant après eux leurs familles éplorées et leurs troupeaux, l'aspect de ces fugitifs et de leur misère les glaça d'effroi. Ces citoyens d'humeur pacifique songèrent qu'ils se devaient à leurs femmes, à leurs enfants, à leurs occupations, à leur commerce, à leur industrie, et même à leurs plaisirs. Ceux qui n'avaient pas un prétexte à alléguer, annoncèrent qu'ils étaient convaincus de l'impossibilité de la résistance. A les entendre, c'était un million de soldats qui se précipitaient sur Paris. Ces

alarmistes, courant aux barrières alimenter leur curiosité et leur peur, revenaient ensuite, le visage effaré, raconter dans les lieux publics quelles étaient leurs appréhensions, et pour les motiver, ils en exagéraient la cause. Bientôt la consternation devint générale ; tous les cœurs furent livrés à l'abattement et au désespoir ; chacun cachait ses marchandises, enfouissait ses richesses. Les banques, les boutiques, les magasins ne s'ouvraient plus ; les maisons de jeu même étaient fermées. Jamais les Parisiens n'avaient été en proie à de plus vives inquiétudes. Depuis l'invasion des Normands, ils n'avaient pas vu déployer dans leurs murs l'appareil des combats contre des armées étrangères. Quand pour la première fois, au milieu de la nuit, ils furent éveillés par la marche pesante des canons et le bruit d'un attirail de guerre, ils se crurent perdus ; pour les rassurer, les efforts d'un gouvernement, qui les avait trompés tant de fois par des bulletins mensongers, furent impuissants. La confiance avait fait place à l'incrédulité la plus complète, et le petit nombre de dispositions que l'on faisait pour la défense étaient vues d'un œil dérisoire, tant l'on révoquait en doute leur succès. Telle était la situation de la capitale, lorsque, le 27 mars, le général Michel, à la tête d'une division de quatre à cinq mille conscrits rassemblés à la hâte par le général Ornano, chef des dépôts de la garde, alla prendre position sur les hauteurs environnantes. Des postes furent également assignés aux six mille gardes nationaux, seuls capables d'entrer en ligne ; et au moyen de leur coopération, le nombre des défenseurs de Paris, en y comprenant les débris des corps des généraux Marmont et Mortier, ainsi que la division Compans, s'éleva à environ trente mille hommes, parmi lesquels étaient cinq mille cavaliers. Joseph, en sa qualité de président de la régence, était le chef de cette armée.

Le 29 mars, au matin, nos troupes ayant abandonné la plaine de Saint-Denis, le corps russe de Rayewski traversa la forêt de Bondy et porta ses avant-postes vers la Villette et le bois de Vincennes, afin d'attaquer les corps français qui se ralliaient sous Paris. On échangea alors les premiers coups de canons. Au bruit de l'artillerie, les ministres, qui forment le conseil de régence, ne doutent plus que l'empire, épuisé par une lutte inégale, ne soit près de sa chute ; ils se rassemblent ; mais, au lieu d'enfanter une de ces résolutions généreuses qui relèvent les empires, ils ne pensèrent qu'à se retirer derrière la Loire. Ce parti pouvait être le résultat du courage et la source du salut ; mais il aurait fallu qu'on eût préparé d'avance tous les moyens de prendre une attitude imposante sur une aussi belle ligne de défense.

Deux jours auparavant, il avait été décidé que ni le gouvernement, ni Marie-Louise ne quitteraient la capitale. Cette princesse avait même conçu le projet, dans le cas où la défense serait épuisée et la reddition inévitable, de se présenter à la tête des douze maires de Paris, pour obtenir des souverains alliés les conditions les plus avantageuses et les plus honorables qu'on pût espérer dans une telle circonstance ; mais, comme il était à craindre qu'Alexandre n'immolât à la fille des Césars les espérances qu'il avait données aux royalistes, Talleyrand proposa par ruse un départ que Cambacérès fit adopter par peur. Il fallut user de violence pour faire abandonner à Marie-Louise le palais des Tuileries. Enfin, pressée par tous ses conseillers, elle monta en voiture, portant son fils qu'elle arrosait de ses larmes. L'impératrice et le roi de Rome, suivis des ministres et des grands dignitaires, sortirent de Paris à l'instant où une partie de la garde nationale se portait au-devant de l'ennemi.

Talleyrand, en sa qualité de vice-grand-électeur, devait aussi accompagner la régente ; mais à peine eut-il dépassé les barrières, qu'imaginant un prétexte, il revint sur ses pas, afin de préparer tout pour l'accomplissement de ses desseins.

Jusqu'à Rambouillet, Marie-Louise ne proféra pas une seule parole. Les réflexions accablantes qui venaient en foule l'assiéger, l'avaient réduite à l'état le plus déplorable.

L'indignation fut générale dans Paris, lorsqu'on y sut que les membres de la régence, au lieu de donner l'exemple du courage et de l'énergie qu'ils recommandaient aux habitants, les abandonnaient au moment du péril. Joseph Bonaparte, pour apaiser les murmures qui s'élevaient contre ce délaissement, fit afficher une proclamation dans laquelle il promettait de rester parmi les défenseurs de la capitale. Malheureusement la connaissance qu'on avait du caractère de ce prince, et surtout le souvenir de sa conduite en Espagne, faisaient présager que, sous un chef aussi inhabile, la valeur française n'éprouverait que des revers.

Le 30 mars, à trois heures du matin, on battit la générale dans tous les quartiers de Paris. A ce bruit, précurseur des batailles, tous les soldats de la ligne et les six mille gardes nationaux, qui avaient, demandé à combattre, se préparèrent à la plus vigoureuse résistance. Le maréchal Marmont, avec les généraux Compans et Ornano, couronnait les hauteurs de Romainville et de Pantin, et le maréchal Mortier occupait l'intervalle entre le canal et la hauteur de Montmartre, sur laquelle Joseph avait établi son quartier-général. Une partie de la garde parisienne était placée en seconde ligne, pour donner à nos colonnes l'apparence d'une force plus réelle ; le reste devait, avec quelques troupes, défendre les parties de l'enceinte, que l'armée ne couvrait pas. Le soin de repousser les corps légers qui auraient pu se glisser derrière les masses, et venir insulter les faubourgs, était aussi confié à des gardes nationaux, que l'on avait laissés aux barrières.

On aperçut bientôt de grands mouvements dans le camp des alliés. Leurs deux armées se dirigeaient en masse sur les hauteurs de Belleville et de Montmartre, regardées comme le centre et la clé de la position. Avant d'engager l'action, deux parlementaires se présentèrent à nos avant-postes ; mais les maréchaux Mortier et Marmont refusèrent de les entendre. A six heures, les villages de Pantin et de Romain ville sont attaqués par les Russes ; et des corps prussiens, autrichiens et wurtembergeois, menacent à la fois toutes nos positions. L'artillerie et la mousqueterie jouent avec violence ; sur tous les points, de nombreux tirailleurs des deux partis se multiplient, s'écartent, se rapprochent, et se livrent un combat acharné ; l'ennemi montre un instant d'hésitation ; aussitôt on répand le bruit qu'il est repoussé, que Napoléon arrive, qu'on a des canons et des baïonnettes, et que chaque habitant doit sortir de sa maison pour achever la destruction d'une armée, qui trouvera la mort dans les murs ou elle s'était flattée d'obtenir la victoire. A cette nouvelle, tous les citoyens qu'anime la haine d'une domination étrangère se précipitent en foule vers les barrières en demandant des armes : c'était le cri des femmes, des enfants, des vieillards, enfin de tout ce qui portait un cœur généreux et français ; des milliers d'individus de tout âge et de toute condition accouraient offrir leurs bras et leur vie ; mais de tous ces braves gens, un petit nombre seulement reçut des fusils ; les autres revinrent en manifestant leur dépit d'avoir été trompés. Alors, on leur donna des piques ; mais, dans leur désespoir, ils les brisèrent en criant à la trahison. Nos soldats et ceux d'entre les gardes nationaux qui partageaient leur dévouement, redoublaient d'ardeur pour épargner à la France le plus sensible des outrages, lorsqu'un capitaine d'état-major, qui la veille était tombé au pouvoir de l'ennemi, arriva au quartier-général français il était renvoyé par Alexandre, qui, après lui avoir dit que toute résistance de la part de nos troupes était vaine, l'avait chargé d'annoncer à leurs

chefs que ce n'était pas seulement un corps de l'armée russe qui se présentait devant Paris, mais bien l'armée européenne toute entière. Cet officier ajoutait que le général Barclay de Tolly recevrait les députés qu'on enverrait pour entrer en négociations ; qu'on le trouverait toujours disposé à traiter ; mais que le czar ne répondait pas de pouvoir empêcher le pillage, si une fois l'enceinte de la ville était forcée. Après avoir entendu ce récit, Joseph Bonaparte s'écria : **Il ne nous reste donc plus qu'à parlementer**. Pendant qu'il délibérait avec ses officiers, de nombreuses colonnes ennemies se déployaient dans les plaines d'Aubervilliers ; et le maréchal Marmont, assailli de toutes parts, était sur le point de succomber ; il demandait des secours, et il était impossible de lui en envoyer. Dans cette triste situation, Joseph, craignant de n'être bientôt plus à temps de se retirer, abandonna son poste et sortit de Paris, laissant à ses lieutenants l'autorisation de capituler. Son départ ne fit point cesser le combat. Les pertes étaient énormes ; de part et d'autre, on renouvelait les tirailleurs. Blücher et le prince royal de Wurtemberg venaient à peine de recevoir l'ordre de marcher, l'un sur Montmartre, et l'autre sur Vincennes. Il était probable qu'ils n'entreraient pas en ligne avant la fin du jour. Cette circonstance, jointe aux avantages que nous avons obtenus auprès des villages de Pantin et de Romainville, pouvait changer l'état des affaires, car tout faisait augurer que, si Napoléon, même sans armée, arrivait inopinément, son génie trouverait dans Paris d'invincibles ressources. Les souverains, convaincus que la promptitude pouvait seule leur faire atteindre le terme de leur entreprise, résolurent de tenter un effort extraordinaire. Ils ordonnèrent une attaque générale. Marmont, pour la repousser, se met à la tête d'un bataillon ; mais une batterie russe ouvre son feu, et jette le désordre dans ses rangs. Nos troupes sont partout enfoncées malgré leur valeur, et les hauteurs de Belleville, que protégeaient vingt pièces en batterie, succombent aux assauts réitérés d'innombrables bataillons. Au même instant, les corps prussiens sortent de la Villette au pas de charge, et s'établissent dans les maisons qui touchent aux barrières, tandis que, sur notre droite, les Russes enlèvent Charonne, vaillamment défendu par la 7e légion parisienne, occupent le cimetière du Père Lachaise, et arrivent sous les murs de Paris. Toutes nos batteries étaient réduites au silence, l'artillerie de la butte Saint-Chaumont était la seule qui tirât encore : c'était celle des élèves de l'École Polytechnique, dont le plus âgé n'avait pas vingt ans. Leur feu jonchait de cadavres ennemis les approches de la position qu'ils défendaient ; faiblement soutenus, ces jeunes gens allaient être écrasés ; déjà même plusieurs expiraient sur leurs pièces plutôt que de les abandonner, lorsqu'un escadron des cosaques polonais, envoyé à leur secours par le général Compans et quelques gardes nationaux conduits par le général Sockolniki, parvinrent à les dégager.

Sur ces entrefaites, le maréchal Mortier, dont la contenance ferme avait imposé à Blücher, qui hésitait encore à aborder Montmartre, reçut des dépêches que Napoléon avait expédiées de Doulan-court et par lesquelles il lui prescrivait de préserver Paris d'une occupation étrangère, en donnant avis à Schwarzenberg que des propositions de nature à amener la paix venaient d'être faites à l'empereur d'Autriche. Le maréchal s'empressa d'exécuter cet ordre ; mais le généralissime ayant répondu que son souverain tenait à la coalition par des liens indissolubles et qui ne lui permettaient pas de conclure une paix particulière, Mortier ne songea plus qu'à remplir les intentions de son chef en prolongeant sa défense. En vain le général Orlow le fit sommer de se rendre, il était déterminé à mourir à son poste plutôt que de souscrire à des conditions humiliantes, lorsqu'il reçut l'avis que le maréchal Marmont, après avoir obtenu une trêve de quatre

heures pour traiter de la reddition de Paris, allait entrer en négociations. Mortier se rendit aussitôt à la Villette, où étaient les commissaires alliés ; mais pendant son absence, le général Langeron, violant la suspension d'armes, engagea un combat sanglant sur les hauteurs de Montmartre et finit par s'en emparer. Maîtres de cette position, les ennemis lancent des obus jusque vers la Chaussée-d'Antin. En même temps des cosaques pénètrent dans le faubourg Saint-Antoine, tandis qu'une colonne des Wurtembergeois franchit le pont de Saint-Maur, force celui de Charenton, défendu avec une extrême bravoure par les élèves de l'école d'Alfort, et pousse jusque dans Bercy des éclaireurs qui font feu sur les patrouilles de la garde nationale.

Là continuation du combat, lorsqu'on savait qu'un armistice venait d'être conclu, répandit dans Paris une soudaine terreur. On crut qu'il ne s'agissait rien moins que du sac de la ville, et chacun attendait avec effroi l'issue de cette crise déplorable. Au milieu de celle épouvante, les moins timides allaient et venaient à la recherche des nouvelles, et accueillaient, dans leur anxiété, les récits les plus absurdes et les plus contradictoires ; tantôt on annonçait que l'ennemi venait d'être repoussé, que le roi de Prusse était prisonnier et qu'on venait de le conduire à l'état-major ; tantôt pour exciter un soulèvement, les agents du pouvoir impérial renouvelaient le bruit de l'arrivée de Napoléon, trompé et non pas vaincu par les alliés ; son nom inspirait encore une grande confiance ; nul doute que, quoique tardive, l'apparition de ce foudre de guerre n'eût opéré des prodiges et changé en cyprès les lauriers de nos ennemis.

La certitude que la suspension d'armes allait recevoir son exécution, fit enfin cesser ces alternatives d'alarmes et d'espoir, et cette grande cité, que la consternation avait rendue silencieuse et déserte, reprit un aspect animé lorsqu'on connut les bases du traité d'après lequel nos troupes devaient évacuer Paris avec armes et bagages, sous la promesse que les alliés n'y entreraient que le lendemain 3i mars, à sept heures du matin. Par une seconde convention, qui réglait les intérêts civils de la ville, la garde nationale était maintenue et devait conserver la garde des barrières et de tous les postes utiles à la tranquillité publique.

Ainsi finirent les hostilités contre la capitale ; ses défenseurs, par le courage qu'ils déployèrent, étaient dignes de recueillir les palmes de la victoire ; ils, eurent la douleur de succomber ; dans cette fatale circonstance la trahison s'épuisa en efforts pour diminuer les périls des assaillants : les cendres et le son mêlés à la poudre rendaient les cartouches inutiles ; plusieurs batteries, approvisionnées de boulets d'un diamètre supérieur à celui des canons, ne pouvaient faire feu ; malgré tant de coupables précautions, tant d'odieuses manœuvres, la perte des coalisés fut énorme : plus de quinze mille des leurs restèrent sur le carreau. De notre côté, le nombre des morts fut beaucoup moindre ; toutefois sur les six mille gardes nationaux qui firent le service de vrais soldats, plus de cinq cents furent tués ou blessés. Ce dévouement mérite d'autant plus d'être célébré que, parmi les citoyens qui en firent preuve, il n'y en avait qu'un bien petit nombre qui appartenissent à la capitale ; ce n'était donc pas la conservation de leurs propriétés qui leur avait mis les armes à la main, mais bien le noble sentiment de l'orgueil national. Une étrange fatalité avait retenu Napoléon en Champagne : une victoire remportée près de Saint-Dizier sur la cavalerie de Winzingerode et de Czernichew, lui avait d'abord fait perdre cinq jours, et une nuit passée dans Troyes l'avait empêché d'être rendu à Paris dans la matinée du 30 mars. Depuis le 27, il avait reçu la nouvelle que les deux armées alliées s'avançaient vers Meaux ; mais des motifs dont il serait difficile de

rendre compte, lui avaient fait croire que, malgré les courriers qui lui faisaient part de la détresse de son frère, le danger n'était pas aussi grand qu'on le supposait. Il accourait néanmoins par la route de Fontainebleau, et à onze heures du soir il était à Morangis, petit village qui n'est qu'à quatre lieues de Paris, lorsqu'il fut joint par le général Belliard, qui lui apprit qu'une capitulation venait de livrer Paris aux étrangers. A ces mots, Napoléon pousse un profond soupir, et dans l'affliction de son âme, il s'écrie : **Et toi aussi, mon frère, tu m'as donc trahi !** Son premier mouvement fut de marcher sur la capitale et d'y produire un soulèvement ; mais ses officiers généraux se réunirent pour l'en détourner. Alors il s'emporta contre les maréchaux qui avaient conclu une convention : **Ils auraient dû tenir jusqu'à mon arrivée,** dit-il avec feu ; **il fallait remuer Paris, mettre en action toute la garde nationale et lui confier les hauteurs hérissées d'artillerie, pendant que les troupes de ligne auraient combattu dans la plaine.** Sur l'observation que ces hauteurs étaient mal fortifiées, et qu'il ne s'y trouvait pas de pièces de gros calibre, il ajouta : **Allons, je vois que tout le monde a perdu la tête ; voilà ce que c'est que d'employer des hommes sans énergie et sans talent. Cependant, Clarke se croit un grand ministre, et Joseph un bon général.** Enfin, cédant aux instances du maréchal Berthier, Napoléon se décida à revenir sur ses pas, pour hâter la marche des premières colonnes de son armée. Jusqu'au point du jour, il s'occupa de réunir les débris des deux corps qui avaient combattu sous Paris, et les dirigea sur Fontainebleau où lui-même se rendit après avoir donné ses pleins pouvoirs au général Caulaincourt pour traiter avec les souverains.

Le 31 mars, les alliés, à la tête desquels se trouvaient Alexandre et le roi de Prusse, firent leur entrée dans Paris. Ils s'étaient fait précéder d'une proclamation dans laquelle le prince de Schwarzenberg, au nom de l'Europe en armes, offrait aux habitants une réconciliation sincère et durable, s'ils cherchaient à accélérer la paix du monde, en imitant la conduite de Bordeaux, qui avait arboré le drapeau des Bourbons. A cette condition, aucun logement militaire ne devait peser sur la capitale. Les chefs du parti royaliste s'emparèrent aussitôt de cet écrit pour opérer un mouvement en leur faveur. Ils le lurent à haute voix en parcourant les rues, en agitant des drapeaux blancs, et en jetant des cocardes blanches avec profusion ; mais le peuple, qui applaudissait à la promesse qu'il n'y aurait plus ni conscription, ni taxes arbitraires, semblait n'écouter encore qu'avec étonnement des acclamations qu'un silence de vingt ans avait frappées de désuétude et livrées à l'oubli. Cependant des femmes, transportées de joie à l'idée d'une révolution, qui, en fermant le Temple de Janus, allait rouvrir celui de l'hymen, demandaient les Bourbons à grands cris, et saluaient du titre de bienfaiteurs les monarques étrangers ; tout Tartare était un libérateur, tout Allemand un héros ; et les citoyens, déjà affligés des malheurs de la patrie, eurent encore la douleur de voir ce sexe qu'émerveillent les exploits guerriers, insulter à la valeur française par des louanges prodiguées à nos ennemis. Depuis la bataille de la Rothière, les soldats de la coalition portaient, pour se reconnaître entre eux une écharpe blanche au bras gauche ; cette circonstance, peu importante en elle-même, facilita le succès des royalistes. Un signe, qui n'avait été adopté que pour éviter sur le champ de bataille les méprises auxquelles pouvait donner lieu la variété des uniformes, fut regardé comme un indice de la volonté des étrangers. Cet indice donna de l'énergie aux partisans des Bourbons, et fit entrevoir aux opposants un obstacle invincible. Ces derniers conservèrent une morne dignité ; les autres s'abandonnant sans réserve à toute l'expansion de la plus vive allégresse, exciteront dans la foule un

entraînement qui avait sa source dans l'espérance qu'au milieu de ce grand naufrage, l'ancienne dynastie serait la planche de salut. On entendit alors ces cris : *Vive l'empereur ! vive le roi de Prusse ! vivent les alliés !* Alexandre, fatigué des acclamations antinationales dont il était poursuivi, ne put s'empêcher d'en relever l'inconvenance, en disant à ceux qui ne répugnaient pas à un pareil avilissement : *Criez plutôt vive la paix !* Quelques-uns de ces misérables osèrent porter une main sacrilège sur l'immortelle colonne d'Austerlitz ; Alexandre fit publier qu'il la prenait sous sa protection.

Aussitôt que les troupes alliées eurent pris leurs campements, le czar, à qui le prince de Schwarzenberg, au nom de l'Autriche, avait déjà déclaré qu'il regardait l'existence de] Napoléon comme incompatible avec le repos de l'Europe, et qu'il n'y avait rien de mieux à faire que de rétablir la dynastie des Bourbons, rassembla un grand conseil afin de connaître les dispositions des Français, et protesta que le vœu de la majorité serait appuyé par toutes les forces de la coalition. L'opinion du prince Talleyrand, qui affirma que la majorité était royaliste, prévalut. Alexandre déclara alors qu'il ne traiterait plus avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille. Les souverains proclamèrent en même temps qu'ils respecteraient l'intégrité de l'ancienne France, et qu'ils garantissaient la constitution que la nation se donnerait. Sur-le-champ un manifeste, rédigé dans cet esprit, fut imprimé et affiché dans tout Paris.

Le corps municipal fut le premier à exprimer le vœu que la monarchie fut rétablie dans la personne de Louis XVIII. Le 5 avril, le sénat, convoqué par l'empereur Alexandre, pour créer un gouvernement provisoire, et préparer une nouvelle constitution, nomma le prince Talleyrand, le duc d'Alberg, les comtes Beurnouville, Jaucourt et M. de Montesquiou, pour remplacer l'autorité impériale. Il prononça en même temps la déchéance de Napoléon, et délia le peuple et l'armée du serment de fidélité. Mais toutes les âmes généreuses se sentirent révoltées de l'ingratitude de quelques hommes qui insultaient leur bienfaiteur jusque dans l'abîme où leurs lâches complaisances l'avaient précipité.

Les royalistes, persuadés que Napoléon ne serait jamais complètement abattu, tant qu'on lui conserverait quelque affection, cherchèrent à le flétrir dans l'opinion publique. Il n'y eut pas d'imposture qu'ils ne cherchassent à accréditer pour le rendre odieux, surtout aux Parisiens, ils répandirent le bruit qu'il avait résolu de faire de leur ville une autre Saragosse. Un officier d'artillerie eut la lâcheté de prétendre que l'empereur lui avait donné l'ordre de faire sauter la poudrière de Grenelle. Ce mensonge infâme lui valut les ordres de tous les souverains, et plus tard il en fut récompensé par de l'avancement. Au milieu de ce déluge de calomnies, un écrit abominable de Châteaubriand donna le signal à cette nuée de pamphlétaires qui, ainsi que lui, voulaient oublier les bienfaits que, dans d'autres temps, ils avaient reçus pour prix de leurs éloges.

Le 3 avril, quatre-vingts membres du Corps-Législatif, le tribunal de cassation, le corps des avocats et même plusieurs membres de la Convention, sanctionnèrent par leur adhésion la décision du sénat, et demandèrent le retour de l'ancienne dynastie avec des garanties pour la liberté. Le même jour, la garde nationale parisienne reçut l'ordre de prendre la cocarde blanche.

Cependant Napoléon rassemblait ses troupes à Fontainebleau, où le maréchal Marmont, après avoir pris position sur la petite rivière d'Essonne, ne tarda pas à se rendre. Dans la conférence secrète qu'il eut avec lui, l'empereur lui reprocha, dit-on, de n'avoir pas prolongé d'un jour sa défense ; cette faute paraissait d'autant plus grave à ses yeux, que les nouvelles qu'il recevait de Paris

devenaient de plus en plus alarmantes. Les conséquences funestes de ces évènements se faisaient ressentir même dans l'armée où les agents de l'étranger cherchaient à semer l'insubordination et la révolte. Pour s'assurer de l'esprit de ses troupes, Napoléon ordonna, le 3 avril, une grande revue, et, les ayant fait ranger autour de lui, il leur adressa cette harangue, avec un accent plein d'énergie et de sentiment : Soldats ! l'ennemi que vous avez vaincu tant de fois est entré dans Paris. Les émigrés, que j'ai comblés de bienfaits, ont arboré la cocarde blanche, ils se sont jetés dans les bras des Russes. La France, souvent maîtresse chez les autres, l'a toujours été chez elle ; en me bornant à nos anciennes limites, je n'ai pu obtenir la paix. Avant peu nous marcherons sur la capitale, et j'espère la délivrer. Soldats ! puis-je compter sur vous ?... Oui ! oui ! répondirent des milliers de voix.

Napoléon, satisfait de l'impression qu'il avait produite, convoqua les chefs de corps pour leur exposer ses projets, et en concerter avec eux l'exécution, qu'il fixa au 5 avril. Mais la plupart n'envisageant déjà plus leur cause comme liée à celle de l'empereur, se rendirent ensuite chez le maréchal Berthier, et délibérèrent ensemble sur la conduite qu'il fallait tenir. Après une longue discussion, ils ne virent d'autre moyen de salut que l'abdication de leur ancien maître. Le maréchal Berthier se chargea de lui proposer ce sacrifice ; mais il fut repoussé avec aigreur, et le soir même la garde impériale reçut l'ordre de traverser pendant la nuit la forêt de Fontainebleau. De leur côté, les alliés se portaient en avant, et depuis deux jours leur ligne s'étendait de Versailles jusqu'à Longjumeau. Toutefois les soldats de Napoléon étaient disposés à le suivre, et la capitale eût peut-être été reconquise, si l'armée française, petite par le nombre, mais terrible par l'ardeur dont elle était enflammée, et protégée encore par sept cents bouches à feu, fût sortie de Fontainebleau.

Les maréchaux arrêtaient son élan. Ney, le premier, se présentant à l'empereur, lui demanda hardiment s'il avait connaissance de la révolution qui venait de s'opérer ; et lui présentant les journaux : Vous n'êtes plus empereur, dit-il, vous ne pouvez plus commander, et l'armée ne doit plus vous obéir ; lisez l'acte de votre déchéance. En même temps le maréchal Lefebvre entra, et s'adressant à Napoléon, il lui dit avec feu : Vous êtes perdu ! vous n'avez voulu écouter les conseils d'aucun de vos serviteurs ; le sénat a prononcé votre déposition. Macdonald et Oudinot déclarèrent à leur tour que la révolution était irrésistible ; que tout était perdu si Napoléon ne renonçait pas au trône. L'empereur, accablé par tant de représentations, se soumit à la cruelle nécessité, et parut décidé à souscrire un acte d'abdication, pourvu que la dignité dont il était revêtu fût conservée à son fils. Il écrivit dans ce sens une lettre fort pressante à l'empereur Alexandre, et les maréchaux Ney et Macdonald, ainsi que le général Caulaincourt, partirent aussitôt, chargés des propositions de l'empereur. Sur ces entrefaites, le maréchal Marmont, commandant les postes avancés, venait de conclure, le 4 avril, un traité secret par lequel il s'engageait à amener aux alliés les troupes sous ses ordres¹, si on voulait assurer la vie à Napoléon. En arrivant à Essonne, les députés envoyés à l'empereur de Russie pressèrent Marmont de se joindre à eux. L'embarras évident du maréchal, en recevant cette ouverture, provoqua, entre lui et les négociateurs, une explication dans laquelle il avoua qu'il était en pour parler avec le généralissime Schwartzemberg, alors à Chevilly.

¹ Voir le *Moniteur* de 1814, n° 97.

Les plénipotentiaires de Napoléon, arrivés à Paris dans la nuit du 4 au 5, furent admis sans délai en présence d'Alexandre ; les membres du gouvernement provisoire firent partie de ce conseil ; le général Dessolles, commandant de la garde nationale, y fut également appelé, ainsi que le comte Pozzo di Borgo.

Alors furent agitées les questions qui allaient décider du destin de la France. Il s'agissait d'opter entre la régence et le rappel des Bourbons. Ce n'était plus seulement le vœu équivoque de Paris, ni le vœu de la France représentée par trois ecclésiastiques ; c'était aussi le vœu de l'armée qu'il était question d'écouter et de juger. Alexandre voulait connaître la disposition réelle des esprits. La régence et la royauté se trouvèrent donc en présence, et les débats furent animés. L'avantage fut tout entier aux négociateurs de Napoléon. Ils combattirent avec énergie tous les arguments fallacieux de Talleyrand, toutes les pusillanimes terreurs du général Dessolles, et quand le conseil se sépara, les royalistes conservèrent bien peu d'espérance ; Alexandre hésitait : un événement hors de toute probabilité vint changer la face des affaires, et motiver une détermination qui semblait impossible.

Dans une seconde audience, qui eut lieu la même nuit, Ney et Caulaincourt faisaient valoir, de nouveau avec avantage, les considérations déjà favorablement accueillies, Alexandre paraissait entraîné... Un aide-de-camp du généralissime est introduit, et remet au souverain une dépêche qu'il ouvre à l'instant : Messieurs, dit-il aux négociateurs après l'avoir lue, **vous vous autorisez du vœu de l'armée, le connaissez-vous bien ? savez-vous ce qui se passe ?**

Ils apprirent alors que le corps du maréchal Marini, qui défendait seul à Essonne la route de Fontainebleau, venait d'ouvrir ce chemin aux troupes alliées, et de leur livrer, pour ainsi dire, la personne de Napoléon, en passant au nombre de douze mille hommes, dans les rangs des Autrichiens et des Russes. Et ainsi, ajouta l'empereur Alexandre, l'armée, à laquelle on prêtait, dans le conseil, des vœux et un langage si favorables à la cause de Napoléon, vient de manifester, par une action éclatante et décisive, les sentiments véritables qui l'animent. Elle abandonne Napoléon sans défense ; elle tourne ses armes contre lui.

Il n'y avait pas de réponse. La trahison de Mannoni avait décidé de la cause de l'empereur. Les maréchaux Ney et Caulaincourt furent chargés d'annoncer à Napoléon qu'il fallait descendre du trône.

Cependant le duc de Raguse avait suivi de près les plénipotentiaires à Paris, et confié le commandement de son corps d'armée au général Souham. Peu d'instants après son départ, Napoléon avait fait appeler ce dernier. Mais Souham, confident de Marmont, et par conséquent son complice, fut alors frappé de l'idée que le mystère de leur défection venait d'être révélé à l'empereur ; et que c'était un juge irrité qui lui commandait de venir rendre compte d'une action criminelle.

Effrayé, ce général assemble ceux des chefs que l'on avait cru pouvoir mettre sans danger dans le secret, on délibéra, et le résultat de cette conférence est de précipiter l'exécution d'un complot découvert. Au milieu de la nuit, le corps se mit en marche en suivant la route qui conduit à Versailles. Les soldats croyaient aller combattre ; mais le jour venu, ils virent avec surprise que, partout cernés au milieu de l'immense armée ennemie, ils traversaient paisiblement les cantonnements russes ; en même temps, deux régiments de cavalerie wurtembourgeoise, marchant à distance de droite et de gauche dans une direction parallèle à la ligne qu'ils suivaient, semblaient l'escorte qui les conduisait prisonniers.

L'indignation de ces braves gens éclata alors ; le désespoir, l'effroi du déshonneur leur inspirèrent des discours véhéments dont la mâle éloquence étonna les généraux, le soldat ne voulait pas partager leur crime, ils tremblèrent qu'il ne leur fit expier son déshonneur. En arrivant à Versailles, les troupes ne purent plus se contenir, des menaces, des cris douloureux s'élevèrent de toutes parts. Bientôt ce sont des transports de fureur ; les officiers arrachent leurs épaulettes et brisent leurs épées, les soldats jettent leurs ormes, les foulent aux pieds avec rage ; de généreuses larmes coulent de tous les yeux. Les généraux s'efforcent en vain de se faire entendre ; des milliers de voix les accusent de trahison ; saisis de frayeur, ils fuient ; on les poursuit ; des coups de feu sont dirigés sur eux.

Dans ce désordre, un seul vœu se manifeste, celui de courir au secours de l'empereur, mais il manque un centre où ces désirs énergiques viennent converger, et ce n'est que le soir que tous se mettent en marche sur Fontainebleau. Dans la nuit, ils arrivent à Mantes.

Dans ces étranges événements, Napoléon, surpris des retards de Souham, lui avait envoyé un aide-de-camp pour lui réitérer l'ordre de se rendre immédiatement à Fontainebleau. A l'approche du jour, cédant au besoin du repos, il venait de s'enfermer pour s'y livrer quelques instants, quand le général Gourgaud se présente ; il revient d'Essonne ; il rapporte des nouvelles : Marmont a fait son traité particulier, son corps d'armée a quitté ses positions, il a passé tout entier à l'ennemi.... Les atteintes du Sénat n'avaient inspiré que du mépris à Napoléon, les reproches de ses maréchaux l'avaient irrité, ce dernier coup le frappa au cœur.

Le duc de Trévise, averti à temps du mouvement des troupes de Marmont, s'était hâté de remplir le vide que cette grande défection laissait dans la ligne de défense ; il avait couvert Essonne et les autres points abandonnés, avant que l'ennemi s'en fût emparé. On attendit dans cette position le retour des plénipotentiaires ; l'anxiété était générale. En revenant, Ney, Macdonald et le duc de Vicence s'étaient arrêtés à Chevilly, quartier-général de Schwartzemberg, afin de conclure, avec l'autorisation d'Alexandre, une suspension d'armes.

Les alliés occupèrent la rive droite de la Seine, depuis son embouchure, et les limites méridionales des départements de la Seine-Inférieure, de l'Oise, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, de l'Yonne, de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, du Rhône et de l'Isère, jusqu'au Mont-Cenis.

Le maréchal Macdonald vint rendre compte à Napoléon du résultat de ses démarches, et lui annonça que le Sénat avait reconnu les Bourbons. Il était impossible désormais de résister à une décision appuyée par un million de baïonnettes : l'empereur déclara que, puisqu'il était le seul obstacle à la paix, il renonçait pour lui et pour ses héritiers à sa double couronne, et acceptait pour retraite l'île d'Elbe, dont on avait offert de lui garantir la souveraineté avec une pension de deux millions. Dès ce moment, chacun se crut libre de s'éloigner de l'homme que la fortune avait abandonné et de faire aussi son traité à part. A l'exemple du maréchal Ney, beaucoup de généraux se rendirent à Paris, et embrassèrent la cause de la restauration.

La défection gagna tous les rangs, depuis Berthier jusqu'au valet de chambre Constant. Depuis Yvan jusqu'au mameluck Roustant : le départ de Berthier doit être remarqué : il demanda la permission de se rendre à Paris, pour quelques affaires, disant qu'il reviendrait le lendemain. **Il ne reviendra pas**, dit Napoléon

avec calme au duc de Bassano. — **Comment !** s'écria le ministre, **seraient-ce ses adieux ?** — **Je vous dis que oui : il ne reviendra plus.**

Ce ne fut que le 7 avril que le gouvernement provisoire considéra l'abdication comme définitive, et déclara nul tout ce que Napoléon avait fait en qualité d'empereur postérieurement à la déchéance prononcée par le Sénat. Le même jour on envoya aux différents corps la convention qui réglait la suspension des hostilités. Cet armistice parvint le soir même à Fontainebleau.

Le 11 avril, veille du jour où le comte d'Artois fit son entrée dans la capitale, le maréchal Macdonald et les autres commissaires présentèrent à Napoléon le traité qui lui conservait son titre et lui conférait la souveraineté de l'île d'Elbe. Après qu'il se fût recueilli un instant, il dicta au ministre Maret son abdication, conçue en ces termes : **Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix de l'Europe ; fidèle à son serment, il renoncé pour lui et ses héritiers aux trônes de France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France.**

Ainsi descendit du premier trône du monde le guerrier le plus étonnant qui ait paru. Son génie et la vigueur de son caractère l'avaient fait monter au rang suprême ; mais l'ivresse du pouvoir lui fit perdre de vue l'influence qu'il devait exercer sur son siècle. Aveuglé par sa haute fortune, il dédaigna cette force morale, qui, aux beaux jours de la liberté, avait fait de la France la reine des nations. Aux prestiges des idées qui séduisent les peuples, il substitua le poids de son épée, et méconnut le plus sublime de tous les droits, celui dont la nature a donné la conscience à tous les cœurs, et que la philosophie a proclamé. Tandis qu'il pouvait marcher à la tête de la délivrance humaine, il ne combattit que pour affermir, pour étendre le pouvoir et léguer des exemples au despotisme. Au lieu de présenter à l'Europe une charte d'affranchissement, il prétendait la subjuguier, et l'Europe l'a puni d'avoir préféré le rôle de conquérant à celui de libérateur. Par lui des préjugés ébranlés, des erreurs qu'il pouvait détruire ont repris leur ancienne vigueur, et la lumière qui devait éclairer le globe a dû s'arrêter dans son cours. En fondant le règne de la justice et de la raison, le héros eût acquis des titres à la gratitude universelle ; il ne convoita que cette admiration fugitive qui prend sa source dans l'étonnement, et qui s'éclipse, avec la fortune de celui qui occupait toutes les voix de la renommée. Après avoir trompé tant d'espérances, Napoléon devait être en butte à tous les ressentiments. Les peuples accusèrent son ambition et les rois armèrent contre lui les peuples, en leur promettant ce qu'il leur avait refusé. L'appât de la liberté, l'amour de l'indépendance cimentèrent une ligue formidable, un accord inouï. Au dedans, au dehors, Napoléon eut des ennemis partout ; il dut alors se convaincre qu'il n'avait pas connu les hommes. Ne les jugeant que d'après les opinions d'un maître absolu, le mépris qu'il affectait pour eux le priva du seul appui assez fort pour prévenir sa ruine.

On s'étonna alors que tombant de si haut, il n'eût pas cherché à mettre fin à son existence. Voici ce que l'un de ses secrétaires, le baron Fain, rapporte à ce sujet : **Depuis la retraite de Moscou, l'empereur avait toujours porté sur lui un sachet contenant une préparation d'opium ; d'autres disent un anneau dont le chaton renfermait de l'acide prussique.** Dans la nuit du 12 au 13 avril, son valet de chambre l'entendit se lever, verser quelque chose dans un verre, boire et se recoucher. Peu de temps après, des gémissements et des sanglots étouffés attirèrent son attention ; l'alarme se répandit dans le château ; on alla réveiller

quelques-uns des serviteurs les plus intimes de Napoléon, qui se rendirent dans son appartement. Yvan, le chirurgien qui avait remis le poison, fut aussi appelé ; mais, comme tant d'autres, il s'était sauvé précipitamment de Fontainebleau.

Napoléon tomba dans un long assoupissement pendant lequel il eut une sueur abondante. Il s'éveilla fort épuisé ; surpris de vivre encore, il s'écria : **Dieu ne le veut pas !** et depuis il parut résigné à subir sa destinée. Un général qui travailla avec lui dans la matinée du 13 avril, le trouva pâle et abattu comme s'il venait de faire une maladie qui eût miné ses forces. ;

Après cette crise, et lorsqu'il eut ratifié le traité que ses maréchaux avaient fait pour lui ; Napoléon parut soulagé ; il semblait avoir l'esprit plus libre qu'il ne l'avait eu depuis quelque temps, et il se mit à causer familièrement avec ceux qui l'entouraient, Il se livra sur les destinées probables de la France à des réflexions dont l'événement a prouvé plus tard la justesse.

La révolution qui venait de renverser Napoléon avait été si extraordinaire et si soudaine, que chacun la regardait comme un songe : lui-même quelquefois, oubliant sa situation, se surprenait avec des pensées orgueilleuses-, avec des signes de commandement. Le 16 avril, les commissaires nommés par les quatre grandes puissances alliées se rendirent à Fontainebleau pour accompagner Napoléon à l'île d'Elbe. Le départ, dont il avait lui-même réglé les apprêts, devait avoir lieu le 20. Dans la matinée de ce jour, il eut quelque velléité de révoquer son abdication. **Si j'ai consenti à déposer la couronne, dit-il au général Koller, ce n'est que pour la gloire et le bonheur de la France. Aujourd'hui, j'ai reçu plus de mille adresses qui toutes me conjurent de reprendre les rênes de l'état ; d'ailleurs n'empêche-t-on pas l'impératrice de m'accompagner jusqu'à Saint-Tropez, comme on en était convenu ?** Puis, s'élevant contre d'autres injustices qu'on lui faisait éprouver, il accusa l'empereur d'Autriche d'être un homme sans foi, et de travailler au divorce de sa fille ; il se plaignit aussi d'Alexandre, et surtout du roi de Prusse, contre lequel il manifestait la plus violente haine. **On m'a reproché, ajouta-t-il, de ne m'être pas donné la mort ; le vrai courage consiste à savoir supporter un malheur non mérité ; à Arcis-sur-Aube, j'ai assez prouvé que je méprisais la vie.** Après quelques instants de réflexion, Napoléon reprit tout-à-coup sa résignation, et annonça qu'il était décidé à partir. Cette âme, si pleine de contrastes, montra alors de l'élévation, du sentiment, de la franchise. Ses adieux à son armée seront peut-être le plus beau monument de son histoire. Vers une heure après-midi, il descendit dans la grande cour du Cheval-Blanc, où la garde impériale sous les armes faisait la haie sur son passage. L'empereur s'avança vers ses compagnons d'armes ; une vive émotion se peignait sur ses traits ; des larmes mouillaient sa paupière ; il s'arrêta au milieu d'eux.

A l'aspect de leur général, qu'ils contemplant avec amour pour la dernière fois, les soldats s'agitent et murmurent sourdement. Un geste de Napoléon indique qu'il va parler ; ils se taisent, et leur profond silence n'est plus interrompu que par leurs soupirs douloureux.

Généraux, officiers, sous-officiers et soldats de ma vieille garde, leur dit Napoléon d'une voix attendrie, je vous fais mes adieux : depuis vingt ans je suis content de vous ; je vous ai toujours trouvés sur le chemin de la gloire.

Les puissances alliées ont armé toute l'Europe contre moi ; une partie de l'armée a trahi ses devoirs, et la France elle-même a voulu d'autres destinées.

Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile pendant trois ans ; mais la France eût été malheureuse, ce qui était contraire au but que je me suis proposé.

Soyez fidèles au nouveau roi, n'abandonnez pas notre chère patrie, trop longtemps malheureuse. Aimez-la toujours, aimez-la bien, cette chère patrie !

Ne plaignez pas mon sort ; je serai toujours heureux, lorsque je saurai que vous l'êtes.

J'aurais pu mourir ; rien ne m'eût été plus facile ; mais je suivrai sans cesse le chemin de l'honneur. J'ai encore à écrire ce que nous avons fait.

Je ne puis vous embrasser tous ; mais j'embrasserai votre général... Venez, général..... (il serra le général Petit dans ses bras) ; qu'on m'apporte l'aigle... (il la baisa). Chère aigle ! que ces baisers retentissent dans le cœur de tous, les braves !... Adieu, mes enfants !... mes vœux vous accompagneront toujours ; conservez mon souvenir.

A ces mots, il s'arrache aux transports de ses officiers, dont les larmes coulaient sur ses mains qu'ils cherchaient à presser, et, montant en voiture, il donne le signal du départ. Un petit nombre d'amis fidèles se disputent l'honneur de l'accompagner.

Il était deux heures quand il quitta Fontainebleau. Partout sur son passage il fut accueilli aux cris de vive l'empereur ! Nulle part les regrets que l'on donnait à son infortune n'éclatèrent plus vivement qu'à Lyon ; mais dans cette même ville il eut à souffrir les insultes du maréchal Augereau ; le reste du voyage ne fut pas exempt de dangers. Ils devinrent plus grands à mesure qu'en avançait vers les provinces méridionales. Napoléon n'entra pas dans Avignon, où une multitude de forcenés, manifestant des intentions féroces, l'attendaient pour le massacrer. A Orgon, l'animosité était encore plus grande : des misérables, rassemblés pour fêter les généraux autrichiens, voulurent l'assassiner.

Napoléon arriva enfin au port de Saint-Raphau, où, quatorze ans auparavant, il était débarqué à son retour d'Egypte. La frégate française la Dryade et le brick l'Inconstant étaient venus de Toulon et se tenaient prêts à le recevoir ; il préféra monter à bord du vaisseau de sa majesté britannique l'Intrépide, mis à la disposition du commissaire anglais.

Le 28, à onze heures du soir, Napoléon s'embarqua ; il fut salué de vingt-un coups de canon. [Adieu, César et sa fortune](#), dit l'envoyé russe. Les commissaires anglais et autrichien l'accompagnèrent dans la traversée.

Elle fut courte et heureuse : le 4 mai on arriva en vue de Porto-Ferrajo. L'empereur, à son débarquement, fut reçu par le préfet, par les magistrats de l'île et par le général Dalesme, commandant français. [Général](#), lui dit l'empereur, [j'ai sacrifié mes droits aux intérêts de ma patrie, et je me suis réservé la](#)

propriété et la souveraineté de l'île d'Elbe ; faites connaître aux habitants le choix que j'ai fait de leur île pour mon séjour, dites-leur qu'ils seront toujours pour moi l'objet de mon intérêt le plus vif. Le maire présenta les clés de la ville à Napoléon, qui choisit la mairie pour son palais. Le grand-maréchal du palais, Bertrand, le général d'artillerie, Drouot, le général Cambronne et quelques autres braves restés fidèles, formèrent d'abord la cour du nouveau souverain. Bientôt sa mère et sa sœur, la princesse Borghèse, vinrent partager et adoucir son exil.

Le premier soin de Napoléon fut de visiter son petit empire. Il vit avec intérêt les mines de fer, et ayant appris qu'elles produisaient un revenu annuel de 500.000 francs : **Cette somme m'appartient donc ?** dit-il. Mais comme on lui rappela qu'il avait donné ce revenu à la Légion-d'Honneur, il s'écria : **Qu'elle continue d'en jouir ! Les braves de la France recevront avec joie ce dernier tribut de la reconnaissance de leur empereur.**

Dès son arrivée, Napoléon adopta de nouvelles armes et un nouveau pavillon pour l'île d'Elbe : ce pavillon était blanc et amarante, parsemé d'abeilles. Il devint le premier de la Méditerranée et le plus respecté. Il était sacré même pour les barbaresques, habitués à admirer le vainqueur de l'Égypte et à respecter ses couleurs.

Il conçut d'abord le projet d'embellir et de faire prospérer son petit royaume, et dressa lui-même les plans d'importants travaux, dont l'exécution commença immédiatement. Des routes furent percées dans tous les sens ; des quais, des magasins furent construits sur les ports ; plusieurs belles maisons s'élevèrent au milieu et dans les environs de Porto-Ferraio ; les meilleurs peintres de l'Italie se disputaient l'honneur de les embellir.

Les communications entre le continent et l'île d'Elbe étaient libres et faciles. Dans l'espace de neuf mois, plus de cent officiers français ou italiens étaient arrivés successivement à Porto-Ferraio, avec leur uniforme et leur épée, ayant des passeports en règle et venant en droite ligne de France, de Corse, de Gênes, de Livourne, de Piombino, de Civitta-Vecchia ou de Naples ; tous avaient causé plus ou moins longtemps avec Napoléon, tous pour s'en faire reconnaître n'avaient eu besoin que de lui citer les traits de bravoure qui les avaient fait distinguer. Napoléon les accueillait tous avec bienveillance, il se plaisait à les interroger, et par eux il savait tout ce qui se passait soit en France, soit en Italie. Dès Fontainebleau, il pensait que, si les Bourbons s'obstinaient à ne pas se séparer de leurs vieilles idées, ainsi que de leur cortège d'émigrés et de prêtres, les Français, qui les avaient déjà accueillis avec répugnance, malgré les magnifiques promesses de liberté qu'ils leur avaient faites, ne tarderaient pas à regretter l'empire. Louis XVIII, avec tout son astuce et son hypocrisie, ne fut pas assez habile pour cacher ses intentions ; il s'était engagé à adopter une constitution libérale, il eut l'insolence d'octroyer une charte aristocratique, et il fut assez absurde pour la dater de la dix-neuvième année de son règne. D'un trait de plume il niait la révolution, et l'esprit de la révolution encore debout le repoussa. Son frère, le comte d'Artois, dès ses premiers pas dans le royaume, avait signé l'abandon de cinquante-trois places fortes, dans lesquelles se trouvaient un matériel immense, de riches dépôts et plus de douze mille bouches à feu. Louis XVIII avait lui-même ratifié cet abandon en y ajoutant trois de nos colonies, Sainte-Lucie, Tabago et l'Ile-de-France, trente et un vaisseaux de haut rang et douze frégates. Cette facilité à dépouiller la nation du prix de vingt années de gloire et de sacrifices, fut regardée comme une trahison. Un discours du chancelier Dambray, plein de menaces de servitudes pour la France, fut un

nouveau sujet de mécontentement ; il y était dit que *le roi ne voulait être que le chef suprême*.

Louis XVIII avait juré l'oubli du passé, et partout bientôt l'esprit de réaction se fit sentir. Les emplois furent retirés dans toutes les administrations aux patriotes ; l'armée fut hautement accusée et vexée en secret ; bientôt la nation entendit son roi déclarer à l'Europe qu'il reconnaissait tenir sa couronne, après Dieu, du prince régent d'Angleterre !

D'odieux pamphlets, des journaux salariés par l'émigration, commencèrent aussi à redire aux peuples les utopies des salons du faubourg Saint-Germain ; ils semaient partout la discorde, et menaçaient sans ménagement les possesseurs des domaines nationaux. Les esprits commencèrent à s'aigrir et les partis à se former. Dans leur ignorance, les absolutistes appelèrent du nom de *buonapartistes* tout ce qu'il y avait de constitutionnels : la France fut bientôt scindée en deux partis.

Les esprits étaient en cet état de fermentation, lorsque le 12 juillet, l'abbé de Montesquiou lut aux chambres un rapport sur la situation du royaume ; c'était une censure envenimée de la révolution tout entière, depuis 1789 jusqu'à la restauration. Cette diatribe est demeurée un modèle du genre. Le ministre ne faisait grâce à rien. Une foule d'écrits vigoureux répondirent à cette agression de la contre-révolution. Le ministère répliqua par une loi destructive de la liberté de la presse, en opposition directe avec l'esprit et la lettre de la charte ; il établit une censure préalable.

Effrayé de la mâle énergie d'un grand peuple, le gouvernement de Louis XVIII écartait avec soin tout ce qui pouvait contribuer à exalter l'honneur national, à élever l'esprit public : il comprimait l'essor des sentiments généreux ; il fomentait l'esprit de discorde et de haine ; sa marche était tortueuse, rétrograde ; ses mesures, ses actes, ses écrits, ses idées, tout chez lui était marqué du sceau de la petitesse et de la fausseté.

L'armée, découragée, humiliée, en butte aux plus odieuses calomnies, aux soupçons les plus outrageants, dévorait impatiemment ses regrets. Deux noblesses en présence se mesuraient des yeux et se narguaient jusque dans le palais du souverain.

La France alors avait changé d'aspect ; ses habitants, de caractère. Chaque domaine national avait deux propriétaires ; chaque village voyait un seigneur disputer au maire ses droits et l'autorité municipale. La population des campagnes, poussée durement sous le joug du clergé, qui déjà parlait de dîmes, résistait en murmurant. La nation tout entière enfin, trompée dans ses espérances, inquiète, effrayée, soupirait après un changement, et l'appelait de tous ses vœux.

Ainsi, la restauration, corrompue dans sa source, égarée dans sa direction, marchait contre son but ; elle n'était plus que le triomphe d'un parti ! parti faible, odieux, antinational ; sédiment que les flots d'une inondation de cosaques avaient déposé sur le sol de la patrie, comme une trace impure et durable de leur rapide passage.

Depuis que la guerre avait cessé, les représentants des principaux états de l'Europe s'étaient réunis à Vienne pour y régler les intérêts compliqués qui s'étaient élevés pendant les longues vicissitudes de vingt-cinq ans de guerres. On attendait, de cette assemblée européenne, de nobles décisions,

d'importantes, mais justes modifications ; on n'y vit qu'égoïsme, avidité, manque de foi. Tout devait être fondé sur le principe de la *légitimité* ; et par une conséquence de l'obscurité de ce mot talismanique, chacun l'interprétant suivant ses vues, l'Autriche adjugea le trône de Ferdinand de Naples à Murat son allié, et se donna la république de Venise ; la Russie maintint la couronne de Gustave à Bernadotte, et prit la Pologne ; la Prusse demanda les états du roi de Saxe ; l'Angleterre obtint la république de Hollande pour le prince d'Orange ; celle de Gênes échut au roi de Sardaigne : enfin Ferdinand VII fut reconnu roi d'Espagne, malgré les réclamations de son père, détrôné par des factieux à Aranjuez. Tant de prétentions en présence, le choc de si grands intérêts, devaient produire une rupture générale : elle éclata partiellement.

L'attention du congrès se porta sur le royaume de Naples ; et Talleyrand, en particulier, insista sur ce point, que conserver à Murat la souveraineté de ce beau royaume, c'était compromettre la paix future de l'Europe pour consolider un empire fondé sur les principes de Napoléon, et gouverné par son beau-frère. La France, par son organe, demandait à l'Autriche de lui sacrifier Murat ; elle s'offrait même d'aller le détrôner.

Le roi de France, dans le même temps, rappela, par une proclamation, tous les Français qui étaient au service du royaume de Naples, et fit omettre dans l'Almanach royal le nom du roi Joachim. Murat, alarmé de ces démonstrations d'intentions hostiles, se prépara à défendre sa couronne contre les entreprises injustes des souverains alliés.

Au milieu de cette crise, le maréchal Soult fut appelé au ministère de la guerre. Sa nomination au moment où les courtisans se montraient le plus acharnés à flétrir la gloire, et à déprécier les services des guerriers nationaux, produisit en général dans l'armée l'effet d'une défection.

Les appréhensions de l'armée étaient fondées ; l'espoir de l'émigration fut rempli. Le maréchal signala son avènement au pouvoir par l'injustice et l'arbitraire. Pour plaire aux Bourbons, il devint lâchement le persécuteur de ses anciens frères d'armes. Le général Exelmans fut rayé des contrôles de l'armée ; les officiers en demi-solde se virent en butte à mille vexations ; le terme de paiement du faible secours que leur accordait l'état, fut reculé de façon à combler leur ruine.

Dès lors le retour de Napoléon fut le but de toutes les espérances, l'objet de tous les vœux. Le mal était si grand, qu'il y eut même des conjurations pour délivrer la France de la sale tyrannie qui pesait sur elle.

Napoléon, informé de l'agitation des esprits, jugea le moment opportun pour ressaisir la couronne ; il crut que l'intérêt de la France l'y invitait ; il n'ignorait pas d'ailleurs que déjà le congrès de Vienne se disposait à le faire enlever de l'île d'Elbe, pour le transporter à Sainte-Hélène : de plus on ne tenait aucune des conditions du traité qui l'avait exilé ; ainsi, il était entraîné par l'incitation de sa défense personnelle à faire un coup d'éclat. Il fit acheter des felouques à Gênes, des munitions de guerre à Naples et des armes à Alger.

Le dimanche 26 février, tout fut prêt ; alors le bataillon de la vieille garde et tous les fidèles serviteurs qui s'étaient exilés à l'île d'Elbe reçurent l'ordre de s'embarquer. Chacun pensait que l'expédition était dirigée sur Naples ou sur quelque autre point de l'Italie. A huit heures du soir, Napoléon mit le pied sur le brick l'Inconstant, et s'écria, comme César : *Le sort en est jeté !* Les officiers, les soldats de la flottille entouraient silencieusement Napoléon, tout le monde brûlait

d'apprendre où l'on allait. Au bout d'une heure, il rompit le silence : *Grenadiers, dit-il, nous allons en France, nous allons à Paris.* A ces mots tous les visages s'épanouirent, et les cris de *vive la France ! vive l'empereur !* retentirent sur les sept bâtiments composant la flottille.

Le lendemain, on aperçut un brick de guerre français qui venait vent arrière sur *l'Inconstant*. C'était le *Zéphyre*, commandé par le capitaine Andrieux.

Le capitaine de *l'Inconstant* proposa d'aborder ce brick, et de l'enlever ; mais Napoléon repoussa cette idée comme absurde, excepté dans le cas où l'on serait forcé d'en venir aux extrémités. Il ordonna à ses grenadiers de se cacher dans l'entrepont. Les deux bricks furent bientôt à portée de la voix, et se firent les saints d'usage. Le commandant du *Zéphyre* ayant reconnu le brick de l'Ile d'Elbe, demanda des nouvelles de l'empereur ; et Napoléon lui répondit lui-même, avec un porte-voix, qu'il se portait fort bien.

Avant de quitter l'île d'Elbe, Napoléon avait rédigé deux proclamations ; lorsqu'il fallut les mettre ait net, personne ne put les déchiffrer. Il les jeta dans la mer, et en dicta deux autres, l'une adressée à l'armée, l'autre au peuple français. Tous ceux qui savaient écrire en firent aussitôt des copies : les tambours, les bancs, les bonnets servirent de pupitres, et chacun se mit gaiement à l'ouvrage.

Les généraux, les officiers firent aussi une adresse à l'armée. Elle était à peine achevée que l'on aperçut les côtes d'Antibes.

Le sol sacré de la France fut saluée avec enthousiasme.

Le 1er mars, à trois heures, la flottille mouilla au golfe Juan. Deux heures après, Napoléon mettait pied à terre. Une vive émotion s'empara de son cœur en revoyant cette France, dont il venait faire la pacifique conquête. Le bivouac fut établi dans un champ d'oliviers. Vingt-cinq grenadiers et un capitaine de la garde furent aussitôt envoyés à Antibes pour sonder les dispositions de la garnison, et l'entraîner, dans le cas où elles seraient favorables ; mais emportés par leur ardeur, les grenadiers entrèrent dans la ville aux cris de vive l'empereur ! Le commandant fit lever les pont-levis et les retint prisonniers.

A la nouvelle de cet échec, quelques officiers voulaient marcher sur Antibes, et l'enlever de vive force, pour prévenir le mauvais effet que pouvait produire la résistance de cette place. Mais pour Napoléon les moments étaient précieux, il résolut de remédier à l'événement d'Antibes en marchant plus vite que les nouvelles.

Dans la soirée on amena au bivouac un courrier qui venait de Paris, précédant le prince de Monaco. Napoléon le questionna, et reçut de cet homme l'assurance que son nom était dans toutes les bouches, et que partout on le regrettait hautement. Il interrogea aussi quelques paysans : l'un d'eux, ancien militaire, voulut absolument suivre Napoléon : *Bon*, dit en riant l'empereur au comte Bertrand, *voilà déjà un renfort.*

Déjà les proclamations de l'empereur au peuple et à l'armée se répandaient autour de lui et précédaient au loin sa marche. Dans la première, après un tableau rapide de ses dernières victoires, il déclarait qu'à cette époque l'élite de l'armée ennemie allait être perdue sans ressource, quand la double trahison de Marmont et d'Augereau avait changé le destin de la guerre. Il poursuivait : *Français, élevé au trône par votre choix, tout ce qui a été fait sans vous est illégitime Un prince qui régnerait sur vous par la force des mêmes armées qui ont ravagé notre territoire, chercherait en vain à s'étayer des principes du droit*

féodal, il ne pourrait assurer l'honneur et les droits que d'un petit nombre d'individus ennemis du peuple... Français, il n'est aucune nation qui n'ait eu le droit de se soustraire au déshonneur d'obéir à un prince imposé par un ennemi victorieux un moment. Lorsque Charles VII rentra dans Paris et renversa le trône éphémère de Henri VI, il reconnut qu'il tenait son trône de la vaillance de ses braves, et non pas d'un prince régent d'Angleterre.

Son langage à l'armée était encore plus véhément :

Soldats, nous n'avons pas été vaincus. Deux hommes sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur pays, leur prince, leur bienfaiteur. Arrachez cette couleur que la nation a proscrite, et qui, pendant vingt-cinq ans, servit de ralliement à tous les ennemis de la France ; arborez cette cocarde tricolore que vous portiez dans nos grandes journées ; reprenez vos aigles... Pensez-vous que cette poignée de Français, aujourd'hui si arrogants, puissent en soutenir la vue ? ils retourneront d'où ils viennent ; et là, s'ils le veulent, ils régneront comme ils prétendent avoir régné depuis dix-neuf ans !

Soldats, venez-vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres. La victoire marchera au pas de charge. L'aigle avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusque sur les tours de Notre-Dame ! Honneur aux braves soldats de la patrie ! honte éternelle aux Français criminels qui combattirent vingt-cinq ans avec l'étranger, pour déchirer le sein de la patrie !

Le bivouac fut rompu au lever de la lune, et Napoléon se mit en marche à la tête de cinq cents hommes de sa garde, de deux cents chasseurs corses, et de cent lanciers polonais. Ceux-ci, n'ayant pu embarquer leurs chevaux, en avaient emporté l'équipement, et marchaient gaîment courbés sous ce poids. Napoléon ne s'arrêta pas à Cannes ; il traversa la ville de Grasse le matin, il fit faire halte sur une hauteur un peu au-delà. Il y fut bientôt entouré de la population de cette ville, et il parcourut cette multitude comme il l'eût fait à un cercle des Tuileries : ce furent la même attitude, les mêmes demandes que s'il n'eût jamais quitté la France ; l'un se plaignait à l'empereur de n'avoir pas encore reçu sa pension ; l'autre priait qu'on voulût bien augmenter la sienne ; la croix de celui-ci avait été retenue dans les bureaux : celui-là demandait de l'avancement, et il fallut recevoir une foule de pétitions qu'on venait d'écrire à la hâte, et qu'on lui remettait comme s'il venait de Paris, faisant une tournée départementale.

Tout-à-coup on apprend à Paris que Napoléon a touché le sol français. La nouvelle arrive aux Tuileries le 5 mars : la terreur est générale à la cour ; tous les traîtres qu'elle a fêtés se proposent de la défendre. Le ministre Clarke n'ose plus se débotter ; les gardes-du corps, les mousquetaires, au milieu desquels il s'est réfugié, ne dorment plus que dans leurs manteaux, ne s'éveillent plus que pour se livrer à des fanfaronnades. Le ministère épouvanté se hâte de convoquer les chambres : les Bourbons, qui ne sont pas avarés de parjures, viennent dans leur sein prêter le serment à la charte. On placarda sur les murs de Paris cette proclamation : **Napoléon est déclaré traître et rebelle, pour s'être introduit à**

main armée dans le département du Var. Il est enjoint à tous les gouverneurs, aux commandants, aux gardes nationales, aux autorités, aux simples citoyens, etc., de lui courir sus, de l'arrêter, de le faire juger et exécuter immédiatement... Sont coupables des mêmes crimes et passibles des mêmes peines, tous ceux qui lui porteraient aide et assistance.

Monsieur, comte d'Artois, partit à la hâte pour Lyon. On fit promener dans Paris quelques séminaristes et des fils d'émigrés, que l'on signala comme des volontaires royaux au peuple qui les accueillit avec un rire de pitié, et qui les abreuva de tant de quolibets, que remplis de honte, ils allèrent se cacher. On en vit un jour, le lendemain on n'en vit plus.

Napoléon croyait trouver à Grasse une route qu'il avait ordonnée, elle n'avait pas été exécutée ; il lui fallut se résoudre à laisser dans cette ville sa voiture et les quatre pièces d'artillerie qu'il avait débarquées, et passer par des défilés difficiles et pleins de neige. Néanmoins il marchait comme l'éclair : le succès devait être dans la célérité. Le soir il coucha au village de Cerenon, après avoir fait vingt lieues. Le 3 mars, il arriva à Barème ; le 4 à Digne, et le 5 à Gap. Ce fut dans cette ville qu'il fit imprimer, pour la première fois, ses proclamations : le 6, Napoléon quitta Gap à midi, et alla à Corps. A mesure qu'il avançait, toutes les populations se prononçaient avec ardeur. Toutefois, l'empereur n'était pas sans de vives inquiétudes : les habitants, il est vrai, accouraient en foule sur sa route ; mais il n'avait encore vu aucun soldat. Ce ne fut qu'entre Mure et Vizile, que le général Cambronne marchant à l'avant-garde avec quarante grenadiers, rencontra un bataillon envoyé de Grenoble pour fermer le passage. Le chef de ce bataillon refusa de parlementer, : Napoléon n'hésita pas ; il s'avança seul : cent de ses grenadiers le suivaient à quelque distance, les armes renversées. La vue de l'empereur, son chapeau, sa petite redingote grise, firent un effet magique sur les soldats, qui demeurèrent immobiles : arrivé à quelques pas d'eux, il s'arrêta, effaça sa poitrine, et s'écria : *S'il est parmi vous un soldat qui veuille tuer son général, son empereur, il le peut : me voilà.* Le cri unanime de *vive l'empereur !* fut leur réponse. Napoléon alla droit alors à un vétéran dont le bras était chargé de chevrons, et, le prenant rudement par la moustache, il lui demanda s'il aurait eu le cœur de tuer son empereur. Le soldat, mouillé de larmes, mit la bague dans son fusil : il n'était pas chargé, *Tiens regarde si j'aurais pu te faire beaucoup de mal : tous les autres sont de même.* Napoléon commanda au bataillon un demi tour à droite, et l'on marcha sur Grenoble. Tous les paysans du Dauphiné bordaient les routes, ils étaient ivres de joie. Quand le premier bataillon hésitait encore, il se trouvait sur les derrières des milliers d'habitants qui cherchaient à le décider par leurs cris de *vive l'empereur !* tandis qu'une foule d'autres suivaient la marche de Napoléon, excitant la petite troupe à s'avancer, l'assurant qu'il ne lui serait fait aucun mal. La vallée du Gévaudan surtout offrit le spectacle le plus touchant qu'on puisse imaginer : c'était la réunion d'un grand nombre de communes ayant avec elles leurs maires et leurs curés. Du milieu de cette foule sort un des plus beaux grenadiers delà garde, qui manquait depuis le débarquement, et sur lequel on avait formé des doutes ; ses yeux étaient remplis de grosses larmes de joie : il tenait dans ses bras un vieillard de quatre-vingt-dix ans. C'était son père qu'il était allé chercher, et qu'il avait conduit au milieu de cette multitude, pour lui procurer le plaisir de voir l'empereur avant de mourir.

Bientôt après, on entendit au loin de nombreuses acclamations : c'était le 7^e de ligne, commandé par Labédoyère, qui venait se joindre à Napoléon. Les deux troupes, impatientes de se réunir, rompirent leurs rangs, et coururent

s'embrasser aux cris de *vive Napoléon ! vive la garde ! vive le septième ! vive la France !* Alors l'impulsion fut décisive.

En continuant sa marche sur Grenoble, Napoléon fut arrêté par un jeune négociant, officier de la garde nationale : *Sire, lui dit-il, je viens offrir à V. M. cent mille francs et mon épée.* — *J'accepte l'un et l'autre,* lui répondit Napoléon ; *restez avec nous.* Un peu plus loin il fut rejoint par un corps entier d'officiers.

Cependant le général Marchand, commandant à Grenoble, et le préfet s'étaient déclarés contre Napoléon. Les remparts étaient couverts par le 3^e régiment du génie, composé de deux mille vieux soldats, et par le 4^e régiment, d'artillerie, dans lequel Napoléon avait servi ; par les deux derniers bataillons du 5^e de ligne, et les hussards du 4^e.

Napoléon arriva sous les murs de Grenoble à huit heures du soir : sa célérité avait déjoué toutes les mesures ; on n'avait pas eu le temps de couper les ponts ; mais les portes de la ville étaient fermées, et le commandant de la place refusa de les ouvrir. Dans cette circonstance, les soldats conservèrent, jusqu'à un certain point, l'obéissance envers leurs chefs ; mais ils employèrent, pour leur compte, la force d'inertie, comme un droit qu'ils croyaient leur appartenir. C'est ainsi qu'on vit un bataillon exécuter, toutes les manœuvres commandées, et ne vouloir pas communiquer avec la troupe de Napoléon ; mais il ne chargea point ses armes : il n'aurait pas tiré. Devant, Grenoble, toute la garnison sur les remparts criait *vive l'empereur !* on se donnait les mains par les guichets ; mais on n'ouvrait pas, parce que les supérieurs l'avaient défendu. Il fallut que Napoléon fît enfoncer les portes, ce qui s'exécuta sous la bouchère dix pièces d'artillerie des remparts chargées à mitraille.

Napoléon n'avait jamais paru exposé à un plus grand danger qu'en entrant à Grenoble. Les soldats, les habitants se jetèrent sur lui avec toutes les apparences de la rage ; on frémit un instant, on eût pu croire qu'il allait être mis en pièces ; il fut enlevé lui et son cheval ; mais ce n'était que le délire de la joie. A peine commençait-il à respirer dans l'auberge où il avait été déposé, qu'un redoublement de tumulte se fit entendre : c'étaient les portes de la ville que les habitants venaient lui offrir, au défaut des clés qu'on n'avait pu lui présenter. Le lendemain, le clergé de la ville, l'état-major, la cour impériale, les tribunaux et toutes les autorités civiles et militaires allèrent reconnaître Napoléon, et lui offrir leurs félicitations. L'audience finie, il passa la revue de la garnison, forte de cinq à six mille hommes, qu'il fit partir immédiatement pour Lyon.

Le 9 mars, après avoir rendu trois décrets qui signalèrent le rétablissement du pouvoir impérial, Napoléon se mit en route pour Lyon, et coucha à Bourgoin. La foule et l'enthousiasme allaient en augmentant.

On approchait de Lyon. Napoléon s'était fait précéder par des émissaires qui lui donnèrent avis que le comte d'Artois, le duc d'Orléans et le maréchal Macdonald voulaient défendre la ville, et qu'on allait couper le pont Morand et le pont de la Guillotière. Il rit de ces préparatifs, parce qu'il n'avait aucun doute sur les dispositions des Lyonnais, encore moins sur celles des soldats. En effet, une reconnaissance du 4^e hussards, étant arrivée à la Guillotière, y fut accueillie par l'immense population de ce faubourg patriote, aux cris de *vive l'empereur !* Aussitôt Napoléon s'y porta au galop.

Le maréchal Macdonald était parvenu à faire barricader le pont, et y conduisait en personne deux bataillons d'infanterie, lorsque les hussards se présentèrent précédés, entourés et suivis de toute la Jeunesse du faubourg. Le maréchal

contint les soldats pendant quelques moments ; mais émus, séduits, entraînés par les provocations du peuple et des hussards, ils se jetèrent sur les barricades, les brisèrent, et furent bientôt dans les bras et dans les rangs des soldats de Napoléon. A cinq heures du soir, la garnison tout entière s'élança au-devant de l'empereur. Une heure après, l'armée impériale prit possession de la ville. Napoléon y fit son entrée à sept heures, seul, en avant de ses troupes, au milieu d'une foule immense, qui faisait retentir l'air de ses acclamations.

Durant les quatre jours que Napoléon demeura à Lyon, il y eut constamment plus de vingt mille âmes sous ses fenêtres, les cris ne discontinuèrent pas. C'était comme un souverain qui n'aurait jamais quitté ses sujets : il signait des décrets, expédiait des ordres, passait des revues, recevait toutes les administrations ; toutes les classes de citoyens s'empressaient de faire preuve de dévouement. Il n'y eut pas jusqu'à la garde nationale à cheval, composée de ce qu'il y avait de plus ardent dans le parti opposé, qui ne sollicitât l'honneur de garder sa personne : *Je vous remercie de vos services*, leur dit Napoléon, *nos institutions ne reconnaissent point de gardes nationales à cheval, et d'ailleurs votre conduite envers le comte d'Artois m'apprend ce que vous feriez si la fortune venait à m'abandonner ; je ne vous soumettrai pas à cette nouvelle épreuve*. En effet, en quittant Lyon, M. le comte d'Artois n'avait trouvé qu'un gendarme qui se dévouât à le suivre. Napoléon le fit venir et le décora de l'étoile de la Légion, en lui disant : *Je n'ai jamais laissé une belle action sans récompense*.

A peine sorti de Lyon, Napoléon fit écrire au maréchal Ney, alors à Lons-le-Saulnier avec son armée, qu'il eût à mettre ses troupes en marche, et à venir le rejoindre. En partant de Paris, le maréchal Ney avait fait à Louis XVIII des protestations d'un dévouement sans bornes ; mais au milieu de l'entraînement général, abandonné par ses soldats, frappé des proclamations de Napoléon, des adresses du Dauphiné, de la défection des troupes de Lyon, de l'élan des provinces voisines et des populations environnantes, Ney, l'enfant de la révolution, se livra au torrent, et publia son fameux ordre du jour.

Dès ce moment, il correspondit avec le grand-maréchal, faisant fonctions de major-général ; il écrivit à Napoléon que tout ce qu'il venait de faire était principalement en vue de la patrie, et que, sentant qu'il avait dû perdre sa confiance, il allait se retirer chez lui : mais Napoléon lui fit dire de venir le rejoindre, et qu'il le recevrait comme le lendemain de la bataille de la Moskowa.

Napoléon coucha à Mâcon le 15, et le lendemain à Châlons. Il n'avait plus besoin, comme à Grenoble et à Lyon, d'attendre aux portes des villes ; le peuple et les magistrats accouraient à sa rencontre, et se disputaient l'honneur d'être les premiers à lui offrir leurs hommages.

A Châlons, il fut fort étonné de voir de l'artillerie ; on lui apprit alors qu'elle était destinée à agir contre lui, mais qu'on l'avait arrêtée au passage pour la lui présenter.

Napoléon marchait presque en poste ; nulle, part il n'y avait ni combat, ni lutte, ni opposition ; ce n'était à son aspect qu'un changement de décorations théâtrales. Il entra le 17 à Auxerre, où, pour la première fois, il fut reçu par un préfet. Le maréchal Ney arriva à huit heures du soir ; il se montra embarrassé, et ne demanda à Napoléon qu'une place parmi ses grenadiers. Sa conduite, en effet, lors de l'abdication de Fontainebleau, n'avait pas été irréprochable. Napoléon lui sauta au cou, et tout fut oublié.

Napoléon apprit en route que des Vendéens étaient partis de Paris déguisés en femmes et en soldats pour l'assassiner ; les officiers de sa maison redoublèrent de surveillance ; mais il semblait avoir pris à tâche de défier les coups de ses ennemis ; il était sans cesse dans la foule, confondu avec le peuple et les soldats.

Quoique Napoléon dût penser qu'on voudrait lui disputer l'approche de la capitale, il n'en continua pas moins sa marche rapide. S'il l'eût voulu, il aurait pu arriver à Paris avec deux millions de paysans ; mais il se borna à s'entourer des troupes qu'il rencontrait sur son passage. Les généraux Girard et Cambronne marchaient en avant avec quelques centaines de braves ; cette avant-garde avait des cartouches ; l'armée de Napoléon traînait à sa suite une soixantaine de pièces de canon, afin de surmonter toute résistance qui lui serait opposée. Napoléon avait dit au général Cambronne : *J'espère que vous ne tirerez pas un seul coup de fusil* ; et cette prédiction s'accomplit.

Le 20 mars, à neuf heures du soir, Napoléon arriva à Paris, comme à Grenoble, comme à Lyon, à la fin d'une longue journée de marche, et à la tête des troupes mêmes qui avaient été réunies pour s'opposer à son entrée. Les Bourbons ne l'avaient pas attendu, ils avaient fui emportant avec eux les diamants de la couronne, qui appartiennent à la nation, et traînant à leur suite tous les traîtres que la crainte d'un juste châtiment plutôt qu'un dévouement réel à leur cause engageait à quitter la France. Dès que Napoléon parut dans la cour des Tuileries, on se précipita sur lui, mille bras l'enlevèrent et l'emportèrent en triomphe dans le palais. Les appartements offraient en ce moment la réunion confuse d'une foule immense de généraux, d'officiers, de fonctionnaires qui couraient dans tous les sens, s'embrassaient, et épanchaient sans contrainte leur joie et leur ravissement : les salles semblaient métamorphosées en un champ de bataille, où des frères, des amis échappés inopinément à la mort, se retrouvent après la victoire. L'heure avancée put seule mettre fin à ces scènes attendrissantes. Durant le reste de la soirée, Napoléon s'entretint longuement avec Fouché et les autres ministres et dignitaires de l'état ; tous s'émerveillaient de son retour à Paris. Napoléon leur répétait sans cesse : *Ce sont les gens désintéressés qui m'ont ramené dans ma capitale : ce sont les sous-lieutenants et les soldats qui ont tout fait : c'est au peuple, c'est à l'armée que je dois tout.*

Le peuple de Paris passa la nuit sur la place du Carrousel et dans les Tuileries ; pendant trois jours l'affluence ne diminua pas. On se portait pour voir l'empereur. Tout le monde était en fête, jamais on n'avait pu être témoin d'un pareil enthousiasme : on ne rencontrait que des figures rayonnantes d'allégresse. Les jeunes gens, formés en groupes, parcouraient les rues en chantant la Marseillaise et l'Hymne de Roland. On était heureux, on était fier, c'est que l'homme de l'époque était revenu ; et s'il se pouvait qu'il revînt une seconde fois, le délire serait plus grand encore ! Quels transports après les lâchetés sans nombre du juste-milieu, les affronts qu'il a laissé faire à la France, les humiliations qu'il a acceptées pour elle, les inutiles combats dans lesquels il a prodigué le sang de ses soldats, dont il ballotte ou réprime le courage au gré de la sainte-alliance !

CHAPITRE VINGT-SEPTIÈME

SOMMAIRE : Réorganisation du gouvernement impérial. — Négociations. — Napoléon est mis hors de la loi des nations. — Préparatifs de guerre. — Intempestive agression de Murat. — Le Champ-de-Mai. — Promulgation de l'acte additionnel aux constitutions de l'empire. — Ouverture des chambres. — Napoléon part de Paris. — Force respective des armées. — Trahison de Bourmont et Clouet. — Bataille de Fleurus. — De Waterloo— Situation et ressources de la France. — Etrange conduite des chambres. — Indécents débats à la chambre des pairs. — Nouvelle abdication de Napoléon. — Il demande à combattre l'ennemi comme général en chef. — Vaine tentative d'Exelmans. — Capitulation de Paris. — Rentrée de Louis XVIII. — Stupeur du peuple.

1815.

Dès le lendemain de son arrivée, Napoléon s'occupa de réorganiser le gouvernement impérial. Cambacérès, après quelques difficultés, accepta le ministère de la justice ; le duc de Vicence aurait voulu servir activement dans l'armée, mais Napoléon le plaça aux affaires étrangères ; le maréchal Davoust fut nommé ministre de la guerre ; le duc de Gaète et le comte Mollien reprirent les portefeuilles des finances et du trésor ; Maret, duc de Bassano, fut replacé au ministère de la secrétairerie d'état ; Decrès fut rappelé à la marine ; Fouché fut chargé de la police, parce que Cambacérès, Maret, Lavalette, Savary même, Real, et toutes les personnes en qui Napoléon pouvait avoir le plus de confiance, se réunirent pour témoigner de sa conduite en 1814 ; ce choix déplut à la France ; sous le nom de Fouché ou sous celui de duc d'Otrante, auquel s'attachait déjà l'infamie, cet homme était également odieux à la France ; en revanche, la nomination de Carnot au ministère de l'intérieur produisit un bon effet, seulement on fut choqué de lui voir donner le titre de comte qu'il ne refusa pas. Le duc de Rovigo fut nommé commandant général de la gendarmerie ; M. de Montalivet, ancien ministre de l'intérieur, devint intendant de la liste civile. Le conseil d'état fut réorganisé sur l'ancien pied et composé à peu près des mêmes membres. Napoléon rappela auprès de lui ses anciens aides-de-camp, à l'exception du général Lauriston, et leur nombre fut augmenté des généraux Letort et Labédoyère. Les généraux Bertrand et Drouot furent maintenus dans leurs places de grand-maréchal du palais et de major-général de la garde. Napoléon replaça près de sa personne la plupart des chambellans, des écuyers et des maîtres de cérémonies qui l'entouraient en 1814. Enfin, il réorganisa la maison de l'impératrice.

Par ses décrets de Lyon, Napoléon avait renversé la chambre des pairs et celle des députés, appelé les électeurs au champ de mai, aboli la noblesse féodale et déclaré que le trône est fait pour la nation, et non point la nation pour le trône : il avait chassé les émigrés non rayés ; expulsé de l'armée les étrangers et les

émigrés ; rendu à la Légion-d'Honneur ses dotations et ses prérogatives, et rétabli sur leurs sièges les magistrats qui en avaient été éloignés.

Le 26 mars, tous les grands corps de l'empire furent admis à exprimer les vœux de la France : Napoléon répondit aux ministres que sa devise était tout à la nation et tout pour la France. Il dit au conseil d'état qu'il avait renoncé aux grandes idées, et que désormais le bonheur et la consolidation de l'empire français seraient l'objet de toutes ses pensées.

Napoléon ne perdit pas de vue la classe ouvrière qui l'avait surnommé le grand entrepreneur ; les travaux commencés avant 1814 furent repris avec activité et la capitale redevint un vaste atelier.

Le 27 mars, Napoléon annonça aux troupes, en les passant en revue, que le roi, le comte d'Artois, le duc de Berry et le duc d'Orléans avaient passé la frontière du Nord et étaient allés chercher un asile chez l'étranger. De toute la famille des Bourbons, le duc et la duchesse d'Angoulême persistaient seuls à lutter contre leur mauvaise fortune. La duchesse essaya d'ensanglanter Bordeaux en y organisant la guerre civile, mais le général Clausel y mit bon ordre ; le duc, à la tête des volontaires du Languedoc, de ceux de la Provence et de quatre régiments, composant en tout une armée de dix à douze mille hommes, s'était avancé vers Lyon : déjà il était entré à Valence, lorsque la défection d'une partie des troupes de ligne le mit tout à coup dans la nécessité de faire sa retraite : pressé bientôt par les colonnes du général Grouchy arrivées de Lyon, et par celles du général Gilly venant de Nîmes, le duc d'Angoulême, n'ayant plus l'espoir d'être secouru par les troupes du roi de Sardaigne, consentit à se rendre.

Il fut convenu entre le général Gilly et le baron de Damas que l'armée du prince serait licenciée, et que le prince s'embarquerait à Cette ; mais le général Grouchy ne crut pas devoir autoriser l'exécution de la convention, sans avoir pris les ordres de Napoléon. La nouvelle de cet événement fut transmise à Paris par le télégraphe. L'empereur, aussitôt, adressa la lettre suivante au général Grouchy.

M. le comte Grouchy, l'ordonnance du roi, en date du 6 mars, et la déclaration signée à Vienne le 13, par ses ministres, pourraient m'autoriser à traiter le duc d'Angoulême comme cette ordonnance et cette déclaration voulaient qu'on me traitât, moi et ma famille ; mais, constant dans les dispositions qui m'avaient porté il ordonner que les membres de la famille des Bourbons pussent sortir librement de la France, mon intention est que vous donniez des ordres pour que le duc d'Angoulême soit conduit à Cette, où il sera embarqué, et que vous veillez à sa sûreté et à écarter de sa personne tout mauvais traitement.

L'empereur demandait seulement que le duc d'Angoulême s'engageât à faire restituer les diamants de la couronne.

Napoléon voulut alors tenter la voie des négociations auprès des puissances ; mais le congrès qui, à l'instigation de Talleyrand, s'était déjà prononcé, maintint sa première résolution. En rompant la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, était-il dit dans ce manifeste, Bonaparte a détruit le seul titre légal d'où dépendait son existence ; et en reparaisant en France avec des projets de trouble et de désordre, il s'est privé de la protection des lois, et a prouvé à l'univers qu'il ne peut plus y avoir ni paix ni trêve avec lui.

En conséquence, les puissances déclarèrent que Napoléon Bonaparte s'était placé en dehors des relations civiles et sociales, et que, ennemi et perturbateur du

repos du monde, il était livré comme tel à la vindicte publique. Elles ajoutaient que, fermement résolues à maintenir entièrement le traité de Paris du 30 mai 1814 et les dispositions sanctionnées par ce traité, ainsi que celles qui avaient été prises depuis, ou qui pourraient l'être à l'avenir, afin de le consolider et le rendre complet, elles emploieraient tous leurs moyens pour que la paix générale, objet des désirs de l'Europe et le but constant de leurs travaux, ne pût plus être troublée, et pour prévenir toute entreprise qui menacerait de replonger le monde dans les désordres des révolutions.

Ce manifeste fut suivi immédiatement d'un traité entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie, qui renouvelait et confirmait l'alliance formée entre ces puissances, à Chaumont. Chacune des parties contractantes s'engageait à tenir constamment sur pied une armée de cent cinquante mille hommes, avec une égale proportion de cavalerie et d'artillerie ; et à ne pas poser les armes, sans un commun consentement, jusqu'à ce que le but de la guerre fût atteint, ou qu'on eût rendu Bonaparte incapable de troubler la paix de l'Europe. Les autres puissances de l'Europe devaient être invitées à accéder à ce traité.

Cet acte, en mettant Napoléon hors la loi, appelait plutôt contre lui le poignard des assassins que le glaive de la justice. Mais les alliés semblaient alors avoir pris pour devise : Si veut la fin, si veut les moyens. En conséquence de ces résolutions, par lesquelles les puissances ne rougissaient pas d'appeler à leur aide le poignard des assassins, toute l'Europe accélérait ses préparatifs de guerre ; et le nombre des troupes avec lesquelles les alliés se disposaient à rentrer en France, était évalué à un million et onze mille soldats.

C'est dans ces conjonctures que l'on apprit l'irruption de Murat dans les états du pape. Napoléon en quittant l'île d'Elbe lui avait expédié un émissaire à Naples, chargé de l'instruire de son dessein de rentrer en France. Il engageait alors son beau-frère à dépêcher un courrier à Vienne, et à signifier, en son nom, aux puissances qu'il était résolu à maintenir le traité de Paris, et qu'il renonçait spécialement à toute prétention sur l'Italie. Il pensait désarmer par là les rois de l'Europe, dont les troupes étaient déjà parvenues derrière l'Inn, l'Oder et le Niémen. Du reste, l'empereur jugeant que, dans tous les cas, les hostilités ne pourraient commencer avant la fin de juillet, faisait observer à Murat que la France et Naples auraient le temps nécessaire pour se concerter. Il lui recommandait donc de renforcer son armée, et surtout, s'il était attaqué, de se conduire d'après le principe qu'il valait mieux reculer qu'avancer ; livrer bataille derrière le Tagliamento que derrière le Pô ; enfin, il l'avertissait de considérer qu'il pouvait beaucoup comme diversion, et lorsqu'il serait appuyé par une armée française, mais *qu'il ne pouvait rien sans cela*. Malgré ces conseils, Murat pour agir n'attendit pas même l'arrivée de Napoléon à Paris. Il crut que la presque île, soulevée à sa voix, allait le proclamer le libérateur de l'Italie.

Il se mit donc à la tête d'une armée de cinquante mille hommes ; et, sans expliquer ses intentions, il s'empara de Rome, d'où le pape et les cardinaux avaient pris la fuite. Il menaçait toute la ligne du Pô, que les forces autrichiennes ne pouvaient pas maintenir ; et le 31 mars, il adressa une proclamation à tous les Italiens, les excitant à s'armer pour l'affranchissement de leur pays. La proclamation était signée Joachim Napoléon.

Cette proclamation ne produisit d'effet que sur la classe élevée, sur les étudiants surtout de l'université de Bologne ; Murat marcha néanmoins vers le nord. Il défait le général autrichien Bianchi, et occupa Modène et Florence.

L'attitude de Murat était capable d'alarmer l'Europe. S'il pénétrait plus avant dans la Lombardie, il pourrait unir ses efforts à ceux de Napoléon, qui venait de se replacer sur le trône, et ses forces seraient probablement augmentées par des milliers de vétérans de l'armée du prince Eugène. L'Autriche s'en alarma ; le congrès fut confirmé par cette folle agression dans sa pensée, que Napoléon ne reparaitrait sur la scène politique que pour bouleverser toute l'Europe, et les préparatifs de guerre se poursuivirent avec d'autant plus d'ardeur, Ainsi, dit l'empereur, deux fois en proie aux plus étranges vertiges, le roi de Naples fut deux fois la cause de nos malheurs ; en 1814, en se déclarant contre la France ; en 1815, en se déclarant contre l'Autriche.

Les succès de Murat furent de courte durée ; l'Italie restait sourde à sa voix, ou plutôt s'étonnait de la confiance d'un roi proclamant l'indépendance, et n'offrant pour caution du succès que sa gloire effacée, et sa bravoure mal secondée par une nuée de faibles Napolitains. En effet, l'armée autrichienne passa le Pô, battit Murat, et le poursuivit dans Naples même, où elle entra victorieuse le 12 mai.

La guerre, dès-lors, pressa la France de tous les côtés à la fois : des renforts nombreux vinrent grossir les rangs des Autrichiens en Lombardie ; ils s'avancèrent vers les Alpes, au pied desquelles se rassemblaient les troupes du roi de Sardaigne. Au nord, les Anglais et les Prussiens se trouvèrent en ligne dans les premiers jours de juin. Les Russes accouraient ; leurs premières colonnes avaient passé Nuremberg le 19 mai, elles commençaient à se former sur les bords du Rhin. L'empereur de Russie et le roi de Prusse quittèrent Vienne le 26, et l'empereur d'Autriche le 27. Ces souverains allèrent se mettre à la tête de leurs armées. L'Angleterre jetait sur nos côtes des hommes, des armes et des munitions pour alimenter nos discordes civiles, et la Vendée levait l'étendard de la révolte.

Napoléon dut préparer ses moyens de défense avec un redoublement d'activité.

A son retour, l'armée présentait un effectif de cent quarante mille hommes, force à peine suffisante pour garder les places de guerre et les principaux établissements maritimes. Toutes les flottés étaient désarmées et les équipages congédiés, à l'exception d'un vaisseau de ligne et de trois frégates à Toulon, et de deux frégates à Rochefort. Il fut fait que l'armée de terre pourvût à la défense des ports militaires. Le matériel de l'artillerie, malgré les pertes éprouvées, pouvait suffire aux besoins des plus grandes armées, et réparer les pertes qu'elles pourraient faire dans plusieurs campagnes. Mais les arsenaux ne contenaient que cent mille fusils neufs, et trois cent mille à réparer ; cela était très-insuffisant. Toutes les places fortes étaient désarmées ; les palissades et les approvisionnements de siège avaient été vendus.

Huit cent mille hommes étaient jugés nécessaires pour combattre l'ennemi à forces égales. Napoléon porta ses premiers soins sur le moral de l'armée. Il restitua aux régiments les numéros qu'ils avaient illustrés par tant de combats depuis 1793, il créa les cadres des 3e, 4e et 5e bataillons des régiments d'infanterie, des 4e et 5e escadrons de cavalerie, ceux de trente bataillons d'artillerie, de vingt régiments de jeune garde, de dix bataillons d'équipages militaires, et de vingt régiments de marine. Il requit deux cents bataillons de garde nationale d'élite, forts chacun de cinq cent soixante hommes. Il rappela sous les drapeaux tous les anciens militaires : tous quittèrent leurs occupations pour endosser leur vieil uniforme. Cet appel devait produire deux cent mille hommes. La conscription de 1815 fut rappelée : elle devait donner cent quarante mille hommes. Un appel de deux cent cinquante mille hommes devait être

proposé aux chambres dans le courant de juillet : la levée eût été terminée en septembre. Le nombre des officiers, sous-officiers et soldats en réforme ou en retraite, s'élevait à plus de cent mille ; trente mille étaient en état de servir ; on les rappela sous les drapeaux. Mais l'objet le plus important était les armes à feu : l'artillerie prit les mesures nécessaires, elle parvint à fabriquer en un mois ce qu'en un temps ordinaire elle n'eût pu faire confectionner en six. Les manufactures de draps propres à l'habillement des troupes étaient nombreuses en 1812 et 1815 ; elles pouvaient fournir à tous les besoins de l'armée ; mais, en 1815, elles n'existaient plus. Dès le mois d'avril, le trésor avança plusieurs millions aux fabricants pour les relever.

Les fournisseurs avaient livré vingt mille chevaux de cavalerie avant le 1er juin ; dix mille tout dressés furent achetés et payés comptant aux gendarmes qui les remplacèrent à leur choix. D'autres ressources portèrent à quarante-six mille, au 1er juin, le nombre total des chevaux en ligne ou dans les dépôts. L'artillerie en comptait dix-huit mille à la même époque.

Tous les services ne pouvaient se faire qu'argent comptant ; la plupart des fournisseurs et entrepreneurs exigeaient même des avances ; cependant, la dette publique et les pensions étaient servies avec la plus grande exactitude : toutes les dépenses de l'intérieur, loin d'être diminuées, étaient augmentées ; le grand système des travaux publics avait repris son activité dans toute la France. Le trésor négocia quatre millions de rentes de la caisse d'amortissement à cinquante pour cent, qu'il remplaça en crédit de bois nationaux ; cela produisit net de tous escomptes, quarante millions argent comptant, qui rentrèrent avec une incroyable rapidité.

L'infatigable activité de Napoléon, et ses talents prodigieux enfantèrent ces immenses résultats, comme par enchantement. Il est vrai que l'élan national le secondait partout. Les contribuables devançaient la plupart les époques du recouvrement des impositions ; un grand nombre y joignaient des dons patriotiques.

Le 1er octobre, la France aurait eu un état militaire de huit à neuf cent mille hommes complètement armés, organisés et habillés ; mais la difficulté consistait à pouvoir éloigner les hostilités jusqu'à cette époque. Au 1er octobre, les frontières de l'empire eussent été des frontières inexpugnables que l'Europe en armes n'eût pas franchies impunément.

Pendant que le général Lamarque et le général Travot étouffaient à sa naissance l'insurrection vendéenne, alimentée par l'Angleterre, Napoléon fit fortifier Paris et Lyon ; le général Haxo fut chargé des ouvrages destinés à couvrir Paris ; ceux de la rive droite de la Seine étaient terminés et armés de sept cents pièces de canon au 1er juin ; il fallait encore quinze jours pour achever ceux de la rive gauche. Les travaux de la défense de Lyon, confiés au général Léry, étaient élevés et armés le 25 juin. Des approvisionnements considérables avaient été formés dans cette grande ville, dont le patriotisme et le courage assuraient d'ailleurs la défense.

Au 1er juin, l'effectif des troupes françaises sous les armes était de cinq cent-cinquante-neuf mille hommes ; ainsi, en deux mois, le ministère de la guerre avait levé quatre cent quatorze mille hommes : près de sept mille par jour. Ni Carthage, indignée d'avoir été trompée par Scipion ; ni Rome, voulant conjurer le danger de Cannes ; ni la législature soulevée par le manifeste du duc de Brunswick ; ni la Montagne en 1793, n'avaient montré plus d'énergie, plus

d'activité que Napoléon dans ce court espace de temps. Il est impossible de citer trois mois de l'histoire ancienne ou moderne mieux employés. L'ordre et l'économie, unis à la plus grande activité, distinguèrent l'administration de cette époque. Mais le temps était un élément nécessaire, et le temps manqua à Napoléon. Il eut encore contre lui sa conduite politique à l'intérieur : en arrivant, il avait parlé le langage de la liberté, et il s'était empressé de rendre hommage à la souveraineté du peuple ; il avait proclamé hautement le droit des gouvernés de concourir à l'établissement du gouvernement fait pour eux ; il s'était engagé à favoriser la réunion d'une vraie représentation nationale, pour délibérer une constitution. Déjà même, un décret avait rendu aux communes le droit d'élire les maires et les officiers municipaux. Enfin la presse était libre. Un contrat se préparait entre le monarque et la nation, des hommes sages, des publicistes habiles mûrissaient les éléments de ce grand travail sous les yeux de l'empereur : la France était dans l'attente. Tout-à-coup, reculant devant son ouvrage, Napoléon s'épouvante à l'idée de la liberté ; habitué à jouir sans partage du pouvoir absolu, il craint la France ; ... c'en est assez, l'empereur révoque toutes ses promesses, il octroie à son tour une *ordonnance de réformation* ! L'acte additionnel aux constitutions de l'empire fut publié le 22 avril. Les Français, arrêtés brusquement dans leur élan vers la liberté, virent avec douleur que Napoléon ne la leur avait présentée que comme un appât, qu'il s'en était servi comme moyen, mais qu'elle n'était pas son but. Le mécontentement fut général ; l'empereur entendit des murmures de funeste présage. Des voix indépendantes l'avertirent qu'il avait blessé profondément la nation. Il reconnut cette faute, et s'efforça de la pallier par de nouvelles promesses ; elles furent sans effet : le coup était porté.

Napoléon, par un décret daté de Lyon le 15 mars, avait pris l'engagement de réunir les collèges électoraux à Paris, en assemblée extraordinaire du Champ-de-Mai, afin de modifier et de corriger les constitutions de l'empire, selon l'intérêt et la volonté de la nation. Les électeurs devaient en même temps assister au couronnement de Marie-Louise et du roi de Rome. Mais l'acte additionnel avait paru ; l'impératrice et son fils étaient retenus à Vienne ; cette grande solennité n'avait plus d'objet ; elle fut pourtant célébrée avec éclat le 1er juin, au Champ-de-Mars.

L'empereur y fit proclamer l'acceptation par le peuple de sa charte octroyée ; il en jura sur l'Evangile la religieuse exécution ; des discours furent prononcés, des aigles distribuées à la troupe. Paris s'émut, comme toujours, à la vue de cette pompe théâtrale ; la nation en lut les récits avec une profonde indifférence ; mais son attention fut, au contraire, vivement excitée par l'ouverture des séances du Corps-Législatif, peu de jours après. Les élections avaient été libres ; l'opinion de la France y devait enfin être représentée, la parole lui était rendue. Dès les séances préparatoires, l'empereur put savoir que les députés, tous patriotes, n'étaient pas disposés à marcher dans le sens qu'il lui plairait de leur imprimer. Toutefois la cérémonie de l'ouverture eut lieu le 7 juin, et le discours de Napoléon fut accueilli par le cri unanime de vive l'empereur ! mais l'adresse de la chambre, en réponse à ce discours, indiquait que les députés ne regardaient pas la constitution de l'empire et l'acte additionnel donné par l'empereur, comme offrant assez de garanties à la liberté et à l'égalité du peuple français.

La constitution est notre point de ralliement, répondit Napoléon aux députés ; elle doit être notre étoile polaire dans les moments d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on

doit avoir dans ses dispositions, serait un malheur pour l'état ; nous nous trouverions au milieu des écueils, sans boussole et sans direction. La crise où nous sommes engagés est forte. N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de tous côtés par les Barbares, se rendit la risée de la postérité, en s'occupant de discussions abstraites, au moment où le bélier brisait les portes de la ville.

Napoléon, en déniaut au peuple le droit de faire lui-même sa constitution, crut sans doute se concilier la bienveillance des souverains absolus ; il espérait les convaincre, que lui seul était capable de comprimer un élan révolutionnaire, auquel toutes les nations d'Europe ne manqueraient pas de vouloir s'associer plus ou moins. Peut-être espérait-il leur fournir la démonstration, que sur le trône de France, il était plus capable de gouverner dans leur intérêt que les Bourbons. Quoi qu'il en fût, ce changement dans ses dispositions contribua singulièrement à refroidir les esprits. A Paris, on parvint, à la vérité, à organiser un corps de fédérés ; mais il n'y eut d'impulsion prononcée, nationale, de fédération véritablement imposante, que dans une partie de la Bretagne, et dans les départements qui, l'année précédente, avaient souffert de l'invasion : l'irritation y était encore violente ; la défense de Napoléon s'y confondit naturellement avec la défense du territoire. Nulle part la résolution de repousser le joug de l'étranger ne se manifesta avec plus d'énergie que dans nos provinces de l'Est. Dès les premiers jours d'avril, les habitants se portèrent sur les hauteurs qui dominent les défilés, les routes, les passages, et travaillèrent à y élever des retranchements. Chacun mettait la main à l'œuvre. On s'égayait, on s'animait l'un l'autre : partout, dans ces contrées, on remarquait le même zèle, la même ardeur ; les Vosges entières se hérissèrent de fortifications : dans les villes, dans les villages, et jusque dans le moindre hameau, on ne rencontrait que des Français dévoués. En peu de jours, les forts furent approvisionnés, et les montagnes remplies d'armes, de vivres, de munitions de toute espèce. Pour dérober à l'ennemi la connaissance des lieux où se trouvaient ces objets, on les enferma dans des cavernes dont les officiers municipaux et les commandants militaires avaient seuls le secret. L'Alsace entière semblait transformée en un camp. Hommes, femmes, enfants, vieillards, tous avaient pris les armes ou l'hoyau ; tous voulaient contribuer à la défense commune ! De tous côtés retentissaient les chants patriotiques et les cris de *vive la liberté ! vive la France !* Il y avait entre toutes les classes une émulation sans égale. Les uns construisaient des redoutes, les autres coulaient des balles, remontaient de vieux fusils, confectionnaient des cartouches ; enfin, tous les bras étaient en mouvement.

Une scène touchante et digne des temps antiques eut lieu à Mulhausen. Les personnes les plus distinguées de la ville s'étaient réunies pour donner un bal au général Rapp. L'assemblée était brillante et nombreuse ; vers la fin de la soirée on parla de guerre : les dames discutaient entre elles et s'entretenaient des dangers de la patrie ; tout-à-coup une des plus jeunes demoiselles propose à ses compagnes de jurer qu'elles n'épouseront que des Français qui aient défendu les frontières. Des cris de joie, des battements de mains accueillent cette proposition. De toutes les parties de la salle, on se dirige vers cet essaim de beautés ; on les environne, on se presse autour d'elles. Le général Rapp lui-même se joint à la foule ; il applaudit à la motion généreuse qui vient d'être faite, et reçoit le serment que chacune des jeunes patriotes vient prêter entre ses mains.

Ce trait, qui rappelle les mariages des Samnites, a peut-être quelque chose de plus admirable encore. Ce qui était une institution chez ce peuple, fut parmi nous l'effet d'une résolution spontanée ; chez eux le patriotisme était dans la loi ; chez nous il était dans le cœur des jeunes filles.

Les forces alliées s'étaient, comme on l'a vu, mises en marche dès le commencement du mois de mai : elles se composaient des troupes de quatorze puissances, et s'élevaient à six cent mille hommes, qui, dans le courant de juillet, devaient être prêts à attaquer la France. Le Portugal et la Suède n'avaient pas fourni de contingent, et l'Espagne ne faisait pas partie de la ligue : elle devait agir isolément. L'armée anglaise, commandée par Wellington, et l'armée prussienne, sous les ordres de Blücher, furent les premières en mesure de se battre : le 1er juin, elles étaient déjà fortes de plus de deux cent vingt [mille] soldats, qui, rassemblés en Belgique, n'attendaient que le signal de franchir la frontière. Napoléon résolut de les prévenir par une vigoureuse offensive. Le 12 juin, il quitta Paris, après avoir pris toutes ses dispositions pour faire de cette capitale et de Lyon deux grands centres de résistance. Son projet était de dissoudre la coalition par un coup de tonnerre ; et, s'il échouait dans cette première tentative, de se rabattre sur les deux principales villes de l'empire, en disputant le terrain pied à pied, afin de laisser à la guerre le temps de se nationaliser, et de prendre un caractère interminable.

Le 13, il arriva à Avesnes ; aussitôt il visita les fortifications de la place, et eut une conférence avec les commandants des corps. Le 14 au soir, son quartier-général était à Beaumont, et l'armée française, divisée en quatre corps, et forte de cent quinze mille combattants, était campée, la gauche à Laire et à Solre-sur-Sambre, le centre à Beaumont et la droite en avant de Philippeville. Notre cavalerie comptait vingt-un mille cinq cents chevaux, et nous pouvions mettre en batteries trois cent cinquante pièces de canon.

L'armée prussienne, sous les ordres de Blücher, comptait à elle seule plus de cent vingt mille hommes, parmi lesquels dix-huit mille cavaliers. Trois cents bouches à feu composaient le matériel de son artillerie, et elle était divisée en quatre corps, dont la concentration ne pouvait encore s'effectuer que dans l'intervalle de quinze heures. Le quartier-général prussien était à Namur, à seize lieues de Bruxelles, où les Anglais avaient établi le leur. Cent mille combattants, dont seize mille chevaux, formait l'effectif de l'armée anglo-hollandaise, commandée par Wellington j qui pouvait mettre en batterie plus de deux cent cinquante pièces de canon. Ces troupes, réparties en deux grands corps, étaient tellement dispersées, que, pour les rassembler autour de Charleroi, il ne fallait pas moins de deux jours.

Dans la nuit du 15 au 15, des espions rapportèrent au quartier-général français que tout était tranquille à Namur, à Bruxelles et même à Charleroi. La sécurité des deux armées ennemies donnait l'espoir de les séparer pour les combattre l'une après l'autre : c'était déjà un véritable succès de leur avoir dérobé pendant deux jours la connaissance des mouvements que nous avions faits. Bientôt on eut la certitude que même les hussards de leurs avant-postes étaient sans défiance. Cependant dès la veille, le général Bourmont, chef d'état-major du corps de Gérard, le colonel Clouet et l'officier d'état-major Villontray, étaient passés à l'ennemi : en apprenant cette lâche désertion qui avait jeté de l'inquiétude dans l'esprit du soldat, Napoléon s'écria : **Leurs noms seront en exécration tant que le peuple français formera une nation.**

Napoléon avait calculé que l'armée prussienne serait la première réunie ; il concevait même l'espérance de l'attaquer avant que tous ses corps se fussent joints.

Le 15, au point du jour, toute l'armée se mit en mouvement sur trois colonnes ; les avant-gardes prussiennes furent culbutées. Napoléon entra à Charleroi à onze heures, précédé de la cavalerie du général Pajol, qui sabrait les Prussiens fuyant devant elle. Cette ville venait d'être évacuée à la hâte par le corps prussien du général Ziéthen, qui fut également chassé de Gilly. Napoléon ordonna alors au maréchal Ney de se rendre à Gosselies, d'y prendre le commandement de toute la gauche de l'armée, de donner tête baissée sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Bruxelles, et de prendre position avec les quarante mille hommes sous ses ordres, au-delà des Quatre-Bras. Les Prussiens s'étaient retirés sur Fleurus.

Après avoir entamé le corps de Ziéthen, Napoléon revint à Charleroi pour y recevoir tous les rapports. Dans la nuit du 15 au 16, la gauche de l'armée française, alors sous les ordres du maréchal Ney, avait son quartier-général à Gosselies. Le centre bordait le bois vis-à-vis de Fleurus, la droite était en avant du Châtelet ; la garde, impériale était échelonnée entre Fleurus et Charleroi.

L'armée prussienne avait son premier corps rallié à Fleurus ; les trois autres corps étaient en mouvement pour se réunir à leurs points de concentration, afin de se porter ensuite sur Sombref et Ligny. L'armée anglaise venait seulement de recevoir l'ordre de se rallier.

Le 16 au matin, Napoléon donna ordre au général Kellermann de se porter, avec son corps de cuirassiers, aux Quatre-Bras, pour y renforcer la gauche. Il fit dire en même temps au maréchal Ney de marcher en avant avec ses troupes, et de prendre une bonne position au-delà de celle des Quatre-Bras, puisqu'il ne l'avait pas prise la veille ; et, dans le cas où l'armée prussienne recevrait la bataille près de Fleurus ou de Gembloux, de faire un détachement sur le flanc droit des Prussiens. Napoléon marcha sur Fleurus avec tout le centre. La droite, sous les ordres du général Gérard, joignit le centre à une heure après midi.

Napoléon ne tarda pas à reconnaître l'armée prussienne, dont la gauche était à Sombref, le centre à Ligny, la droite à Saint-Amand. Cette position de bataille était très-forte par elle-même ; mais elle parut extraordinaire, car les Quatre-Bras se trouvaient sur les derrières des Prussiens, dont la droite était ainsi tout-à-fait en l'air. L'armée prussienne paraissait forte de quatre-vingt-dix mille hommes, et semblait attendre l'arrivée du corps de Bülow, d'une part, et de l'autre, l'arrière-garde de l'armée anglo-hollandaise aux Quatre-Bras. Napoléon résolut d'attaquer à l'instant. Toute l'armée fit un changement de front, l'aile droite en avant, en pivotant sur l'extrémité de la gauche. De nouveaux ordres furent envoyés au maréchal Ney ; il lui était prescrit d'attaquer avec la plus grande vigueur, et de tomber sur les derrières de l'ennemi, aussitôt qu'il aurait pris position en avant des Quatre-Bras. Ce mouvement devait causer la ruine totale de l'armée prussienne. Napoléon en était si persuadé, qu'il fit dire à ce maréchal que le sort de la France était entre ses mains.

Cependant à Namur, Blücher, averti du mouvement des Français, en donna sur-le-champ l'avis à Wellington, et pressa la concentration de ses forces qu'il dirigea vers le point menacé. L'alarme fut grande à Bruxelles : le courrier du feld-maréchal surprit Wellington au milieu d'une fête : des ordres furent expédiés à l'instant même pour rassembler l'armée anglaise.

A trois heures, tous les préparatifs étant terminés, Vandamme aborda la droite de l'ennemi à Saint-Amand, que la division Gérard devait tourner. Quelques instants après, Gérard attaqua le centre à Ligny, en même temps que Grouchy rejetait au-delà du ruisseau de Ligny toute la cavalerie ennemie, et forçait la gauche des Prussiens à rentrer dans sa position de Sombref. La canonnade et la fusillade engagées sur toute la ligne, le feu devint très-vif, Le village de Ligny fut pris et repris plusieurs fois : à cinq heures et demie, le général Gérard n'en était pas encore maître. Napoléon allait faire une attaque décisive sur ce point important, avec sa garde et toute la cavalerie, lorsque le général Vandamme l'envoya prévenir qu'à une lieue sur sa gauche, une colonne ennemie, d'une vingtaine de mille hommes, débouchait des bois et tournait les Français, en ayant l'air de se porter sur Fleurus. Ce mouvement paraissait inexplicable : il fallait que ce corps ennemi eût pénétré entre le corps du maréchal Ney et la gauche de l'armée : Napoléon fit faire halte à sa garde, et ordonna diverses dispositions pour recevoir cette colonne. A six heures et demie, l'aide-de-camp, envoyé par Napoléon pour reconnaître les mouvements de cette colonne, vint annoncer que c'était le premier corps d'armée, commandé par le général d'Erlon. L'erreur une fois reconnue, il fallut une demi-heure pour rappeler les réserves, et ce ne fut qu'à sept heures que Napoléon put marcher sur Ligny. L'attaque eut lieu comme elle avait été projetée ; mais cette malheureuse erreur l'avait retardée de deux heures. Ligny fut emporté ; les Prussiens, battus partout, ayant leur centre enfoncé, leur droite tournée au-delà de Saint-Amand par la division Gérard, abandonnèrent précipitamment le champ de bataille, et se mirent en retraite dans plusieurs directions. Quarante pièces de canon, six drapeaux et un grand nombre de prisonniers tombèrent au pouvoir des Français. L'obscurité de la nuit ne permit pas d'obtenir tous les résultats qu'on devait espérer de cette victoire.

Dans cette journée, l'armée prussienne, forte de quatre-vingt-dix mille hommes — le corps de Bülow, arrivant de Liège, ne la rejoignit que dans la nuit —, fut battue par soixante mille Français. Le maréchal Blücher, renversé de son cheval, fut quelques instants au pouvoir de nos cuirassiers.

Blücher opéra sa retraite en deux colonnes, l'une par Tilly, l'autre par Gembloux. C'est là que le général Bülow le rejoignit, dans la nuit, avec les trente mille Prussiens qui n'avaient pas pris part à la bataille.

Pendant que le centre et la droite de l'armée française obtenaient ce succès, de grandes fautes se commettaient à la gauche : déjà, le 15, Ney s'était arrêté trop longtemps à Marchiennes, et n'avait pas pris position en avant des Quatre-Bras, ainsi que Napoléon le lui avait prescrit. Il s'excusa en disant qu'ayant eu avis que toute l'armée prussienne était à Fleurus, il craignait de se trouver débordé par sa droite en se portant aux Quatre-Bras. Par la même raison, le lendemain, 16, il n'exécuta pas l'ordre de se diriger à la pointe du jour sur les Quatre-Bras, position qui n'était alors occupée que par des troupes légères, qui ensuite le fut par une division hollandaise depuis midi jusqu'à l'arrivée des divisions anglaises, à quatre heures : de sorte que l'occupation de cette position si importante, qui n'offrait aucun obstacle depuis le jour jusqu'à midi, qui était facile de midi à quatre heures, devint impossible à l'approche de la nuit. Ce ne fut qu'après avoir entendu la canonnade du côté de Ligny, que le maréchal Ney se décida à attaquer la position des Quatre-Bras ; mais, par une autre fatalité inexplicable, il ne s'y porta qu'avec vingt-deux mille hommes, laissant en arrière la cavalerie légère de la garde, et le corps entier du général d'Erlon.

Les Anglais avaient alors trente mille hommes aux Quatre-Bras. Il est impossible de se battre avec plus de courage et d'ardeur que le maréchal Ney et ses troupes n'en montrèrent aux Quatre-Bras ; et s'il eût employé la cavalerie de la garde et le corps d'Erlon, cette portion de l'armée entière aurait été détruite et rejetée au-delà de la Dyle. Mais, à la nuit, deux nouvelles divisions anglaises vinrent rétablir les affaires des ennemis. Ce renfort porta leurs forces à cinquante mille hommes ; dès-lors les troupes de Ney furent réduites à ne se battre que pour conserver leur position. Les mouvements du corps d'Erlon, sous les ordres de Ney, sont difficiles à expliquer ; il était resté à tort, la nuit du 15 au 16, échelonné entre Marchiennes et Julmet : il s'était ensuite dirigé sur Fleurus, par la route de Charleroi à Bruxelles, et par un autre faux mouvement, le 16 au soir, lorsqu'il fut instruit que le village de St-Amand était enlevé, il fit une seconde marche de flanc pour retourner près du maréchal Ney, qu'il ne rejoignit qu'à neuf heures du soir. Ainsi, durant cette journée, qui pouvait être décisive, ce corps ne fut utile nulle part.

Dans les autres campagnes, dit Napoléon, ce maréchal eût occupé à six heures du matin la position en avant des Quatre-Bras, eût défait ou pris toute la division belge ; il eût surpris en marche et détruit les divisions de Brunswick et une division anglaise sur la route de Bruxelles, et de là, marché contre deux autres qui accouraient par la chaussée de Nivelles, harassées de fatigue et sans artillerie.

Dans ces combats, les soldats français se battaient avec la même bravoure et la même confiance en la victoire, qu'ils avaient montrées dans les plus belles journées ; mais plusieurs généraux, le maréchal Ney lui-même, n'étaient plus les mêmes hommes. Ils n'avaient plus cette énergie, cette brillante audace qu'ils avaient si souvent déployées autrefois, et qui avaient eu tant de part aux grands succès. Ils étaient devenus craintifs et circonspects dans toutes leurs opérations ; leur bravoure personnelle seule leur était restée. C'était à qui se compromettrait le moins. Telle était la situation des esprits, que les soldats n'avaient réellement de confiance qu'en Napoléon : ils étaient disposés à se croire trahis à chaque instant.

Napoléon ne rentra à Fleurus, où était son quartier-général, qu'à onze heures du soir. Il reçut le rapport de ce qui s'était passé aux Quatre-Bras, et expédia tout de suite l'ordre au maréchal Ney d'avoir ses troupes prêtes à la pointe du jour, et de poursuivre vivement l'armée anglaise, aussitôt qu'elle commencerait sa retraite, qui devait être la conséquence de la perte de la bataille de Ligny par les Prussiens.

Le lendemain matin, Napoléon mit sous les ordres du maréchal Grouchy deux corps d'armée, et lui donna l'ordre de poursuivre vivement les Prussiens, de culbuter leur arrière-garde, et de les presser au point de ne pas les perdre de vue. Il lui prescrivit surtout de déborder l'aile droite des Prussiens, de manière à être toujours en communication avec le reste de l'armée. Napoléon avec les autres corps marcha aussitôt sur les Quatre-Bras, où il arriva avant le maréchal Ney. L'armée française se dirigeait ainsi sur Bruxelles en deux colonnes, l'une de gauche, commandée par Napoléon, et forte de soixante-six mille hommes et de deux cent cinquante bouches à feu, y compris les corps du maréchal Ney, ayant devant elle toute l'armée anglo-hollandaise ; l'autre de droite, forte de trente-six mille hommes et de cent dix bouches à feu commandée par le maréchal Grouchy, devait passer la Dyle à Wavres.

Le 17, à dix heures du soir, Napoléon croyant Grouchy à Wavres, lui expédia l'ordre de diriger sept mille hommes et une batterie du côté de Saint-Lambert, afin de le seconder dans la bataille qu'il allait livrer à Wellington. Bientôt après, on reçut des nouvelles de ce maréchal ; il mandait qu'il ignorait la route prise par Blücher ; la dépêche était datée de Gembloux. L'empereur lui fit adresser à l'ordre précédemment expédié à Wavres. Enfin, un nouveau rapport de Grouchy parvint, à deux heures du matin, au quartier-général ; il savait que Blücher était à Wavres, et s'apprêtait à l'y poursuivre à la pointe du jour. L'empereur, malgré toutes ces dispositions, ne croyait pas à la bataille du lendemain ; il était persuadé que les Anglais et les Prussiens allaient traverser la forêt de Soignes, et opérer leur jonction devant Bruxelles.

C'eût été beaucoup hasarder alors, que d'aller combattre au-delà de cette forêt, des forces plus que doubles, formées en position ; et cependant il fallait se hâter, les Russes, les Autrichiens, les Bavares allaient passer le Rhin, se porter sur la Marne ; le corps d'observation en Alsace n'était que de vingt mille hommes ! Préoccupé de ces pensées, l'empereur sortit à pied, à une heure du matin, accompagné seulement du grand-maréchal Bertrand. Il parcourut la ligne des grand'gardes ; la forêt de Soignes apparaissait comme un vaste incendie ; la campagne à l'entour resplendissait du feu des bivouacs. Napoléon, agité de la crainte que l'ennemi ne lui échappât, était attentif au moindre signe qui pouvait trahir la retraite des Anglais. Il crut un moment distinguer au loin le retentissement des pas d'une colonne en marche ; mais l'erreur fut courte ; bientôt tout rentra dans le silence, et, malgré la pluie, qui continuait à tomber avec violence, le camp ennemi restait enseveli dans un profond sommeil. Vers trois heures et demie, des rapports fidèles donnèrent à Napoléon la certitude qu'aucun mouvement rétrograde ne s'était opéré dans l'armée anglaise, et qu'elle se préparait à la bataille pour le lendemain. Le jour commençait à poindre ; l'empereur rentra plein de satisfaction à son quartier-général ; sa seule inquiétude était que le mauvais temps ne mit obstacle à ses projets. Mais déjà l'atmosphère s'éclaircissait ; Napoléon, à l'aspect des premiers rayons du soleil, espéra le voir éclairer, avant la fin du jour, la perte de l'armée anglaise et la gloire de la France, prête à se relever plus puissante et plus grande que jamais !

Les Anglo-Hollandais étaient rangés en bataille sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles, en avant de la forêt de Soignes, occupant une ligne de hauteurs à partir d'un plateau dominant le château de Gomont jusqu'au penchant d'un autre plateau qui couronne les fermes de la Haye et de la Papelotte. A huit heures et demie, on venait de servir le déjeuner de l'empereur, le maréchal Ney se présenta en assurant que les colonnes de Wellington étaient en pleine retraite, et commençaient à disparaître dans la forêt : **Vous avez mal vu, répondit l'empereur ; il n'est plus temps ; il s'exposerait à une perte certaine ; il a jeté les dés, et ils sont pour nous.**

On vint alors annoncer à Napoléon que l'artillerie pouvait déjà manœuvrer, mais avec quelques difficultés, qui dans une heure seraient bien diminuées. Aussitôt il monte à cheval, reconnaît la ligne ennemie ; après un quart d'heure de réflexion, il dicte le plan de la bataille, que deux généraux écrivent assis par terre ; et les aides-de-camp volent dans toutes les directions, portant des ordres aux divers corps d'armée déjà sous les armes, et pleins d'ardeur et d'impatience.

Peu à peu l'armée s'ébranla et se mit en marche sur onze colonnes ; jamais de si grandes masses ne se remuèrent avec tant de facilité ; elle était complètement rangée en bataille vers dix heures et demie. L'empereur parcourut les rangs ; il

serait difficile d'exprimer l'enthousiasme des soldats. Les derniers ordres donnés, Napoléon, à la tête de sa garde, se posta sur les hauteurs de Rossomme ; il découvrait de là les deux armées ; la vue s'étendait fort au loin à droite et à gauche du champ de bataille. Le combat s'engagea d'abord sur la gauche, au bois de Gomont, défendu par les gardes anglaises ; Jérôme Bonaparte l'enleva plusieurs fois, et plusieurs fois il en fut repoussé. Ces vicissitudes employèrent une partie de la matinée. Le bois occupé, le château était encore vivement disputé ; l'empereur fit avancer sur ce point une batterie d'obusiers, qui mit le feu aux toits ; les Français restèrent maîtres de cette position.

Avant de donner le signal de l'attaque du centre, confiée au maréchal Ney, l'empereur, jetant un dernier coup-d'œil autour de lui, aperçut du côté de Saint-Lambert un nuage qui lui parut être des troupes. Il consulta Soult, son major-général, qui crut distinguer une force de cinq à six mille hommes, et jugea que ce devait être le détachement demandé à Grouchy. Les avis se partagèrent dans l'état-major. Napoléon, incertain, ordonna au général Daumont de diriger vers ce point sa division de cavalerie, pour communiquer avec ces troupes, si elles appartenaient au corps de Grouchy, ou pour les contenir, si elles étaient ennemies.

Un quart d'heure après, une lettre interceptée apprit à l'empereur que c'était Bülow qui s'avancait de ce côté avec trente mille Prussiens, Il était onze heures ; l'ordre fut expédié à Grouchy de venir prendre à dos ce corps d'armée, et le comte de Lobau se porta au-devant de Bülow à la tête de dix mille hommes. Par cette disposition, Napoléon restait avec cinquante-neuf mille combattants contre quatre-vingt-dix mille. Il fit alors observer à Soult que les chances favorables étaient bien diminuées pour l'armée française, par l'arrivée des Prussiens : **mais, ajouta-t-il, si Grouchy répare l'horrible faute qu'il a commise de s'amuser à Gembloux, et envoie son détachement avec rapidité, la victoire en sera plus décisive, car le corps de Bülow doit être entièrement perdu.**

A midi, les tirailleurs étaient engagés sur toute la ligne ; mais il n'y avait encore eu de combat que sur la gauche, dans le bois et au château de Gomont : Bülow paraissait stationnaire. L'empereur envoie l'ordre au maréchal Ney d'enlever la ferme de la Haye-Sainte et le village de la Haye, afin de couper la communication de Wellington avec Bülow. Alors quatre-vingts bouches à feu vomissaient la mort sur toute la gauche des Anglais ; une de leurs divisions est détruite. Cependant une charge de la cavalerie ennemie repousse l'infanterie française, lui enlève deux aigles, et désorganise sept pièces de canon ; aussitôt l'empereur lance sur les assaillants une brigade des cuirassiers du général Milhaud : la cavalerie anglaise est rompue, l'artillerie reprise, l'infanterie protégée.

Le combat fut terrible sur ce point, et le terrain vaillamment disputé ; mais, après trois heures d'une lutte opiniâtre, la ferme de la Haye-Sainte était au pouvoir des Français, malgré la belle résistance des Écossais ; la 2e division belge, les 5e et 6e anglaises, étaient écrasées et repoussées avec de grandes pertes, et deux régiments de dragons entièrement détruits : le général Picton avait été né sur le champ de bataille.

Au milieu de cette horrible mêlée, l'empereur parcourait les rangs parmi les boulets et la mitraille ; le brave général Devaux tomba mort à ses côtés. A quatre heures la victoire paraissait décidée : le désordre était dans l'armée anglaise ; les charrois, les bagages, les blessés pressaient leur retraite par le principal débouché de la forêt, des milliers de fuyards sabrés par la cavalerie se précipitaient en foule sur la chaussée de Bruxelles, quand Bülow, en se

rapprochant, opéra sa diversion. An même instant, l'empereur, qui fondait tant d'espérances sur l'arrivée du corps de Grouchy, fut informé que ce maréchal n'avait pas encore quitté Gembloux à dix heures du matin !

La canonnade était vivement engagée entre les troupes de Bülow et celles de Lobau. Les Prussiens, marchant droit au centre de la ligne d'opération de l'armée française, s'avancèrent bientôt à tel point, que leur artillerie labourait la chaussée devant et derrière la Belle-Alliance, où se trouvait l'empereur. Pour repousser cette attaque, Napoléon ordonne au général Duhesme, commandant deux divisions de la jeune garde, de se porter en avant, avec vingt-quatre pièces de canon, formidable batterie, dont le feu, commencé un quart d'heure après, a bientôt acquis la supériorité sur celui de l'ennemi. La jeune garde est à peine engagée que les Prussiens s'arrêtent ; on remarque de l'indécision dans toute leur ligne. Le général Morand s'avance à son tour, suivi des bataillons de la vieille garde ; Bülow recule alors : il était en retraite à sept heures du soir.

Déjà le comte d'Erlon s'était emparé des fermes de la Haye et de la Papelotte, débordant la gauche des Anglais et la droite des Prussiens ; mais vers cinq heures, pendant l'attaque de Bülow, la cavalerie légère, poursuivant l'ennemi au-delà du hameau de la Haye-Sainte, sur le plateau qui se prolonge à droite et à gauche de la chaussée, avait été ramenée par une cavalerie supérieure en nombre. Alors le général Milhaud, à la tête de ses cuirassiers, et Lefèvre-Desnouettes avec les chasseurs et les lanciers de la garde, gravissent les hauteurs et occupent le plateau : les Anglais repoussés abandonnent tout le champ de bataille entre la Haye-Sainte et Mont-Saint-Jean.

A la vue de ces charges brillantes, des cris de victoire s'élèvent autour de l'empereur. Cependant, peu satisfait de cette occupation prématurée du plateau : **C'est trop tôt d'une heure**, dit-il, **mais il faut soutenir ce qui est commencé.**

Aussitôt, il envoie aux trois mille cuirassiers Kellermann l'ordre d'appuyer la cavalerie dans sa position. Pendant cet instant de crise, tout ce qui se trouvait à la portée de Napoléon l'observait avec inquiétude. On cherchait à lire dans ses yeux si l'armée était victorieuse ou en danger ; son regard plein de calme ranima la confiance. C'était, depuis vingt ans, la cinquantième bataille rangée qu'il commandait.

Cependant la division de grosse cavalerie de la garde, sous les ordres du général Guyot, en deuxième ligne derrière les cuirassiers Kellermann, suivait au grand trot, et se portait aussi sur le plateau. L'empereur s'en aperçut, et envoya le comte Bertrand pour la rappeler ; mais elle était déjà engagée, et tout mouvement rétrograde eût été dangereux. Ainsi, dès cinq heures, Napoléon fut privé de sa réserve de cavalerie, de cette réserve qui, bien employée, lui avait si souvent donné la victoire.

Toutefois, ces forces réunies enfoncent l'ennemi ; tout est culbuté devant elles. Enfin, les Anglais et les Prussiens repoussés, écrasés, et cette brave cavalerie restée maîtresse du plateau qu'elle avait conquis, la bataille était gagnée. L'armée française, moins forte de moitié, venait de battre cent vingt mille ennemis qui fuyaient devant elle.... Mais tout-à-coup ils s'arrêtent et se rallient ; un événement décisif venait de tout changer ; Blücher entra en ligne avec trente-un mille Prussiens.

Si le maréchal Grouchy eût couché devant Wavres, comme il le devait et en avait l'ordre, le soir du 17, Blücher y fût resté en observation avec toutes ses forces. Si le maréchal, comme il l'avait écrit de Gembloux, à deux heures du matin, eût

pris les armes à la pointe du jour, il fût du moins arrivé à Wavres assez à temps pour arrêter Blücher ; la victoire était encore certaine. Mais, parti à dix heures seulement de Gembloux, il se trouva vers midi à moitié chemin de Wavres ; là, il entendit l'épouvantable canonnade de Waterloo ; aucun militaire exercé ne pouvait s'y tromper, ni douter un moment que l'empereur ne fût aux prises avec toute l'armée anglaise. Et cependant, malgré les vives sollicitations des généraux Exelmans et Gérard, qui le pressaient de voler au secours de Napoléon, il continua sa marche sur Wavres. Grouchy n'y trouva plus que le corps de Thielman ; Blücher en était parti le matin, et à sept heures du soir il débouchait sur le champ de bataille, ouvrant la communication entre Bülow et Wellington.

L'un et l'autre se croyaient perdus ; ils reprennent courage, et redoublent d'efforts pour regagner du terrain. A cet instant critique, Napoléon conçut et ordonna une belle et brillante manœuvre dont la réussite devait, malgré l'intervention de Blücher, décider en faveur des Français l'issue de la bataille : c'était un grand changement de front, dans le but de remplacer par des troupes fraîches les régiments des corps les plus maltraités ; de dégager et d'appuyer la cavalerie trop aventurée sur le plateau de la Haye-Sainte, et enfin de faire face à la fois aux deux armées ennemies.

La résolution des chefs, la valeur héroïque des soldats, tout seconde dans les premiers moments le dessein de l'empereur. Le choc est terrible, Ney, démonté, marche à la tête des grenadiers ; Napoléon lui-même conduit quatre bataillons de la garde en avant de la Haye-Sainte, et par son ordre des aides-de-camp parcourent toute la ligne, annonçant l'arrivée de Grouchy. Il s'efforçait ainsi d'animer la troupe, tandis que huit autres bataillons de la garde, restés en arrière, accouraient sur ce point. Il était important qu'elle s'engageât tout à la fois ; cependant, la cavalerie étant décontenancée avant d'être immédiatement soutenue par de l'infanterie, l'empereur fait avancer les quatre premiers bataillons, sous les ordres du général Friant. Ils attaquent avec impétuosité ; des charges de cavalerie portent la terreur dans les rangs anglais. Le soleil était couché : le général Friant blessé, passant auprès de l'empereur, lui dit que tout va bien, que l'ennemi se dispose à la retraite, et qu'elle sera décidée aussitôt que les huit autres bataillons de la garde donneront. Ils venaient d'arriver depuis quelques minutes ; l'empereur les range en bataille, ils allaient déboucher, il fallait encore un quart d'heure.... Mais tout-à-coup Blücher, parvenu au village de la Haye, culbute la division chargée de le défendre.... Il faisait déjà nuit : c'est là que, du sein des ténèbres, s'éleva ce funeste cri de *saue qui peut !*

A ce signal de détresse, à cette annonce d'une irrémédiable défaite, dont l'avis avait dès cinq heures été répandu sur tous les derrières de notre armée par des hommes à cheval, courant à toute bride, quelques soldats se troublent et reculent ; en un clin d'œil l'effroi les saisit, il se propage, on fuit ; la déroute est complète sur ce point. La trouée faite, la ligne rompue, la cavalerie ennemie inonde le champ de bataille ; Bülow revient sur ses pas et attaque de nouveau. Alors la cohue devient telle, qu'il faut ordonner un changement de front à la garde ; au même instant, de nouvelles divisions de cavalerie anglaise chargent à leur tour... Le désordre parvient au comble, il est épouvantable partout à la fois. L'empereur, les maréchaux Soult et Ney, les généraux Bertrand, Drouot, Flahaut, Labédoyère, Gourgaud, n'eurent que le temps de se jeter dans le carré de la garde, commandé par Cambronne ; ce général, atteint d'un éclat d'obus à la tête, est renversé de cheval. La mitraille porte le ravage et la mort, dans les rangs éclaircis de ce qui tient encore, et l'obscurité, ajoutant à l'horreur de ce désastre, ravit à l'empereur tout moyen d'y porter remède.

La nuit voilà une foule de beaux faits d'armes et de traits glorieux, dont les récits, recueillis depuis, seront à jamais l'entretien de la France ; ils charmèrent alors un moment ses douleurs, et toute la nation répéta ces accents héroïques d'un brave : **La garde meurt, et ne se rend pas !**

Napoléon resta quelques moments encore sur un mamelon, avec les débris de la garde ; mais le feu de l'ennemi se rapprochant de minute en minute, il fallut se décider à la retraite. L'empereur la fit à travers champs : cavalerie infanterie, artillerie, tout était pêle-mêle. L'état-major gagna la petite ville de Genape. Là, Napoléon se flattait de rallier du moins un corps d'arrière-garde, il fit de vains efforts, rien n'était plus possible. Napoléon céda à la nécessité, il prit la route de Charleroi, après avoir expédié plusieurs officiers au maréchal Grouchy, pour lui annoncer la perte de la bataille.

Les pertes que les Français y firent furent très-grandes, dix-neuf mille hommes restèrent sur le champ de bataille, sept mille furent pris, avec la majeure partie du matériel ; mais les alliés, malgré leur victoire, y perdirent encore plus de monde, et leurs propres rapports en font monter le nombre à trente-trois mille hors de combat.

J'aurais dû mourir à Waterloo, a dit Napoléon ; mais le malheur veut que lorsqu'on cherche la mort on ne puisse la trouver. Il y a eu des hommes tués autour de moi, devant, derrière, de tous côtés, mais pas un boulet pour moi.

Cette journée était désastreuse, mais elle n'était pas irrémédiable : indépendamment du pont Sur la Dyle, au village de Genape, il y en avait plusieurs autres dans les villages voisins ; mais, au milieu de l'extrême confusion où était l'armée, tous les fuyards se dirigèrent sur Genape, qui, en un moment, en fut encombré. Tous les corps, toutes les armes étaient confondues : soldats d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, tous se pressaient, s'écartaient mutuellement. Beaucoup de charriots et de caissons étaient renversés, tant sur le pont que dans les rues : plusieurs étaient fixés entre eux, ce qui était un nouvel indice de la malveillance. Napoléon s'arrêta quelques instants pour essayer encore de rétablir un peu d'ordre ; mais le tumulte, augmenté par l'obscurité de la nuit, rendit de nouveau toutes ses tentatives inutiles. Il continua donc sa route, et arriva à cinq heures du matin à Charleroi. Il donna ordre aux équipages des ponts et à ceux des vivres, qui étaient restés en arrière de la ville, de partir sur-le-champ pour Philippeville et Avesnes, et de là se rendre à Laon.

Napoléon se rendit lui-même à Philippeville, d'où il expédia de nouveau des ordres au maréchal Grouchy pour faire sa retraite par Rhetel, sur Laon. Pendant ce temps, les débris de l'armée repassaient la Sambre aux ponts de Marchiennes, de Charleroi et du Châtelet, opérant ainsi la retraite sur plusieurs points, ce qui rendit le ralliement encore plus difficile.

Après avoir expédié tous les ordres que les circonstances rendaient nécessaires, Napoléon quitta Philippeville à deux heures après midi, y laissant le maréchal Soult pour, rallier le grand quartier-général, et les corps qui se porteraient sur cette place. Il se mit en marche sur Laon, d'où il expédia plusieurs de ses aides-de-camp ; il se rendit ensuite en toute hâte à Paris, afin de prévenir la commotion politique que la nouvelle du désastre pouvait, occasionner, de prendre les mesures les plus promptes, pour hâter et terminer tous les préparatifs de défense de la capitale, de préparer les esprits à la grande crise dans laquelle la France allait se trouver, et faire diriger aussitôt sur Laon toutes les troupes, tous les renforts qu'on pourrait tirer des dépôts et des places.

On avait eu des nouvelles du corps de Grouchy ; ce maréchal n'avait reçu, le 18, l'ordre de marcher sur Saint-Lambert qu'à sept heures du soir ; il était alors fortement engagé. Maître d'une partie de Wavres, il n'avait pas encore pu en déboucher. Dans ces circonstances, le maréchal avait envoyé sur Limale le corps de cavalerie du général Pajol et trois divisions d'infanterie pour y passer la Dyle et marcher contre Bülow. Ce mouvement avait réussi, et les hauteurs opposées avaient été enlevées ; mais il était nuit, et la grande bataille était terminée. Le 19, à la pointe du jour, les Prussiens attaquèrent à leur tour, mais ils furent repoussés partout. Les hauteurs de Wavres furent emportées, et le maréchal Grouchy se disposait à marcher sur Bruxelles, lorsqu'il reçut la nouvelle de la perte de la bataille de Waterloo, et l'ordre de battre en retraite, ce que le maréchal exécuta aussitôt en deux colonnes, l'une se dirigeant directement de Temploux à Namur, et l'autre par la grande route de Charleroi à Namur.

Les Prussiens voulurent attaquer les queues de ces colonnes ; mais ils furent vigoureusement repoussés, et perdirent quelques canons. Le maréchal arriva ainsi à Namur, d'où il prit la route de Dinant, laissant le corps du général Vandamme, tant pour détruire le pont de Namur (ce qu'on ne put exécuter), que pour faire l'arrière-garde, et contenir l'ennemi. Les Prussiens essayèrent de forcer le passage du pont ; mais, après avoir perdu beaucoup de monde, ils renoncèrent à cet espoir. Le corps de Vandamme se maintint dans la ville jusqu'à huit heures du soir, qu'il dut l'abandonner pour continuer le mouvement de retraite. Le 24, tout le corps du maréchal Grouchy arriva à Rethel, et le 26 il se réunit à l'armée sous Laon.

Toutes les ressources de la France ne s'étaient pas anéanties à Waterloo. Les débris de l'armée, après avoir passé la Sambre, et s'être ralliés sur plusieurs points, s'étaient rendus à Laon, et le 26 juin plus de soixante-cinq mille hommes se trouvaient rassemblés sous cette ville. La désertion avait produit un vide dans nos rangs ; mais il était facile de le combler, tous les vieux soldats couraient aux armes, on en avait déjà formé plus de vingt bataillons. Trois cent mille jeunes gens devaient être appelés sous les drapeaux ; tous les dépôts des régiments étaient arrivés dans les environs de la capitale ; la garde nationale soldée, et ses tirailleurs allaient être doublés : peu de jours suffisaient pour qu'elle formât une masse de plus le cent vingt mille combattants de bonne volonté ; vingt régiments de marine, des corps de partisans, qui s'organisaient partout dans les provinces les plus dévouées à la cause nationale ; l'insurrection des paysans dans l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne, la Franche-Comté, les Vosges, le Dauphiné, la Picardie, complétaient un ensemble de forces des plus formidables. Plus de cent cinquante mille fusils pouvaient être distribués sur-le-champ, et il y en avait plus de trois cent mille prêts à sortir des arsenaux. A Paris, on en fabriquait plus de quinze cents par jour, et l'on avait la certitude de pouvoir porter ce nombre à plus de quatre mille ; tous les ouvriers, serruriers, ciseleurs, orfèvres, ébénistes, étaient devenus armuriers ; et toutes les manufactures de France avaient triplé leurs produits. Plusieurs parcs considérables d'artillerie étaient sur la Loire, et plus de cinq cents pièces de campagne étaient renfermées dans Vincennes et dans l'enceinte de la capitale. Avant la fin de juin, Napoléon pouvait manœuvrer sur l'Aisne avec plus de quatre-vingt mille soldats, et, dix jours plus tard, il en eût opposé plus de cent cinquante mille à Wellington et à Blücher, qu'il eût forcés à suspendre leur marche, afin de la combiner avec celle des armées russe et autrichienne, qui n'avaient pas encore franchi le Rhin. Il eût ainsi gagné du temps pour multiplier et terminer les préparatifs de défense, et accroître ses forces, tandis que celles de l'ennemi se seraient affaiblies, soit par

la nécessité de masquer plus de cinquante places fortes, où se trouvaient de nombreuses garnisons, soit par le besoin d'assurer ses communications, et de contenir la population des départements, disposée à se révolter contre l'invasion. L'étranger rencontrant à chaque pas un obstacle et un péril, qu'auraient pu les six cent mille baïonnettes des rois contre le courage de tant de Français exaltés par le souvenir des injures récentes, et résolu à vaincre ou à mourir pour sauver la patrie d'un dernier affront ? Plus les alliés eussent pénétré avant sur le territoire, plus le danger pour eux eût été grand : les approches de la capitale se seraient hérissées de difficultés, et, dans la supposition d'un revers, la capitale elle-même, protégée sur les deux rives de la Seine par un système continu de fortifications, armée de six cents bouches à feu, environnée d'une double ligne d'ouvrages, couverte au loin par les places de Soissons, de Laon, de Château-Thierry, par les positions de Monttereau, de Nogent et de Meaux, aurait offert à notre armée un point d'appui central, d'où elle eût été à même de profiter de toutes les fautes inséparables de la complication des mouvements de ses adversaires. Lyon présentait un semblable avantage à Suchet ; et si ce maréchal, pour qui la campagne s'était ouverte par des succès, eût été obligé d'abandonner Montmélan, dont il s'était emparé, et de se replier devant l'ennemi qu'il avait rejeté au-delà du Mont-Cenis, son corps, rallié devant la seconde ville de France à toutes les gardes nationales de la contrée, aurait occupé toute l'armée autrichienne d'Italie.

Tels étaient encore les moyens militaires qui restaient à la France pour lutter contre la coalition, et lui arracher une paix glorieuse. C'était pour presser l'exécution de ces grandes mesures que Napoléon avait précipité son retour. Mais à peine était-il dans la capitale, d'où il voulait partir sous quarante-huit heures pour aller de nouveau se mettre à la tête de son armée, qu'il apprit que les deux chambres, méconnaissant son pouvoir, se constituaient en permanence, et déclaraient traître à la patrie quiconque voudrait les dissoudre. Bientôt les nouvelles les plus désastreuses circulèrent avec une effrayante rapidité. On annonçait que le maréchal Grouchy n'avait pas même réussi à rallier huit mille soldats, et que toutes les troupes qui avaient combattu à Mont-Saint-Jean étaient détruites. Les partisans de l'étranger cherchaient des prosélytes dans la garde nationale ; tout se désorganisait autour de Napoléon : il voulut faire tête à l'orage, et au sein de cette crise, sa première pensée fut de renverser par un coup d'état la représentation nationale ; mais il ne tarda pas à s'apercevoir que cet acte de despotisme n'aurait d'autre résultat que de paralyser de plus en plus son autorité. Dès-lors il se résigna à abdiquer en faveur de son fils, et dicta à son frère Lucien la déclaration suivante, adressée au peuple français.

En commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et le concours de toutes les autorités nationales. J'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclamations des puissances contre moi.

Les circonstances me paraissent changées ; je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir voulu réellement qu'à ma personne ! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français.

Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil du gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les chambres à organiser sans délai la régence par une loi.

Unissez-vous tous pour le salut public, et pour rester une nation indépendante.

NAPOLÉON.

Au Palais de l'Elysée, ce 22 juin 1815.

Dans cette grande crise politique, le parti royaliste était demeuré spectateur : les patriotes seuls avaient agi. C'était dans l'intérêt de la nation et de la liberté qu'ils avaient exigé l'abdication de l'empereur : ils se mirent donc aussitôt à l'œuvre pour recueillir le prix de leur succès inespéré.

Une nouvelle constitution était devenue nécessaire ; on proposa d'en arrêter immédiatement les bases : mais cette proposition parut un peu prématurée ; il fut résolu qu'on se bornerait pour le moment à nommer un gouvernement provisoire, composé de cinq membres chargés d'exercer le pouvoir exécutif : deux, devaient être pris dans le sénat, et trois dans la chambre des représentants.

En même temps, pour conserver les égards dus à l'empereur, la chambre nomma une commission chargée de lui présenter une adresse de remerciements. Napoléon, pour la dernière fois, reçut la commission dans le costume impérial, et entouré de ses gardes et de ses grands officiers. Il avait l'air pensif, mais ferme et résigné ; il entendit avec une froide indifférence les éloges que l'on donnait à son sacrifice patriotique. Dans sa réponse, H recommanda l'union, insista sur la nécessité de préparer promptement des moyens de défense ; mais il eut soin, en finissant, de leur rappeler que son abdication était conditionnelle, et qu'elle conservait à son fils tous ses droits.

Lanjuinais, président de la chambre, répondit que la chambre ne lui avait pas donné d'instructions à ce sujet. **Je vous avais bien dit**, reprit Napoléon en se tournant du côté de son frère Lucien, **qu'ils n'en feraient rien. Dites à l'assemblée ; ajouta-t-il en s'adressant au président, que je recommande mon fils à sa justice. C'est en sa faveur, je le répète, que j'ai abdicué.**

Dans cette même journée du 22 juin, une scène étrange se passa au sénat. Le gouvernement avait reçu la nouvelle que le maréchal Grouchy, ayant habilement effectué sa retraite, avait ramené sous les murs de Laon ses troupes presque intactes. Encouragé par ces bonnes nouvelles, Carnot se présenta au sénat, et fit l'exposé de la situation des affaires militaires, et des ressources que l'on pouvait tirer encore de nos armées. Le maréchal Grouchy était à la tête d'une armée intacte de près de soixante mille hommes. Soult rassemblait vingt mille hommes de la vieille garde à Mézières ; dix mille hommes de nouvelle levée allaient être dirigés à l'intérieur sur ce point, ainsi que deux cents pièces de canon.

Ce rapport produisait une vive sensation sur les sénateurs, lorsque Ney, le cœur ulcéré de l'injustice avec laquelle il avait été traité par Napoléon dans ses bulletins, se leva tout-à-coup, et contredit vivement les assertions de Carnot. Dans le discours de Ney, il régnait une colère, une violence, qui tenaient du désespoir : **Ce rapport est faux, s'écriait-il, faux de tous points. Grouchy ne peut**

avoir sous ses ordres que vingt à vingt-cinq mille hommes. Si son corps eût été plus nombreux, il aurait pu couvrir la retraite, et l'empereur aurait encore une armée à commander sur les frontières. Il n'y a plus un seul homme de sa garde à rallier, ajouta-t-il ; c'est moi qui la commandais, et je l'ai vu massacrer toute entière, avant de quitter le champ de bataille : il n'en reste plus rien. L'ennemi est à Nivelles avec quatre-vingt mille hommes ; il peut être à Paris dans six jours. Il n'y a d'autre salut pour la France que de faire à l'instant des propositions de paix. Le général Flahaut veut le contredire ; mais Ney reproduit son exposé sinistre avec encore plus de véhémence, et enfin, abordant tout d'un coup le sujet que tous avaient sur les lèvres, mais qu'aucun n'avait osé entamer, il dit d'une voix basse, mais distincte : **Oui, je le répète, vous n'avez d'autre voie que la négociation. Il faut que vous rappeliez les Bourbons. Quant à moi, je me retire aux États-Unis.**

Ces derniers mots attirèrent sur Ney les reproches les plus amers. Lavalette et Carnot surtout, témoignèrent leur vive indignation contre ce maréchal, si intrépide dans les camps, si faible dans le conseil. Mais bientôt une nouvelle discussion s'engagea entre les sénateurs lors de la lecture de l'acte d'abdication. Lucien Bonaparte aborda la question de la succession au trône, et insista pour qu'aux termes de la constitution, Napoléon II fut reconnu à l'instant. Le comte de Pontécoulant interrompit l'orateur, en demandant de quel droit Lucien, étranger, prince romain, se permettait de donner un souverain à la France, lorsque lui-même n'était pas naturalisé Français. Cette objection, faite par le même homme qui, vingt-deux jours auparavant, avait prêté serment à une constitution par laquelle Lucien était reconnu non - seulement comme citoyen, mais même comme prince du sang impérial, était néanmoins étrange. Lucien répondit qu'il était Français par ses sentiments et en vertu des lois. Pontécoulant prétendit alors qu'il était impossible de reconnaître pour souverain un enfant qui résidait dans un royaume étranger. A ces mots, Labédoyère, le dévoué colonel du 7^e de ligne, se leva ; peu façonné à la versatilité du Sénat, il aborda la question avec franchise : **L'empereur, s'écria-t-il, n'a abdicqué qu'en faveur de son fils. Son abdication est nulle, si son fils n'est proclamé à l'instant. Et quels sont ceux qui s'opposent à cette résolution généreuse ? les mêmes hommes qui étaient aux pieds de l'empereur dans sa prospérité, et qui sont déjà impatients de porter le joug des étrangers. Oui, continua-t-il en couvrant de sa voix retentissante les murmures de l'assemblée, si vous refusez de faire reconnaître Napoléon II, il faut que l'empereur tire de nouveau l'épée ; il faut que de nouveau le sang commence à couler. A la tête des braves Français couverts des blessures qu'ils ont reçues pour sa défense, nous nous rallierons autour de lui, et malheur aux généraux perfides qui peut-être, dans ce moment même, méditent de nouvelles trahisons ! Je demande qu'ils soient poursuivis et condamnés comme déserteurs du drapeau tricolore ; que leurs noms soient notés d'infamie, leurs maisons rasées, leurs familles proscrites et exilées. Nous ne souffrirons pas des traîtres parmi nous. Napoléon, en abdicquant la couronne pour sauver la nation, a fait ce qu'il devait à lui-même ; mais la nation n'est pas digne de lui, puisqu'elle l'a une seconde fois forcé à l'abdication, elle qui avait juré de le défendre dans la prospérité comme dans les revers. Les cris à l'ordre ! partis de tous les coins de la salle, couvrirent enfin la voix de l'impétueux Labédoyère, qui cependant ne faisait qu'exprimer les sentiments d'une grande partie de l'armée française : **Jeune homme, vous vous croyez sans doute au corps-de-garde !** lui cria Masséna. Labédoyère voulut élever de nouveau la voix, mais elle fut étouffée par de violents murmures.**

Comme les sénateurs, les représentants avaient éludé de reconnaître formellement Napoléon II ; les deux chambres procédèrent à la nomination des membres du gouvernement provisoire. Ce furent Carnot, Fouché, Caulaincourt, Grenier et Quinette. Ils annoncèrent dans leur proclamation que Napoléon avait abdiqué, et que son fils avait été proclamé. Ils invitaient les Français à rester unis, et à n'épargner ni efforts ni sacrifices pour le triomphe de la cause nationale, et promettaient une constitution nouvelle. Cette adresse produisit peu d'effet sur l'armée qui pensait, comme Labédoyère, que l'abdication de Napoléon ne pouvait être reçue qu'aux conditions qu'il y avait mises lui-même.

Paris, au milieu de ces graves circonstances, demeurait agité d'espérance et d'inquiétude : la garde nationale, en général patriote, maintenait encore l'ordre, mais ne contenait qu'avec peine les fédérés, qui parcouraient la ville aux cris de *vive Napoléon II !*

Dans la séance du 24 juin, la question importante de la succession fut décidée, ou plutôt éludée de cette manière : Manuel, dans un discours logique et brillant, démontra qu'aux termes de la constitution, Napoléon II se trouvait déjà en possession du trône, Il fit ressortir ensuite les hautes questions d'intérêt national qui commandaient le respect des volontés consignées dans l'abdication de l'empereur. A la voix de Manuel, tous les représentants se levèrent aux cris de *vive Napoléon II !* mais quand on fit la proposition de prêter serment au nouvel empereur, un cri général : Point de serment ! point de serment ! se fit entendre de toutes parts, comme si la chambre eût senti intérieurement qu'elle n'avait été que trop prodigue de ces serments si souvent violés, et qu'elle répugnât à s'ouvrir une nouvelle source de parjures.

Cette reconnaissance apparente et en quelque sorte négative des droits du jeune Napoléon à la couronne ne devait satisfaire que faiblement les partisans dévoués de l'empereur, mais du moins coupait-elle court aux discussions périlleuses soulevées depuis deux jours ; en déclarant que le gouvernement provisoire était nécessaire pour la garantie des intérêts de la nation, elle empêchait que ni Napoléon ni aucun de ses adhérents ne pût intervenir dans l'administration du pays. Cependant, malgré le peu de franchise avec lequel était admise la condition formelle que Napoléon avait mise à son abdication, la commission du gouvernement et les chambres exigèrent de l'ex-empereur la stricte exécution du contrat. Ce fut ainsi qu'on arracha une proclamation adressée en son nom à l'armée, pour lui confirmer le fait de son abdication, que les troupes ne voulaient croire que s'il le leur assurait lui-même.

On remarqua néanmoins dans cette proclamation quelques expressions qui prouvent qu'il sentait vivement la contrainte qui lui était imposée. Après avoir exhorté les soldats à suivre toujours la carrière de l'honneur, et les avoir assurés qu'il ne cesserait jamais de s'intéresser à leurs exploits, il leur dit : *Vous et moi nous avons été calomniés, des hommes incapables d'apprécier nos travaux ont vu dans les marques d'attachement que vous m'avez données, un zèle dont j'étais seul l'objet. Que vos succès futurs leur apprennent que c'était la patrie avant tout que vous serviez en m'obéissant, et que si j'avais quelque part à vos affections, je la devais à mon ardent amour pour la France, notre mère commune.*

Ces expressions étaient de nature à blesser vivement la chambre des représentants, qui, d'ailleurs, regardait en même temps la présence de Napoléon dans la capitale comme dangereuse pour la tranquillité publique, et inquiétante pour le maintien de ses prérogatives. L'agitation commençait à régner parmi les

habitants des faubourgs ; et des soldats, tristes débris de la bataille de Waterloo, se rassemblaient tous les jours dans les murs de Paris, désireux de venger leur défaite, et demandant à leur empereur de les conduire de nouveau à la victoire.

Napoléon alors se retira à la Malmaison. Il y était à peine depuis un jour, que déjà, entouré de la police de ce Fouché, qui, depuis trois mois, trahissait et servait tour-à-tour Napoléon, Louis XVIII et le duc d'Orléans, qui intriguait pour monter sur le trône, il s'était aperçu qu'il n'était plus maître de ses démarches. On épiait, on contrôlait ses moindres actions. Cependant il semblait se soumettre à son sort, et jamais peut-être à aucune des phases brillantes de sa carrière, il ne montra plus d'indulgence et d'égalité d'humeur.

La nouvelle de l'abdication de Napoléon porta la consternation et le désespoir dans l'armée, en même temps qu'elle inspira de l'audace aux chefs ennemis. Blücher et Wellington, qui, d'après leur plan de campagne, ne devaient pas pénétrer en France avant l'arrivée des armées russe et autrichienne, changèrent tout-à-coup de résolution, et se dirigèrent à tire d'aile sur la capitale. Sans s'arrêter à la crainte de laisser entre Laon et Soissons notre armée, déjà forte de plus de soixante-quinze mille hommes, ils pénétrèrent par Lafère et Compiègne, et marchèrent sur Paris. Mais, quelque diligence qu'ils fissent, ils y furent devancés par les troupes qu'ils croyaient laisser sur leurs derrières. Davoust, par ordre du gouvernement provisoire, se mit à la tête de ces respectables débris ; mais il ne prit aucune résolution. Les alliés s'enhardirent au point de s'avancer par la vallée de Montmorency, et d'arriver à Saint-Germain et Versailles, laissant, pendant tout ce mouvement, leur flanc gauche entièrement découvert et exposé à toutes les attaques. Napoléon, lorsqu'on vint lui apprendre cette manœuvre imprudente, fit aussitôt proposer aux chambres et au gouvernement provisoire de se mettre à la tête des troupes, comme général, de tomber avec toutes les forces françaises sur le flanc et les derrières de l'ennemi, de l'écraser et de gagner ainsi, en sauvant Paris, le temps de négocier avec avantage et les moyens d'obtenir des garanties pour l'indépendance nationale. Cette offre ne fut pas acceptée.

Des commissaires, pris dans le sein de l'assemblée, se rendirent auprès des chefs alliés pour faire des ouvertures de paix. Cette démarche n'eut aucun résultat ; les négociateurs revinrent sans avoir pu même faire entendre leur voix. Le 6 juillet, une capitulation qui rassemblait l'armée derrière la Loire, ouvrit une seconde fois Paris aux alliés ; et les députés, chassés du lieu de leurs séances par les baïonnettes prussiennes, ne se réunirent plus que chez leur président, Lanjuinais, pour protester contre cet outrage à l'indépendance de la nation. Le 8 juillet, le roi fit son entrée dans la capitale, et l'espérance de voir la liberté constitutionnelle revenir avec le prince qui l'avait donnée à ses sujets, fut la consolation de la France abandonnée pour la seconde fois.

Depuis que Napoléon était retiré à la Malmaison le général Becker, d'après les instructions qu'il recevait du gouvernement provisoire, l'obsédait chaque jour, pour le décider à quitter la Malmaison et à partir pour Rochefort, où tout était préparé pour son départ de France. L'ordre était donné à deux frégates de se tenir prêtes à transporter aux États-Unis l'ex-empereur, qui devait rester sous la surveillance du général Becker et de la police, jusqu'au moment de son embarquement. Les instructions portaient qu'on devait prendre toutes les précautions possibles pour la sûreté de Napoléon. Un ordre semblable fut transmis par Davoust, qui, par un de ces compromis commodes à l'aide desquels on cherche à concilier ses sentiments avec ses devoirs ou ses intérêts, refusa de

le signer, mais ordonna à son secrétaire de le faire à sa place, ce qui, dit-il, reviendrait au même.

Napoléon s'était soumis à son sort avec résignation et dignité. Il avait reçu le général Becker sans embarras, et même avec affabilité ; et celui-ci, par un sentiment qui lui faisait honneur, trouva la mission dont il était chargé d'autant plus pénible, qu'il avait éprouvé l'inimitié personnelle de l'homme qui était alors confié à sa garde. Quarante personnes environ, de tout rang et toute condition, firent l'offre généreuse d'accompagner dans ses revers celui qu'elles avaient servi pendant sa prospérité.

Cependant, au milieu de tous ces préparatifs de départ, Napoléon conservait encore un reste d'espoir. Il entendait le bruit de la canonnade dans l'éloignement. Son cœur battait à la pensée d'être utile encore à cette France qu'il avait élevée si haut, il offrit de nouveau de marcher contre Blücher comme simple volontaire, promettant qu'après avoir repoussé l'invasion, il continuerait sa route pour s'expatrier. Il comptait tellement que sa demande lui serait accordée, qu'il faisait tenir ses chevaux tout prêts, afin de partir au premier avis pour aller rejoindre l'armée ; mais le gouvernement provisoire se montra de nouveau inflexible.

Le 29 juin, Napoléon partit de la Malmaison, accompagné du général Becker ; le 5 juillet, il arriva à Rochefort. Partout les troupes le reçurent au cri de vive l'empereur ! les habitants respectaient les malheurs d'un grand homme, et ne pouvant applaudir, ils gardaient le silence.

Le gouvernement provisoire cependant avait envoyé des commissaires auprès du duc de Wellington, demander des passeports pour Napoléon, afin qu'il pût se rendre aux États-Unis. Le général anglais répondit qu'il n'avait aucune autorisation de son gouvernement pour en accorder.

Les chambres, qui n'avaient pas bien apprécié toutes les ressources que pouvait offrir le génie militaire de Napoléon et l'influence de son nom, essayèrent de sauver elles-mêmes la liberté. Elles envoyèrent des commissaires pour haranguer les troupes et les préparer au combat ; mais ces députés ne surent pas parler aux soldats un langage qu'ils pussent comprendre. L'armée n'en déploya pas moins un grand courage dans deux tentatives qu'elle fit, l'une pour défendre Versailles, l'autre pour reprendre cette ville dans un coup de main dirigé par le général Exelmans.

Tout fut inutile, le talisman était brisé. A la suite d'un conseil de guerre, tenu à Paris dans la nuit du 2 au 5 juillet, un armistice fut conclu, en vertu duquel la capitale se rendait aux alliés, et l'armée française devait se retirer derrière la Loire.

Les alliés suspendirent leurs opérations jusqu'à ce qu'on eût pu décider les troupes françaises à effectuer leur retraite, à laquelle elles ne voulaient pas consentir. Ils n'osèrent entrer dans Paris que le 7 juillet, jour où la capitale se trouvait être entièrement évacuée. Les Anglais et les Prussiens en prirent possession au milieu de la morne consternation des habitants.

Le gouvernement provisoire continua ses fonctions, quoique Fouché, qui en était le chef, intriguât depuis longtemps pour négocier le second retour des Bourbons. Le 6 juillet, on reçut la déclaration des souverains alliés, qu'ils regardaient toute autorité émanant de l'usurpation de Napoléon comme nulle et de nul effet, et

que Louis XVIII, qui était alors à Saint-Denis, ferait le lendemain son entrée dans la capitale, et reprendrait son autorité royale.

Le 7 juillet, la commission du gouvernement cessa ses fonctions. La chambre des pairs, après avoir entendu la lecture de l'acte de capitulation, se sépara en silence ; mais celle des représentants continua encore à siéger, à voler et à discuter. Un bill des droits rédigé et proposé par Garât fut adopté presque sans amendement. Celui qui voulait régner devait l'agréer et le jurer, comme base de la constitution. Après la discussion de ce bill, le président, Lanjuinais, suspendit la séance jusqu'au lendemain huit heures du matin, malgré les représentations de plusieurs membres, qui prétendaient que la chambre s'étant déclarée en permanence, on devait exécuter à la lettre cette décision. Le lendemain matin, les membres qui se rendirent à la chambre trouvèrent dans la cour un détachement de gardes nationaux qui leur en refusèrent l'entrée.

Le 8 juillet, Louis entra dans sa capitale, précédé de volontaires royaux, et des troupes de sa maison. A la suite de ces royalistes venait un nombreux état-major, dans lequel on distinguait les maréchaux Victor, Marmont, Macdonald, Oudinot, Gouvion-Saint-Cyr, Moncey et Lefebvre. La population les vit passer avec dégoût ; mais il fallait se résigner. Ainsi fut close la période des cent-jours, qui accumula autant de maux sur la France qu'elle avait fait naître d'espérances.

CHAPITRE VINGT-HUITIÈME

SOMMAIRE : Arrivée à Rochefort. — Indécision de Napoléon. — Les croisières ennemies. — Projet de se rendre en Amérique. — M. de Las-Cases envoyé sur le *Bellérophon*. — Plan hardi de deux jeunes officiers de marine. — Napoléon se rend sur le *Bellérophon*. — Son arrivée en Angleterre. — Curiosité des Anglais. — Odieuse conduite du ministère anglais. — Napoléon proteste. — Il est conduit à bord du *Northumberland*. — Départ. — Traversée. — Arrivée à Sainte-Hélène.

1815.

Napoléon poursuivit sa route vers Rochefort, où il arriva le 5 juillet ; cinq jours après il monta à bord de la frégate la *Saale*, commandée par le capitaine Philibert, et les personnes de sa suite furent embarquées sur la *Méduse*. Le lendemain, les deux bâtiments étaient en rade de l'île d'Aix, et Napoléon paraissait encore résolu à chercher un refuge aux États-Unis. Le 10, tout était prêt pour appareiller avec un vent favorable ; mais, ce jour-là, des vaisseaux ennemis se montrèrent sur tous les points de l'horizon. La demande d'un sauf-conduit faite certainement avec une intention perfide par Fouché à Wellington avait donné l'éveil aux Anglais, leurs croisières accouraient pour se saisir de la victime que la trahison avait promise à la vengeance. Napoléon, qui tout en regardant l'Angleterre comme sa plus implacable ennemie, s'était fait une haute idée de la magnanimité de cette nation, Napoléon, n'imaginant pas qu'il lui fût possible d'échapper à la vigilance des bâtiments qui bloquaient la rade, envoya le comte de Las-Cases parlementer avec le capitaine Maitland du vaisseau de 74, le *Bellérophon*, qui était en vue. Cet officier répondit qu'il était autorisé à recevoir à son bord Napoléon et à le transporter en Angleterre ; mais qu'il ne pouvait ni lui garantir son débarquement sur les terres britanniques, ni promettre qu'un sauf-conduit lui serait accordé pour se rendre aux États-Unis.

D'après cette réponse, l'empereur résolut de gagner, à la faveur de la nuit, un brick danois qui croisait au large ; par son ordre, on disposa à cet effet deux barques demi-pontées ; mais quand elles furent prêtes, le brick avait disparu. De jeunes officiers de marine pressèrent alors Napoléon de leur confier sa destinée, et de monter, avec sa suite, sur les deux barques ; ils s'engageaient à tromper la vigilance des Anglais, et à le conduire en Amérique. Le courageux dévouement de ces braves jeunes gens dut toucher le cœur de l'illustre proscrit ; et leurs talents, non moins éprouvés que leur valeur, garantissaient le succès de cette entreprise téméraire. L'offre ne fut cependant point acceptée, non que Napoléon s'effrayât du péril d'une aussi longue navigation sur de si frêles bâtiments ; mais il fallait s'arrêter sur les côtes d'Espagne ou de Portugal pour y prendre des vivres et de l'eau ; il ne voulut pas exposer son équipage et lui-même au ressentiment des peuples de la Péninsule.

Pressé d'embrasser un parti, et cédant à des instances vives et continuelles, Napoléon, ramené à ses premières idées, venait de prendre une résolution définitive. Il écrivit au prince régent d'Angleterre :

Altesse royale, en butte aux factions qui divisent mon pays, et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique. Je me mets sous la protection des lois de la Grande-Bretagne, et je la réclame de votre altesse royale, comme du plus puissant, du plus constant, du plus généreux de mes ennemis.

Le général Gourgaud partit sur-le-champ sur la corvette anglaise *le Stany*, pour porter cette lettre.

Le 15 juillet 1815, Napoléon quitta définitivement la France, à l'histoire de laquelle il avait ajouté tant de triomphes et tant de revers. Il était accompagné de Bertrand, Savary, Lallemand, Montholon, et du comte de Las-Cases. Les comtesses Bertrand et Montholon étaient avec leurs maris. Le jeune comte de Las-Cases était attaché au service de l'empereur en qualité de page. Neuf officiers d'un grade inférieur et trente-neuf domestiques s'embarquèrent aussi. Les principaux personnages furent reçus à bord du *Bellérophon*, et les autres sur la corvette.

Napoléon sortit de la rade d'Aix à bord de l'*Epervier*. Le vent et la marée étaient contraires. Le capitaine Maitland envoya la chaloupe du *Bellérophon* pour le transporter à bord de ce vaisseau. La plupart des officiers et des matelots de l'*Epervier* avaient les larmes aux yeux ; ils continuèrent à saluer l'empereur par des acclamations qu'ils prolongèrent le temps qu'ils pensèrent que leurs voix pouvaient se faire entendre. Napoléon fut reçu à bord du *Bellérophon* avec respect. Au moment où il mit le pied sur le tillac, il ôta son chapeau et dit au capitaine Maitland, qui était venu à sa rencontre : **Je viens me mettre sous la protection de votre prince et de vos lois.** Napoléon fit beaucoup de questions sur la discipline du vaisseau. Il passa en revue les soldats de marine ; et satisfait de leur belle tenue, il dit à Bertrand : **Que de choses on pourrait faire avec cent mille hommes comme ceux-ci !**

Lorsque le vaisseau passa près d'Ouessant, Napoléon, qui était resté sur le pont, jeta plus d'une fois un triste regard sur la côte de France. Le 24 juillet, à la pointe du jour, comme on se trouvait à la hauteur de Darmouth, Napoléon fut frappé de l'aspect hardi de la côte. En entrant dans la rade de Torbay, il remarqua la beauté du site qui est célèbre ; **et qui lui rappelait, disait-il, Porto-Ferraio, dans l'île d'Elbe.**

A peine le vaisseau avait-il jeté l'ancre, que le capitaine Maitland reçut de lord Keith, et bientôt après de l'amirauté, des dépêches qui lui enjoignirent de ne permettre à aucune personne, de quelque condition qu'elle fût, de venir à bord du *Bellérophon*. Le 26, le vaisseau eut l'ordre de se rendre dans la rade de Plymouth.

Pendant ce temps, les papiers publics que l'on apportait à bord étaient de nature à jeter l'inquiétude et la consternation parmi les illustres fugitifs. Les journaux répétaient le bruit généralement répandu que Napoléon n'obtiendrait pas la permission de débarquer, mais qu'il allait être envoyé à Sainte-Hélène, le lieu le plus sûr pour le détenir comme prisonnier de guerre. Napoléon lui-même prit l'alarme, et demanda avec instance à voir Keith. Cette entrevue entre le noble amiral et l'empereur eut lieu le 28 juillet ; mais elle ne produisit aucun résultat. Lord Keith n'avait pas encore reçu la décision du gouvernement anglais.

Bientôt, de toutes les parties de l'Angleterre, on vit accourir une affluence de curieux, et la mer se couvrit d'une telle multitude de barques autour du Bellérophon, que, malgré les défenses formelles de l'amirauté, et les efforts des canots de garde, il était presque impossible de les tenir à la distance d'une encablure prescrite au vaisseau. Les personnes montées sur ces barques couraient risque de se faire couler bas, s'exposant à tous les dangers d'un combat naval, plutôt que de perdre l'occasion de voir l'empereur dont elles avaient entendu si souvent parler. Lorsqu'il paraissait, il était accueilli par des acclamations auxquelles il répondait par des saluts ; toutefois il ne put s'empêcher d'exprimer sa surprise de l'excès d'une curiosité qu'il n'avait jamais vu se manifester avec tant de vivacité.

Dans la soirée du 30 juillet, le major-général sir Henri Bunbury, l'un des sous-secrétaires d'état, arriva de Londres ; il était porteur des intentions définitives du gouvernement anglais à l'égard de Napoléon et de sa suite. Le 31, lord Keith et sir Henry se rendirent auprès de l'empereur, à bord du Bellérophon, pour lui en donner communication. Napoléon reçut l'amiral et le sous-secrétaire d'état avec calme et dignité. On lui lut la lettre de lord Melville, premier lord de l'amirauté, qui lui annonçait sa destination future. Elle portait que : Les ministres anglais manqueraient à leurs devoirs envers leur souverain et ses alliés, s'ils laissaient au *général Buonaparte* les moyens ou l'occasion de troubler de nouveau la paix de l'Europe ; que l'île Sainte-Hélène avait été choisie pour sa future résidence, parce que sa situation locale permettrait de lui laisser plus de liberté qu'on ne pourrait lui en accorder ailleurs sans danger ; qu'à l'exception des généraux Savary et Lallemand, le *général* pourrait choisir trois officiers, lesquels, avec son chirurgien, auraient la permission de l'accompagner à Sainte-Hélène ; qu'il serait libre d'emmener aussi douze domestiques. D'après ce même document les personnes qui le suivraient devraient être soumises à de certaines restrictions, et ne pourraient quitter l'île sans l'autorisation du gouvernement britannique. Enfin, il était dit que le contre-amiral sir George Cockburn, nommé commandant en chef du cap de Bonne-Espérance, ne tarderait pas à mettre à la voile pour conduire le *général Buonaparte* à Sainte-Hélène, et que, par conséquent, il était à désirer qu'il choisît au plutôt les personnes qui devaient l'accompagner.

La lettre fut lue en français à Napoléon par sir Henry Bunbury. Il l'écouta sans l'interrompre, et sans donner aucun signe d'impatience ni d'émotion. Lorsqu'on lui demanda s'il avait quelque chose à répondre, il déclara avec beaucoup de calme et de sang-froid qu'il protestait solennellement contre l'arrêt qu'on venait de lui lire ; que le ministère anglais n'avait pas le droit de disposer ainsi de sa personne ; qu'il en appelait au peuple anglais et aux lois, et il demanda quel était le tribunal auquel il devait en appeler. Je suis venu, ajouta-t-il, me confier volontairement à l'hospitalité de votre nation ; je ne suis pas prisonnier de guerre, et quand même je le serais, j'aurais droit d'être traité d'après la loi des nations. Je suis venu comme passager sur un de vos vaisseaux, après une négociation préalable avec le commandant. S'il m'avait dit que je dusse être prisonnier, je ne serais pas venu. Je lui demandai s'il voulait me recevoir à bord et me conduire en Angleterre. Il a répondu que oui, ayant reçu ou prétendant avoir reçu des ordres précis de son gouvernement à mon égard. C'était donc un piègé qu'on me tendait. Je suis venu à bord d'un vaisseau anglais comme je serais entré dans l'une de vos villes ; un vaisseau, un village, c'est la même chose. Quant à l'île de Sainte-Hélène, ce serait un arrêt de mort. Je demande à être reçu citoyen anglais. Combien faut-il d'années pour être domicilié ?

Sir Henry Bunbury répondit qu'il croyait qu'il en fallait quatre. Eh bien donc, reprit Napoléon, que pendant ce temps le prince régent me place en surveillance, comme il l'entendra ; qu'il me mette dans une maison de campagne, au centre de l'île, à trente lieues de tout port de mer ; qu'il envoie un officier auprès de moi pour examiner ma correspondance et surveiller mes actions ; ou bien, s'il veut encore, qu'il exige ma parole d'honneur, peut-être la lui donnerai-je. Alors je jouirai d'un certain degré de liberté personnelle, et je pourrai cultiver les lettres. A Sainte-Hélène, je ne pourrais pas vivre trois mois ; avec mes habitudes et ma constitution, ce serait ma mort. Je suis accoutumé à faire vingt milles par jour, que deviendrais-je sur ce petit rocher au bout du monde ? Non, Botany-Bay est préférable à Sainte-Hélène ; j'aime mieux la mort que Sainte-Hélène. Et quel bien ma mort vous fera-t-elle ? je ne suis plus souverain. Quel danger peut-il y avoir à ce que je vive en simple particulier au sein de l'Angleterre, soumis aux restrictions que le gouvernement jugera convenables ?

Il insistait notamment sur ce point qu'il était venu volontairement à bord du *Bellérophon* ; qu'il avait été parfaitement libre dans son choix, et qu'il avait préféré se confier à l'hospitalité et à la générosité de la nation anglaise. Autrement, ajouta-t-il, pourquoi ne me serai-je pas rendu auprès de mon beau-père ou de l'empereur Alexandre, qui est mon ami personnel ? Nous nous sommes brouillés parce qu'il voulait ajouter la Pologne à ses états, et que ma popularité auprès des Polonais le gênait ; mais il était mon ami, et il ne m'eût pas traité de la sorte. Si votre gouvernement en agit ainsi, il vous flétrira aux yeux de l'Europe. Votre peuple même le blâmera. Vous ne savez pas, d'ailleurs, la sensation que fera ma mort, tant en France qu'en Italie. On a maintenant une haute opinion de l'Angleterre dans ces deux pays. Si vous me tuez, elle sera détruite, et bien des Anglais seront immolés. Qui pouvait me forcer à la démarche que j'ai faite ? Le drapeau tricolore flotte encore à Bordeaux, à Nantes, à Rochefort. L'armée n'est pas même encore soumise. Ou bien, si j'aimais mieux rester en France, qui m'empêchait d'y rester caché pendant des années, au milieu d'un peuple qui m'était si attaché ?

Il en revint ensuite à sa négociation avec le capitaine Maitlant, et parla des honneurs, des attentions qui lui avaient été prodigués par cet officier et par l'amiral Hotham. Et après tout, dit-il, tout cela n'était qu'un piège. Il s'étendit de nouveau sur la honte qui allait s'attacher au nom anglais. Je procure au prince, dit-il, la plus brillante page de son histoire, en me mettant ainsi à sa discrétion. Je vous ai fait la guerre pendant vingt ans, et je vous donne la plus haute preuve de confiance en me plaçant volontairement dans les mains de mes ennemis les plus invétérés et les plus constants. Souvenez-vous de ce que j'ai été, et quelle était ma place parmi les souverains de l'Europe. Celui-ci sollicitait ma protection, celui-là me donnait sa fille, tous recherchaient mon amitié. J'étais reconnu empereur par toutes les puissances de l'Europe, la Grande-Bretagne exceptée, et elle m'avait reconnu comme premier consul. Votre gouvernement n'avait aucun droit de me nommer *général Bonaparte*, ajouta-t-il en montrant du doigt cette qualification offensante que contenait la lettre de lord Melville. Je suis prince ou consul ; je dois être traité comme tel, et pas autrement. Quand j'étais à l'île d'Elbe, j'étais pour le moins reconnu aussi bien souverain de cette île, que Louis de France. Nous avons tous deux notre pavillon respectif, notre flotte, notre armée. Celle-ci, continua-t-il avec un sourire, était assurément sur une beaucoup plus petite échelle ; j'avais six cents soldats, et lui deux cent mille. A la fin, je lui fis la guerre, le battis, le détrônai ; mais il n'y avait rien en cela qui dût me faire perdre mon rang parmi les souverains de l'Europe.

Pendant cette scène intéressante, Napoléon répéta plusieurs fois que sa détermination n'était point d'aller à Sainte-Hélène, et qu'il désirait qu'on lui permît de rester en Angleterre.

Sir Henry Bunbury affirma alors qu'il était certain que Sainte-Hélène avait été choisie pour sa résidence, parce que sa situation permettait qu'on y accordât à Napoléon plus de liberté qu'on ne pourrait le faire dans aucune partie de la Grande-Bretagne.

Non, non, reprit vivement l'empereur, je n'irai pas là. Vous, Monsieur, si vous étiez dans ma position, vous ne voudriez pas y aller ; ni vous non plus, mylord ? Lord Keith s'inclina, et répondit qu'il était déjà allé quatre fois à Sainte-Hélène. Napoléon continua de protester qu'il ne pouvait être ni prisonnier ni envoyé à Sainte-Hélène. *Je ne veux pas y aller*, répéta-t-il ; je ne suis pas un Hercule, dit-il en souriant, mais vous ne me conduirez pas à Sainte Hélène. Je préfère la mort dans ce lieu même. Vous m'avez trouvé libre, renvoyez-moi, replacez-moi dans la condition où j'étais, ou laissez-moi aller en Amérique.

Il insistait beaucoup sur sa résolution de mourir plutôt que d'aller à Sainte-Hélène ; il n'avait pas beaucoup de raisons, disait-il, pour désirer de vivre. Il pria l'amiral de ne prendre aucune mesure pour le faire entrer dans le Northumberland, avant que le gouvernement eût été informé de ce qu'il avait dit, et eût signifié sa décision. Il conjura sir Henry Bunbury de communiquer sans délai sa réponse au gouvernement anglais, et dit qu'il s'en rapportait à lui pour la transmettre dans les formes. Après plusieurs questions faites à la hâte, et avec de courts intervalles de silence, il revint encore sur ce sujet important, et fit valoir les mêmes arguments qu'il avait déjà employés. Il avait espéré, disait-il, qu'il aurait eu la liberté de débarquer et de rester dans le pays sous la surveillance d'un commissaire nommé à cet effet, et qui lui aurait été d'une grande utilité pendant un ou deux ans pour lui apprendre ce qu'il aurait eu à faire. *Vous pouviez choisir quelque homme respectable, car l'armée anglaise doit avoir des officiers distingués par leur probité, leur honneur, et ne pas placer auprès de moi une personne intrigante qui jouerait le rôle d'espion, et ferait des cabales.* Il déclara encore une fois sa ferme résolution de ne point aller à Sainte-Hélène, et là se termina cette entrevue.

Après que l'amiral et sir Henry Bunbury se furent retirés, il rappela lord Keith, qu'il pouvait considérer comme plus favorable à sa personne, et il engagea la conversation en lui demandant son avis sur la manière, dont il devait se conduire. Lord Keith répondit qu'il était officier, qu'il s'était acquitté de son devoir, et avait remis à Napoléon les instructions dont il avait été chargé ; que s'il trouvait nécessaire de recommencer la discussion, sir Henry Bunbury devait y être appelé. Napoléon dit que ce n'était pas nécessaire. *Après ce qui s'est passé, poursuivit-il, pouvez-vous me garder jusqu'à ce que je reçoive des nouvelles de Londres ?* Lord Keith répondit que cela dépendait des instructions données à l'autre amiral, instructions qui lui étaient entièrement inconnues. *Y a-t-il là quelque tribunal auquel je puisse en appeler ?* demanda Napoléon. Lord Keith éluda en donnant l'assurance qu'il était convaincu que le gouvernement anglais prendrait toutes les dispositions qui pourraient rendre la situation de Napoléon aussi douce que la prudence le permettrait. *Comment cela serait-il !* dit Napoléon relevant le papier qui était sur la table, et parlant d'un ton animé sur l'observation que lui fit lord Keith, *que Sainte-Hélène était sûrement préférable à une réclusion dans un lieu très reculé en Angleterre, ou à un renvoi en France, peut-être même en Russie. En Russie !* s'écria l'empereur, *Dieu m'en garde !*

Pendant cet entretien, les manières de Napoléon étaient parfaitement calmes, sa voix égale et ferme. Il semblait que son esprit fut résigné, et que, prévoyant ce qu'on devait lui annoncer, il fût préparé à répondre. En exprimant sa volonté de ne point aller à Sainte-Hélène, il laissait ses auditeurs dans le doute sur ses intentions : songeait-il à prévenir sa translation par un suicide, ou à résister à la force ? Quoi qu'il en fût, le ministère anglais ne tarda pas à lui notifier son immuable détermination, en lui adressant la pièce suivante :

Il serait peu convenable à notre devoir envers notre pays et les alliés de sa majesté, que le général Bonaparte conservât le moyen ou l'occasion de troubler de nouveau la paix de l'Europe. C'est pourquoi il devient absolument nécessaire qu'il soit restreint dans sa liberté personnelle, autant que peut l'exiger ce premier et important objet.

L'île de Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence ; son climat est sain, et sa situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus d'indulgence qu'on ne pourrait le faire ailleurs. On permet au général Bonaparte de choisir parmi les personnes qui l'ont accompagné en Angleterre, à l'exception des généraux Savary et Lallemand, trois officiers, lesquels avec son chirurgien auront la permission de l'accompagner à Sainte-Hélène.

Voici la réponse que suggéra la plus juste indignation, à la victime de cette honteuse iniquité :

Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite ; contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma personne et de ma liberté. Je suis vertu librement à bord du *Bellérophon* ; je ne suis pas prisonnier ; je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du gouvernement de me recevoir et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour venir me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement, en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir avec ma suite, n'a voulu que me tendre une embûche, il a forfait à l'honneur, et a flétri son pavillon.

Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs lois et de leur liberté. La foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*.

J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi, qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance ? mais comment répondit-on en Angleterre à une

telle magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola.

A bord du *Bellérophon*, à la mer.

Signé, NAPOLÉON.

Mais toutes les représentations que l'on put faire furent inutiles : on ne tint même aucun compte, dans cette conjoncture, de l'opinion du peuple anglais, qui se manifestait dans le sens d'une conduite généreuse, et, au lieu de répondre à la noble protestation de Napoléon, on pressa les préparatifs du départ.

Le 4 août, le *Bellérophon* mit à la voile, le lendemain matin il rencontra le *Northumberland* ainsi que l'escadre destinée pour Sainte-Hélène, et le *Tonnant*, sur lequel flottait le pavillon de lord Keith.

Ce fut alors que Napoléon fit connaître au capitaine Maitland, qu'il se soumettrait à son sort, en demandant que M. O'Meara, chirurgien du *Bellérophon*, eût la permission de le suivre à Sainte-Hélène, en remplacement de son propre chirurgien, à qui sa santé ne permettait pas de supporter le voyage. Son bagage fut soumis à un minutieux examen, et la faible somme de 4.000 napoléons lui fut enlevée ; on permit seulement à Marchand, son valet de chambre, d'emporter quelques centaines de louis.

Le 7 août, vers sept heures du matin, lord Keith vint dans sa chaloupe pour transporter Napoléon du *Bellérophon* dans le *Northumberland*. A une heure il fit annoncer qu'il était prêt ; un garde du capitaine fut envoyé pour en donner avis ; la chaloupe de lord Keith fut préparée, et lorsque Napoléon traversa le gaillard-d'arrière, les Soldats présentèrent les armes pendant que les tambours battaient trois roulements, sorte de salut rendu aux officiers-généraux. En arrivant sur le *Northumberland*, il reçut les mêmes honneurs ; mais ensuite, par ordre de l'amirauté, on supprima à son égard ces marques d'une déférence qui coûtait si peu. Il se soumit à ces mesquines vexations avec une méprisante résignation. L'ennemi qui l'avait si indignement trompé ne pouvait plus l'offenser désormais.

Une fois en mer, l'empereur employait ses matinées à lire ou à écrire, et ses soirées à se promener et à jouer aux caries. Son jeu favori était le vingt-et-un ; mais lorsque ce jeu le fatiguait, il y substituait les échecs. Quoique grand tacticien, Napoléon n'était pas fort à ce jeu, dont les combinaisons n'ont aucune analogie avec celles de la stratégie. Montholon, qui faisait ordinairement sa partie, et qui n'était tout au plus qu'un général de boudoir, avait une peine infinie à ne pas le gagner.

La fête de Napoléon, qui était aussi l'anniversaire de sa naissance, arriva pendant la traversée ; c'était le 15 d'août, auparavant consacré à saint Roch, que le pape, docile courtisan d'un pouvoir assez grand pour le protéger et l'enrichir, avait sans plus de façon éliminé du calendrier. Ce jour, fêté naguère au sein de la victoire, ou au milieu de toutes les splendeurs d'une cour brillante, l'empereur se voyait maintenant réduit à le célébrer à bord d'un vaisseau de guerre anglais qui le conduisait dans le lieu de son exil, qui devait être aussi le lieu de sa tombe. Cependant Napoléon parut gai et content pendant toute la journée, et vit avec plaisir qu'il était heureux au jeu, ce qui lui sembla d'un bon augure.

Le 15 octobre 1815, le Northumberland arriva en vue de Sainte-Hélène. Napoléon monta alors sur le pont, et se servit de sa lunette marine pour observer. Le petit, village de Saint-James était devant lui, occupant une vallée étroite, et comme enchâssé au milieu de rochers escarpés et d'une hauteur prodigieuse ; chaque plateforme, chaque issue, chaque gorge était hérissée de canons Las Cases, qui était près de Napoléon, n'aperçut pas la plus légère altération sur son visage. Les ordres du gouvernement anglais étaient que Napoléon restât à bord jusqu'à ce qu'on lui eût préparé une résidence appropriée au genre de vie qu'il allait mener désormais : mais comme ceci demandait nécessairement beaucoup de temps, sir George Cockburn prit immédiatement sur sa responsabilité de faire mettre à terre ses passagers. Napoléon débarqua le 16 octobre, soixante-dix jours après avoir quitté l'Angleterre, et cent dix jours après son départ de Paris.

CHAPITRE VINGT-NEUVIÈME

SOMMAIRE : Napoléon aux Briars. — Il occupe Longwood. — Le gouverneur Hudson Lowe. — Ses actes vexatoires contre Napoléon. — Insalubrité de la résidence qui lui est assignée. — Vaines réclamations. — Arrivée des commissaires alliés. — Habitudes de Napoléon. — Plaintes portées par les généraux Bertrand et Montholon.

1815.

L'île de Sainte-Hélène est la plus malsaine de toutes les colonies de la Grande-Bretagne. Son climat meurtrier agit avec une violence et une rapidité effrayante sur les Européens qui s'y arrêtent quelques jours : la vie la plus longue des indigènes n'excède pas quarante-cinq ans. Tel était le lieu où l'Angleterre venait de déporter un ennemi vaincu, qui était venu se placer sous la protection de sa loyauté et de ses lois.

L'île n'offrait d'ailleurs aucun établissement convenablement disposé pour recevoir l'illustre prisonnier ; une seule maison de campagne, *Plantation-House*, était en état d'être habitée ; mais le ministère anglais, par un raffinement de haine, avait défendu de faire de ce lieu la résidence de Napoléon ; on le réservait au gouverneur. Une autre habitation, appelée Longwood, était occupée par le sous-gouverneur de l'île.

Longwood est un point éloigné de toute autre demeure, et à une grande distance des portions du rivage accessible aux bateaux. Ce fut là que sir Georges Cockburn se proposa d'installer Napoléon, qui, ayant visité l'endroit, et d'ailleurs résigné à tout souffrir, parut disposé à s'en accommoder. On fit aussitôt les préparatifs nécessaires pour y ajouter ce qui manquait, et pour rendre cette demeure, non pas telle qu'elle aurait dû être, mais au moins à peu près habitable. En attendant que les réparations les plus urgentes fussent faites, le général Bertrand et les autres personnes de la suite de Napoléon furent replacés dans une maison de James Town, tandis que lui-même logea à Briars, espèce de cabane construite dans un site romantique à quelque distance de la ville. Napoléon n'avait qu'une seule chambre ; mais du moins la solitude qui régnait à Briars, le paysage agréable qui l'entourait, lui offraient un genre de plaisirs toujours vivement senti par ceux qui ont été longtemps enfermés dans un vaisseau, et dont les yeux ne se sont arrêtés, pendant des mois entiers, que sur l'horizon du vaste Océan.

Pendant qu'il était à Briars, l'empereur ne recevait presque personne ; il passait ses matinées dans le jardin, attendant au pavillon dans lequel il n'occupait qu'une seule chambre, et jouait le soir au whist, avec M. Lacombe, le propriétaire, et sa famille. Le comte de Las-Cases était le principal compagnon de ses études et de ses récréations du matin.

Le 9 décembre, Longwood reçut Napoléon et une partie de sa maison : le comte et la comtesse de Montholon avec leurs enfants, le comte de Las-Cases et son fils, le général Gourgaud, le docteur O'Meara, et les autres personnes de sa suite, pour lesquelles il n'y avait pas de place dans la maison, couchèrent quelque temps sous des tentes. Le comte et la comtesse Bertrand se confinèrent dans une petite chaumière, *Hut's-Gate*, sur l'extrême limite de ce qu'on pourrait appeler le territoire de Longwood.

Autour de la maison de Longwood, un espace de douze milles de circonférence fut laissé libre, pour que Napoléon pût s'y promener sans être suivi de personne. Une chaîne de sentinelles entourait cet espace, qu'il ne pouvait franchir sans être accompagné d'un officier anglais, chargé d'épier tous ses mouvements. Cette contrainte était, pour Napoléon, la plus insupportable.

Le docteur O'Meara raconte à quelles persécutions minutieuses on avait recours pour que Napoléon fut soumis à une perpétuelle vigilance. Une garde subalterne, dit-il, dans ses mémoires, était placée aux approches de Longwood, à environ six cents pas de la maison, et un cordon de sentinelles formait la limite. A neuf heures, les sentinelles se rapprochaient et communiquaient entre elles en entourant la maison, de façon que personne ne pût entrer ni sortir sans être aperçu ou observé par elles. A l'entrée de la maison, on plaçait une double sentinelle, et des patrouilles passaient continuellement devant et derrière.

Après neuf heures, Napoléon ne pouvait plus sortir de la maison, à moins qu'il ne fût accompagné par un officier anglais, et personne ne pouvait entrer sans un ordre signé. Cet état de choses durait jusqu'au lendemain matin. Chaque lieu propre au débarquement, ou qui semblait tel, était occupé par un piquet de soldats, et des sentinelles étaient placées dans les plus petits sentiers qui conduisent à la mer, quoiqu'en vérité, les obstacles qu'offre la nature des lieux, dans presque tous les chemins qui mènent sur la plage, eussent été d'eux-mêmes suffisants pour une personne aussi peu agile que Napoléon.

Les précautions prises par sir Georges Cockburn, pour tirer avantage de la localité et des sites de l'île, afin d'empêcher que le nouvel habitant ne pût s'évader du côté de la mer, étaient si rigoureuses, que, même sans le secours d'une garde plus près de la personne de Bonaparte, il était impossible que l'on pût parvenir par la côte à communiquer avec les personnes de sa suite.

On découvre fréquemment de la côte, et jusqu'à vingt-quatre lieues de distance, les bâtiments qui s'approchent de Sainte-Hélène, et on les voit toujours longtemps avant qu'ils ne soient près du rivage. Deux vaisseaux de guerre croisaient sans cesse, l'un sous le vent, l'autre contre le vent, et on leur faisait des signaux aussitôt qu'on avait découvert, de la côte, un vaisseau en mer. Chaque bâtiment, excepté les vaisseaux de guerre anglais, était alors escorté par un des croiseurs, jusqu'à ce qu'il lui fût permis de mettre à l'ancre, ou qu'il eût doublé l'île. On ne permettait aux bâtiments des autres nations de mettre à l'ancre que dans des moments de grande détresse ; alors personne de l'équipage ne pouvait débarquer, et on envoyait à bord un officier et un détachement de l'un des croiseurs, afin de prendre soin d'eux tant qu'ils restaient, et d'empêcher en même temps aucune communication avec l'île.

On comptait les bateaux pêcheurs appartenant à l'île, et chaque soir ils étaient mis à l'ancre sous la surveillance d'un lieutenant de marine. Aucune chaloupe ne pouvait être en mer après le coucher du soleil, excepté celles des vaisseaux de guerre qui rôdaient autour de l'île toute la nuit. L'officier de garde devait aussi

vérifier la présence réelle de Napoléon deux fois chaque vingt-quatre heures ; pour lui, il supporta tant de vexations inutiles, tant de mesquines persécutions avec une résignation, une sérénité qui ne lui avaient pas toujours été familières aux jours de son élévation ; il semblait que l'infortune eût retrempé sa grande âme.

Pendant les premiers mois du séjour de l'empereur à Sainte-Hélène, son gardien, sir Georges Cockburn, concilia souvent l'exercice d'un devoir rigoureux avec les lois de l'honneur et de l'humanité ; mais dans le courant d'avril 1816, sir Hudson Lowe vint prendre le gouvernement de Sainte-Hélène ; le ministère anglais fut dès-lors dignement représenté dans l'île. Napoléon éprouva une horreur involontaire, à l'aspect de son geôlier : **jamais, dit-il, dans toute ma vie, je n'ai vu un homme aussi repoussant ; il a le crime empreint sur le visage.**

Le cabinet anglais s'était appliqué à légaliser la captivité de Napoléon, et à rendre complices du traitement qu'il lui faisait subir, les puissances alliées : un acte du parlement interdit toute relation et tout commerce avec Sainte-Hélène autrement que par les bâtiments de la compagnie des Indes. Les bâtiments qui n'avaient pas reçu leurs chartes et qui tentaient de trafiquer ou de mouiller dans l'île, où même de s'arrêter à huit lieues de Sainte-Hélène, étaient déclarés de bonne prise et confisqués. L'équipage des vaisseaux qui entraient dans le port, ou les personnes qui visitaient l'île, pouvaient être renvoyés à bord à la volonté du gouverneur ; et ceux qui cherchaient à se cacher dans le pays étaient punissables. Les bâtiments pouvaient approcher de l'île lorsqu'il y avait du danger à tenir la mer ; mais il fallait qu'ils prouvassent que le cas était urgent, et, tant qu'ils séjournaient à Sainte-Hélène, ils étaient surveillés de près. On inséra dans cet acte une clause qui absolvait le gouverneur et les commissaires de ce qu'ils avaient pu faire au-delà de l'esprit de cette loi, depuis qu'ils avaient la garde de Napoléon.

Une autre convention, conclue à Paris le 20 août 1815 entre les principales puissances de l'Europe, établit en outre : 1° qu'afin de rendre impossible toute tentative ultérieure de Napoléon Bonaparte contre le repos de l'Europe, il serait considéré comme le prisonnier des hautes puissances contractantes, le roi de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le roi de Prusse ; 2° que la garde de sa personne était confiée au gouvernement anglais, et qu'on s'en remettait à lui de choisir le lieu le plus sûr, et le meilleur moyen pour le garder prisonnier ; 3° que les cours d'Autriche, de Russie et de Prusse nommeraient des commissaires qui habiteraient le lieu choisi pour la résidence de Napoléon Bonaparte, lesquels, sans être responsables de sa personne, certifieraient sa présence. Sa Majesté très-chrétienne était aussi invitée à y envoyer un commissaire ; 4° le roi de la Grande-Bretagne s'engageait à remplir fidèlement les conditions qui lui étaient fixées par cette convention.

La Russie, l'Autriche et la France furent les seules puissances qui envoyèrent des commissaires à Sainte-Hélène. La Prusse crut qu'elle manquerait à sa dignité en plaçant en son nom un représentant auprès du geôlier de Napoléon. Le commissaire russe était le comte de Belmaine, l'autrichien, le baron Sturmer, et le français, le marquis de Montchenu, qui avait brigué, comme un honneur, la honte d'une telle mission. Ces trois personnages arrivèrent le 8 juin : on supposa qu'ils venaient pour surveiller les démarches du gouvernement anglais, non dans l'intérêt du prisonnier, mais dans celui de la sainte alliance, qui tremblait de voir l'Angleterre, dans les calculs de sa politique, se servir un jour de Napoléon pour épouvanter encore une fois l'Europe.

Le comte de Belmaine était un homme froid et réservé, qui remplissait sa mission avec toutes les formes d'un diplomate consommé. L'empereur Alexandre, disait-il, voulait qu'il traitât Napoléon avec les égards dus au malheur, et qu'il cherchât à adoucir l'ennui de sa captivité.

Le commissaire russe avait avec lui son épouse, personne extrêmement douce, et à qui l'empereur adressa par fois quelques-uns de ces compliments courts et flatteurs qui, dans sa bouche, avaient tant de grâce et d'empire.

M. Sturmer, le commissaire autrichien, s'amusait beaucoup aux dépens de M. de Montchenu, qui se vantait à tout propos d'être un homme de la vieille roche. Infatué de sa personne et de sa toilette, se promenant en escarpins noirs et luisants, lorgnant les demoiselles de James-Town, et portant à l'excès tous les ridicules de la vieille noblesse, il ne cessait de parler de son ancien crédit à la cour de Louis XVI, et des campagnes de Brunswick. Coblenz remplissait tous ses souvenirs ; Napoléon, en parlant de lui, l'honorait toujours de quelques vives plaisanteries. *C'est une honte pour la France, dit-il un jour au commissaire autrichien Sturmer, d'avoir envoyé un pareil homme parmi des Anglais. E vergogna.*

Hudson Lowe, à qui le cabinet anglais avait confié la garde de son prisonnier, était peut-être le seul homme capable de seconder ses vues de haine à l'égard de Napoléon. Parvenu par l'intrigue et la bassesse à un grade élevé, il paraissait au milieu de l'armée anglaise un vivant témoignage d'une vile politique. Sa carrière militaire n'était ni longue ni brillante. A son début il avait été chargé d'organiser dans les Calabres des bandes de brigands, que la seule approche des Français mit en fuite ; plus tard, employé à l'état-major de Blücher, il avait rédigé ces bulletins mensongers qui exaltaient les opérations des armées prusso-anglaises.

Hudson Lowe était mince, grêle, maigre et sec ; son visage rouge, sa chevelure rousse ; tout dans sa personne était plat et ignoble. Ses yeux louches, ses sourcils blonds, donnaient à sa physionomie un aspect hideux.

Napoléon dit en le voyant : *Il est affreux, c'est une mine patibulaire.*

Une idée profondément enracinée dans l'esprit de Napoléon, c'est qu'on voulait l'assassiner ; son imagination en était vivement frappée, il vit en Hudson Lowe le sicaire ou l'empoisonneur dépêché par le ministère anglais pour accomplir et mettre à exécution ses projets de mort.

Un jour Hudson Lowe s'était rendu à Longwood, il fut admis dans la chambre de Napoléon ; l'empereur avait devant lui, sur un guéridon, une tasse de café qu'il allait prendre ; le gouverneur s'assit sur le sofa, en face de cette table, et tout à côté de Napoléon ; celui-ci poussa la tasse et n'y toucha plus. De temps en temps il jetait sur Hudson des regards défiants ; son œil embrasé lançait des éclairs ; on eût dit qu'il voulait interroger la conscience de son geôlier, le frapper de terreur et lire un funeste dessein sur son visage. Une idée horrible s'était emparée de Napoléon, et dès que Hudson fut parti, il jeta lui-même la lasse de café par la fenêtre, en disant : *Je ne sais, mais cet homme me paraît capable de tout, mais de tout ! Il était assis devant la table, et peut-être... vraiment, c'est à ne pas prendre une tasse de café devant lui.*

Quels tourments une si grande âme ne dut-elle pas éprouver avant de descendre à un tel degré de crainte ? Napoléon s'était joué de la mort sur le champ de bataille ; il la redoutait de la main d'un vil agent de la politique anglaise.

Un autre jour, comme Hudson le pressait d'accepter les services de son médecin, il le refusa avec un air de méfiance et un ton de voix qui exprimait clairement ses soupçons. Mais trouvez bon, au moins, disait l'Anglais, que je vous envoie ce médecin : dans un climat comme celui-ci, dans une contrée aussi meurtrière, ses conseils vous seront utiles. — Non, monsieur, répondit-il vivement ; je n'accepterai jamais un médecin envoyé par un gouverneur anglais, je devine trop bien les... là il s'arrêta en se mordant les lèvres et en faisant un geste significatif.

Je sais qu'on veut me tuer, répétait-il : eh bien ! qu'on en finisse le plus tôt possible ; qu'on m'envoie promptement un bourreau et un linceul, et que ce soit fait. Je sens que ma vie embarrasse fort les souverains de l'Europe ; qu'ils me l'ôtent donc, je n'y tiens plus ! Quand on a, comme moi, passé par toutes les vicissitudes de la fortune et du malheur ; quand on est arrivé de rien à tout, de la rue sur un trône, et qu'on est tombé sous les coups de l'Europe entière, quand on a épuisé la gloire, ses bonheurs, et ses tourments, qu'importe la vie sur un rocher !

C'était principalement à Wellington que Napoléon devait sa translation sur un rocher au milieu des mers africaines. Dès 1814, ce général avait proposé au congrès de Vienne de conduire le souverain de l'île d'Elbe dans ce lieu de captivité, désignant Ste-Hélène comme le point le plus convenable du monde pour un emprisonnement perpétuel.

Napoléon n'ignorait pas cette particularité : N'est-ce pas, disait-il, une chose infâme et bien peu digne d'un général qui souvent s'est mesuré avec moi, que de m'avoir envoyé prisonnier en cet horrible séjour. Mais rien ne doit m'étonner de la part de ce Wellington, qui n'a jamais eu ni grandeur d'âme ni générosité ; j'ai eu en mon pouvoir, moi, tous les rois de l'Europe, et, je vous le demande, les ai-je confinés et emprisonnés ainsi ? je les ai laissés dans leurs palais et sur leurs trônes, il est vrai que j'en porte ici la peine et une peine bien cruelle ; mais jamais, non jamais, je ne me fusse avili jusqu'à ensevelir une tête couronnée dans un sépulcre comme celui-ci. L'Angleterre et Wellington étaient seuls capables de pareille infamie. Au fait, qu'ai-je à m'étonner et à me plaindre, c'est ici une répétition des pontons ; puisque les soldats ont été si horriblement tourmentés, pourquoi le général n'aurait-il pas sa part du martyr ? Mon ponton, mon cachot, mon tombeau, c'est Sainte-Hélène, c'est Longwood, et c'est Wellington qui m'y a jeté ; cela lui fera un grand honneur dans la postérité ; on devrait faire graver ce dernier trait de gloire d'Achille sur le piédestal de sa statue à Hyde-Park.

Ainsi s'exprimait Napoléon sur l'intervention de Wellington dans le choix du lieu de sa captivité ; il y voyait avec justice une persévérance de haine, une prévision de vengeance : certes, quand Wellington envoyait Napoléon à Sainte-Hélène, il savait qu'il n'en reviendrait pas. C'était, en effet, un horrible séjour.

L'habitation de Longwood offrait à peine un abri. C'était bien moins une maison qu'une cabane des plus incommodes. Napoléon y avait une chambre à coucher petite et étroite, au rez-de-chaussée, comme tout son appartement. A côté était un cabinet d'étude, dont il fit plus tard sa chambre à coucher, et une petite antichambre où était placée une baignoire. Le cabinet donnait dans une pièce basse et obscure, qui fut convertie en salle à manger. De celle salle on entrait dans un salon en bois que l'amiral sir Georges Cockburn avait fait construire. Cette pièce était la plus grande, la plus élevée et la plus aérée de toutes ; elle avait trois fenêtres de chaque côté, et un treillage qui conduisait au jardin. C'était, en un mot, la seule pièce passable, et cependant elle devenait

inhabitable, lorsque, vers le soir, le soleil, lançant ses rayons avec toute l'ardeur qu'il a sous le tropique, pénétrait les planches goudronnées dont elle était recouverte.

Le reste du bâtiment était occupé par la suite de Napoléon. Autour était un jardin entouré d'une double enceinte de murs. Un des inconvénients de cette habitation était l'immense quantité de rats qui y pullulaient, et qui détruisaient tout ce qu'ils pouvaient atteindre. Les planchers étaient percés de tous côtés par ces animaux. Ils se logeaient entre les planches des cloisons, doubles pour la plupart, et ils y faisaient un bruit insupportable, surtout pendant la nuit.

Napoléon ne cessait de se plaindre de tous les désagréments de cette misérable demeure. Il adressa inutilement ses réclamations à Hudson Lowe, par l'organe de ses officiers. Voici ce qu'il fit écrire un jour, à ce propos, par le comte de Montholon.

J'ai cru convenable, Monsieur le gouverneur, de répondre à la confiance que vous avez bien voulu me témoigner en cette occasion, en ne vous déguisant point la manière dont l'empereur est affecté. Il n'attache que bien peu de prix à tout ce qui concerne le logement, le mobilier, et autres choses de cette nature. Votre gouvernement, avec la meilleure intention, ne peut rien faire qui, sur ce roc, nous empêche de continuer à sentir la privation des objets de première nécessité.

Longwood est la partie la plus malsaine de l'île. Il n'y a ni eau, ni végétation, ni ombre. On n'a jamais pu y former un jardin potager ; la terre y est desséchée par le vent, ce qui fait que cette partie de l'île est inculte et inhabitée. Si l'empereur avait été mis à Plantation-House, où sont de beaux arbres, de l'eau et des jardins, il aurait été aussi bien que cette misérable île le puisse permettre. S'il est dans vos instructions de bâtir, il serait préférable que cela fût dans un endroit où il y eût des arbres, de l'eau et de la végétation. L'idée d'ajouter des ailes au mauvais bâtiment de Longwood aurait toute espèce d'inconvénients. Ce serait augmenter des ruines, et occasionner pendant cinq ou six mois l'importunité des ouvriers. On ne désire à Longwood que des réparations. Depuis deux mois il pleut dans les chambres du comte Las-Cases et du baron Gourgaud, ce qui rend ces chambres très-malsaines. Il devrait y avoir à Longwood un réservoir d'eau, pour servir en cas d'incendie. Les toits sont, en grande partie, de papier goudronné. La moindre étincelle peut brûler la maison. Une grande quantité de linge et d'autres effets ont été détruits par les rats, et cela faute d'armoires ou de commodes. Les livres apportés par la frégate Newcastle, ont été exposés aux mêmes dégâts pendant quinze jours, faute de bibliothèque ou de rayons pour les placer. Le moyen le plus simple de pourvoir à tous ces petits besoins serait, je pense, de s'arranger avec un maître ouvrier pour faire toutes les réparations chaque fois qu'elles deviendraient nécessaires, et avec un tapissier pour

veiller aux meubles dont il aurait la garde. Les gens du métier sont les plus propres à tous ces détails.

La chambre à coucher de Napoléon n'avait environ que trois mètres et demi de longueur, sur trois de largeur, sa hauteur était de deux mètres et demi. Cet appartement d'étroite dimension, et si peu commode pour un homme qu'une brûlante activité d'esprit obligeait toujours à marcher ou à être debout, ne recevait le jour que par deux petites croisées ouvertes sur l'emplacement destiné au camp du 53e. Une toile de nankin, d'un brun sale, et mal tendue, cachait la nudité des murs de la chambre de Napoléon. Cette dérision de tapisserie était arrêtée sur les bords par une grossière bordure de papier vert. A droite de la cheminée on avait appendu le portrait de Marie-Louise, et celui du jeune Napoléon brodé en or et en soie par sa mère. Celui de l'impératrice Joséphine, peint en miniature, était plus rapproché de la porte. A gauche était le réveil-matin du grand Frédéric, pris à Potzdam ; tout près de cette conquête domestique, Napoléon avait l'habitude d'accrocher sa montre, ornée de son chiffre B et d'un cordon tressé des cheveux de Marie-Louise. Sur la cheminée il n'y avait que le buste en marbre du roi de Rome, au-dessus duquel on avait placé le portrait de Marie-Louise. La pelle, les pincettes et la grille de cette cheminée délabrée commençaient à s'user, et avaient plus d'une fois exercé la patience de Napoléon qui, comme toutes les personnes distraites ou profondément occupées, aimait beaucoup à tisonner. Le lit de camp de fer, où Napoléon avait dormi ou plutôt reposé la veille de ses plus heureuses batailles, était appliqué à un coin à droite de la cheminée. Le plancher était couvert d'un tapis, dont la vétusté ne déparait point la parcimonie qui avait présidé à l'ameublement de cette chambre, où il n'y avait pour s'asseoir que cinq chaises à jour vernissées, et un sofa en calicot blanc. L'excédent de ce tissu avait servi à découper des rideaux écourtés qui flottaient aux deux croisées. La porte de derrière était masquée par un paravent doublé en toile peinte. A gauche de l'entrée se trouvait la bibliothèque de Napoléon, et à quelques pas de sa commode, vieux meuble de rencontre, un petit guéridon sur lequel il jetait ses notes et s'accoudait quelquefois. Au milieu de cette simplicité de meubles et d'ornement, il devait paraître étrange de voir le magnifique lave-main, le bassin et l'aiguière d'or dont se servait chaque jour l'empereur, mais dont l'usage ne lui fut pas laissé avant que, par un incroyable raffinement de petitesse, le misérable Hudson Lowe n'en eut fait disparaître sous son marteau les armes bombées de l'empire.

Tel était l'asile du grand homme qui avait occupé en vainqueur les palais de tous les rois de l'Europe, depuis l'Escurial jusqu'au Kremlin.

Dans sa résignation, il dévorait le chagrin et l'outrage, et ce n'était que rarement, dans ses épanchements intimes, qu'il exhalait ses plaintes contre les bourreaux qui le torturaient à plaisir. [Oui, disait-il, allons à Longwood, c'est un sépulcre où l'on m'enterre tout vivant, afin de me tuer plus tôt et plus sûrement. C'est pour m'assassiner qu'on me tient enfermé ici, dans ces épouvantables rochers. Voyez ces arbres maigres, hideux et rabougris, sans cesse battus par les orages et courbés par les vents, ces arbres sans verdure et sans ombre ; voyez ces lieux horribles où l'on a toujours de la pluie et jamais le moindre courant d'eau ; le soleil me brûle le cerveau, le Brouillard me pénètre, le vent aigre et poignant me pique et me déchire : je ne puis rester ici ; je ne suis en ce lieu que pour mourir. Oh ! si on me donnait un peu de verdure et d'eau, de cette douce](#)

verdure de France, de ces eaux limpides et jaillissantes de l'Italie, un peu de toute cette belle campagne d'Europe qui ranime et vivifie ; mais non, mon geôlier, mon bourreau ne veut pas. Il veut ma mort, il l'aura ; je ne bougerai pas de cette place et bientôt tout sera fini. — S'il voulait me ressusciter, disait-il d'autres fois, Lowe me placerait à Rosemary-Hall, ou dans la propriété du colonel Smith ; il me donnerait une habitation du côté de Plantation-House.

Mais ces espérances étaient vaines : tout devait rester sur le même pied : les tortures de l'horrible Longwood ne discontinuaient pas, et pourtant elles n'étaient pas légitimées par les instructions données à Hudson Lowe, on va en juger :

Downing-Street, 13 septembre 1816.

Vous observerez que le désir du gouvernement de sa majesté est d'accorder au général Bonaparte tout ce qui peut être compatible avec la sûreté de sa personne. Votre soin continuel doit être d'empêcher qu'il ne puisse trouver aucun moyen de s'échapper, ou de communiquer avec qui que ce soit, excepté par votre canal ; ces points étant assurés, tous les moyens d'amusement ou de distraction propres à réconcilier Bonaparte avec son exil ; peuvent être permis.

Quelques semaines après, le secrétaire d'état écrivit, dans le même but :

26 octobre 1816.

A l'égard du général Bonaparte, je crois inutile de vous donner de plus amples instructions ; je suis persuadé que votre propre penchant vous portera à prévenir les désirs de son altesse royale le prince régent, et à avoir de l'indulgence pour les effets qu'un changement si subit ne peut manquer de produire sur une personne d'un caractère aussi irritable. Toutefois, vous ne souffrirez pas que votre générosité envers lui change rien aux règlements qui ont été établis pour prévenir sa fuite, ou que vous pourriez à l'avenir juger nécessaires pour la plus grande sûreté de sa personne.

Certes, c'était une tâche difficile que de tenir étroitement prisonnier l'homme peut-être le plus impatient du joug, et en même temps de le traiter avec une bienveillante délicatesse qui lui déguisât à lui-même sa position. Hudson Lowe ne se soucia pas de la remplir, sous le seul point de vue qui pût la rendre honorable ; loin de là, par esprit de vanité et de maligne tyrannie, il s'appliqua à plaisir à dépasser les bornes de ses pouvoirs et de sa responsabilité.

L'amiral Cockburn avait réglé d'une manière suffisante et convenable les devoirs et les droits respectifs des Français et des habitants ; il avait prévu tous les inconvénients, paré à toutes les difficultés : Hudson Lowe annula le règlement de l'amiral, et en publia un autre, en vingt-cinq articles, où se trouvent rassemblées toutes les mesures vexatoires, toutes les précautions méticuleuses et tyranniques, toutes les exigences fiscales que la haine et la cupidité peuvent suggérer ; là était écrite cette étrange prescription : Les commandants de vaisseaux, porteurs de journaux contenant des nouvelles récentes ou dignes

d'intérêt, sont requis de les remettre à la personne chargée de leur communiquer le présent règlement, pour en être pris connaissance par le gouverneur, qui les leur fera rendre soigneusement.

Déjà dans une première proclamation, en date du 12 mai 1816, Hudson Lowe avait défendu à qui que ce fût de recevoir ou de porter aucune lettre ou message du général Bonaparte, des officiers de sa suite, de leurs femmes, ou domestiques, quelle que fût la nature de ces lettres ou messages, ni de leur en remettre aucun, sous peine d'être immédiatement arrêté et puni.

Napoléon s'éleva contre ces mesures arbitraires ; pour toute réponse, Lowe redoubla ses rigueurs. Le 28 juin, il publia une autre proclamation dans laquelle il fit savoir, qu'en vertu de deux actes du parlement, la peine capitale serait infligée à quiconque, soit directement, soit indirectement, aiderait à l'évasion de Bonaparte :

*Quiconque, était-il dit dans cette pièce, enfreindra les règlements relatifs à sa détention, ou **entretiendra quelque correspondance ou communication avec lui, les individus de sa suite, ou attachés à son service**, qui sont, de leur propre consentement, soumis aux mêmes restrictions que lui, ou en recevra, ou remettra soit à lui, soit à eux, des lettres ou communications **sans l'autorisation expresse du gouverneur**, ou de l'officier commandant en l'île à l'époque présente, **donnée par écrit et revêtue de sa signature, tout infracteur desdits règlements sera considéré comme ayant agi contre le vœu et le but direct des actes du parlement susmentionnés, et sera poursuivi en conséquence. Si par suite de l'infraction des règlements portés pour assurer sa détention, ou par l'effet de toute correspondance ou communication, soit avec lui, les personnes de sa suite, ou celles attachées à son service, ledit Napoléon Bonaparte réussissait à s'échapper, tout individu qui, après la présente proclamation, aura été l'auteur de l'infraction, correspondance ou communication, sera considéré comme ayant volontairement favorisé et aidé son évasion, et puni avec toute la rigueur de la loi.***

Quiconque aurait connaissance d'une tentative au moyen d'une délivrance ou d'une évasion, et n'en instruirait pas immédiatement le gouverneur ou l'officier commandant à l'époque, ou ne ferait pas tous ses efforts pour en empêcher l'exécution, sera censé fauteur et complice de ladite délivrance ou évasion, et jugé conformément aux lois.

Tout individu qui recevra des lettres ou *communications pour ledit Napoléon Bonaparte, les personnes de sa suite ou qui sont à son service*, et qui ne les remettra pas, ou ne les fera pas connaître sur-le-champ au gouverneur ou à l'officier commandant à l'époque, ou qui fournira audit Napoléon Bonaparte, aux gens de sa suite ou à son service, de l'argent ou autres moyens quelconques par lesquels son évasion pourrait s'effectuer, *sera également regardé comme y ayant participé, et poursuivi en conséquence.*

Toutes les lettres ou communications reçues par ledit Napoléon, les individus de sa suite ou à son service, ou qui en viendront, soit cachetées, soit ouvertes, devront être transmises sans délai au gouverneur dans le même état qu'elles auront été reçues.

En faisant remettre cette pièce aux captifs de Longwood, Hudson écrivit la lettre suivante au général Bertrand :

Monsieur, je ne dois pas oublier de mentionner que, comme toute correspondance et communication avec les personnes qui résident à Longwood, si elles n'ont lieu à ma connaissance et avec ma sanction, sont positivement interdites par les instructions que j'ai reçues et publiées, l'emploi de tout individu quelconque pour porter des communications, soit écrites, soit verbales, excepté celles qui me sont adressées ou que l'on me fait connaître au moyen de l'officier d'ordonnance à Longwood, peut avoir les plus sérieuses conséquences pour ceux qui en seraient les instruments ou les porteurs : j'espère que ces considérations, avec celles que j'ai déjà présentées, vous empêcheront de faire usage, à l'avenir, de tout autre canal que de celui très-simple et très-sûr que je vous ai indiqué, et dont je ne puis prendre sur moi de souffrir aucune déviation.

J'ai l'honneur, etc.

H. LOWE, gouverneur.

Le général se contenta de lui faire cette courte réponse :

Monsieur le gouverneur, dans votre lettre, vous parlez de communications verbales : ce n'est pas intelligible, si cela s'applique aux personnes de l'île avec lesquelles nous devons parler, puisque nous les voyons et les rencontrons. Mais l'âme et l'esprit sont hors de l'atteinte de la justice.

J'ai l'honneur, etc.

Le comte BERTRAND.

Mais Hudson Lowe était insatiable en fait de persécutions, il voulait que les Français ne pussent parler à âme qui vive. Il exigeait qu'on s'éloignât d'eux comme s'ils étaient infectés d'une contagion mortelle, et, pour atteindre ce but, il signifia ses prohibitions dans toute l'étendue de l'île :

Attendu, disait-il, qu'il a été constaté qu'on avait remis un présent à un habitant de cette île, au nom et de la part d'un des étrangers détenus à Longwood, présent qui fut rendu bientôt après, parce que la personne à qui il avait été remis s'était aperçue que l'accepter, à l'insu et sans l'autorisation du gouverneur, c'eût été violer les proclamations en vigueur, le gouverneur croit qu'il est utile, pour assurer l'exécution

des susdites proclamations — par rapport aussi à l'injonction générale contenue dans l'ordonnance datée du 16 avril 1816 —, d'informer le public, et avis est donné publiquement *à tous les officiers, habitants et autres individus quelconques, résidant ou arrivant dans cette île, qu'il leur est non-seulement défendu — comme il l'a été par la proclamation du 15 octobre 1815, laquelle interdit toute correspondance ou communication avec les étrangers ici détenus,* à l'exception des personnes seules qui pourraient être légalement autorisées par lui, et comme il l'a été encore par l'avis public du 11 mai, et par la proclamation du 28 juin 1816 —, de recevoir des étrangers détenus, ou de leur remettre aucune communication quelconque, ou de s'en rendre intermédiaire, sans son autorisation expresse ; mais encore que, si des communications non autorisées ont lieu, ou peuvent avoir lieu, ou s'il est fait des tentatives à cet effet, il est enjoint à quiconque en aura connaissance d'en informer sur-le champ le gouverneur, ou l'autorité civile ou militaire la plus voisine, si le cas l'exige, afin que l'on puisse prendre à cet égard toutes les mesures nécessaires, sous peine d'être considéré comme complice de l'infraction, et d'en être, par conséquent, tenu responsable.

Donné au château de James-Town, le 16 mai 1818.

HUDSON LOWE.

Ainsi Hudson Lowe employait tous les moyens pour empêcher les Français de communiquer avec qui que ce fût ; il voulait les parquer, les emprisonner, et convertir leur détestable demeure en un tombeau où ils fussent ensevelis à tout jamais.

Napoléon s'irritait parfois de tant de honteuses entraves ; mais le plus souvent il se contentait de parler avec un profond mépris, et de ces mesures, et de celui qui les ordonnait. *Ce gouverneur, disait-il, est un véritable imbécile, un vero imbecille.* N'a-t-il pas la niaise et atroce prétention de nous renfermer ici sans vouloir nous laisser de communication avec tout ce qui n'est pas prisonnier. Il nous séquestre du monde entier, il nous condamne au silence et à l'isolement de la mort. Que n'achève-t-il plus tôt sa besogne. Un bourreau et un linceul, et que ce soit fini de celui qui les tourmente tant. Ah ! mes pauvres amis, vous qui m'avez suivi dans mes malheurs et dans mon exil, qui avez tout quitté et abandonné, combien vous souffrez pour l'amour de moi ; mais aussi songez que vous acquérez ici une renommée immortelle, et que cette consolante idée vous rende ces peines supportables. Moi je ne puis rien faire pour vous que vous lier à jamais à mon nom et vous mener avec moi à la postérité.

Cependant la santé de Napoléon s'altérait de jour en jour ; ses amis, dans leur sollicitude, le pressaient en vain de prendre de l'exercice, lui disant qu'il ne pouvait sans cela espérer de rétablir ses forces délabrées ; mais trop de tourments l'ulcéraient. A leurs prières, il répondait en énumérant ses chagrins, ses privations et tous les tourments d'humiliation qu'il souffrait en sa captivité, et qui la lui rendaient dure par-dessus tout.

Mon geôlier sait bien, leur dit-il un jour qu'ils le sollicitaient plus vivement, il sait bien que j'ai absolument besoin d'exercice. Le mouvement est nécessaire à mon corps comme il l'est à mon esprit ; il m'a été nécessaire depuis que j'existe, et il le sera tant que durera cette misérable machine. De l'exercice d'esprit, j'en prends presque tous les jours', tant en écrivant qu'en discutant et devisant sur mes actions passées, sur la politique et sur mes guerres. Je donnerais bien à mon corps l'exercice dont il a besoin ; je le lui donnerais même dans cette île ; mais il faudrait que je n'eusse pas ce *boia* et ses valets continuellement présents à mon esprit et à ma vue. Non, jamais je ne me mettrai dans le cas d'être insulté par ses sentinelles, ou de recevoir une fusillade, si par hasard je m'écartais du grand chemin qui m'est désigné pour mes courses. Aussi je ne sortirai d'ici que mort.

Je vous le demande : puis-je m'exposer sottement à être arrêté et insulté par ses soldats ? Jugez donc du bel effet que produirait une pareille aventure ! Le beau sujet de broder une histoire comique à Londres ; de faire rire John-Bull aux dépens du pauvre empereur des Français, du malheureux dominateur de l'Europe, réduit à se débattre contre une recrue. On en ferait, n'en doutez point, une caricature en forme, et les badauds de la Tamise s'extasieraient en la voyant placardée contre les carreaux de leurs marchands d'estampes ; et puis mes ennemis, comme ils s'en délecteraient ! En vérité, il ne manquerait que cela à mes humiliations. Le général Bonaparte arrêté à la porte de sa prison par une sentinelle qui lui met la baïonnette sur la poitrine ! ce serait admirable. Mais les Anglais n'auront pas ce plaisir. Non, tant que les choses ne seront pas remises en l'état où elles étaient au commencement de mon séjour dans cette île maudite, je ne bougerai de place, pas plus qu'un reclus de monastère.

Les restrictions de cette nature imposées sur le moral d'un homme tel que moi produisent le même effet que l'emprisonnement, les fers et les chaînes mis aux pieds des forçats de Rochefort et de Toulon. On impose aux voleurs, à la *canaglia*, aux galériens, des restrictions physiques ; mais aux gens éclairés, on impose des restrictions morales. Et, au fait, y aurait-il un petit lieutenant de ce régiment campé là devant mes yeux, qui voulût sortir ; s'il était assujéti aux mêmes entraves que moi ?

Quel inconvénient résultait donc de mes promenades à cheval ? Craignait-on qu'un beau jour je ne m'enlevasse au-delà des mers, monté sur mon hippogriffe ? Mais, je le vois bien, et l'univers entier le verra comme moi, les intentions de Lowe sont de m'imposer des peines et des humiliations tellement intolérables, que je sois obligé de m'emprisonner moi-même, à moins de vouloir dégrader mon caractère et de me rendre un objet de mépris aux yeux du monde. On veut

m'occasionner par là une maladie qui, pour un corps affaibli et pour une âme souffrante, doit être mortelle ; et ainsi ils espèrent me faire mourir dans une longue agonie, dans une agonie assez prolongée pour avoir l'air d'être une œuvre de la nature. C'est leur plan, leur projet. Pourquoi pas ? n'est-ce pas là une manière d'assassiner tout aussi sûre que si on employait le pistolet ou le poignard ?

Lorsque Lord Amherst visita Napoléon, celui-ci dit : Mylord, voudriez-vous sortir, si on vous imposait la loi de ne parler à aucune des personnes que vous rencontreriez, ou de ne pouvoir leur dire : — Bonjour, comment vous portez-vous ? à moins que cela n'eût lieu en présence d'un officier ? Voudriez-vous sortir, à condition de ne vous écarter ni à droite ni à gauche de la route ? Voudriez-vous sortir sous l'obligation de rentrer à six heures du soir, ou bien de courir le risque d'être arrêté par les sentinelles qui sont au poste ? — Non, certes, répondit l'ambassadeur ; je ferais comme vous, je resterais dans ma chambre.

Ainsi le dominateur du monde était, suivant son expression, assassiné à coups d'épingles par son atroce geôlier. Chaque jour de misérables difficultés s'élevaient entre cette bête féroce et les Français ; il lui prit fantaisie de leur rationner les vivres. Cette fois Napoléon ne put contenir l'expression de sa méprisante indignation : N'est-ce pas, s'écria-t-il, une atroce et infâme barbarie que d'en venir jusqu'à compter les morceaux de pain qu'on me jette dans mon cachot. Eh bien, je me le fournirai ce pain. Ils m'ont enlevé mes trésors, qu'ils me les rendent, qu'ils fassent dégorger ces misérables qui se sont enrichis de mes dépouilles ! et dans tous les cas, je trouverai bien encore quelque âme généreuse en Europe pour venir à mon secours ! il y a là-bas plus d'un vieux soldat qui partagera sa ration avec moi. Mais non, ils ne veulent pas — ils m'ont forcé de descendre à d'ignobles et pitoyables détails qui jamais n'eussent dû entrer dans mon esprit ; ils m'ont fait m'occuper de légumes et d'office, comme Charlemagne qui tenait le registre des dépenses et des recettes de ses jardins potagers et de ses fermes —. Ce geôlier lésineux n'a-t-il pas eu la basse vilainie de venir compter avec moi jusqu'au sel blanc et au sel gris que l'on a employé dans ma cuisine ? N'a-t-il pas eu l'atroce impudence de me mesurer une ration de vin, comme on ferait au dernier des soldats ? Pourquoi donc, si le gouvernement anglais craint de ruiner sa nation en me donnant quelques livres de viande de plus, pourquoi n'accepte-t-il pas l'offre que l'Autriche et la Russie ont faite de me nourrir ? oui, de me nourrir ! car je suis réduit à l'aumône, je suis ici un pauvre soldat mendiant, mendiant comme mes vieux soldats qui mendient en Europe, qui demandent pour prix de leur sang un peu de pain à ceux qui m'ont succédé, et on le leur refuse, Je souffrirai donc, je souffrirai comme eux. Lorsqu'en Egypte ils mouraient de faim, de soif et de fatigue, n'allai-je pas comme eux à pieds dans les sables dévorants ; enlevai-je jamais à aucun d'eux le bienfait d'une goutte d'eau ? Eh bien ! maintenant qu'ils portent la peine de leur gloire, je veux la porter comme eux. Que l'Angleterre me fasse mourir ici de faim et de misère ; c'est sur elle, sur les gouvernements qui me font subir un si long et si douloureux martyre, que doit retomber l'ignominie.

Il semble qu'il y ait eu dans le grand caractère de Napoléon, dans ses idées gigantesques, dans la magique souvenance de ses hauts faits, dans son langage vif, coloré et énergique, enfin, dans les plus minutieux détails de sa vie, une

sorte de puissance surnaturelle et merveilleuse qui pénétrait les âmes. Une atmosphère d'enthousiasme l'enveloppait, et tout ce qui l'approchait était entraîné par son ascendant. C'était presque le dévouement religieux que Napoléon inspirait aux siens ; c'était des hauteurs de la gloire qu'il apparaissait sans cesse rayonnant à leurs yeux. Aussi combien de braves lui sacrifièrent sans hésiter leur sang et leur vie, poussés seulement par ce sentiment d'adoration que son nom inspirait. Sous les yeux de leur empereur, nos soldats couraient à la mort comme à une fête.

Son intolérable despotisme, son génie remuant, son ardente ambition, ses guerres continuelles, sa tyrannie militaire, tout cela ne put désenchanter la foule : même après la chute de l'empereur, elle ne put s'empêcher de voir l'auréole entourer le front du grand homme. Le retentissement de sa voix continuait de frapper le monde, alors même que cette voix ne partait plus du trône et qu'elle avait cessé de proférer des paroles de commandement. La France s'enorgueillit de Napoléon, même au jour où elle eut sondé l'effrayante profondeur de l'abîme où son despotisme et ses guerres l'avaient jetée.

Si l'esprit des peuples était resté, malgré tout, imprégné de ces sentiments de vénération et d'enthousiasme ; si les soldats de toutes les nations et de toutes les contrées inclinaient respectueusement devant l'image du grand empereur leur front sillonné par le feu des batailles, que l'on juge de la force et de la tenace énergie qu'avaient acquis ces sentiments dans l'âme, dans le cœur des Français, qui pour le suivre dans son exil, avaient sacrifié à leurs sermons et à leur amour les affections de la terre natale, les jouissances de l'Europe et toutes les espérances de leur fortuné politique. Aussi poussaient-ils leur respect et leur attachement pour Napoléon jusqu'à l'idolâtrie. M. de Las-Cases, dans un entretien avec Hudson Lowe, exprimait avec énergie la pensée de ses compagnons ; l'Anglais contestait à Napoléon le titre de souverain ; *Que parlez-vous d'idées de souveraineté, monsieur le gouverneur, répondit Las-Cases, c'est bien plus encore de notre part, c'est du culte. Oui, c'est un culte que nous professons pour Napoléon. Nous faisons mieux que l'honorer comme notre empereur, comme notre maître et seigneur en cette terre ; l'empereur, à nos yeux et dans nos sentiments, n'est plus de ce monde. Nous le voyons dans les nuées, dans le firmament, dans le ciel ; et quand vous nous laissez des choix en opposition avec sa gloire, avec son honneur, avec notre fidélité, c'est le choix des martyrs auxquels on disait : renoncez à votre culte, ou mourez. Hé bien, nous ici, nous n'avons qu'à mourir ; nous mourrons, s'il le faut, pour Napoléon. Tels étaient les sentiments de toutes les personnes attachées au service de l'illustre exilé. Nul doute que, si on eût voulu se porter à quelque attentat contre sa vie, tous lui eussent volontiers fait un rempart de leurs corps.*

L'existence de Napoléon à Sainte-Hélène était des plus tristes et des plus monotones ; sauf les nouvelles tortures qu'imaginait le geôlier, le lendemain ressemblait à la veille. Napoléon avait pris alors, malgré lui, des habitudes assez régulières. L'heure de son lever était la seule qui ne fût pas fixe. Comme, en général, son sommeil était agité et interrompu par de longues insomnies, tantôt il se levait à trois heures, poussé hors de son lit par le chagrin, les soucis et les dévorants ennuis de ses veilles ; tantôt il restait couché jusqu'à sept heures ; mais rarement plus tard. Lorsqu'il se levait dans la nuit, il se mettait à lire ou à écrire jusqu'à six ou sept heures ; alors, si le temps était beau, il montait à cheval et allait se promener, suivi de quelques - uns de ses officiers, ou bien il se recouchait pour quelques heures ; mais alors il fallait qu'on fît dans sa chambre une obscurité complète, qu'on bouchât soigneusement toutes les fissures des

fenêtres ; la moindre clarté, le plus petit rayon de lumière lui étaient importuns. Quand il était malade, son valet de chambre, Marchand, tâchait de l'endormir en lui faisant la lecture. Il déjeunait tantôt seul, dans sa chambre, et alors on lui servait son déjeuner entre neuf et dix heures ; tantôt avec ses officiers, et, dans ce cas, on servait à Onze heures : c'était toujours un déjeuner à la fourchette.

Après son repas, il se mettait ordinairement à dicter à MM. Montholon, Bertrand, Gourgaud ou Las-Cases ; et cette occupation le tenait jusqu'à trois heures ; moment où il recevait les visites des personnes qui avaient obtenu la permission de se présenter. La réception durait jusqu'à quatre heures ; alors il montait à cheval ou en calèche, et il se promenait pendant une heure ou deux avec toute sa suite. A son retour, il dictait ou lisait jusqu'à huit heures ; quelquefois il faisait une partie d'échecs.

Le diner était ensuite servi ; rarement il durait plus de vingt minutes ou d'une demi-heure. Napoléon mangeait fort vite, mais, comme toutes les personnes qui ont beaucoup d'appétit, il avait toujours été sobre ; parfois il parlait de cette sobriété, qu'il comparait gaîment au raffinement gastronomique de certains souverains. Il n'aimait que les mets simples et peu épicés : ses deux plats favoris étaient un gigot de mouton rôti sans ail et des côtelettes de mouton. Il ne buvait jamais plus d'une demi-bouteille de vin de Chambertin, encore le mêlait-il avec une forte quantité d'eau. Comme on lui parlait des maladies de foie ; communes dans l'île, et qu'il en demandait la cause, on lui dit que c'était à l'abus des spiritueux qu'elles devaient surtout être attribuées. En ce cas, répondit-il, je ne crains rien. Un des reproches qu'il adressait ordinairement aux Anglais, c'était de trop aimer à boire ; il ne concevait pas qu'ils ne pussent pas terminer un diner sans s'enivrer. **Eh bien ! combien de bouteilles ?** disait-il toujours à son médecin, lorsqu'il était arrivé à celui-ci d'avoir assisté à un repas en compagnie de ses compatriotes. **Vos Anglais, lui répétait-il souvent, laissent les plus belles femmes pour un pot de porter, pour une bouteille de vin d'Espagne, ou de France. Nos Français ne sont point ainsi ; la gloire, l'amour et le patriotisme se partagent leurs affections.**

Après son diner, il prenait une très-petite tasse de café ; alors les domestiques se retiraient et il se renfermait dans son intérieur avec ses amis. Quelquefois il faisait la conversation avec mesdames Montholon et Bertrand et les personnes de sa suite ; mais le plus souvent il allait à la comédie, comme il disait lui-même, c'est-à-dire qu'il se faisait apporter un volume de quelque auteur dramatique, et il lisait tout haut pendant une heure ; puis il congédiait tout le monde, et se retirait, vers les dix ou onze heures, dans sa chambre à coucher.

Les tragédies de Corneille étaient la lecture favorite de Napoléon : il admirait ce grand poète par-dessus tous les auteurs français. Souvent il le louait avec enthousiasme : **C'est à Corneille, disait-il, que la France fut redevable de quelques-unes des plus belles et plus glorieuses actions qui honorent les derniers temps de son histoire. J'ai remarqué cette influence des nobles et patriotiques sentiments si poétiquement et si énergiquement mis en action par Corneille. Si Corneille eût vécu de mon temps, s'écriait-il un jour en s'arrêtant sur le sublime qu'il mourût des Horaces, je l'aurais fait prince.**

Napoléon donnait tous les matins le plus grand soin à sa toilette. Après s'être rasé, lavé la figure et les dents, il se jetait de l'eau de Cologne sur le corps et se faisait masser avec une brosse à chair, tenant cette habitude pour excellente et très-favorable à la santé.

Son costume était presque invariablement le même. Il portait une culotte de Casimir noir ou de nankin brun, un gilet blanc, des bas de soie, des souliers à boucles d'or, le frac vert de la petite tenue des guides ou chasseurs à cheval de la garde impériale, un col noir, et le petit chapeau à trois cornes avec une cocarde tricolore. Lorsqu'il recevait, il portait toujours le cordon et la grande croix de la Légion-d'Honneur : c'est bien le moins, disait-il à ce propos, que celui qui a institué cet ordre de chevalerie, illustré par de si glorieuses actions, en porte lui-même les insignes.

Lorsqu'il avait passé son habit, il prenait son mouchoir parfumé d'eau de Cologne, une petite bonbonnière et sa tabatière.

Napoléon avait pris en si grande affection l'uniforme des guides, qu'il ne pouvait se décider à porter un habit d'une autre couleur. Un jour Santini lui annonça que son habit de prédilection n'était plus mettable, et qu'il y avait nécessité de le remplacer. On fit chercher du drap vert chez tous les marchands de James-Town il ne s'en trouva pas, Santini proposa alors à l'empereur de lui retourner son habit. — **Eh bien retournez-le**, lui répondit-il, **je ferai en sorte qu'il aille jusqu'à la fin**.

Accablé chaque jour de nouveaux tourments, Napoléon se résolut enfin à porter ses plaintes au ministère anglais ; voici la note qu'il fit tenir à l'amiral Cockburn.

L'empereur désire, par le retour du prochain vaisseau, avoir des nouvelles de sa femme et de son fils, et savoir si ce dernier vit encore. Il profite de cette occasion pour réitérer et transmettre au gouvernement anglais les protestations qu'il a faites contre les étranges mesures qui ont été adoptées contre lui.

1° Le gouvernement l'a déclaré prisonnier de guerre. L'empereur n'est point prisonnier de guerre. Sa lettre au prince régent, écrite et communiquée au capitaine Maitland, avant de passer à bord du Bellérophon, prouve suffisamment au monde entier les dispositions et la confiance qui le conduisirent librement sous le pavillon anglais.

Il était au pouvoir de l'empereur de ne quitter la France que pour des stipulations qui auraient décidé de tout ce qui était relatif à sa personne ; mais il dédaigna de mêler ses intérêts personnels aux grands intérêts dont son esprit avait été constamment occupé. Il aurait pu se mettre à la disposition de l'empereur Alexandre, qui avait été son ami, ou de l'empereur François, qui est son beau-père ; mais, dans la confiance qu'il avait en la nation anglaise, il ne voulut d'autre protection que ses lois, et, renonçant aux affaires publiques, il ne chercha d'autre pays que celui qui était gouverné par des lois fixes, indépendantes de la volonté des individus.

2° Si l'empereur avait été prisonnier de guerre, les droits des nations civilisées, sur un prisonnier de guerre, sont limités par le droit des gens, et finissent d'ailleurs avec la guerre elle-même.

3° Le gouvernement anglais considérant l'empereur, même arbitrairement, comme prisonnier de guerre, son droit sur lui était limité par le droit public, ou bien, comme il n'y avait pas de cartel entre les deux nations dans la guerre présente, il pouvait suivre envers lui les principes des sauvages qui mettent à mort leurs prisonniers. Ce droit aurait été plus humain, plus conforme à la justice, que de le transporter sur ce roc affreux. La mort qu'on aurait pu lui donner à bord du *Bellérophon*, dans la rade de Plymouth, aurait été comparativement un bienfait.

Nous avons voyagé dans les pays les plus misérables de l'Europe : aucun d'eux ne peut se comparer avec ce roc aride, dépourvu de tout ce qui peut rendre la vie supportable. Il est fait pour renouveler à tout moment les angoisses de la mort. Les premiers principes de la morale chrétienne, et ce grand devoir imposé à l'homme de remplir sa destinée, quelle qu'elle soit, peuvent seuls l'empêcher ici de terminer, de sa propre main, une si horrible existence. L'empereur met sa gloire à continuer à lui être supérieur. Mais, si le gouvernement anglais persiste dans ses actes d'injustice et de violence, il regardera comme un bienfait l'ordre de le mettre à mort.

Cette note était signée par le comte Bertrand. Déjà le 23 août 1816, le comte Montholon avait écrit à Hudson Lowe :

Monsieur le général, j'ai reçu le traité du 2 août 1815, conclu entre Sa Majesté britannique, l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie, et le roi de Prusse, qui était joint à votre lettre du 25 juillet.

L'empereur Napoléon proteste contre le contenu de ce traité ; il n'est point prisonnier de l'Angleterre. Après avoir abdiqué entre les mains des représentants de la nation, au profit de la constitution adoptée par le peuple français, et en faveur de son fils, il s'est rendu volontairement et librement en Angleterre, pour y vivre en particulier, dans la retraite, sous la protection des lois britanniques. La violation de toutes les lois ne peut pas constituer un droit de fait. La personne de l'empereur Napoléon se trouve au pouvoir de l'Angleterre ; mais, de fait ni de droit, il n'a été ni n'est au pouvoir de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, même selon les lois et les coutumes de l'Angleterre, qui n'a jamais fait entrer, dans la balance des prisonniers, les Russes, les Autrichiens, les Prussiens, les Espagnols, les Portugais, quoique unie à ces puissances par des traités d'alliance, et faisant la guerre conjointement avec elles.

La convention du 2 août, faite quinze jours après que l'empereur Napoléon était en Angleterre, ne peut avoir en droit, aucun effet ; elle n'offre que le spectacle de la coalition des quatre plus grandes puissances de l'Europe,

pour l'oppression d'un seul homme, coalition que désavouent l'opinion de tous les peuples, comme tous les principes de la saine morale.

Les empereurs d'Autriche et de Russie, et le roi de Prusse, n'ayant, de fait ni de droit, aucune action sur la personne de l'empereur Napoléon, ils n'ont pu rien statuer relativement à lui.

Si l'empereur Napoléon eût été au pouvoir de l'empereur d'Autriche, ce prince se fût souvenu des rapports que la religion et la nature ont mis entre un père et un fils, rapports qu'on ne viole jamais impunément.

Il se fût ressouvenu que quatre fois Napoléon lui a restitué son trône : à Leoben, en 1799, et à Lunéville, en 1804, lorsque ses armées étaient sous les murs de Vienne ; à Presbourg, en 1806, et à Vienne, en 1809, lorsque ses armées étaient maîtresses de la capitale et des trois quarts de la monarchie. Ce prince se fût ressouvenu des protestations qu'il lui fit au bivouac de Moravie, en 1806, et à l'entrevue de Dresde, en 1812.

Si la personne de l'empereur Napoléon eût été au pouvoir de l'empereur Alexandre, il se fût ressouvenu des liens d'amitié contractés à Tilsitt, à Erfurt, et pendant douze ans d'un commerce journalier.

Il se fût ressouvenu de la conduite de l'empereur Napoléon le lendemain de la bataille d'Austerlitz, où, pouvant le faire prisonnier avec les débris de son armée, il se contenta de sa parole, et lui laissa opérer sa retraite. Il se fût ressouvenu des dangers que, personnellement, l'empereur Napoléon a bravés pour éteindre l'incendie de Moscow, et lui conserver cette capitale. Certes, ce prince n'eût pas violé les droits de l'amitié et de la reconnaissance envers un ennemi dans le malheur.

Si la personne de l'empereur Napoléon eût été même au pouvoir du roi de Prusse, ce souverain n'eût pas oublié qu'il a dépendu de l'empereur, après la bataille de Friedland, de placer un autre prince sur le trône de Berlin. Il n'eût point oublié, devant un ennemi désarmé, les protestations de dévouement et les sentiments qu'il lui témoigna en 1812, aux entrevues de Dresde.

Aussi voit-on, par les articles 2 et 5 dudit traité du 2 août que, ne pouvant influencer en rien sur le sort de la personne de l'empereur Napoléon, qui n'est pas en leur pouvoir, ces princes s'en rapportent à ce que fera là-dessus Sa Majesté Britannique, qui se charge de remplir toutes les obligations. Ces princes ont reproché à l'empereur Napoléon d'avoir préféré la protection des lois anglaises à la leur. Les fausses idées que l'empereur Napoléon avait de la libéralité des lois anglaises, et de l'influence de l'opinion d'un peuple grand, généreux et libre, sur son gouvernement, l'ont décidé à

préférer la protection de ses lois à celles de son beau-père ou de son ancien ami. L'empereur Napoléon a toujours été le maître de faire assurer ce qui lui était personnel, par un traité diplomatique, soit en se remettant à la tête de l'armée de la Loire, soit en se mettant à la tête de l'armée de la Gironde que commandait le général Clausel. Mais ne cherchant désormais que la retraite et la protection des lois d'une nation libre, soit anglaise, soit américaine, toutes stipulations lui ont paru inutiles. Il a cru le peuple anglais plus lié par sa démarche franche, noble, et pleine de confiance, qu'il ne l'eût pu être par les traités les plus solennels. Il s'est trompé ; mais cette erreur fera à jamais rougir les vrais Bretons ; et, dans la génération actuelle, comme dans les générations futures, elle sera une preuve de la déloyauté de l'administration anglaise.

Des commissaires autrichiens et russes sont arrivés à Sainte-Hélène. Si leur mission a pour but de remplir une partie des devoirs que les empereurs d'Autriche et de Russie ont contractés par le traité du 2 août, et de veillera ce que les agents anglais, dans une petite colonie au milieu de l'Océan, ne manquent pas aux égards dus à un prince lié avec eux par les liens de parenté et par tant d'autres rapports, on reconnaît, dans cette démarche, des marques du caractère de ces deux souverains ; mais vous avez, monsieur, assuré que ces commissaires n'avaient ni le droit ni le pouvoir d'avoir aucune opinion de ce qui peut se passer sur ce rocher.

Le ministère anglais a fait transporter l'empereur à Sainte-Hélène, à deux mille lieues de l'Europe. Ce rocher, situé sous le tropique, à cent lieues de tout continent, est soumis à la chaleur dévorante de cette latitude ; il est couvert de nuages et de brouillards les trois quarts de l'année ; c'est à la fois le pays le plus sec et le plus humide du monde ; ce climat est le plus contraire à la santé de l'empereur. C'est la haine qui a présidé au choix de ce séjour, comme aux instructions données par le ministère anglais aux officiers commandant dans ce pays.

On leur a ordonné d'appeler l'empereur Napoléon général, voulant l'obliger de reconnaître qu'il n'a jamais régné en France, ce qui l'a décidé à ne pas prendre un nom d'incognito, comme il y était résolu en sortant de France. Premier magistrat à vie de la république, sous le titre de premier consul, il a conclu les préliminaires de Londres et le traité d'Amiens avec le roi de la Grande-Bretagne ; il a reçu pour ambassadeurs, lord Cornwallis, M. Merry, lord Whitworth, qui ont séjourné en cette qualité à sa cour. Il a accrédité, auprès du roi d'Angleterre, le comte Otto et le général Andréossi, qui ont résidé comme ambassadeurs à la cour de Windsor. Lorsque, après un échange de lettres entre les ministres des affaires étrangères des deux monarchies, lord Lauderdale vint à Paris, muni des pleins-pouvoirs du roi

d'Angleterre, il traita avec les plénipotentiaires munis des pleins-pouvoirs de l'empereur Napoléon, et séjourna plusieurs mois à la cour des Tuileries. Lorsque depuis, à Châtillon, lord Castlereagh signa l'ultimatum que les puissances alliées présentèrent aux plénipotentiaires de l'empereur Napoléon, il reconnut par là la quatrième dynastie.

Cet ultimatum était plus avantageux que le traité de Paris ; mais on exigeait que la France renonçât à la Belgique et à la rive gauche du Rhin, ce qui était contraire aux propositions de Francfort et aux proclamations des puissances alliées ; ce qui était contraire au serment par lequel, à son sacre, l'empereur avait juré l'intégrité de l'empire. L'empereur pensait alors que les limites naturelles étaient nécessaires à la garantie de la France, comme à l'équilibre de l'Europe ; il pensait que la nation française, dans les circonstances où elle se trouvait, devait plutôt courir toutes les chances de la guerre que de s'en départir.

La France eût obtenu cette intégrité, et, avec elle, conservé son honneur, si la trahison n'était venue au secours des alliés.

Le traité du 2 août, l'acte du parlement britannique, appellent l'empereur Napoléon Bonaparte, et ne lui donnent pas le titre de général. Le titre de général Bonaparte est sans doute éminemment glorieux : l'empereur le portait à Lodi, à Castiglione, à Rivoli, à Arcole, à Leoben, aux Pyramides, à Aboukir ; mais depuis dix-sept ans, il a porté celui de premier consul et d'empereur ; ne le nommer maintenant que général, ce serait convenir qu'il n'a été ni premier magistrat de la république, ni souverain de la quatrième dynastie. Ceux qui pensent que les nations sont des troupeaux qui, de droit divin, appartiennent à quelques familles, ne sont ni du siècle, ni même dans l'esprit de la législature anglaise, qui changea plusieurs fois l'ordre de sa dynastie, parce que de grands changements survenus dans les opinions auxquelles n'avaient pas participé les princes régnants, les avaient rendus ennemis du bonheur et de la grande majorité de cette nation ; car les rois ne sont que des magistrats héréditaires qui n'existent que pour le bonheur des nations, et non les nations pour la satisfaction des rois.

C'est le même esprit de haine qui a ordonné que l'empereur Napoléon ne pût écrire ni recevoir aucune lettre sans qu'elle fût ouverte et lue par les ministres anglais et les officiers de Sainte-Hélène.

On lui a par là interdit la possibilité de recevoir des nouvelles de sa mère, de sa femme, de son fils, de ses frères ; et lorsque, voulant se soustraire aux inconvénients de voir ses lettres lues par des officiers subalternes, il a voulu envoyer des lettres cachetées au prince régent, on a répondu qu'on

ne pouvait se charger que de laisser passer des lettres ouvertes : que telles étaient les instructions du ministre. Cette mesure n'a pas besoin de réflexion ; elle donnera d'étranges idées de l'esprit d'administration qui l'a dictée : elle serait désavouée à Alger. Des lettres sont arrivées pour des officiers-généraux de la suite de l'empereur, elles étaient décachetées et vous furent remises ; vous ne les avez pas communiquées parce qu'elles n'avaient pas passé par le canal du ministère anglais. Il a fallu leur faire refaire quatre mille lieues, et les officiers eurent la douleur de savoir qu'il existait sur ce rocher des nouvelles de leurs femmes, de leurs mères, de leurs enfants, et qu'ils ne pourraient les connaître que dans six mois. Le cœur se soulève ! ! ! On n'a pas pu obtenir d'être abonné au *Morning Chronicle*, au *Morning Post*, à quelques journaux français. De temps à autre on fit passer à Longwood quelques numéros dépareillés du *Times*. Sur la demande faite à bord du *Northumberland*, on a envoyé quelques livres ; mais tous ceux relatifs aux affaires des dernières années en ont été soigneusement écartés. Depuis, on a voulu correspondre avec un libraire de Londres, pour avoir directement des livres dont on pourrait avoir besoin, et ceux relatifs aux événements du jour ; on l'a empêché. Un auteur anglais ayant fait un ouvrage en France, et l'ayant imprimé à Londres, prit la peine de vous l'envoyer pour l'offrir à l'empereur ; mais vous n'avez pas cru pouvoir le lui remettre, parce qu'il ne vous était pas parvenu par la filière de votre gouvernement. On dit aussi que d'autres livres, envoyés par leurs auteurs, n'ont pu être remis, parce qu'il y avait sur l'inscription de quelques-uns : à l'empereur Napoléon, et sur d'autres : à Napoléon-le-Grand. Le ministère anglais n'est fondé à employer aucune de ces vexations : la loi, quoique inique, du parlement britannique, considère l'empereur Napoléon comme prisonnier de guerre ; or, jamais on n'a défendu aux prisonniers de guerre de s'abonner aux journaux, de recevoir des livres qui s'impriment : une telle défense n'est faite que dans les cachots de l'inquisition.

L'île de Sainte-Hélène a dix lieues de tour ; elle est inabordable de toutes parts, des bricks enveloppent la côte ; des postes placés sur le rivage peuvent se voir de l'un à l'autre, et rendent impraticables les communications avec la mer, Il n'y a qu'un seul petit bourg, James-Town, où mouillent et d'où s'expédient les bâtiments. Pour empêcher un individu de s'en aller de l'île, il suffit de cerner la côte par terre et par mer. En interdisant l'intérieur de l'île, on ne peut donc avoir qu'un but, celui de priver d'une promenade de huit ou dix milles, qu'il serait possible de faire à cheval, et dont, d'après la consultation des hommes de l'art, la privation abrège les jours de l'empereur.

On a établi l'empereur dans la position de Longwood, exposé à tous les vents, terrain stérile, inhabité, sans eau, n'étant susceptible d'aucune culture. Il y a une enceinte d'environ douze cents toises incultes. A onze ou douze cents toises, sur un mamelon, on a établi un camp. On vient d'en placer un autre à peu près à la même distance, dans une direction, opposée, de sorte qu'au milieu de la chaleur du tropique, de quelque côté qu'on regarde, on ne voit que des camps.

L'amiral Malcolm ayant compris l'utilité dont, dans cette position, une tente serait pour l'empereur, en a fait établir une par ses matelots, à vingt pas en avant de la maison ; c'est le seul endroit où l'on puisse trouver de l'ombre. Toutefois l'empereur n'a lieu que d'être satisfait de l'esprit qui anime les officiers et soldats du brave 53^e, comme il l'avait été de l'équipage du *Northumberland*. La maison de Longwood a été construite pour servir de grange à la ferme de la Compagnie ; depuis, le sous-gouverneur de l'île y a fait établir quelques chambres ; elle lui servait de maison de campagne, mais elle, n'était en rien convenable pour une habitation. Depuis un an qu'on y est, on y a toujours travaillé, et l'empereur a constamment eu l'incommodité et l'insalubrité d'habiter une maison en construction. La chambre dans laquelle il couche est trop petite pour contenir un lit d'une dimension ordinaire ; mais toute bâtisse à Longwood prolongerait l'incommodité des ouvriers. Cependant, dans cette misérable île, il existe de belles positions, offrant de beaux arbres, des jardins, et d'assez belles maisons, entre autres *Plantation-House* ; mais les instructions positives du ministère vous interdisent de donner cette maison, ce qui eût épargné beaucoup de dépenses à votre trésor, dépenses employées à bâtir à Longwood des cahottes couvertes en papier goudronné, et qui déjà sont hors de service. Vous avez interdit toute correspondance entre nous et les habitants de l'île ; vous avez mis de fait la maison de Longwood au secret ; vous avez même entravé les communications avec les officiers de la garnison. On semble donc s'être étudié à nous priver du peu de ressources qu'offre ce misérable pays, et nous y sommes comme nous serions sur le rocher inculte et inhabité de l'Ascension.

Depuis quatre mois que vous êtes à Sainte-Hélène, vous avez, Monsieur, empiré la position de l'empereur. Le comte Bertrand vous a fait observer que vous violiez même la loi de votre législation ; que vous fouliez aux pieds les droits des officiers-généraux prisonniers de guerre. Vous avez répondu que vous ne reconnaissiez que la lettre de vos instructions ; qu'elles étaient pires encore que ne nous paraissait votre conduite.

J'ai l'honneur, etc.

J'avais signé cette lettre, Monsieur, lorsque j'ai reçu la vôtre du 17. Vous y joignez le compte par aperçu d'une somme annuelle de vingt mille livres sterling, que vous jugez indispensable pour subvenir aux dépenses de l'établissement de Longwood, après avoir fait toutes les réductions que vous avez crues possibles. La discussion de cet aperçu ne peut nous regarder en aucune manière. La table de l'empereur est à peine le strict nécessaire ; tous les approvisionnements sont de mauvaise qualité, et quatre fois plus chers qu'à Paris. Vous demandez à l'empereur un fonds de douze mille livres sterling, votre gouvernement ne vous allouant que huit mille livres sterling pour toutes ses dépenses. J'ai eu l'honneur de vous dire que l'empereur n'avait pas de fonds ; que, depuis un an, il n'avait ni reçu, ni écrit aucune lettre, et qu'il ignorait complètement tout ce qui se passait ou avait pu se passer en Europe.

Transporté violemment sur ce rocher, à deux mille lieues, sans pouvoir recevoir ou écrire aucune lettre, il se trouve aujourd'hui entièrement à la discrétion des agents anglais.

L'empereur a toujours désiré et désire pourvoir lui-même à toutes ses dépenses quelconques, et il le fera aussitôt que vous le lui rendrez possible, en levant l'interdiction faite aux négociants de l'île de servir à sa correspondance, et en déclarant qu'elle ne sera soumise à aucune inquisition de votre part, ni d'aucun de vos agents. Dès que l'on connaîtra en Europe les besoins de l'empereur, les personnes qui s'intéressent à lui enverront les fonds nécessaires pour y pourvoir.

La lettre de lord Bathurst, que vous m'avez communiquée, fait naître d'étranges idées. Vos ministres ignoraient-ils donc que le spectacle d'un grand homme aux prises avec l'adversité est le spectacle le plus sublime ? Ignoraient-ils donc que Napoléon à Sainte-Hélène, au milieu des persécutions de toute espèce, auxquelles il n'oppose que de la fermeté, est plus grand, plus sacré, plus vénérable, que sur le premier trône du monde, où, si longtemps, il fut l'arbitre des rois ?

Ceux qui, dans cette position, manquent à Napoléon, n'avilissent que leur propre caractère et la nation qu'ils représentent.

Le général, comte de MONTHOLON.

CHAPITRE TRENTIÈME

SOMMAIRE. — Persécutions contre les personnes de la suite de Napoléon. — Actes arbitraires atroces. — Enlèvement du comte Las-Cases. — Vif attachement de Napoléon pour sa femme et pour son fils. — Atroce conduite de Hudson Lowe à l'occasion d'un buste du roi de Rome. — Le docteur O'Meara refuse de servir les projets du gouverneur. — Il est renvoyé en Europe. — Napoléon le charge d'une mission importante. — Affaiblissement de la santé de l'empereur. — Motion de lord Holland en faveur de l'illustre prisonnier. — Lord Bathurst se couvre d'infamie en lui répondant. — Napoléon réfute les calomnies de ce ministre.

1817.

Ces justes récriminations fatiguaient Hudson Lowe, qui aurait bien voulu que Napoléon restât seul à sa discrétion. Alors sa voix eût été complètement étouffée ; aussi cet impitoyable bourreau commença-t-il à s'acharner sur les fidèles serviteurs qui, pour suivre le grand homme déchu, avaient tout quitté, rang, patrie, fortune, espérance. M. de Las Cases fut le premier qu'il voulut accabler du poids de son ressentiment.

Sous le vain prétexte d'une correspondance qu'il aurait entretenue avec Lucien Bonaparte et une autre personne de la famille impériale, Hudson Lowe le déclara coupable d'infraction aux règlements établis dans l'île ; en conséquence, il le fit arrêter, s'empara de tous ses papiers, et le renvoya de Sainte-Hélène, après l'avoir tenu quelque temps prisonnier dans sa propre maison à James-Town.

Cet événement causa une vive affliction à l'empereur. Le profond attachement du comte de Las-Cases à sa personne ne pouvait être mis en doute, et son âge, son caractère, le lui rendaient cher ; instruit, ami des lettres, versé dans les sciences, M. de Las Cases était le plus intime commensal de Napoléon : le départ de ce dévoué serviteur augmenta cruellement le vide affreux qu'éprouvait l'exilé de Longwood, et de ce jour Hudson Lowe lui devint plus odieux encore.

Napoléon s'entretenait fréquemment de Marie-Louise et de son fils. On a prétendu, disait-il, que l'amour et l'affection s'affaiblissent et s'effacent par l'absence ; c'est une grande erreur, disait Napoléon : quand on aime bien, l'amour acquiert bien plus d'intensité par la privation de l'objet de cet amour. Alors toutes les pensées se rapportent à lui ; le vide qui nous entoure, nous le peuplons de ses images, partout nous le voyons, partout nous invoquons son nom et sa présence ; l'imagination s'en frappe, la mémoire s'en nourrit sans cesse ; nous le comparons à tout ce qui est devant nous, et, dans cette douce et continuelle occupation de toutes les puissances de notre âme, au moins jamais la satiété, la monotonie et l'ennui ne viennent poser leur main de glace sur notre cœur. Quant à moi, ajoutait-il en soupirant, j'aime ma bonne Louise, et après cinq ans d'absence je l'aime plus encore que je ne l'eusse peut-être aimée si nous étions restés ensemble aux Tuileries ; et mon fils, ah ! mais ceci est une

affection que ni le temps, ni la présence, ni l'éloignement n'affaiblissent, que rien au monde ne peut refroidir, l'amour d'un père dure comme la vie ; tant qu'il y aura une pulsation dans ce cœur, elle sera pour mon fils.

Puis déplorant la triste destinée qui attendait cet enfant. Ils l'ont déshérité, ils l'ont dépouillé de tout, même de ce pauvre duché de Parme, même de la succession de sa mère ; ils lui ont tout enlevé, et pourtant il est, lui, fils de rois et d'empereurs ; si je ne suis rien, il est quelque chose, lui ; car enfin il faut bien que la légitimité d'une dynastie ait un point de départ, elle ne se perd pas dans l'éternité. Celui qui fut en naissant, salué par l'Europe, roi de la capitale du monde antique, n'aura pas même un château en propriété, il ne sera pas même souverain d'un village d'Italie.

L'avenir de son fils était pour lui un sujet de mortelles afflictions ; un mot, un rien, la plus petite circonstance provoquait des retours de cet amour paternel qui par de fatales inquiétudes sur celui qui en était l'objet le couvrait de douleur.

Le maître-canonnière du vaisseau le Baring, arrivé à Sainte-Hélène au mois de juin 1817, avait apporté un buste en marbre blanc, exécuté par un sculpteur de Livourne, et représentant le fils de Napoléon. On disait à bord du vaisseau que ce buste avait été fait par ordre de l'impératrice Marie-Louise, et qu'elle l'avait envoyé à son époux, comme une preuve muette de sa constante affection. Napoléon se complaisait dans cette idée, et il se répandait à ce propos en éloges sur la bonté de cœur de celle qu'il supposait toujours digne de lui.

Le capitaine de vaisseau, se trouvant à diner, le lendemain de son arrivée, chez un des principaux habitants de l'île, parla de ce buste et s'informa comment il pourrait le faire parvenir à Napoléon : sir Thomas Reade, à qui on lui conseillait de s'adresser, lui demanda comment il avait pu se charger d'une commission dont il était impossible de s'acquitter sans enfreindre les règlements de l'île ; puis, il lui recommanda le plus grand secret et le plus profond silence à l'égard de tout le monde sur cette affaire.

Mais déjà Napoléon savait que le buste de son fils était arrivé : Hudson Lowe le savait aussi. Il donna l'ordre de jeter le buste à la mer, de consigner le canonnière à bord, et de ne pas lui laisser mettre le pied à terre. Une telle petitesse était faite pour irriter Napoléon,

Il s'emporta plus qu'il ne l'avait fait encore, mais le gouverneur révoqua son ordre et il en était encore temps, car on n'avait pas cru devoir lui obéir. Enfin, quinze jours après l'arrivée du bâtiment, il fit porter le buste à Longwood. Napoléon, en le recevant, éprouva les plus vifs transports de joie, il ne se possédait plus de bonheur, son cœur en éclatait. Après cette délicieuse explosion, il revint sur l'infâme procédé de Hudson Lowe : Je savais, dit-il, depuis plusieurs jours que le buste était dans l'île ; je le savais, et je me proposais de faire au parlement et au prince régent une plainte qui eût fait dresser les cheveux à tout homme. J'eusse dit des choses qui l'eussent fait exécrer, ce Lowe, par tous les pères comme un monstre à face humaine ; toutes les femmes l'eussent maudit et abhorré. Ils ont délibéré au sujet de ce buste à Plantation-House ; ils ont tenu conseil : le premier ministre Reade, le Castlereagh de Sainte-Hélène, a été d'avis qu'on brisât le buste. Le scélérat ! Mais le major, le petit Gorrequer s'y est opposé ; il a exposé que ce serait se couvrir à jamais d'ignominie que d'en agir ainsi envers un père ; ce petit major, il a encore un peu de bon sens dans les veines. On m'a dit aussi que lady Lowe lui a fait un

sermon sur l'atrocité d'un pareil procédé. Cette femme est aimable, elle est bonne ; elle était digne d'un autre mari.

Quoi qu'il en soit, il en a fait assez pour se déshonorer en retenant le buste de mon fils aussi longtemps, et en laissant douter de son envoi. Dans ces cas, quand on a quelque chose qui bat là, quand on sent un peu de mouvement dans son cœur, on n'hésite pas en présence de l'amour paternel. Et n'a-t-il pas eu l'impudence de me faire dire que les cent guinées demandées par l'artiste étaient un prix exorbitant pour un aussi mauvais buste ; comme si l'on marchandait l'image d'un fils adoré !

Le buste était en marbre blanc, de grandeur naturelle, assez bien exécuté, et portant cette inscription : Napoléon-François-Charles-Joseph, etc. Le sculpteur l'avait décoré de la grande croix de la légion d'honneur.

Napoléon le plaça sur la cheminée du salon, puis il appela ses amis, ses officiers, toute sa suite, et il leur dit : *Regardez cela, regardez cette figure. N'est-ce pas qu'il faudrait être bien barbare, bien cruel, bien tigre, pour vouloir briser une aussi belle figure ? L'homme qui est capable de le faire ou de l'ordonner, est capable de tous les crimes ; celui qui a pu commander de briser cette image plongerait un couteau dans le cœur de mon enfant, s'il était là : oui, il le ferait, il l'a dit, et en effet en voyant le buste, Hudson Lowe avait dit : *On devrait étrangler le jeune Bonaparte ; ce serait au moins une affaire terminée avec le père et le fils, et tout serait tranquille.**

Napoléon contemplant le buste avec ravissement ; il ne pouvait le considérer assez : son visage était rayonnant ; toutes les ineffables sensations de l'amour paternel venaient s'y peindre ; les mouvements de l'indignation qu'il avait éprouvée d'abord en pensant à son geôlier disparurent, et il resta absorbé dans la contemplation de ce portrait qui lui rappelait de si étranges et de si doux souvenirs.

Bientôt cependant, sortant de cette extase, il dit brusquement : *Le sculpteur demande cent guinées, et il est trop modeste ; s'il savait tout le bonheur, toute la félicité qu'il vient de procurer à mon âme, il m'aurait demandé une somme énorme. Je ne sais, mais le buste vaut pour moi plus d'un million, il est inappréciable pour mon cœur. Pauvre enfant ! tu ne verras plus ton père, et tu ne jouiras pas même du fruit de ses travaux et de ses conquêtes ! Mais il est un héritage que nul au monde ne peut t'enlever, c'est l'héritage de mon nom, de mes grandes actions, de ma renommée, de ma gloire ; il n'est donné à aucun roi de la terre de t'en dépouiller ; et ton lot. est encore assez riche pour faire envie à beaucoup d'entre eux.*

Cependant on s'inquiétait de savoir à Longwood si le buste venait de Marie-Louise, ou bien si c'était seulement une spéculation particulière faite sur la tendresse de Napoléon pour son fils. Le canonier du Baring qui l'avait apporté y fut donc mandé ; mais Hudson Lowe, avant de permettre à ce soldat de se rendre près de l'empereur, le fit minutieusement fouiller et interroger sous serment à Plantation-House. De plus, il chargea le capitaine Poppleton de le suivre, et de ne le laisser parler à aucun Français, à moins que ce ne fût en sa présence.

Napoléon s'indigna de ces procédés : il dit hautement qu'ils étaient pour lui une nouvelle insulte, et il fit congédier le canonier sans lui avoir parlé. Tout ce que l'on put savoir, c'est qu'au moment du départ de Plymouth, ce buste avait été envoyé de la douane sur le Baring, et qu'on l'avait confié à la garde de ce maître

canonnier, qui était un Italien, depuis longtemps au service de la marine anglaise. Quelques jours après, Napoléon fit adresser à cet homme, par le général Bertrand, une lettre de change de 300 livres sterling, dont 100 pour le statuaire, et 200 pour lui à titre d'indemnité pour les désagréments que cette funeste commission lui avait fait éprouver. Le souvenir de la conduite d'Hudson Lowe dans cette occasion, ne se présentait jamais à l'empereur, qu'il ne ranimât sa colère contre lui. **Le tigre, disait-il, a peur que je ne reçoive une ligne de ma femme, une nouvelle de mon fils, qu'il n'ait pas contrôlées ; en vérité, cet homme est d'une atrocité noire ; il n'est digne ni d'être époux, ni d'être père. Ah ! que je plains lady Lowe : on la dit aimable, pleine de grâces et de vertus ; si elle a un bon cœur, elle est bien malheureuse, car elle est unie là à un cadavre sans cœur et sans âme.**

L'obligation imposée à Napoléon de se faire accompagner d'un officier anglais toutes les fois qu'il voudrait parcourir l'île, lui causait tant de dégoût qu'il finit par ne plus monter à cheval, et même par ne plus vouloir sortir à pied. Dès-lors le manque total d'exercice acheva de ruiner sa santé ; il se persuada de plus en plus que le climat de Sainte-Hélène devait lui coûter la vie, et il fut encore confirmé dans cette idée par un événement imprévu.

Cipriani, son maître-d'hôtel, fut subitement attaqué d'une inflammation de bas ventre qui donna, dès le premier instant, les signes les plus alarmants sur le sort du malade. Une consultation de médecins eut lieu ; on épuisa toutes les ressources de l'art ; mais ce fut en vain : au bout de quelques jours Cipriani succomba. Les habitants de Longwood firent inhumer le malheureux maître-d'hôtel, et toute la maison de Napoléon assista à cette lugubre cérémonie.

L'empereur s'affecta beaucoup de cette mort. Cipriani était dans la vigueur de l'âge, et il était évident que le climat l'avait tué. L'empereur tirait des conséquences ; mais en outre il était véritablement affligé. Cipriani était un homme astucieux, mais vif et spirituel, comme le sont presque tous les Corses. L'empereur l'affectionnait, d'abord parce qu'il était son compatriote, et ensuite en retour du plus sincère attachement. En effet, Cipriani ne s'était jamais montré aussi dévoué à Bonaparte que depuis ses revers.

Le conseil de l'amirauté avait nommé le docteur Barry O'Meara pour remplacer, dans les fonctions de chirurgien de Napoléon, le chirurgien français qui n'avait pu suivre son ancien souverain à Sainte-Hélène. Hudson Lowe, dont l'âme basse ne supposait d'honneur chez personne, voulut exiger que M. O'Meara, attaché à l'armée anglaise, lui fournît des rapports sur l'intérieur de Longwood, où il était admis familièrement, et se fit délateur de Napoléon, qui l'honorait de toute sa confiance. Le docteur rejeta avec énergie ces honteuses propositions, et donna sur-le-champ sa démission. Le docteur Baxter le remplaça ; mais Napoléon refusa obstinément de recevoir ce Baxter, homme dévoué à Hudson : il resta sans médecin pendant une trentaine de jours. Les commissaires de la Russie et de l'Autriche, effrayés de la responsabilité qui se rattachait à leurs fonctions dans ce moment si critique, exigèrent, au nom de leurs cours, que Napoléon fût pourvu promptement d'un médecin. Le gouverneur invita donc le vieux docteur Stokoé à aller visiter le prisonnier ; mais il s'y refusa, redoutant, répondit-il, de perdre la confiance du gouvernement anglais et du gouverneur, dès l'instant où il serait attaché à la personne de Napoléon. On ne put vaincre sa résistance. Hudson Lowe se vit donc dans la nécessité de rappeler O'Meara, et de l'engager à reprendre son service auprès de Napoléon. Mais bientôt de nouvelles exigences, peut-être plus odieuses encore que la première fois, obligèrent

O'Meara à partir. Napoléon lui fit les plus touchants adieux, et ce fut toujours avec une expression d'estime et de regret qu'il parla du seul anglais qui lui eût donné des preuves véritables de loyauté et d'affection.

Au moment de son départ, Napoléon le chargea verbalement de retirer des mains de son frère Joseph un paquet contenant les lettres confidentielles qu'il avait reçues pendant son règne des empereurs et des autres souverains de l'Europe. Vous les publierez, lui disait-il, je vous prie de prendre cette mesure ; et si vous entendez parler de calomnies répandues contre moi par le ministère anglais, et par les soins de cet horrible Lowe, sur ce qui a eu lieu pendant le temps que vous avez passé auprès de moi, et que vous puissiez dire sans mentir à votre conscience : J'ai vu de mes propres yeux, et je puis dire que cela n'est pas vrai, dites-le, dites-le courageusement par respect pour ma mémoire¹.

Chaque fois qu'un des compagnons d'exil de Napoléon s'éloignait pour revenir en Europe, tous ses regrets et tous ses vœux se reportaient vers cette partie du monde. Alors il concevait des lueurs d'espérances, qui se dissipèrent bientôt, mais que le raisonnement finissait aussi par reproduire. Alors il s'arrêtait très-sérieusement à cette idée que sa captivité aurait un terme.

Comme on lui parlait un jour de la nouvelle maison qui devait être construite pour lui, et qu'on lui demandait quel était le point de l'île qui lui conviendrait le mieux pour y placer son habitation, il répondit :

Si je croyais devoir rester longtemps ici, je choiserais le côté de Plantation-House ; mais je pense que mon séjour à Sainte-Hélène ne sera pas long : aussitôt que les affaires seront arrangées en France, que tout y sera tranquille, que les nations de l'Europe seront façonnées à leurs nouveaux gouvernements, je n'en ai nul doute ; l'Angleterre me rendra la liberté, et me laissera retourner dans cette Europe que je regrette tant.

Ils ont craint le retentissement de mon nom, la commotion électrique que les peuples, et surtout les armées, pouvaient recevoir de mon terrible voisinage, et c'est pour cela qu'ils m'ont éloigné, poussé au bout du monde, et relégué en ces horribles lieux. Mais quand les rois se seront rassurés, qu'ils ne sentiront plus trembler leur trône sous eux, qu'ils ne verront plus en leurs effrayantes apparitions ma main

¹ O'Meara fit toutes les démarches nécessaires pour recouvrer les pièces importantes dont il est question. Le comte de Survillers (Joseph Napoléon) lui fit savoir alors que, prêt à s'embarquer pour les États-Unis, craignant d'être arrêté, il avait jugé prudent de remettre le dépôt précieux que lui avait confié son frère entre les mains d'un tiers sur la probité duquel il croyait pouvoir compter. Mais, quelques temps après, ces lettres furent apportées à Londres par une seconde personne, probablement un émissaire du dépositaire infidèle, et qui en demanda 750.000 fr.. à lord Castlereagh. Ce prix parut probablement exorbitant à mylord, car il se contenta de faire seulement l'acquisition de celles qui concernaient son gouvernement. Les ministres des autres puissances s'arrangèrent, chacun de son côté, avec l'escroc qui s'était rendu maître de ce trésor, et l'on dit que l'ambassadeur d'Alexandre paya 230.000 fr. les seules lettres de son maître à Napoléon. Il fallait que ces fiers potentats eussent furieusement compromis leur dignité dans cette correspondance avec l'homme qu'ils qualifiaient maintenant d'usurpateur.

puissante prête à leur arracher le sceptre et la couronne, alors ils me laisseront libre.

Voulez-vous que le gouvernement anglais pousse la folie jusqu'à dépenser huit millions tous les ans pour garder un fantôme de roi, surtout quand ce fantôme n'épouvantera plus personne.

Alors il s'étendait longuement sur le plaisir qu'il aurait éprouvé à vivre en simple particulier dans une province de l'Angleterre, sous la tutelle et sauvegarde des lois anglaises, et sans aucun des embarras et des inconvénients de la puissance.

J'aurais pris, disait-il, le nom du brave Muiron, tué à mes côtés à Arcole, et j'aurais mené une vie retirée, sans vouloir en aucune façon me mêler au grand monde. Je n'aurais jamais été à Londres, car je suis las et ennuyé du bruit, du désordre et de l'isolement tumultueux qu'on trouve dans toutes les capitales. Je n'aurais jamais dîné hors de chez moi : je ne me serais lié avec personne, excepté avec quelques savants, et je serais revenu tout entier, de cœur et d'âme, à mes livres ; c'est là en effet, même ici, ma meilleure et ma plus inaltérable consolation ; rien ne peut contre le bonheur et la suavité de l'étude.

L'instant d'après, son rêve prenait un autre aspect. Ce n'était plus au fond d'une province éloignée, c'était dans la capitale qu'il aurait voulu vivre incognito.

Mon plus grand bonheur, disait-il alors, serait de pouvoir me promener incognito dans Londres ou dans les villes de province ; d'aller dîner en public à une demi-guinée par tête, et d'entendre chez les restaurateurs ce que le peuple dirait de moi et de ma puissance et de ma politique, et des événements qui ont marqué mon règne. J'entendrais bien du mal, je le sais ; mais enfin j'entendrais la voix du peuple, j'entendrais sa voix, et non celle de quelques écrivassiers et libellistes qui se mêlent de me juger, et qui, aujourd'hui, parce que je n'ai plus d'or à leur donner, m'injurient et me diffament.

Le temps le plus heureux de ma vie a été depuis seize ans jusqu'à vingt ; c'est le seul temps que je regrette. Quel charme que celui que j'éprouvais en ma vie de semestre, lorsque vivant économiquement, couchant dans une chambre à quinze francs par mois, dînant tantôt chez un restaurateur, tantôt chez un autre, sans autre souci que celui de mes études et de mes livres, je jouissais de toutes les délices de l'indépendance. Non, jamais, sur le trône, je n'ai eu un jour comparable à ces jours de tranquillité et de bonheur.

Et c'est ce temps-là que je voudrais voir renaître ; car le passé ne me tourmenterait nullement, si j'étais en une pareille position. Le passé, je ne le regretterais pas ; je ne le regarderais que comme un chapitre d'histoire fait et composé par moi-même ; et si, de temps en temps, je m'amusais à le relire, ou à le réciter à l'un ou à l'autre, ce

serait sans aucune secrète douleur, sans aucun désir de recommencer.

D'autres fois, après avoir longuement énuméré les désagréments de Sainte-Hélène, de son climat, de ses pluies, de ses brouillards, de son affreux aspect, de son éloignement de l'Europe ; Napoléon disait que, puisqu'il lui fallait absolument une prison, on aurait dû choisir l'île de Malte. Malte m'aurait assez convenu, disait-il ; je m'en serais satisfait pendant quelques années. Son climat m'eût rappelé l'Afrique et l'Italie, deux théâtres de mes victoires ; la langue qu'on y parle m'eût fait croire que j'étais dans ma patrie, en Corse. Le gouvernement anglais aurait dû faire avec moi un accord, une convention, quelque espèce de traité par lequel je me serais engagé à ne pas quitter Malte pendant un certain temps, et c'eût été la seule manière honorable d'en agir avec moi. Maintenant même, si l'on avait quelque égard pour moi, pour ma vie, pour les saintes lois de l'hospitalité, on me transférerait à Malte. Et, d'ailleurs, il y aurait en cela pour l'Angleterre économie et honneur.

Mais comme un jour il parlait de ses regrets, de ses projets et de ses désirs devant l'amiral Malcolm, celui-ci ne répliqua qu'en prononçant le nom de l'île d'Elbe... Hudson-Lowe, par un raffinement de barbarie qui surpasse tout ce qu'on peut imaginer de plus cruel, saisit le moment où il se berçait de ces illusions, pour lui mander qu'il s'était fait beaucoup de tort par ses plaintes, par ses tracasseries et par les lettres qu'il avait adressées au ministère ; il lui fit dire que s'il se fût conduit plus paisiblement pendant quelque temps, le ministère aurait pu croire à sa sincérité et lui permettre d'aller en Angleterre. De ce jour, Napoléon commença à entrevoir sa destinée, et à comprendre que l'arrêt de la politique anglaise était irrévocable.

Cependant les plaintes de Napoléon et de ses compagnons d'infortune, provoquèrent enfin une enquête dans le parlement britannique.

La question fut soumise à la chambre des lords, le 18 mars 1817. Lord Holland, dans un discours plein de sens et de modération, dit qu'il ne chercherait pas à convaincre la chambre que le système de politique qu'on suivait à l'égard de Napoléon dût être changé. Ce système avait été adopté contre son avis, mais il avait eu la sanction du parlement, et il n'espérait pas obtenir que la chambre revînt sur sa décision. Mais si la captivité de Napoléon était, ainsi qu'on l'avait allégué, une mesure de nécessité, il s'ensuivait qu'elle ne devait pas s'étendre au-delà de ce qui était strictement nécessaire, et que, par conséquent, il ne fallait déployer contre le prisonnier aucune rigueur inutile. Lord Holland ne prétendait pas présenter les rapports qui lui avaient été adressés comme des faits incontestables, mais seulement comme des bruits qui exigeaient une enquête sur une affaire qui intéressait de si près l'honneur de l'Angleterre. Il exposa avec franchise les griefs de l'illustre prisonnier, et finit par demander que les ministres déposassent sur le bureau les papiers et la correspondance entre Sainte-Hélène et le gouvernement anglais, qui pouvaient jeter quelque jour sur le traitement personnel de Napoléon. Mais lord Bathurst, qui lui avait déjà répondu par des sophismes, des mensonges et d'ignobles plaisanteries, réussit à faire écarter la motion.

Lorsque lisant les papiers anglais, Napoléon put connaître toute la mauvaise foi du ministre anglais pendant cette discussion, une vive indignation s'empara de lui : Non, s'écria-t-il, non, le règne du mensonge ne durera pas toujours.

Bathurst en a menti impudemment à la face de l'Angleterre et de l'univers. Il a menti quand il a dit que les changements qui ont eu lieu ici dans la police de l'île de Longwood ont été faits pour mon bien. Il a menti en disant que la raison pour laquelle on avait resserré les limites était que j'avais fréquenté et pratiqué les soldats et les habitants. Il a menti en disant que je n'avais reçu qu'une lettre, que je voyais librement les officiers et les habitants. Il a menti en disant que des personnes étaient venues me voir. Il a menti et toujours menti. Mais je suis content de voir que le ministre de l'Angleterre ait justifié sa conduite atroce envers moi, devant le parlement, la nation et l'Europe, avec des mensonges. Je lui répondrai, je vais lui répondre. *No, il regno délie bugie non dura per sempre.*

Napoléon rédigea en quelques jours une réponse forte et éloquente dans laquelle il relevait toutes les impostures débitées par le ministre, et prouvait de la manière la plus péremptoire que toutes les plaintes portées, soit par lui, soit par ses compagnons, étaient on ne peut plus fondées. Quand il eut terminé ce mémoire, il dit à ses officiers : *Nous verrons comment ce Bathurst s'en tirera. Je lui prouve qu'il a dit vingt faussetés et quatre infâmes calomnies. Quant à ses outrageantes plaisanteries, je n'y réponds pas, ce serait avilir ma dignité que de descendre dans l'arène politique, en présence du monde, avec un Pasquin diplomatique, qui ne rougit pas de prendre la plus grande infortune de l'époque pour texte à ses ignobles quolibets.*

Napoléon, dans ce plaidoyer pour la vérité, descend souvent aux plus petits détails, car il se voyait réduit à confondre lord Bathurst sur des misères ; mais quand il aborde les hautes questions de probité et de droit politique relatives à sa position, il est impossible de s'exprimer avec plus de raison et de vigueur. Lord Bathurst nie voulait pas que Napoléon considérât les restrictions mises à sa liberté comme inhumaines et injustifiables. Napoléon lui répondit :

Le bill du parlement d'Angleterre, du 11 avril 1816, n'est ni une loi, ni un jugement. Une loi ne statue que sûr des objets généraux ; les Caractères d'un jugement sont : la compétence du tribunal l'instruction, l'audition, la confrontation et les débats. Ce bill est un acte de proscription, semblable à ceux de Sylla et de Marius, aussi nécessaire, aussi juste, mais plus barbare ! mais Sylla et Marius, comme consuls et dictateurs de leur république, avaient une juridiction incontestable sur les hommes qu'ils proscrivaient. Le roi d'Angleterre, ni son peuple, n'en avaient, ni n'en ont aucune sur Napoléon : ce sont quinze millions d'hommes qui en oppriment un en temps de paix, parce qu'il a dirigé et commandé des armées contre eux en temps de guerre. Mais Sylla et Marius signèrent ces actes de proscription avec la pointe encore sanglante de leurs épées, au milieu du tumulte et de la violence des camps. Le bill du 11 avril a été signé en temps de paix avec le sceptre d'un grand peuple, dans le sanctuaire de la loi. De quel droit désormais les membres du parlement d'Angleterre oseraient-ils blâmer ceux qui ont proscrit Charles Ier et Louis XVI ? ces princes périrent du moins d'une mort prompte et sans agonie !

Il déclare 1° que Napoléon sera traité comme s'il était prisonnier de guerre ; — 2° que le gouvernement anglais

aura le droit de faire toutes les restrictions qu'il jugera nécessaires. Par la première stipulation, on a mis ce prince sous la protection du droit des gens qui, étant fondé sur le principe de la réciprocité, n'est pas une garantie en temps de paix ; la seconde stipulation détruit jusqu'à l'image de la garantie que l'on paraissait avoir voulu donner par la première. Le droit de restriction n'est assujéti à aucune censure ; on ne lui a posé aucune limite ; on n'a désigné ni accordé aucun recours. Le bill anglais, après avoir tout violé pour se saisir de la personne de ce prince, alors son illustre hôte, le livre aussitôt et avec précipitation à toute la fureur de ses ennemis personnels, qu'animent les passions les plus basses. Un sénat législateur qui abandonne un individu, fût-ce le dernier de l'espèce humaine, à l'arbitraire, se manque à lui-même, et méconnaît son saint caractère.

On demande quel besoin avaient les ministres d'être investis du droit de faire des restrictions, puisque le droit des gens devait être leur règle. Un d'eux répondit, que c'était pour se trouver autorisés à un traitement plus libéral qu'il n'était en usage envers les prisonniers de guerre. Les observateurs ne prirent pas le change ; ils pressentirent les vues secrètes du cabinet ; ils en furent affligés pour l'honneur de leur nation ; les évènements ont justifié et justifient tous les jours leurs conjectures. Ce grand homme se meurt sur un rocher, d'une mort assez lente pour qu'elle puisse paraître naturelle, excès de cruauté inconnu jusqu'à cette heure aux nations. Ce bill est plus barbare que si, comme celui de Sylla, il eût fait d'un seul coup tomber la tête de ce fier ennemi !

Le droit de faire des restrictions a été accordé par le bill au gouvernement, et celui-ci ne le peut déléguer. Les restrictions doivent être revêtues des formes d'un acte du gouvernement, votées au conseil, et signées du prince. Un seul ministre ne peut donc l'exercer. C'est cependant ainsi qu'ont été adoptées et publiées les quatre restrictions qui furent imprimées dans un journal de Paris. Lord Bathurst s'empessa d'en faire hommage au petit nombre de Français qui ont vieilli dans la haine du droit des nations, de l'indépendance, et de la liberté de leur patrie. C'est par cette voie que l'Angleterre en a eu connaissance ; elles n'ont été communiquées à Sainte-Hélène que partiellement dans quelques, articles extraits, de la correspondance du ministre, et comme un simple acte de son administration.

Ces restrictions sont :

- 1° La détention à Sainte-Hélène.
- 2° Nom imposé de *général Bonaparte*.
- 3° Prohibition de sortir sur le rocher de Sainte-Hélène autrement qu'accompagné d'un officier.
- 4° Obligation — 1° de n'écrire que des lettres ouvertes, et remises à l'officier préposé à la garde de Sainte-

Hélène ; 2° de ne recevoir que des lettres ouvertes qui aient passé sous les yeux du ministre.

Ces quatre restrictions sont contraires au droit des gens. Ce n'est donc pas pour améliorer le sort des détenus que les ministres se sont fait investir du droit de faire des restrictions. On ne citera aucun exemple, dans l'histoire de la Grande-Bretagne ou de la France, où des prisonniers de guerre aient été envoyés pour être détenus dans un autre monde, et sur un rocher isolé au milieu des mers. Si l'on n'avait en vue que la sûreté de la détention, il ne manquait pas en Angleterre de châteaux ou de maisons ; mais c'est le climat dévorant du tropique dont on avait besoin !

La seconde restriction n'a non plus aucun rapport avec la sûreté de la détention. Elle a l'effet d'aggraver la position de ce prince. Les prisonniers de guerre, lorsqu'ils tombent au pouvoir de l'ennemi, sont légitimés, par le titre qu'ils portaient chez eux. Ainsi, sous ce point de vue, l'Angleterre n'avait pas le droit de changer le titre de celui qu'elle voulait considérer comme prisonnier de guerre. Mais les Bourbons n'ont pas cessé de régner en France ! la république et la quatrième dynastie n'ont pas été des gouvernements légitimes ! sur quoi se fondent ces nouveaux principes ? Si le gouvernement anglais reconnaît que les Bourbons régnaient en France lors de la paix d'Amiens en 1802, il reconnaît que le cardinal d'Yorck régnaient en Angleterre au traité de paix de Paris en 1788 ; que Charles XIII ne règne pas en Suède. Consacrer ces principes, c'est porter le désordre sur tous les trônes ; c'est propager les germes de la révolution chez tous les peuples.

On savait bien que l'empereur ne devait, ne pourrait jamais profiter de la faculté contenue dans la troisième restriction. C'est donc le réduire à ne jamais sortir. Quel rapport cette restriction peut-elle avoir avec la sûreté de la détention sur un rocher escarpé, à six cents lieues de tout continent, autour duquel croisent plusieurs bricks, où il n'y a qu'un seul mouillage, et dont la circonférence peut, en outre, être gardée par dix ou douze postes d'infanterie.

On savait également que, pour ne pas se soumettre à l'humiliation prescrite dans cette quatrième restriction, il ne recevrait, n'écrirait aucune lettre. La correspondance entre cette île éloignée et l'Europe peut avoir lieu au plus deux fois par an ; il faut huit ou neuf mois pour avoir une réponse : comment une correspondance de cette nature peut-elle influencer sur la sûreté de la détention et sur la tranquillité de l'Europe ? Mais elle ôte toute consolation morale ; elle est à l'âme ce que le climat de cet affreux pays est au corps. On marche au but que l'on se propose par deux chemins à la fois !

L'officier commandant à Sainte-Hélène ne pouvait être chargé que de la garde et de l'exécution des restrictions ;

mais il n'en est pas ainsi ; il fait, défait, refait lui seul les règlements et les restrictions, à sa fantaisie, avec précipitation, dans, des formes illégales et obscures. Il n'a été posé aucune limite à l'arbitraire, aucun recevra contre la passion, le caprice et la folie d'un seul homme. Il n'y a aucun conseil, aucun magistrat, aucun homme de loi, aucune opinion publique sur ce rocher.

Le ministre croit-il donc qu'il est impossible qu'un officier préposé à la garde de Sainte-Hélène abuse ? mais quand on le choisit ad hoc, et parmi les hommes d'un caractère connu par leurs missions précédentes, n'est-il pas probable qu'il abusera ? et lorsqu'il lui dit : si le détenu s'échappe, votre honneur et votre fortune sont perdus ; n'est-ce pas lui dire d'abuser ? n'est-ce pas y intéresser tout ce que l'homme a de plus cher ? Un geôlier, en Europe, ne peut imposer, même aux criminels, des restrictions selon son degré d'alarme, son caprice, ou sa passion ; il en réfère à des magistrats dans l'ordre administratif ou judiciaire, qui statuent et mettent sa responsabilité à couvert : sans quoi il n'y aurait jamais de cachots assez sûrs aux yeux de l'homme responsable de la détention ; car enfin des prisonniers enfermés dans des tours, les fers aux pieds et aux mains, sont parvenus à se sauver. Dans quelque position que se trouvent des hommes vivants, ils ont toujours des chances plus ou moins nombreuses pour se restituer à la liberté. Cherchez-vous un lieu pour renfermer un homme où il n'ait aucune chance pour recouvrer la liberté, pas même une chance sur mille ? vous n'en trouverez qu'un...., un cercueil !

Si on propose le problème : indiquer une formule d'instruction à donner à l'officier chargé de la garde de Sainte-Hélène, pour que les détenus soient en proie à toute espèce de vexations et de caprices, qui satisfassent à la haine la plus implacable, sans cependant qu'elle l'oblige, de se démasquer et de mettre au jour son odieux visage ; après avoir choisi un homme d'un caractère et d'une opinion bien connus, on lui dira : Prenez toutes les mesures nécessaires pour assurer la détention ; il n'y aura aucun magistrat sur les lieux pour recevoir les plaintes qui seraient faites contre vous ; elles ne pourront arriver que par votre canal et dans des lettres ouvertes à un ministre éloigné de deux mille lieues ; vous seul, juge et partie, ferez l'instruction ; cette instruction sera secrète, mais aussi, si le détenu s'échappe, votre honneur et votre fortune sont perdus. On aura résolu le problème, mais en faisant abnégation de toute idée de justice, de tout sentiment humain, mais en déchirant le bill, ou du moins son sens littéral et public. Les sauvages qui croient avoir le droit de dévorer leurs prisonniers désavoueraient cet excès de cruauté.

Lorsqu'on a voulu couvrir le but qu'on se proposait dans le choix de Sainte-Hélène, on a dit : *c'est pour que les prisonniers jouissent de plus de liberté* ; mais par les

restrictions que l'on a faites, les instructions que l'on a données, l'homme que l'on a choisi, il est démontré qu'on a voulu empêcher les cris de l'agonie d'arriver jusqu'au prince et au peuple anglais. On a craint l'indignation des cœurs généreux et des hommes de bien qui ont encore quelque influence sur l'opinion, des nations européennes.

Lord Bathurst, dans le discours, déclare deux choses : 1° que sir Hudson Lowe n'a pris que des mesures d'exécution ; 2° que toutes les communications du gouvernement à Sainte-Hélène ont été à l'avantage des détenus. Ces deux assertions sont également fausses ; voyez la pièce n° IV, page 26 ; elle renferme huit ou neuf nouvelles restrictions qui seraient considérées comme vexatoires et déshonorantes à Botany-Bay. On ne connaît que quelques pièces de la correspondance du ministre. Une lettre, communiquée en octobre par le colonel chef d'état-major du commandant, était pleine d'expressions impropres. On ordonnait de faire incontinent prendre trois des douze domestiques qui avaient suivi Napoléon à Sainte-Hélène, et de les envoyer au cap de Bonne-Espérance. On ne peut pas joindre ici cette lettre, parce qu'on refusa de la laisser ou d'en donner même copie : on craignait qu'elle ne fut un jour publiée ; mais, en conséquence, le chef d'escadron Piontkowsky et trois domestiques furent envoyés au cap. On insinua que successivement tous les domestiques français auraient le même sort, et qu'on ne laisserait auprès de l'empereur que des domestiques du choix du commandant de Sainte-Hélène. On ne dira pas que ces domestiques avaient donné lieu à des plaintes, car ils ne furent pas désignés nominativement. On leur a fait faire douze cents lieues pour aller au cap, et six cents pour revenir à Sainte-Hélène, c'est-à-dire une traversée égale à celle de Sainte-Hélène en Europe. Ils naviguèrent trente-cinq jours dans des mers orageuses pour se retrouver au même point d'où ils étaient partis cinquante jours auparavant, occasionnant sans raison des embarras et des frais à l'administration de la marine. Si on ne voulait pas que ces domestiques débarquassent tout d'abord en Angleterre, ne pouvait-on pas leur faire attendre les ordres du ministère dans une rade ou à Gibraltar ? le comte Las-Cases a été soumis à cette cruauté. Tous les Français qui voudront retourner dans leur pays, devront préalablement courir ces dangers, et essuyer cette excessive fatigue ; c'est un ordre général de service. Quel mépris de l'homme ! enfin, la conduite toujours plus illibérale du commandant de ce pays, toutes les fois qu'il est arrivé des bâtiments d'Europe, ses déclamations réitérées que ses instructions ne sont pas les mêmes que celles de son prédécesseur, qu'elles sont plus noires encore que sa conduite ; tout paraît démontrer que la seconde assertion du lord Bathurst, [que sa correspondance a été en faveur des détenus](#), n'est pas plus exacte que la

première, que sir Hudson Lowe n'a pris que des mesures d'exécution.

Lord Bathurst avait affirmé, contradictoirement à une assertion du général Montholon, que Napoléon n'avait jamais été privé de la liberté d'écrire à qui il voulait écrire. Voici comment il est démenti dans le mémoire :

On a demandé au commandant de ce pays l'assurance qu'une lettre au souverain serait envoyée fermée en Angleterre. On savait bien qu'il ne pouvait pas répondre de ce que l'on en ferait à Londres. Si le roi d'Angleterre ne pouvait recevoir de lettres que les ministres ne les eussent vues, l'Angleterre ne serait pas une monarchie. A Venise, à Raguse, à Lucques, les doges ou les gonfaloniers n'ont jamais été soumis à une pareille humiliation. Il est probable que si un ministre ouvrait une lettre adressée au prince, sans être muni d'une autorisation générale ou spéciale, le prince lui ôterait sa confiance. La constitution anglaise n'a pas imprimé une pareille flétrissure sur la couronne d'Edouard et d'Elisabeth ; la nation en eût été flétrie elle-même. Si les ministres sont responsables envers les tribunaux, les rois sont responsables envers Dieu et les peuples. Comment le monarque pourrait-il être instruit du manquement des ministres, les admonester ou les renvoyer. Ils ne sont pas responsables de ce que le prince connaît, apprend, ou lit, mais des ordres qu'il donne des mesures qu'il prend ; alors ils doivent tout connaître pour pouvoir conseiller le trône avec connaissance de cause.

Le mémoire établit ensuite qu'il n'a jamais été fait aucune tentative d'évasion ; qu'il n'a jamais, été découvert de trace d'aucune correspondance clandestine, soit au moyen des journaux, soit autrement, et, après avoir conclu que les rigueurs exercées par Hudson Lowe sont au moins inutiles, il expose quelques actes du gouvernement de cet homme atroce.

Les premières, démarches de sir Hudson Lowe, dans ce pays, furent des insultes ; peu après son arrivée, il s'efforça à décider les officiers et les domestiques de la suite de Napoléon à l'abandonner. Il voulut changer le médecin de Longwood, et en donner un de son choix ; plus tard, il renvoya une partie des domestiques français, insinuant l'intention de les renvoyer successivement, et de ne souffrir, à Longwood, que des domestiques de son choix pris parmi les habitants de l'île, ou les soldats du bataillon colonial. Dès le mois d'août, il mit en exécution les restrictions, les faisant exécuter clandestinement, niant même qu'il eût fait aucun, changement à l'ordre établi par son prédécesseur. Enfin, au mois d'octobre, il se trouva contraint de les communiquer ; mais, persistant dans sa marche tortueuse, il n'en donna pas connaissance aux officiers anglais, rougissant d'avouer de semblables sentiments devant ses compatriotes, et craignant

sans doute qu'eux-mêmes, à la vue, de pareilles, de si folles restrictions, ne cherchassent à pressentir quel pouvait être son but secret. Le même mystère est observé, dans le placement des sentinelles et le changement continuel des consignes : souvent les, officiers ne les reçoivent pas directement, ne les apprennent que par les sergents ; et l'officier, d'ordonnance à Longwood, n'en ayant pas toujours connaissance, ne peut prévenir les Français ; ce qui les expose à être insultés par les sentinelles. Une de ces étranges, consignes était, d'arrêter toute personne suspecte ; or, pour un soldat anglais, quoi de plus suspect qu'un Français ? aussi, plusieurs fois, quoique dans l'enceinte, le baron Gourgaud, se trouva-t-il arrêté dans sa promenade. On cherchait à exalter l'esprit anglais parmi le corps d'officiers de la garnison, et à réveiller tout ce qui pouvait rester de haine, contre cet ancien ennemi. On lui prêtait des propos méprisants à, l'égard des soldats anglais ; on avançait que la vue d'un habit rouge excitait sa colère, et qu'il était convenable que les officiers du camp n'approchassent pas de Longwood. Il crut devoir faire appeler l'officier d'ordonnance qui se tient à Longwood, le sieur Poppleton. Comme premier capitaine du 53e, il le chargea de dire à ses camarades que ce qu'on leur avait dit était une calomnie ; qu'il aimait les braves soldats ; qu'il était content de la conduite des officiers et des soldats de ce régiment. Cet officier répondit ce que peut répondre, dans de telles circonstances, un homme d'honneur.

Napoléon examine si la possibilité : d'une évasion justifie toutes les précautions que l'on a prises : de l'aveu, dit-il, des militaires de terre et de mer, quand il n'y aurait à Sainte-Hélène aucune garde de terre, les seuls bricks qui croisent autour de l'île suffiraient pour rendre toute évasion impossible, c'est-à-dire pour donner quatre-vingt-dix-neuf chances au gardien, et à peine une aux prisonniers ; mais la chance augmente pour le gardien, s'il met huit ou dix postes d'infanterie, de neuf hommes chaque, sur les promontoires ; ce qui, moyennant les batteries déjà existantes, place les sentinelles à portée de la vue. Toute garde dans l'intérieur de l'île est de nul effet. Quoique le premier établissement dans cette île fût lui-même inconvenable, cependant il conservait quelques égards ; on n'en a fait aucune plainte, on s'est même contenté, pour les folles restrictions, d'y faire seulement quelques notes. On n'a répondu à toutes ces insultes qu'en s'isolant, se retirant, et se privant de tout.

Dans son discours, lord Bathurst avait prétendu que Napoléon possédait d'immenses trésors.

Voulez-vous, répliqua le mémoire, connaître les trésors, même très-considérables, de Napoléon ? ils sont publics, ce sont : le beau bassin d'Anvers, celui de Flessingue, qui peut contenir les plus nombreuses escadres de guerre, et les mettre à l'abri des glaces et de la mer ; ce sont les travaux hydrauliques de Dunkerque, du Havre et de Nice ; le bassin gigantesque de Cherbourg ; les travaux maritimes de Venise

; les belles routes de Wezel à Hambourg, d'Anvers à Amsterdam, de Mayence à Metz, de Bordeaux à Bayonne ; les chaussées du Simplon, du mont Cenis, du mont Genève, de la Corniche, qui ouvrent les Alpes dans quatre directions (là vous trouverez plus de quatre-vingt millions), chaussées qui surpassent en audace, en grandeur et en travaux d'art, tous les travaux des Romains ; les chemins des Pyrénées aux Alpes ; de Parme à la Spezzia, de Savone dans le Piémont ; les ponts d'Iéna, d'Austerlitz, des Arts, de Sèvres, de Tours, de Rouanne, de Lyon, de Turin, de l'Isère, de la Durance, de Bordeaux, de Rouen, etc. ; les canaux qui joignent le Rhin ou Rhône, ou les mers de Hollande à la Méditerranée ; l'Escaut à la Somme, c'est-à-dire Amsterdam à Paris ; qui joignent la Rance à la Vilaine ; le canal d'Arles, celui de Pavie, celui du Rhin ; le dessèchement des marais de Bourgoing, du Cotentin, de Rochefort ; la reconstruction de la plupart des églises démolies dans la révolution ; la construction d'un grand nombre de nouvelles ; la construction d'un grand nombre de maisons de travail pour extirper la mendicité ; la construction du Louvre, des greniers d'abondance, de la Bourse, du canal de l'Ourcq ; la distribution de ses eaux dans la ville de Paris ; les égouts, les quais, les embellissements et les monuments de cette grande capitale ; les travaux d'embellissements faits à Rome ; le rétablissement de Lyon, de ses manufactures ; la création de plusieurs centaines de manufactures de coton, soit pour la filature, soit pour le tissage, où sont employés plusieurs millions de bras. Les fonds placés pour créer plus de quatre cents manufactures de sucre de betteraves, pour la consommation d'une partie de la France, et qui, encouragées encore quatre ans, eussent ; suffi à toute la consommation de l'empire, et rendu le sucre au prix des Indes. Les encouragements donnés aux établissements, pour séparer la fécule du pastel, et en tirer un indigo aussi bon et aussi parfait que celui des Colonies ; le grand nombre de manufactures d'objets d'art, etc. ; cinquante millions employés à réparer les palais de la couronne et à les embellir ; soixante millions de meubles, mis dans les palais de la couronne de France, de Hollande, de Turin, de Rome ; seize millions de diamants de la couronne, tous achetés des deniers de Napoléon, le Régent seul existant de l'ancienne couronne de France, et celui-là même il l'avait dégagé des Juifs de Berlin, où il était engagé pour trois millions ; le musée Napoléon, estimé à plus de quatre cents millions, et ne renfermant que des objets légitimement acquis par l'achat ou par des conditions de traités de paix publics, et qui avaient tenu lieu de cession de territoire ou de contributions ; plusieurs millions ; placés pour l'encouragement de l'agriculture, ce premier intérêt de la France ; la création des races de chevaux, de mérinos, etc... Tout cela forme un trésor de plusieurs milliards qui existera pendant des siècles, et sera là pour confondre la calomnie.

L'histoire dira que c'est au milieu de grandes guerres, sans aucun emprunt, en diminuant au contraire la dette publique, et la réduisant à moins de cinquante millions de rente, que tout cela a été fait. Des sommes considérables existaient encore dans son trésor particulier, et lui étaient garanties par le traité de Fontainebleau, comme économies faites sur la liste civile, et autres revenus particuliers. On se les est partagées, et tout n'est pas entré dans les trésors publics, ni tout dans celui de France.

A ce résumé que si *l'on voulait écouter les plaintes été Napoléon, les plaintes n'auraient pas de fin*, le mémoire oppose cette récapitulation :

On manque de tout à Sainte-Hélène. Les calculs de Lord Bathurst, sur cet objet, sont faux de plus de moitié. L'orateur se complaît à agiter publiquement les matières qui, de leur nature, ont quelque chose de vile, et prêtent au ridicule. Que de mépris dans le ton, dans toutes les manières de l'honorable ministre ! C'est de même dans la partie de sa correspondance dont on a eu communication. Dans quinze ou vingt générations, en lisant le discours et les ordres de lord Bathurst, ses descendants se défendront d'être du même sang que celui, qui, par un mélange de haine sauvage et de ridicule pusillanimité, a flétri le caractère moral du peuple anglais, dans le temps que ses pavillons triomphants couvrent l'univers !

Le discours du ministre contient donc vingt fausses assertions, à chacune desquelles on pourrait appliquer la formule favorite : *It was not true* ; ce n'était pas vrai. Ce qui laisse présumer que l'orateur l'a rédigé sur de faux renseignements ; qu'il est trompé par un mandataire infidèle, et qu'il est tenu à l'obscur sur ce qui se passe sur ce rocher. Le comte de Montholon, ainsi que le prétend lord Bathurst, n'a pas porté de plaintes, savoir : 1° de ce qu'on ne pouvait pas envoyer de lettres ouvertes à ses parents ; 2° de ce qu'on ne pouvait pas recevoir de lettres ouvertes ; 3° de ce qu'on ne pouvait pas écrire à son banquier. On a prouvé, savoir : 4° que le ministre a donné des ordres pour empirer la position des détenus, et, à cet effet, on a cité le départ de trois domestiques français, renvoyés par ses ordres, et la lettre impropre dont on n'a voulu laisser aucune copie ; 5° que sir Hudson Lowe a des instructions toutes différentes de celles de son prédécesseur, ce qui est prouvé par sa propre assertion, publiquement réitérée ; 6° qu'il a fait des restrictions, et des restrictions les plus folles, si elles ne contiennent une pensée criminelle ! On a produit à l'appui la pièce contenant les restrictions qui paraissent inconnues au ministre ; 7° que le comte de Montholon a répondu à la demande d'explications qu'a faite Hudson Lowe, sur la partie de sa dépêche du 23 août, qui traite de lettres venues dans ce pays et renvoyées en Angleterre, parce qu'elles n'étaient

pas arrivées par le canal de la secrétairerie d'état, et à l'appui, on produit la réponse dont le ministre paraît n'avoir pas connaissance ; 8° que le comte de Montholon a répondu à l'offre de la maison de bois, vingt-quatre heures après avoir reçu la lettre de sir Hudson Lowe, et l'on a joint cette réponse, dont le ministre paraît n'avoir pas connaissance ; depuis, il n'a plus été question, de cette maison ; 9° que le respect dû à la correspondance privée n'avait pas été observé ; 10° que l'on empêche toute communication avec les habitants ; 11° que l'on a empêché toute communication avec les officiers ; 12° que l'on n'a pas proposé de tirer des lettres de change sur un banquier : c'est une fable, 13° qu'on n'a jamais varié d'opinion sur l'inconvenance de la maison de Longwood ; 14° que Plantation-House est plus facile à garder que tout autre lieu de l'île ; 15° qu'on n'a pas fourni aux besoins de l'établissement de Longwood ; les calculs qu'on voudrait établir sur cet objet sont erronés ; 16° qu'aucune correspondance ; n'a été essayée et ne peut être établie par les journaux, dans un pays aussi éloigné que celui-ci, et où il ne s'imprime rien.

On a prouvé que ce discours contient quatre calomnies insidieuses, savoir : 17° que l'on a voulu prolonger le séjour de Briars, à raison de la facilité des communications avec la ville ;— 18° que des hommes ont été découverts en essayant d'approcher déguisés, et avec de faux caractères ; — 19° que l'on a resserré l'enceinte parce que des pratiques étaient faites pour séduire les habitants ou les soldats ; — 20° qu'on a dit qu'on savait que, dans deux ou trois ans, l'administration anglaise, serait renversée, ou que des changements auraient lieu dans le gouvernement de France ; que, dans l'un ou l'autre cas, on serait en liberté. Un autre ministre, dans une réunion en Irlande (si on croit les journaux), a rapporté que Napoléon a décoré à Sainte-Hélène qu'il n'avait jamais fait la paix avec l'Angleterre que pour la tromper, la surprendre et la détruire. Ces calomnies contre un homme qu'ils oppriment avec tant de barbarie, qu'ils tiennent à la gorge pour l'empêcher de parler, seront réproouvées par tout homme bien né et dont le cœur bat !

Le même ministre a dit, dans la chambre des communes, à la session de 1816, que, si l'armée française était attachée à l'empereur, c'est qu'il mariait les filles des plus riches familles avec ses soldats. Il serait en peine de citer un seul exemple. Mais l'on a droit de dire tout ce qu'on veut sur le temps où Napoléon était placé sur le premier trône du monde ; toute sa conduite était publique ; elle est du domaine de l'opinion, de l'histoire ; des milliers de libelles ont paru et paraissent tous les jours ; ils ne sont d'aucun effet. Soixante millions d'hommes des pays les plus policés de l'univers élèvent la voix pour les confondre, et cinquante mille Anglais, qui font la navette sur le continent, rapporteront l'opinion et la vérité parmi les peuples des trois

royaumes, qui rougiront d'avoir été si grossièrement trompés.

On a prouvé que le bill du 11 avril 1816 est un acte de proscription, comme ceux de Sylla ; qu'il met la main sur un prince illustre, hôte de l'Angleterre, pour le livrer à l'arbitraire du gouvernement, sans lui donner aucune garantie législative ; qu'il ne peut y avoir de prisonniers de guerre en temps de paix ; que le gouvernement a violé le bill même, en déléguant le choix de faire des restrictions à l'un des ministres, droit dont il est seul investi ; que ce ministre l'a violé en déléguant à un officier particulier un pouvoir que le bill n'a accordé qu'au gouvernement ; que le choix de l'affreux rocher de Sainte-Hélène, celui de Longwood, la privation de tout ce qui est nécessaire à la vie, au moral et au physique ; les restrictions de lord Bathurst ; le caractère de l'homme préposé à la garde de Sainte-Hélène ; les restrictions qu'il a faites et refaites ; sa conduite ignoble et violente ; que tout enfin est coordonné pour faire périr ce grand homme dans les tourments d'une agonie assez longue pour que sa mort puisse paraître naturelle : conduite sans exemple dans l'histoire des nations, qui viole tous les préceptes de la religion et les droits de l'homme, même dans l'état sauvage. Que le gouvernement anglais eût été plus franc en faisant publiquement tomber, et d'un seul coup, la tête de cet illustre ennemi ! une mort prompte et sanglante eût été plus humaine ; le caractère anglais en serait moins entaché.

Les Romains poursuivirent Annibal jusqu'au fond de la Bithynie ; Flaminius obtint de Prusias la mort de ce grand homme ; mais, à Rome même, Flaminius fut accusé d'avoir agi pour satisfaire sa haine propre. C'est en vain qu'il alléguait qu'Annibal, encore dans la force de l'âge, pourrait être dangereux, que sa perte était utile ; mille voix lui répondirent que ce qui est injuste, ingénu, n'est jamais profitable à une grande nation ; que c'est ainsi qu'on justifie l'assassinat, le poison et tous les crimes ; que les sociétés sont fondées sur la morale. Les générations suivantes ont reproché cette lâcheté à leurs ancêtres ; elles eussent voulu effacer cette tâche de leur histoire. Depuis la renaissance des lettres parmi les nations modernes, il n'est pas une génération qui ne se soit associée aux imprécations qu'Annibal, sur le point d'avalier la ciguë, prononça contre Rome, qui, dans le temps que ses flottes et ses légions couvraient l'Europe, l'Asie et l'Afrique, s'acharnait contre un seul homme désarmé, le redoutant ou feignant de le redouter ! Mais les Romains n'ont jamais violé l'hospitalité. Sylla trouva un refuge dans la maison de Marius ; avant de proscrire Annibal, Flaminius ne le reçut pas à son bord ; il ne lui déclara pas qu'il avait ordre de l'accueillir ; la flotte romaine ne le transporta pas dans le port d'Ostie en lui rendant tous les honneurs dus à son rang. Loin de recourir à

la protection des lois romaines, Annibal préféra se confier aux rois de l'Asie. Lorsqu'il fut proscrit, il ne reposait pas sous les étendards de Rome : il était sous les enseignes des rois ennemis du peuple romain ! ! ! Quand, par les révolutions des siècles, un roi d'Angleterre sera traduit devant le tribunal redoutable de sa nation, ses défenseurs allégueront le caractère auguste de roi, le respect dû au trône, à toute tête couronnée, à l'oïnt du Seigneur ; mais ses adversaires ne pourront-ils pas répondre : Un de ses ancêtres proscrit son hôte en temps de paix : ne pouvant le faire mourir en présence d'un peuple qui avait des lois fixes et des forces publiques, il fit exposer sa victime sur le lieu le plus malsain d'un rocher situé au milieu de l'Océan dans un autre hémisphère. Cet homme y périt après une pénible agonie, tourmenté par le climat, par le besoin, par les outrages de toute espèce : supplice sans exemple chez les nations chrétiennes ! Eh bien ! cet homme était aussi un grand souverain, élevé sur le pavois par trente-six millions de citoyens ; qui fut le maître de presque toutes les capitales de l'Europe ; qui vit à sa cour les plus grands rois. Il fut généreux pour tous, reconnu par tous ; il fut vingt ans l'arbitre des nations ; sa famille fut alliée avec toutes les familles souveraines, même avec celle de l'Angleterre. Il fut deux fois l'oïnt du Seigneur, deux fois sacré par la religion ! ! !

Je désire que ces observations soient mises sous les yeux du souverain et des peuples de l'Angleterre.

NAPOLÉON.

Longwood, ce 5 octobre 1817.

CHAPITRE TRENTE-ET-UNIÈME

SOMMAIRE : — La maladie de Napoléon prend un caractère alarmant. — Il refuse une seconde fois le médecin que veut lui donner le gouverneur. — Hypocrites témoignages d'intérêt de la part du ministère anglais. — Arrivée de deux aumôniers demandés au pape et au docteur Antommarchi. — On propose à Napoléon de se laisser enlever dans une malle. — Le colonel Latapie. — Tentative de Johnstone. — Indifférence de l'opposition dans la chambre des communes à l'égard du sort de Napoléon. — Il s'en afflige vivement. — Lord Bathurst recommande à Hudson de redoubler de vigilance. — Napoléon de plus en plus malade. — Il refuse de prendre des médicaments. — Dé pêches de lord Bathurst. — Consultation. — Agonie de Napoléon. — Sa mort. — Son tombeau.

1820 À 1821.

Napoléon devenait chaque jour plus sédentaire ; ses traits s'altéraient, il maigrissait à vue d'œil. Depuis qu'O'Meara n'était plus auprès de lui, il avait négligé de prendre aucun soin capable d'arrêter les progrès du mal qui le consumait. L'état de dépérissement dans lequel il était tombé n'échappait à personne ; il était tel que Hudson lui-même parut s'en effrayer. Il offrit alors de nouveau d'envoyer à Longwood le docteur Baxter, dont Napoléon n'avait pas voulu une première fois ; mais l'empereur ne vit dans cette opiniâtreté du gouverneur à lui présenter son médecin que le désir d'être plus sûrement maître de sa vie : il repoussa l'offre qui lui était faite ; car il lui était difficile de croire à la sincérité des témoignages d'intérêt de la part de ceux qui mettaient tout en œuvre pour abrégé ses jours. Aussi n'était-il pas dupe des démonstrations hypocrites du ministère anglais, qui, justement à cette époque, donnait ostensiblement l'ordre de ne rien négliger pour la conservation du prisonnier, tandis que secrètement il faisait des recommandations contraires. *Vous ne sauriez mieux remplir les désirs du gouvernement de Sa Majesté, écrivait lord Bathurst, qu'en mettant à exécution toutes les mesures qui pourront vous paraître propres à ne laisser au général Bonaparte aucun sujet de se plaindre à tort ou à raison, qu'on ne lui permet pas de recevoir tous les secours de l'art.*

L'empereur déclara qu'il était déterminé, à quelque extrémité qu'il se trouvât réduit, à ne pas recevoir les visites d'un médecin anglais, et Hudson se vit forcé d'écrire en Italie pour faire venir un chirurgien de réputation de quelque université de ce pays. En même temps l'empereur témoigna le désir d'avoir auprès de lui un prêtre catholique. La demande en fut faite par le cardinal Fesch au gouvernement papal, qui s'empressa d'envoyer à Sainte Hélène deux prêtres du couvent des Missions.

L'un d'eux, le père Bonavita, ancien aumônier de la mère de Bonaparte, était un vieillard accablé sous le faix des infirmités, et usé par un séjour de vingt-six ans au Mexique. Une attaque d'apoplexie lui avait presque paralysé la langue. Il avait

pour compagnon un jeune abbé nommé Vignani. La tâche de ces deux ecclésiastiques était facile à remplir. Il n'y avait du reste ni arguments à combattre ni controverse à soutenir. Napoléon avait déclaré sa résolution de mourir dans la religion de ses pères. Il n'était, disait-il, ni un incrédule ni un philosophe.

Le même vaisseau qui amena ces deux ecclésiastiques à Sainte-Hélène, le 18 septembre 1819, amena en même temps le docteur F. Antommarchi, professeur d'anatomie à l'hôpital de Sainte-Marie-Neuve à Florence, et attaché à l'université de Pise. Le docteur était appelé à remplacer M. O'Meara.

Le docteur Antommarchi fut d'autant plus favorablement accueilli par Napoléon, qu'il était né dans l'île de Corse. Il lui apportait aussi des nouvelles de sa famille. La princesse Pauline Borghèse avait offert de venir le rejoindre. **Qu'elle reste où elle est, dit Napoléon, je ne voudrais pas qu'elle fût témoin de l'état d'humiliation où je suis réduit, et des insultes auxquelles je suis exposé.**

Vers ce temps on parla de divers projets dont le but aurait été la délivrance de Napoléon. L'Angleterre passait pour en avoir accredité le bruit afin de pallier l'infamie de ses mesures restrictives. Toutefois, s'il faut s'en rapporter aux dires de Santini, l'un des serviteurs de Napoléon, plusieurs de ces projets avaient de la réalité. Il rapportait même qu'un jour, à l'insu de Napoléon, on avait tout disposé pour l'enlever dans une malle. Le succès semblait assuré ; mais quand on le mit dans la confidence du moyen, il ne fut frappé que du burlesque de la position, et rie voulut plus en entendre parler.

Un jour on lui raconta qu'un officier distingué de partisans, le colonel Latapie, venait de se mettre à la tête d'une troupe d'aventuriers américains, et qu'il se proposait de le délivrer ; mais Napoléon dit qu'il connaissait trop bien ces sortes d'hommes pour en rien espérer. En effet, cette entreprise n'eut pas même un commencement d'exécution.

Il n'en fut pas de même de celle de Johnstone, l'un des plus hardis contrebandiers qui aient jamais existé, et dont la vie n'avait été qu'un tissu d'aventures désespérées ; il s'était évadé de Newgate d'une manière remarquable, il avait plus tard piloté le vaisseau de lord Nelson à l'attaque de Copenhague, lorsque les maîtres et les pilotes ordinaires de la flotte se refusaient à le faire. Johnstone avait aussi, dit-on, médité anciennement un coup de main pour enlever Napoléon, lorsque celui-ci s'embarqua pour aller visiter Flessingue.

Le moyen imaginé par cet homme audacieux pour arracher Napoléon à sa captivité, était un bâtiment sous-marin construit de manière à pouvoir être submergé à volonté. On espérait que cette machine, s'avançant sous l'eau pendant le jour, échapperait à la surveillance des croiseurs anglais, et que remise à flot la nuit, elle approcherait de Sainte-Hélène sans être aperçue. Ce bâtiment était en construction dans l'un des chantiers de la Tamise, lorsque la singularité de sa forme ayant éveillé des soupçons, il fut saisi par le gouvernement anglais.

Mais ce n'était ni dans la ruse, ni dans la violence que Napoléon avait mis son espoir ; s'il croyait sortir un jour de sa cruelle prison, c'est qu'il pensait que le ministère anglais finirait par lui en ouvrir les portes. Cependant, en Angleterre, on paraissait disposé à l'oublier sur son rocher. Une seule fois depuis la motion de lord Holland, le 12 juillet 1819, il fut question de lui dans la chambre des communes, mais d'une manière tout-à-fait accidentelle, Pendant la discussion de la loi des finances, M. Hutchinson dit, dans son discours, que dépenser un demi-

million sterling par an pour détenir Napoléon à Sainte-Hélène, c'était prodiguer inutilement l'argent public. M. Jos. Hume parla dans le même sens. Le chancelier de l'échiquier répondit que la dépense n'excédait pas le cinquième de cette somme, et les chefs de l'opposition ne parurent prendre aucun intérêt à la question. Napoléon, en apprenant qu'ils avaient négligé cette occasion de s'entremettre en sa faveur, fut vivement affligé d'une telle preuve d'indifférence pour son sort. Dès lors les faibles lueurs d'espérance qu'il entrevoyait encore achevèrent de se dissiper.

Le 30 septembre 1820, lord Bathurst, s'autorisant du silence que l'on avait gardé au sein de la chambre des communes, écrivit à Hudson Lowe pour lui annoncer cette disposition des esprits et lui enjoindre de redoubler de vigilance. Le renversement du gouvernement de Naples, lui disait-il, l'esprit révolutionnaire qui règne plus ou moins dans toute l'Italie, l'état équivoque de la France elle-même, doivent éveiller l'attention de Bonaparte, et lui montrer clairement qu'il se prépare une crise, si même elle n'est pas encore arrivée, où son évasion produirait d'importants résultats. Ses partisans sont aux aguets, on n'en saurait douter ; et s'il est jamais disposé à risquer cette tentative, il ne laissera pas échapper une semblable occasion. Vous redoublez donc d'attention pour surveiller ses démarches ; et vous avertirez l'amiral d'exercer la plus grande vigilance, parce que c'est de la marine que tout dépend en grande partie.

Mais les alarmes du ministre anglais allaient bientôt cesser ; Napoléon était déjà penché sur le bord de sa tombe. Chez lui, les symptômes de désorganisation se manifestaient de plus en plus, et sa répugnance à se soumettre à un traitement était plus forte que jamais : Docteur, pas de drogues, disait-il à Antommarchi, je ne saurais trop vous le répéter, nous sommes une machine à vivre, nous sommes organisés pour cela, c'est notre nature. N'entravez pas la vie, laissez-la à son aise ; qu'elle puisse se défendre, elle fera mieux que vos médicaments. Notre corps est une montre qui doit aller un certain temps ; l'horloger n'a pas la faculté de l'ouvrir, il ne peut la manier qu'à tâtons et les yeux bandés ; pour une fois qu'il l'aide et qu'il la remonte, à force de la tourmenter avec ses instruments tortus, il l'endommage dix, et finit par la détruire.

A mesure que la santé de l'empereur s'affaiblissait, son esprit prenait une teinte plus sombre, la moindre circonstance venait redoubler ses ennuis. Faute d'autres moyens de distractions il avait fait creuser au milieu du jardin de Longwood un bassin, qu'il peupla de petits poissons. Un mastic à base de cuivre dont on avait revêtu le bassin corrompit l'eau, et les pauvres créatures dont il aimait à admirer l'agilité furent saisies de vertige et périrent l'une après l'autre. Il en fut vivement affecté, et dit avec un accent de mélancolie profonde : Tout ce que j'aime, tout ce qui m'attache, est ainsi frappé : le ciel et les hommes se réunissent pour me poursuivre. Dans d'autres moments il se plaignait de n'avoir plus ni force ni énergie. Le lit, disait-il, est devenu pour moi un lieu de délices ; je ne l'échangerais pas pour tous les trônes du monde. Combien je suis déchu ! moi, dont l'activité était sans bornes, il faut que je fasse un effort lorsque je veux soulever mes paupières. Il se rappela qu'il dictait souvent à quatre ou cinq secrétaires à la fois : Mais alors, dit-il, j'étais Napoléon ; aujourd'hui je ne suis plus rien ; mes forces, mes facultés m'abandonnent ; je végète, je ne vis plus.

Vers le 22 janvier 1821, Napoléon parut reprendre quelque énergie et vouloir essayer de dompter le mal en faisant de l'exercice. Il monta à cheval, et se mit à galoper autour des limites de Longwood. Il ne fit pas moins de cinq ou six milles,

mais cet effort épuisa la nature. Il se plaignit au retour que ses forces l'abandonnaient rapidement.

Bien qu'à son grand regret, Hudson Lowe ne pût s'assurer positivement de l'état de dépérissement de son prisonnier, il n'en faisait pas moins passer en Angleterre des bulletins sur l'affaiblissement graduel de sa santé. Le malade ne voulant recevoir la visite d'aucun médecin, ni chirurgien anglais, et ne permettant pas au docteur Antommarchi de communiquer avec Hudson Lowe, celui-ci ne pouvait parler de la maladie de Napoléon que comme d'un bruit dont il ne lui était pas facile de constater la vérité. Quoi qu'il en soit, les bulletins envoyés par Hudson Lowe provoquèrent le 16 février 1821 une nouvelle dépêche de lord Bathurst, que les journaux officiels de Londres ne manquèrent pas de reproduire, afin de montrer que le prince régent et le ministère anglais ne méritaient pas les reproches de cruauté qui leur étaient adressés. Je sais, écrivait lord Bathurst, qu'il est très difficile de faire au général une communication qui ne soit pas sujette à de fausses interprétations ; et cependant, s'il est réellement malade, ce peut être quelque consolation pour lui de savoir que les derniers bulletins qui ont été envoyés sur sa santé n'ont pas été reçus avec indifférence. Vous communiquerez donc au général Bonaparte la grande part que Sa Majesté a prise à la nouvelle de son indisposition, et le désir qu'elle éprouve de lui procurer tous les adoucissements dont sa position est susceptible. Vous assurerez le général Bonaparte qu'il n'est point de soulagement qu'il ne puisse espérer de nouvelles consultations, point de demande compatible avec la sûreté de sa personne à Sainte-Hélène — car Sa Majesté ne peut le flatter de l'espoir d'un changement — que Sa Majesté ne s'empresse et ne désire de lui accorder. Vous ne réitérerez non seulement l'offre qui a déjà été faite plusieurs fois de lui procurer tous les secours de l'art que peut offrir l'île de Sainte-Hélène, mais vous lui proposerez de faire venir quelque médecin du cap, où il y en a un surtout qui jouit d'une grande réputation ; et au cas que le général paraisse le désirer, vous êtes autorisé à écrire au cap et à prendre telle mesure que vous jugerez convenable pour appeler immédiatement auprès de lui la personne qu'il aura désignée.

D'après l'opinion d'Antommarchi, Napoléon était attaqué d'une hépatite ou maladie de foie chronique, alors arrivée à son plus haut période d'intensité. Cette maladie, selon les docteurs Beatson et Jennings, qui ont particulièrement étudié la température climatérique de Sainte-Hélène, est presque toujours mortelle sous cette latitude. Toutefois, Napoléon se croyait attaqué d'un squirrhe au pylore, maladie héréditaire dans sa famille.

Hudson Lowe, au moment où il restait si peu d'espoir de sauver Napoléon, lui fit faire l'offre de le faire transférer dans le nouveau bâtiment que l'on avait construit pour lui, et dont les appartements étaient beaucoup plus aérés, moins étouffants, et, par conséquent, moins incommodes que ceux de Longwood ; mais le docteur Antommarchi s'y opposa, en disant que le transport de l'empereur d'une habitation à l'autre serait fatal. Hudson alors fit aussi offrir du lait de chèvre, fort rare dans l'île : l'empereur répondit avec ironie que du lait ne convenait guère à un mourant.

En effet, son état empirait chaque jour. Les fonctions hépatiques ne s'accomplissaient plus ; l'estomac se refusait à la digestion. Il ne pouvait absorber que quelques gouttes de liquide, souvent rejetées aussitôt qu'elles étaient prises.

Vers la fin de février, la maladie prit un caractère encore plus alarmant, et le docteur Antommarchi témoigna le désir de faire une consultation avec quelques-uns des médecins anglais. L'aversion de l'empereur pour leurs services fut encore augmentée par une offre du gouverneur, qui le fit prévenir qu'il était arrivé dans l'île un médecin célèbre, et qu'il le mettait à la disposition du général Bonaparte. Cette proposition, comme toutes les avances faites par Hudson Lowe, fut regardée comme une insulte préméditée : **Il veut abuser l'Europe par de faux bulletins, dit Napoléon ; je ne veux pas d'homme qui communique avec lui.**

A la fin, cependant, l'empereur consentit que le docteur Antommarchi eût une consultation avec le docteur Arnott, chirurgien du vingtième régiment ; mais l'opinion réunie des deux médecins ne put triompher de l'aversion de Napoléon pour les médicaments, *Quod scriptum, scriptum*, répondit-il ; **tout ce qui arrive est écrit ; notre heure est marquée ; nul d'entre nous ne peut prendre sur le temps une part que lui refuse la nature.** En effet, le terme fatal était arrivé. Le général Montholon annonça cette triste nouvelle à Napoléon. Il l'entendit avec calme., et s'écria : **Ah ! puisque je devais périr sur ce misérable rocher d'une manière si cruelle, pourquoi le canon m'a-t-il si souvent épargné !**

De ce jour, il s'occupa, aidé de Montholon et de Bertrand, à mettre ordre à ses affaires. Du 15 avril au 25, il consacra une partie de ses journées à régler ses dispositions testamentaires. Le 25, il parut éprouver une grande fatigue d'avoir écrit ; et plusieurs symptômes annoncèrent un redoublement de fièvre. A mesure que les forces du malade s'éteignaient, les symptômes de sa maladie devenaient moins équivoques. Le 26 avril, les vomissements, qui ne rejetaient qu'un fluide aqueux et noirâtre, donnèrent de nouvelles lumières sur la nature du mal. Le docteur Antommarchi persista à l'attribuer au climat ; c'était sa détention à Sainte-Hélène qui le faisait mourir.

Le 28 avril, Napoléon donna à Antommarchi les instructions suivantes : il voulait qu'après sa mort on fît l'ouverture de son cadavre, mais qu'aucun médecin anglais ne portât la main sur lui, à moins qu'Antommarchi n'eût indispensablement besoin de quelqu'un, auquel cas il lui permettrait d'employer le docteur Arnott. Il exprima le désir que son cœur fût envoyé à Parme, à Marie-Louise, et recommanda surtout au docteur de bien examiner son estomac, et d'en faire un rapport détaillé qu'il enverrait à son fils. **Les vomissements, dit-il, qui se succèdent presque sans interruption, me font penser que l'estomac est celui de mes organes qui est le plus malade ; et je ne suis plus éloigné de croire qu'il est atteint de la lésion qui conduisit mon père au tombeau, je veux dire d'un squirrhe au pylore.** Le 2 mai, le malade revint sur ce sujet, recommandant de nouveau à Antommarchi de faire avec le plus grand soin l'examen de l'estomac : **Les médecins de Montpellier, dit-il encore, avaient annoncé que le squirrhe au pylore serait héréditaire dans ma famille. Leur rapport est, je crois, dans les mains de Louis ; demandez-le, comparez-le avec ce que vous aurez observé vous-même ; que je sauve du moins mon fils de cette cruelle maladie.**

Dans la journée du 3 mai, on vit que l'existence de Napoléon allait s'éteindre ; son corps fléchissait sous la douleur, sa grande âme conservait toute son énergie. C'est alors que d'intolérables souffrances lui arrachèrent ces paroles devenues célèbres : **C'en est fait ; le coup est porté, je touche à ma fin ; l'Angleterre réclame mon cadavre, et l'infâme Hudson-Lowe a été l'exécuteur des hautes-œuvres des ministres anglais ! je lègue l'opprobre et l'horreur de ma mort à la famille régnante d'Angleterre.**

Il régla lui-même avec l'abbé Vignani le détail des cérémonies de ses funérailles. Il pensait souvent à sa mère dans son exil ; à l'approche de ses derniers moments, le souvenir des tendres soins qu'elle avait prodigués à son enfance se représentait plus vivement encore à sa mémoire, et l'attendrissait jusqu'aux larmes. Touché de l'empressement affectueux de ses amis, il leur en témoignait la plus vive reconnaissance, et ne pouvait s'empêcher d'ajouter avec un soupir : **Tout cela, cependant, n'est pas la sollicitude maternelle.** Incessamment occupé de ses proches, de sa femme, de son fils surtout, dont le buste était toujours sous ses yeux, ses regrets étaient tous pour eux.

Napoléon, durant le cours de sa cruelle et longue agonie, avait dû quelque soulagement à l'usage d'une eau pure et fraîche puisée à une lieue de Longwood. Il se rappelait avec délices cette source si limpide, son site si gracieux : près d'expirer, il dit à ses amis qui l'entouraient, plongés dans un morne désespoir : **Si la destinée voulait que je me rétablisse, j'élèverais un monument dans le lieu où jaillit cette eau, je couronnerais la fontaine en mémoire du soulagement qu'elle m'a donné. Si je meurs, et que l'on proscrive mon cadavre comme on a proscrit ma personne, si l'on me refuse un peu de terre, je souhaite qu'on m'inhume dans la cathédrale d'Ajaccio, auprès de mes ancêtres. S'il ne m'est pas permis de reposer dans le lieu où je naquis, eh bien ! qu'on m'ensevelisse là où coule cette eau si douce et si pure.**

L'aurore du 5 mai 1821 éclaira la fin de la cruelle agonie de l'empereur. Les plus horribles tourments lui avaient ravi le repos pendant la nuit ; au jour naissant, dans les agitations d'un délire convulsif, on lui entendit proférer les mots... **tête... armée** : ce furent les derniers.

Madame Bertrand, qui, bien que malade, n'avait pas quitté le lit de l'illustre victime, fit alors approcher ses enfants : leur présence et leurs jeux avaient souvent effacé, jusque-là, les noires impressions de chagrin, et rappelé la sérénité dans l'âme de Napoléon ; mais, depuis quelque temps, il avait fallu les écarter d'un spectacle de mort. A peine entrés dans la chambre, ils s'arrêtèrent à la vue du noble visage où leurs yeux en pleurs trouvaient encore l'habituelle expression de grandeur et de bonté ; bientôt cependant ils s'élançant vers leur ami, saisissent ses mains et les baisent tendrement. Ils sanglotaient ; l'un d'eux, cédant à sa vive émotion, tomba évanoui au pied de ce lit funèbre. Tandis qu'on l'emportait, un des domestiques, atteint lui-même d'une maladie mortelle, instruit du danger de son maître, s'était levé, et se traînant demi-nu jusqu'à lui, implora la faveur de contempler encore une fois ses traits. La douleur de ces enfants et l'attachement passionné de ce serviteur furent sa seule oraison funèbre.

Les convulsions se prolongèrent jusqu'à la fin de ce jour sinistre ; le soir, à six heures moins onze minutes, le plus grand homme des temps modernes avait cessé de vivre.

Napoléon, dans un écrit que l'on ouvrit immédiatement après sa mort, disait : **Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu du peuple français que j'ai tant aimé.** Sir Hudson Lowe, informé de ce dernier vœu d'un mourant, le repoussa durement. Ce n'était pas assez de la mort pour tant de haine, sa fureur aspirait à s'acharner sur un cadavre. Il le réclama au nom de l'Angleterre, et déclara qu'elle ne s'en dessaisirait pas. Vainement on s'abaissa jusqu'aux supplications ; rien ne put le fléchir. Réduits à choisir sur le rocher de Sainte-Hélène la place de la dernière demeure de Napoléon, ses amis

désignèrent les bords de cette source, dont les eaux avaient du moins calmé quelquefois ses douleurs. C'est là que repose l'empereur Napoléon.

Au moment de ses funérailles, le manteau qu'il avait porté à Marengo lui servit de drap mortuaire. Son corps fut exposé pendant trois jours à la curiosité publique. Le premier jour fut réservé aux gentlemen et aux ladies de Sainte-Hélène, qui vinrent lui toucher la main ou la baiser en signe d'adieux ; le second fut pour le reste de la population anglaise ; le troisième fut pour les Chinois, qui sont en grand nombre dans l'île, et qui étaient enthousiastes de Napoléon.

Son tombeau forme un carré long de dix pieds sur six et demi de large il est élevé de quinze pouces au-dessus du niveau du sol, et entouré d'une grille en fer surmontée de piques. Un filet de terre règne superficiellement dans l'intérieur de la grille, recouvert par trois pierres sans inscription. La tombe est protégée par une clôture de bois, peinte en noir, qui l'entoure à 17 pieds environ de distance. L'espace qu'elle renferme est semé de gazon et de petits saules pleureurs. Les trois saules qui prennent racine à la tête du monument sont anciens et le couvrent entièrement de leur ombrage. Bonaparte au tombeau est encore gardé militairement par un vieux soldat irlandais qui protège ses illustres restes, un bâton noir à la main. Il remplit sa tâche avec une religieuse vénération.

La maison où Bonaparte cessa de vivre est aujourd'hui dégradée et tombe en ruines. Ses chambres basses sont métamorphosées en écuries, et la chambre de mort sert de grenier à paille. Un hideux palefrenier chinois commande en maître dans cette fameuse demeure.

Mais tandis que l'Angleterre achève de se repaître de vengeance sur ce corps inanimé, l'histoire venge Napoléon, que son génie et ses hauts faits immortalisent : chaque génération nouvelle se montrera plus enthousiaste de sa gloire. Napoléon a dit de lui-même : *La postérité me jugera sur les faits. La calomnie a épuisé tout son poison sur ma personne. Je vais désormais gagner tous les jours dans l'opinion du siècle. La première fureur une fois passée, je ne conserverai pour ennemis, que des sots ou des méchants. Quand on ne pourra plus trouver de traces de tous ces libelles, les grands ouvrages composés sous mon règne, les monuments que j'ai fait faire et le code des lois que j'ai créées, passeront aux siècles futurs ; et les historiens à venir me vengeront des injustices auxquelles j'ai été en butte de mon temps.*

Le docteur Antommarchi prit exactement l'empreinte des traits de Napoléon. Il a rapporté en Europe ce masque où l'on voit encore des cheveux du grand homme. Il se conforma en tous points au vœu que l'empereur avait exprimé. L'autopsie faite avec le plus grand soin prouva que l'opinion du malade sur l'existence d'une affection squirrheuse n'était pas dénuée de fondement. *L'estomac, dit Antommarchi, parut d'abord dans un état des plus sains. Le péritoine se présentait sous les plus heureuses apparences ; mais en examinant cet organe, je découvris sur la face intérieure, vers la petite courbure et à trois travers de doigt du pylore, un léger engorgement comme squirrheux, très-peu étendu et exactement circonscrit. L'estomac était percé de part en part dans le centre de cette petite induration. L'adhérence de cette partie au lobe gauche du foie, en bouchait l'ouverture.* Malgré cette grave lésion d'un organe essentiel, le docteur Antommarchi ne put s'empêcher de reconnaître que la maladie du foie produite par l'influence du climat, avait été la cause première et la plus réelle de la mort de l'empereur.

Peu de temps après la mémorable révolution de 1830, il fut question de réclamer auprès de l'Angleterre les cendres de Napoléon pour les placer sous l'immortelle colonne d'Austerlitz. Un vaisseau devait mettre à la voile et une députation aller recueillir ces précieuses dépouilles. Alors on comptait pour quelque chose les affections du peuple ; depuis, l'épée des sergents de ville, le sabre des dragons ou les pompes de Lobeau ont réprimé les hommages religieux que toutes les classes de citoyens venaient offrir à la mémoire du grand empereur, et l'œil du voyageur cherche en vain au haut du monument consacré à la gloire de la grande armée, la statue du guerrier immortel qui le fit ériger.

CHAPITRE TRENTE-DEUXIÈME

SOMMAIRE : Examen de la carrière politique de Napoléon.

Après avoir raconté toutes les gloires et tous les revers de l'homme le plus extraordinaire qui ait jamais existé, il devient nécessaire pour être impartial, de dire avec franchise les torts que l'on est en droit de lui reprocher. D'après le caractère de Bonaparte, on est fondé à croire qu'il ne méditait que des résultats d'une haute moralité. Mais il était trop impatient pour ne pas sacrifier tout ce qui le gênait dans l'accomplissement de ses projets ; aussi lui arriva-t-il de commettre les plus grandes injustices, et souvent il foula aux pieds les droits les plus sacrés de l'homme en société, la liberté individuelle, la libre manifestation de la pensée, et la propriété.

On a répété jusqu'à satiété qu'il fut le restaurateur des autels ; pour être plus vrai, il faut dire qu'il restaura seulement tout l'état-major du haut clergé, tous les vicariats généraux, tous les canonicats, enfin tout ce qu'on peut appeler des sinécures, avec une profusion au moins inutile pour le bien de la religion et les intérêts des fidèles. Dans cette réorganisation, il ne fut dirigé que par des vues purement politiques. Il savait bien que le clergé catholique, tel qu'il le constituait, serait le plus puissant auxiliaire du despotisme, dont, n'étant encore que consul, il posait les fondements.

A tous les archevêchés et évêchés auxquels il fut pourvu, Bonaparte prit à tâche de n'appeler presque exclusivement que des hommes qui avaient émigré, et qui professèrent constamment des opinions ultramontaines ; il n'admit dans cette réorganisation qu'un très-petit nombre d'évêques ou d'ecclésiastiques constitutionnels, ce qui était une injustice manifeste ; car parmi ces derniers, il y avait beaucoup d'hommes très-respectables qui, dans les temps de malheur et d'orage, avaient puissamment concouru à maintenir la religion, et ce n'était que dans leurs rangs qu'on pouvait trouver de vrais défenseurs de l'église gallicane. Mais ils avaient aux yeux de Bonaparte, un tort irrémissible : c'était d'avoir professé des principes de liberté et de tolérance, qui ne pouvaient pas s'accorder avec ses projets. Et parmi tant d'exemples que l'on pourrait rapporter, pour montrer quel motif le dirigea dans ses choix, il suffira de citer le cardinal Maury que, dans la suite, il donna pour successeur au vénérable de Belloy. Il ne craignit pas de blesser toutes les lois de la morale et toutes les convenances, en plaçant sur le premier siège de l'empire un homme qui, abjurant les principes qu'il avait antérieurement professés, n'avait d'autre titre à sa faveur qu'une lettre bassement adulatrice qu'il lui avait adressée.

Mais Bonaparte, qui devait bientôt quitter la capitale pour aller se mettre à la tête de son armée, avait besoin, pendant son absence, d'un archevêque déterminé à préconiser ses hauts faits, et à transformer les mandemens en bulletins, et la chaire de vérité en tribune politique.

Bonaparte, si admirable au milieu des périls d'un champ de bataille, manquait absolument de cette qualité qu'on a justement appelée le courage civil ; il le

prouva lorsqu'au 18 brumaire il se présenta au corps législatif : il perdit tout-à-fait la tête.

Tout ce qui était assemblée délibérante lui causait de l'ombrage, c'est pourquoi il brisa l'institution du tribunat, et condamna au rôle de muets ses législateurs, dont il faisait présider les séances par son grand juge le duc de Massa. Un jour, dans un comité général, ce président postiche ayant cru devoir dire à un député qui venait de faire une proposition, *qu'elle était inconstitutionnelle*, M. Flaugergues lui répondit sur-le-champ avec une noble énergie : *Monsieur, il n'y a ici d'inconstitutionnelle que votre présence* ; et il fut unanimement approuvé.

On a beaucoup loué, et avec juste raison, Bonaparte d'avoir donné à la France un Code civil, mais les monarques les plus despotes n'ont aucun intérêt à refuser à leurs sujets de bonnes lois civiles qui, n'étant destinées qu'à régler des intérêts privés, et n'ayant rien de politique, ne peuvent les gêner dans leurs projets ambitieux ou tyranniques. Ce qui aurait prouvé en faveur de Bonaparte, eût été l'introduction d'un système de pénalité conçu dans des vues de philanthropie. Loin de là, ce fut lui qui présida à la rédaction du monstrueux Code pénal, dans lequel la répression est hors de proportion avec les délits, où la mort, les fers à perpétuité, la flétrissure, la confiscation sont horriblement prodigués.

Bonaparte, qui avait profondément médité sur la forme du gouvernement qu'il voulait établir, avait fait insérer dans la Constitution qu'il imposa à la France, un article portant que toutes les lois qui seraient présentées à l'acceptation des députés des départements devraient être adoptées ou rejetées en entier, sans qu'il pût y être fait aucun amendement ; et ce fut par suite de cet article que les députés, placés entre ces deux alternatives, eurent l'inexcusable faiblesse d'adopter dans son intégrité ce Code pénal, susceptible de tant de modifications. Ce fut par les mêmes motifs que, dans la suite, ils adoptèrent tant et de si mauvaises lois. Mais ce code de Dracon, inépuisable en sévérité, surtout contre les délits politiques, ne suffisait pas encore à sa volonté despotique ; il lui fallait tout l'arbitraire de la tyrannie. Des milliers d'individus, prévenus de crimes ou de délits communs, dont les uns n'avaient pu être mis en jugement faute de preuves, et les autres avaient été solennellement acquittés, d'après la déclaration des jurés, et qui tous, par conséquent, devaient être rendus à la liberté, furent indéfiniment maintenus en détention ; et lorsque, à l'époque de la première restauration, leurs fers furent brisés, il y en avait beaucoup parmi ces malheureux qui comptaient plus de dix années de prison depuis leur acquittement.

Quant aux prévenus de délits politiques, ils furent tous mis hors du droit commun. Bonaparte fit instituer des tribunaux spéciaux, exclusivement chargés de connaître de ces délits, et les jurés furent écartés de ces tribunaux ; de manière que, tandis qu'il ne laissait jouir de cette bienfaisante institution que les assassins et les voleurs, il en privait ceux-là même auxquels elle était le plus nécessaire, pour les mettre à l'abri des intrigues et des séductions du pouvoir, et pour faire triompher leur innocence. Le procès mémorable, relatif à la conspiration de Georges, Pichegru, Armand et Jules de Polignac, de Rivière et consorts, et dans laquelle se trouva impliqué le général Moreau, fut jugé par un tribunal spécial. Les emprisonnements administratifs, les enrôlements forcés, les exils avaient remplacé les lettres de cachet d'une autre époque. La moindre querelle privée avec le dernier des fonctionnaires publics se vidait par un coup d'autorité ; on se rappelle que sur la demande de Harel, auditeur au conseil d'état, un artiste du Théâtre-Français qui avait eu le malheur de lui envoyer un

cartel en réponse à une insolence fut impitoyablement envoyé dans un régiment colonial.

Si l'on porte ses regards sur l'administration intérieure de Bonaparte, l'imagination est encore effrayée de ce despotisme préfectoral qu'il imposa à tous les départements ; de cette centralisation à Paris de toutes les affaires de l'empire, depuis les plus importantes jusqu'aux plus minimes ; de cette multitude de lois et règlements fiscaux qui subsistent encore, qui entravent le commerce, l'industrie, la circulation, et pèsent également sur les propriétaires et les consommateurs ; de cette foule de fonctionnaires publics dont il s'attribua à lui seul la nomination, et dont il autorisait, pour ainsi dire, toutes les vexations, et assurait l'impunité, en ordonnant qu'ils ne pourraient être traduits en jugement, que d'après l'autorisation de son conseil d'état ; il porta la profusion des places jusqu'à créer des sous-préfectures dans tous les chefs-lieux de départements ; c'est qu'il voulait couvrir tout le territoire de son vaste empire de créatures qui lui dussent leur existence, et multiplier à l'infini le nombre d'hommes qui lui fussent dévoués.

La conscription, dont le gouffre sans fond était incessamment ouvert, se trouvait soutenue par un échafaudage de lois des plus tyranniques ? A-t-on pu oublier ces immenses placards qui couvraient les murs de la capitale et qui contenaient la nomenclature de tous les pères de famille, condamnés à des amendes exorbitantes parce que leurs fils n'avaient point obéi à la loi, jugements barbares qui punissaient les pères des fautes de leurs enfants, et refoulaient dans les cœurs le sentiment le plus sacré l'amour paternel !

Mais ce qu'il y eut de plus odieux dans le mode de gouvernement de Bonaparte, ce qui imprime à sa mémoire une tache indélébile, ce fût l'organisation de la haute policé, qui fut, dans toute la force de l'expression, une inquisition politique.

La révolution avait détruit la Bastille ; Bonaparte y substitua le donjon de Vincennes ; et toutes les prisons de Paris, même Bicêtre et l'hospice de Charenton en furent les succursales. Non-seulement il rétablit dans l'empire toutes les prisons d'état qui existaient sous l'ancien régime, il en augmenta encore le nombre ; et jusqu'à l'époque de la première restauration, toutes ces prisons renfermèrent constamment une foule de détenus, dont plusieurs ignoraient même les causes pour lesquelles ils avaient été privés de leur liberté. Pour couvrir d'une apparence de légalité et de justice toutes ces détentions odieuses et arbitraires, Bonaparte fit instituer dans le sein du sénat-conservateur une commission de la liberté individuelle, comme il en avait fait créer une de la liberté de la presse ; tous les prisonniers pouvaient réclamer auprès de cette première commission, et tous les ans, une autre commission, composée de deux conseillers d'état, parcourait tout l'empire, visitait les prisons et les principales maisons de détention, depuis Vincennes et Bicêtre jusques à Fenestrelles, au-delà du Mont-Cenis ; ils examinaient les détenus dont on leur avait remis les états nominatifs, avec les causes vraies ou imaginaires de leur arrestation. Le croirait-on, pendant tout le règne de Bonaparte, ni la commission du sénat, ni les conseillers d'état n'obtinrent l'élargissement d'un seul prisonnier, et quand la restauration vint briser leurs fers, il y en avait qui étaient détenus depuis l'époque du consulat. Ainsi ces commissions ne furent pas seulement inutiles et dérisoires, elles furent encore odieuses, puisqu'elles faisaient naître dans le cœur des malheureux prisonniers des espérances qui ne se réalisaient jamais.

A ce premier moyen d'oppression, Bonaparte en ajouta un autre : ce fut la violation du secret des lettres ; abus atroce qui se perpétua tout le temps de son

règne et qui ne pouvait être surpassé que par l'établissement du cabinet noir sous les Bourbons. Bonaparte, ou plutôt l'exécrable duc d'Otrante, qui était le plus perfide et le plus constant instrument de son despotisme, fit encore peser sur la France un genre de persécution inconnue jusqu'alors. Les surveillances spéciales furent imaginées. Le nombre des individus qui furent assujettis à ce genre de vexation, est incalculable. Presque tous les citoyens, connus par leur courage, la noblesse de leur caractère et l'indépendance de leurs opinions, furent victimes de cette odieuse mesure ; beaucoup d'entre eux furent impitoyablement éloignés de leurs foyers, séparés de leurs familles, de tous les objets de leurs affections, et frappés d'un exil qui portait un préjudice irréparable à leur fortune ou à leur industrie.

Bonaparte fit, en même temps, organiser un système d'espionnage, qui s'étendait sur la surface entière de l'empire, et pénétrait partout. Les moyens les plus criminels furent employés, pour connaître ce qui se passait dans l'intérieur des familles. Des hommes et des femmes du haut parage se livraient à l'infâme métier d'espion dans les sociétés les plus brillantes, et toute l'ancienne noblesse était ou dans la police de Fouché, ou dans la partie active des droits réunis. Fouché avait à son service la plupart des émigrés rentrés, qu'il payait chèrement. Alors on ne se faisait aucun scrupule de violer les domiciles, on corrompait les domestiques, on fabriquait de fausses clefs, pour s'introduire dans les maisons et fouiller jusque dans les secrétaires, pour y surprendre les pensées les plus secrètes.

La presse était enchaînée au-delà de toute expression. Bonaparte avait établi une censure telle qu'il n'en exista jamais de pareille. Il commença par limiter et fixer le nombre des journaux. Il attacha à chaque journal un censeur, aux frais des actionnaires ; les *Petites Affiches* même n'en furent pas exemptes, et tous ces censeurs étaient sous la dépendance d'un chef de la division du ministère de la police, de qui relevait leur chef immédiat, M. Etienne, aujourd'hui député du juste-milieu et l'un des rédacteurs propriétaires du *Constitutionnel*. On n'a pas oublié avec quel acharnement la plupart de ces journaux, et notamment le *Journal de l'Empire*, auparavant et depuis le *Journal des Débats*, dénigraient Voltaire et Rousseau, ainsi que tous les auteurs vivants qui étaient connus par l'indépendance de leurs opinions, et contre lesquels Bonaparte a plus d'une fois manifesté sa haine, en les traitant d'idéologues.

Il y avait des censeurs spéciaux, d'abord pour les pièces de théâtre, et ensuite pour tous les ouvrages de littérature : poésie, morale, philosophie, histoire, rien n'échappait à leur investigation inquisitoriale. Tout ouvrage imprimé, car ils ne les lisaient pas en manuscrit, qui avait le malheur de leur déplaire, était impitoyablement anéanti. Souvent d'après leurs rapports, et en violation de tous les droits de la justice et de la propriété, des éditions entières de plusieurs ouvrages considérables furent saisies et mises au pilon, sans autre forme de procès qu'un ordre de l'empereur ou du directeur Pommereuil, qui traitait les lettres en général d'artillerie. Cette fureur de censure fut portée à un tel degré, qu'il y avait des censeurs même pour les inscriptions des sépultures dans les cimetières de Paris.

Ce qui peut paraître merveilleux, c'est que ce despotisme n'eût rien enlevé à Bonaparte de sa popularité, mais il faut se souvenir que ce despotisme ne pesait que sur de grandes notabilités qui se refusaient à subir le joug, et sur cette classe intermédiaire, la plus instruite, la plus éclairée et qui renferme ces caractères généreux et indépendants, ces grands talents dont Bonaparte

redoutait l'influence et comprimait l'énergie. Les habitants des campagnes et toute la classe populeuse' des industriels et des artisans, ne jugeaient Bonaparte que sur sa haute réputation militaire et sur les bienfaits qu'il avait répandus sur eux. Il faisait tuer leurs frères et leurs enfants, mais il leur donnait du travail. Chaque fois qu'il quittait la capitale pour aller se mettre à la tête des armées, il faisait des commandes énormes et en tout genre pour entretenir l'activité des fabriques et des manufactures, surtout à Paris et à Lyon ; il faisait même des avances considérables de fonds aux fabricants et manufacturiers qui pouvaient en avoir besoin. Il soutint le fameux Richard Lenoir, et releva Oberkamp près de faillir. Mais avant de compléter cet examen de l'usage que Bonaparte fit de son pouvoir, peut-être n'est-il pas inutile de passer rapidement en revue les causes qui aplanirent les voies à son élévation.

Les conséquences de la révolution, quelque funestes qu'elles aient pu être d'ailleurs pour quelques intérêts privés, avaient donné à la France les plus brillants résultats ; les armées enfantées par le patriotisme à cette grande époque, furent les plus belles" que l'Europe eût jamais vues. L'élan de gloire et de liberté imprimé à la France entière porta alors sous ses drapeaux tout ce qu'il y avait de bon et de brave dans la jeunesse ; les armées de la révolution ne se recrutèrent pas, comme celles de la plupart des peuples, de gens sans aveu et de l'écume de la nation. Elles se composèrent de l'élite de la France, sous le rapport de la force, des qualités morales et de l'élévation de l'esprit. Avec de pareils hommes, les généraux de la république remportèrent d'incroyables victoires, malheureusement ils n'en purent pas tirer toujours des fruits proportionnés aux efforts et aux succès de la nation ; ces braves généraux étaient en quelque sorte dans la dépendance des chefs de la république à Paris, dépendance expliquée par la nécessité où ils se trouvaient d'avoir recours à eux pour la solde et pour l'entretien de leurs armées.

Du moment que Napoléon eut franchi les Alpes, il intervertit cet ordre de choses, non-seulement il fit défrayer l'armée par les pays conquis, au moyen d'impôts et de contributions régulières, mais même il les fit concourir aux charges de l'état. Ainsi la guerre, qui jusqu'alors avait été un fardeau pour la république, devint entre ses mains une source de revenus ; et le jeune général, venant au secours du gouvernement auquel ses prédécesseurs étaient à charge, put s'assurer l'indépendance, qui fut le premier but de son ambition, et correspondre avec le directoire presque sur le pied de l'égalité. Bientôt ses talents comme militaire, et sa position comme général victorieux, l'élevèrent de l'égalité à la prééminence.

Le vaste esprit de Napoléon n'embrassait pas moins le plan général d'une campagne que les dispositions de détail d'un combat. Dans chacune de ces deux grandes branches de la guerre, Napoléon n'était pas simplement l'émule des maîtres de l'art les plus célèbres, il perfectionnait, il innovait, il inventait.

Dans la stratégie, il appliqua sur une échelle plus étendue les principes du grand Frédéric. Son système était spécialement de concentrer la plus grande partie possible de ses forces sur le point le plus faible de la position des ennemis, de paralyser ainsi les deux tiers de leur armée, tandis qu'il taillait en pièces l'autre tiers, et alors de décider de la victoire en détruisant le reste en détail. Dans ce but, il apprenait aux généraux à diviser leurs corps d'armée pendant la marche, afin que les mouvements fussent plus rapides et les approvisionnements plus faciles, puis à les réunir au moment du combat, sur le point où l'attaque étant moins prévue, la résistance serait plus faible. Par une conséquence naturelle de ce système, il fut le premier à débarrasser l'armée de toute espèce de bagage

qui n'était pas strictement nécessaire ; il suppléa au manque de magasins par des contributions levées en masse sur le pays ou sur les particuliers, d'après un système régulier de maraude : il supprima l'usage des tentes, bivouaquant avec ses soldats, couchant à terre au milieu d'eux, lorsqu'il ne se trouvait pas de hameau dans les environs, et qu'on n'avait pas le temps de construire une cabane. C'était là un mode désastreux en ce qu'il multipliait les morts et les maladies, mais les avantages qu'il procurait étaient peut-être plus grands que les inconvénients, et, bien que Moreau appelât Napoléon un conquérant à raison de dix mille hommes par jour, il est certain qu'en définitive sa méthode occasionnait moins de pertes que celle de Moreau, en ce qu'elle était décisive, prompte et féconde en résultats propres à dédommager la patrie des sacrifices qu'elle avait faits.

En général, dans ses premières guerres, les ennemis qui étaient restés dans leurs vastes retranchements, se portant les uns d'un côté, les autres d'un autre, à la nouvelle que différentes colonnes approchaient par divers chemins, étaient surpris et taillés en pièces par les forces combinées de l'armée française, qui avait opéré sa jonction au moment et dans l'endroit où on s'y attendait le moins.

Napoléon n'avait pas des idées moins neuves en fait de tactique qu'en fait de stratégie. Ses manœuvres sur le champ de bataille avaient la vivacité de l'éclair. Au moment où il engageait le combat, de même que dans les apprêts qu'il avait faits pour l'amener, son système était d'amuser l'ennemi sur plusieurs points, tandis qu'il tombait sur un seul à l'improviste avec la plus grande partie de ses forces. Cette ligne qu'il venait de rompre, cette position qu'il venait de tourner, il y pensait depuis le commencement de l'action ; mais il avait d'abord caché son plan sous une foule de démonstrations préalables, et il n'en avait tenté l'exécution que lorsque les forces morales et physiques de l'ennemi étaient épuisées par la longueur du combat. C'était alors qu'il faisait avancer ses réserves, qui, attendant depuis longtemps le signal, s'élançaient avec ardeur et renversaient tout devant elles.

Napoléon avait su se concilier l'amour de ses soldats ; son seul aspect enflammait leur courage : dans ses rapports avec eux il était d'une bonté rare, doublant la valeur des récompenses par la manière de les leur accorder ; allant au-devant de leurs désirs, parlant familièrement à chacun d'eux, et maintenant surtout une discipline sévère, et une honorable émulation entre eux. Si l'on considère en outre les espérances que dut faire naître chez ses compagnons d'armes l'ambition d'un homme qui avait une si forte volonté, on ne s'étonnera pas que les troupes se soient montrées prêtes à soutenir leur général dès la révolution du 18 brumaire, et à le placer à la tête des affaires.

Arrivé au pouvoir suprême, Napoléon parut occuper la place pour laquelle il était né, et à laquelle ses talents supérieurs et la brillante carrière de succès qu'il avait parcourue semblaient lui donner un droit irrécusable. Il se mit donc à examiner avec calme et sagesse les moyens de donner de la stabilité à sa puissance, et d'établir une monarchie dont il se proposait d'être le chef. Essayer de faire revivre, en faveur d'un officier de fortune, une forme de gouvernement qui avait été rejetée avec des acclamations universelles par la nation, aurait paru à la plupart des hommes un acte de présomptueuse folie. Les partisans de la république étaient des hommes d'état supérieurs, et il n'était guère présumable que de pareils hommes souffrissent qu'un jeune général, dont les victoires ne pouvaient faire oublier l'âge, effaçât de la pointe de son épée les traces de leurs dix années de travaux.

Mais Napoléon connaissait les hommes du directoire et se connaissait lui-même ; il eut la confiance intime que ceux qui avaient été associés à la puissance par suite des révolutions antérieures s'abaisseraient désormais à n'être que les instruments de son élévation et les agents secondaires de son autorité, contents qu'ils seraient de recevoir une part du butin qu'il venait de recueillir.

A chaque pas qu'il faisait vers le pouvoir, il montrait un génie supérieur, attesté par les succès les plus signalés et il mit sur sa tête la couronne de France en adoptant cette fière devise : *Detur dignissimo*. Personne n'était tenté de lui contester la validité de ses titres. Le début de Napoléon dans sa nouvelle carrière fut marqué par des actions dignes de la confiance dont la nation venait de lui donner un si éclatant témoignage. La bataille de Marengo avec ses grands résultats, la fureur des discordes civiles apaisée, et la révision entière de la jurisprudence nationale, à laquelle il donna une nouvelle vie, étaient des événements de nature à flatter l'imagination, et à gagner l'affection du peuple.

Mais, avec une adresse qui lui était particulière, Napoléon sut, tout en abolissant la république, faire en quelque sorte entrer de force à son service ces principes démocratiques, qui avaient donné naissance à la révolution. Avec sa sagacité habituelle, il n'avait pas manqué de remarquer que l'opposition générale à l'ancien gouvernement provenait d'une profonde aversion pour les privilèges accordés aux nobles et au clergé ; en établissant sa nouvelle forme de gouvernement monarchique il considéra qu'il n'était pas lié, comme les souverains héréditaires, par aucune obligation résultant d'anciens usages, mais que, fondateur lui-même de sa puissance, il était libre de l'organiser comme il le jugerait convenable. En même temps, il s'était élevé si facilement au trône par l'ascendant reconnu de son génie, qu'il n'avait pas eu besoin d'y être porté par une faction ; par conséquent, n'étant lié par aucun engagement antérieur, ni par la nécessité de récompenser d'anciens partisans, ou d'en acquérir de nouveaux, il avait le rare avantage de pouvoir agir avec une liberté entière et illimitée ; il résolut donc de laisser la route des honneurs, dans toutes les branches du gouvernement, ouverte au seul mérite. Telle était la clef secrète de la politique de Napoléon, et il sut si bien s'en servir, à l'aide du tact exquis avec lequel il jugeait les hommes, que jamais, dans toutes les vicissitudes de sa fortune, il ne laissa échapper une occasion de se concilier la multitude et de lui plaire, en distinguant et récompensant ceux qui avaient rendu des services ou qui étaient capables d'en rendre. Malheureusement, ses prédilections avaient presque toujours pour mobile un principe d'égoïsme politique, auquel il faut rapporter une grande partie de ses succès, comme de ses infortunes et presque toutes ses fautes. Ce fut ce principe qui le porta à détruire jusqu'au moindre vestige de ces institutions libres, acquises au prix de tant de sang et de tant de larmes, et à réduire la France sous le joug le plus pesant. Dépouiller les Français des privilèges auxquels ils avaient droit en leur qualité d'hommes libres, c'était commettre un parricide. La nation perdit, par ses empiètements successifs, ce que l'ancien gouvernement lui avait laissé de liberté. Franchises politiques, intérêts individuels, propriété des communes, éducation, sciences, morale, le gouvernement envahit tout... La France était une immense armée, sous l'autorité absolue d'un commandant militaire, qui n'était soumis à aucun contrôle, à aucune responsabilité. Dans cette nation si récemment agitée par les assemblées nocturnes de milliers de clubs politiques, aucune classe de citoyens, dans quelque circonstance que ce pût être, n'avait le droit de se réunir pour manifester ses opinions. Toutes les associations, seul moyen de progrès, étaient proscrites : une loi barbare et à laquelle la tourbe des intrigants qui ont fait

avorter à leur profit la révolution de juillet ont encore l'infamie de recourir, défendait, les réunions de plus de vingt personnes dans un lieu quelconque. Il ne restait au peuple, ni dans les mœurs, ni dans les lois, aucun moyen de relever les fautes, ou de résister aux abus de l'administration. La France ressemblait au cadavre politique de Constantinople, moins l'insubordination des pachas, la sourde résistance des ulémas, et les fréquentes et tumultueuses révoltes des janissaires. Tandis que Napoléon renversait successivement toutes les barrières des libertés publiques, tandis qu'il bâtissait de nouvelles prisons d'état, et qu'il rétablissait une haute police, couvrant la France d'espions et de geôliers ; tandis qu'il accaparait la presse exclusivement, sa politique, et tout à la fois son égoïsme lui firent entreprendre ces immenses travaux publics, si précieux pour les cités qui les virent élever, mais qui devaient rester comme des monuments de la splendeur de son règne. Il se conciliait ainsi l'affection des classes ouvrières ; mais il savait encore autrement faire tourner au profit de son ambition l'activité des esprits : pour noyer tous les souvenirs pénibles, il fit boire les Français dans la coupe enivrante et funeste de la gloire militaire et de la domination universelle. Mettre tout l'univers aux pieds de la France, tandis que la France, la nation des camps, ne serait elle-même que la première des esclaves de son empereur, était le projet gigantesque auquel il travaillait avec une ardeur infatigable.

Les principaux plans de cette immense entreprise furent ceux qu'il accomplit lorsque son esprit d'ambition était dans toute sa force, personne alors n'osait, même dans ses conseils, combattre les résolutions qu'il avait adoptées. Si le succès eût couronné moins constamment ses armes, peut-être se serait-il arrêté et eût-il préféré la gloire d'assurer à un seul royaume une existence libre et heureuse, fruit d'une douce paix, à un vain orgueil de subjuguier toute l'Europe. Mais le bonheur constant qui a signalé toutes les entreprises de Napoléon, même dans les circonstances les plus délicates, ainsi que la confiance aveugle qu'il avait en son étoile, conspirèrent à le bercer de l'idée qu'il n'avait rien du commun des hommes, et l'engagèrent à hasarder les plus folles entreprises, comme s'il cédait moins à l'impulsion de la raison qu'à l'assurance qu'il avait intérieurement de réussir.

Sous lui, le peuple devait toujours se dévouer en aveugle, car il était interdit à la presse de l'éclairer, et la France ne savait rien que par les bulletins qu'il faisait rédiger. Il ne fut question du désastre de Trafalgar que plusieurs mois après qu'elle avait eu lieu, encore alors la vérité fut tout-à-fait défigurée : le voile qui couvrait les événements les plus intéressants pour le peuple était si épais, que le soir même où se donna la bataille de Montmartre, le Moniteur, organe de la publicité officielle, ne contenait qu'une discussion sur la nosographie, et une analyse du drame de la Chaste Suzanne.

Dans l'irritabilité de son amour-propre, Napoléon ne redoutait rien autant que l'arme du ridicule ; aussi les sarcasmes des journaux anglais et les caricatures des boutiques de Londres furent les aiguillons secrets qui l'excitèrent, en grande partie, à rompre la paix d'Amiens. On interdit aux Français l'usage de la satire, qui, libre et indépendante du temps de la République, n'était, même sous la monarchie, punie que de quelques jours de prison à la Bastille. Pendant qu'il était consul, Napoléon apprit qu'un opéra-comique de Dupaty fut représenté. On prétendait que, dans cette pièce insolente, trois laquais singeaient les manières, et même le costume des trois consuls, mais que lui surtout n'était pas épargné. Il dit qu'il fallait vérifier les habits, et que, si leur similitude avec les costumes consulaires était reconnue, on en revêtirait les acteurs eu place de Grève, et on

les ferait déchirer sur eux par la main du bourreau. Il ordonna en même temps que l'auteur fût envoyé à Saint-Domingue, et mis, comme réquisitionnaire, à la disposition du général en chef. La sentence ne reçut pas son exécution, parce que l'offense n'avait pas eu lieu ; mais l'intention seule suffit pour montrer comment Napoléon entendait la liberté des lettres, et de la scène.

Ni les lumières de la raison ni les conseils de la prudence ne pouvaient rien sur cette ambition personnelle qui faisait désirer à Napoléon que l'administration du monde entier dépendit, d'une manière directe et immédiate, de sa seule volonté. Lorsqu'il distribuait des royaumes à ses frères, il était bien entendu qu'ils devaient se conformer en tout à la ligne de politique qu'il leur tracerait ; en un mot, il semblait ne créer des états dépendants que dans l'intention de les reprendre. Il détrôna son frère Louis, pour avoir refusé de se prêter aux mesures oppressives qu'au nom de la France il imposait à la Hollande et il eut l'idée de retirer Joseph de l'Espagne, quand il vit de quel beau royaume il l'avait déclaré roi.

Le système de gouvernement de Napoléon, système uniquement à son usage, et anormal à l'état de civilisation, était complètement faux ; il comprenait l'esclavage de la France, et tendait à la conquête du monde mais en ravissant la liberté à la France, il lui donna plus d'un bien en échange ; des écoles, des institutions, des cours de justice et un code de lois, furent ses présents. En Italie son administration ne fut ni moins glorieuse ni moins utile. Les heureux effets qui résultèrent, pour les autres pays, de son règne et de son caractère, commencent aussi à se faire sentir par toute l'Europe. Ses invasions ont contribué à relâcher les liens de la féodalité, à éclairer tout à la fois les princes et les peuples, et à amener un grand nombre de résultats admirables, qui, pour s'être développés lentement et sans secousses, n'en seront ni moins durables, ni moins utiles.

Après ces appréciations du guerrier et de l'homme politique, il ne reste plus qu'à fixer ici l'esquisse de ses traits. L'extérieur de Napoléon n'avait rien d'imposant au premier coup d'œil. Sa taille était d'environ cinq pieds. Maigre dans sa jeunesse, il avait pris de l'embonpoint avec l'âge ; d'une constitution en apparence plus délicate que robuste, personne ne savait mieux que lui supporter les privations et la fatigue. Il n'avait pas bonne grâce à cheval, et il ne maniait pas son coursier avec cette aisance qui distingue un écuyer ; mais il ne craignait rien, se tenait ferme sur la selle, aimait un galop rapide, et soutenait sans fatigue les plus violents et les plus longs exercices ; insensible aux douleurs physiques, il supportait avec indifférence l'intempérie des saisons, les privations et même la faim. Un morceau de pain et un flacon de vin suspendus à l'arçon de sa selle, suffisaient, dans ses premières campagnes, pour l'alimenter pendant plusieurs jours. Durant les dernières guerres il allait plus souvent en voiture, parce qu'il commençait à ressentir quelques effets prématurés de l'âge. Napoléon avait les cheveux d'un brun foncé, il les portait très-courts. La forme de sa figure était plus carrée qu'elle ne l'est d'ordinaire dans l'espèce humaine. Ses yeux étaient gris et pleins d'expression ; ses prunelles assez grandes, et ses sourcils peu marqués. Le front était vaste, tout le haut de la figure avait quelque chose de ferme et d'imposant il avait le nez et la bouche parfaitement faits, sa lèvre supérieure était très-courte, ses dents n'étaient pas belles, mais il les montrait peu en parlant. Son sourire était d'une exquise suavité, son regard avait un attrait irrésistible. Il avait le teint olive clair, mais du reste pas de couleur. Le caractère dominant de sa figure était une expression de gravité, même de mélancolie, mais sans aucune trace de sévérité ni de rudesse.

Le caractère de Napoléon, considéré dans la vie privée, n'avait rien que d'aimable, excepté pourtant dans un seul cas ; c'était lorsqu'il recevait quelque outrage : alors seulement il se montrait emporté et colère ; cependant il était facile, même à ses ennemis, de l'apaiser, pourvu qu'ils s'abandonnassent à sa merci ; sa générosité a toujours respecté le courage d'un brave et loyal adversaire. Jamais souverain ne s'est montré plus judicieusement libéral ; le mérite, la bravoure, ne pouvaient sous lui demeurer obscurs et sans récompense. Il était bon époux, bon parent, et toutes les fois que la raison d'état n'intervenait pas, excellent frère. C'était le meilleur des maîtres cherchant à être utile à ses amis, à ses serviteurs, toutes les fois qu'il en trouvait l'occasion ; faisant beaucoup valoir les qualités qu'ils pouvaient avoir, et leur en attribuant quelquefois qu'ils n'avaient point.

Il avait de la douceur, et même quelque chose de plus tendre encore dans le caractère. Il était vivement affecté lorsqu'il parcourait à cheval les champs de bataille que son ambition avait jonchés de morts, et non-seulement il éprouvait le désir de secourir les victimes, donnant à cet effet des ordres qui trop souvent n'étaient pas exécutés et ne pouvaient pas l'être, mais il paraissait même être sous l'influence de cette espèce de sympathie plus vive qu'on appelle sensibilité. Il racontait lui-même une circonstance qui prouve combien son âme était susceptible d'émotions. En traversant un champ de bataille d'Italie avec quelques-uns de ses généraux, il vit un chien abandonné étendu sur le corps de son maître. Dès qu'il les aperçut, le pauvre animal s'avança vers eux, puis retourna près du cadavre en poussant des cris lamentables, comme pour implorer du secours. *Soit disposition du moment, dit l'empereur, soit le lieu, l'heure, le temps, l'acte en lui-même, ou je ne sais quoi, toujours est-il que jamais rien sur aucun champ de bataille ne me causa une impression pareille. Je m'arrêtai involontairement à contempler ce spectacle. Cet homme, me disais-je, a peut-être des amis, et il gît ici abandonné de tous, excepté de son chien. Ce qu'est l'homme, et quel n'est pas le mystère de ses impressions. J'avais sans émotion ordonné des batailles qui devaient décider du sort de l'armée, j'avais vu d'un œil sec exécuter des mouvements qui amenaient la perte d'un grand nombre d'entre nous, et ici je me sentais ému, j'étais remué par les cris et la douleur d'un chien. Ce qu'il y a de bien certain, c'est qu'en ce moment j'eusse été plus traitable pour un ennemi suppliant ; je concevais mieux Achille rendant le corps d'Hector aux larmes de Priam.* Cette anecdote montre tout à nu l'âme de Napoléon, tendre, compatissante, mais comprimée par l'ambition, et fléchissant devant les préceptes rigoureux du stoïcisme militaire. Il avait coutume de dire, dans son langage expressif, que le cœur d'un politique devait être dans sa tête.

Calculateur par nature et par habitude, Napoléon aimait l'ordre, et par conséquent les mœurs, qui en sont le plus sûr garant. En vain les libelles du temps ont tenté de le calomnier en lui prêtant quelques aventures scandaleuses, rien n'autorise à croire ces basses assertions. Napoléon se respectait trop lui-même et connaissait trop bien le prix de l'opinion publique pour compromettre obscurément sa gloire. Du règne de Louis XIV, il ne voulut rappeler que le beau côté.

Si Napoléon fût resté dans les limites obscures de la vie privée, et que, chemin faisant, les passions ne lui eussent point offert de trop fortes tentations, il aurait été tel que. la nature l'avait créé, un modèle d'honneur et de loyauté on eût dû sous tous les rapports désirer son amitié ; il aurait fallu craindre sa haine,

Personne ne porta jamais plus loin que lui le sentiment de la reconnaissance : les legs nombreux qu'il a faits dans son testament et dans les codicilles qui le complètent en fournissent la preuve.

TESTAMENT ET CODICILLES DE NAPOLÉON.

Ce jourd'hui 15 avril 1821, à Longwood, île de Sainte-Hélène.

Ceci est mon Testament, ou acte de ma dernière volonté.

I.

1° Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans.

2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3° J'ai toujours eu à me louer de ma très-chère épouse Marie-Louise. Je lui conserve, jusqu'au dernier moment, les plus tendres sentiments, je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France : il doit adopter ma devise : Tout pour le peuple français.

5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6° Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand et Lafayette. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi !

7° Je remercie ma bonne et très-excellente mère, le cardinal, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme, Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catarine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1830. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8° Je désavoue le manuscrit de Sainte-Hélène et autres ouvrages sous le titre de Maximes, Sentences, etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans ; ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque entretenait, de son aveu, 60 assassins à Paris. Dans de semblables circonstances j'agis de même.

II.

1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres et autres objets, tels que l'argenterie, lit de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté (A). Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

- 2° Je lègue à lady Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.
- 3° Je lègue au comte de Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filiaux qu'il m'a rendus depuis six ans, et l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées.
- 4° Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.
- 5° Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs : les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami : je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.
- 6° Idem à Saint-Denis, cent mille francs.
- 7° Idem à Novarre, cent mille francs.
- 8° Idem à Peyron, cent mille francs.
- 9° Idem à Archambaud, cinquante mille francs.
- 10° Idem à Corsor, vingt-cinq mille francs.
- 11° Idem à Chandell, Idem.
- 12° A l'abbé Vignale, cent mille francs. Je désire qu'il bâtit sa maison près de Ponte-Novo de Rostino.
- 13° Idem au comte de Las-Cases, cent mille francs.
- 14° Idem au comte Lavalette, cent mille francs.
- 15° Idem au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.
- 16° Idem au général Brayer, cent mille francs.
- 17° Idem au général Lefèvre Desnouettes, cent mille francs.
- 18° Idem au général Drouot, cent mille francs.
- 19° Idem au général Cambronne, cent mille francs.
- 20° Idem aux enfants du général Mouton-Duvernet, cent mille francs.
- 21° Idem aux enfants du brave Labédoyère, cent mille francs,
- 22° Idem aux enfants du général Girard, tué à Ligny, cent mille francs.
- 23° Idem aux enfants du général Chartrand, cent mille francs.
- 24° Idem aux enfants du vertueux général Travost, cent mille francs.
- 25° Idem au général Lallemand, l'ainé, cent mille francs.
- 26° Idem au comte Réal, cent mille francs.
- 27° Idem à Costa de Bastillica en Corse, cent mille francs.
- 28° Idem au général Clausel, cent mille francs.
- 29° Idem au baron de Meneval, cent mille francs.
- 30° Idem à Arnault, auteur de Marius, cent mille francs.
- 31° Idem au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armes françaises, et en confondre les calomnieux et les apostats.

32° Idem au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française, de 1792 à 1815.

33° Idem à Poggi, de Talaro, cent mille francs.

34° Idem au chirurgien Emmery, cent mille francs.

35° Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts à raison de 5 p. 100 depuis juillet 1815 ; les comptes en seront arrêtés avec le banquier, par les comtes Montholon, Bertrand et Marchand,

36° Tout ce que ce placement produira au-delà de la somme de 5.600.000 fr., dont il à été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

37° Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfants, et à défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III.

1° Mon domaine privé était ma propriété, dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache. Le compte en sera demandé au baron de la Bouillerie, qui en était le trésorier. Il doit se monter à plus de 200.000.000 fr., savoir : 1° le portefeuille contenant les économies que j'ai, pendant quatorze ans, faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de 12.000.000 par an : j'ai bonne mémoire ; 2° le produit de ce portefeuille ; 3° les meubles de mes palais tels qu'ils étaient en 1814. Les palais de Rome, Florence, Turin, compris tous ces meubles, ont été achetés des deniers des revenus de la liste civile ; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, bijoux, meubles, écuries : les comptes en seront donnés par le prince Eugène, et l'intendant de la couronne Compagnon.

2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent des armées françaises qui ont combattu depuis 1792 jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation. La répartition en sera faite au prorata des appointements d'activité. Moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Ile-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour la ville de Méry.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand, mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

Signé, NAPOLEON.

Etat adjoint à mon Testament.

I.

1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood. 2° Je charge l'abbé Vignal de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II.

1° Mes armes, savoir : mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2° Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moscowa, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire qu'il soit précieux à mon fils. Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814.

3° Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III.

1° Trois petites caisses d'acajou contenant, la première, trente-trois tabatières ou bonbonnières ; la deuxième, douze boîtes aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boîtes trouvées sur la table de Louis XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815 ; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent à l'usage de l'empereur, et divers effets de toilette conformément aux états numérotés : I, II, III.

2° Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3° Ma lunette de guerre.

4° Mon nécessaire de toilette. Un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillements, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5° Mon lavabo.

6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7° Mes montres, et la chaîne de cheveux de l'impératrice ;

8° Je charge Marchand, mon premier valet de chambre, de garder ces objets et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV.

1° Mon médaillier.

2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres, dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : état b et c.

3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

V.

1° Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.

2° Mes fusils de chasse au nombre de cinq.

3° Je charge mon chasseur Noveras de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

VI.

1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

2° Je charge Saint-Denis de les garder et de les remettre à mou fils quand il aura seize ans.

Signé, NAPOLEON.

ÉTAT (a).

1° Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2° Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire lin bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3° Marchand enverra une de mes paires de boucles à souliers en or, au prince Joseph.

4° Une petite paire de boucles en or à jarretière, au prince Lucien.

5° Une boucle de col en or, au prince Jérôme.

ÉTAT (a).

Inventaire de mes effets que Marchand doit garder pour remettre à mon fils.

1° Mon nécessaire d'argent, celui qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

2° Mon réveil-matin. C'est le réveil-matin de Frédéric II, que j'ai pris à Postdam (dans la boîte n° III).

3° Mes deux montres avec les chaînes des cheveux de l'impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

4° Mes deux sceaux (un de France enfermé dans la boîte n° III).

5° La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

6° Mon lavabo, son pot à eau et son pied.

7° Mes tables de nuit, celles qui me servaient en France, et mon bidet de vermeil.

8° Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

9° Mes trois flacons d'argent où l'on menait mon eau-de-vie que portaient mes chasseurs en campagne.

10° Ma lunette en France.

11° Mes éperons, deux paires.

12° Trois boîtes d'acajou, n° I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

13°. Une cassolette en vermeil.

Linge de toilette.

6 chemises ;
6 mouchoirs.
6 cravates,
6 serviettes.
6 paires de bas de soie.
4 cols noirs.
6 paires de chaussettes.
2 paires de draps de batiste.
2 taies d'oreiller.
2 robes de chambre.
2 pantalons de nuit.
1 paire de bretelles.
4 culottes ; vestes de Casimir blanc.
6 madras.
6 gilets de flanelle.
4 caleçons.
6 paires de gants.
1 petite boîte pleine de mon tabac.
1 boucle de col en or.
1 paire de boucles de jarrettières en or.
1 paire de boucle en or à soulier.¹

Habillement.

1 uniforme de chasseur.
1 Idem grenadier.
1 Idem garde nationale.
1 capote grise et verte.
1 manteau bleu (celui que j'avais à Marengo).
1 jebeline petite veste.
2 paires de souliers. 2 paires de bottes.
1 paire de pantoufles. 6 ceinturons.

ÉTAT (b).

Inventaire des effets que j'ai laissés chez M. le comte de Turenne.

¹ Ces trois dernières pièces de linge de toilette sont renfermées dans la petite boîte n° III.

- 1 sabre de Sobieski¹.
- 1 grand collier de la Légion-d'Honneur.
- 1 épée en vermeil.
- 1 glaive de consul.
- 1 épée en fer.
- 1 ceinturon de velours.
- 1 collier de la Toison-d'Or.
- 1 petit nécessaire en acier.
- 1 veilleuse en argent.
- 1 poignée de sabre antique.
- 1 chapeau à la Henri IV et une toque ; les dentelles de l'empereur.
- 1 petit médaillier. a tapis turcs.
- 2 manteaux de velours cramoisi brodés, avec vestes et culottes.
- 1° Je donne à mon fils :

- Le sabre de Sobieski.
- Le collier de la Légion-d'Honneur.
- L'épée en vermeil.
- Le glaive de consul.
- L'épée en fer.
- Le collier de la Toison-d'Or.
- Le chapeau de Henri IV et la toque.
- Le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

2° A l'impératrice Marie-Louise, mes dentelles.

- A Madame, la veilleuse en argent.
- Au cardinal, le petit nécessaire en acier.
- Au prince Eugène, le bougeoir en vermeil.
- A la princesse Pauline, le petit médaillier.
- A la reine de Naples, un petit tapis turc.
- A la reine Hortense, un petit tapis turc.
- Au prince Jérôme, la poignée de sabre antique.
- Au prince Joseph, un manteau brodé, veste et culotte.
- Au prince Louis, un manteau brodé, veste et culotte.

Signé, NAPOLEON.

¹ C'est par erreur que ce sabre est porté sur l'état A. Celui-là est le sabre que l'empereur portait à Aboukir, et qui est entre les mains de M. le comte Bertrand.

Au dos des feuilles pliées et scellées, renfermant l'ensemble du Testament, se lisait : *Ceci est mon testament, écrit tout entier de ma propre main.*

NAPOLÉON.

16 avril 1821. Longwood.

Ceci est un codicille de mon Testament.

1° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

2° Je lègue au comte Bertrand, Montholon et à Marchand, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes, et généralement tout ce qui m'appartient dans l'île de Sainte-Hélène.

Ce Codicille tout entier, écrit de ma main, est signé et scellé de mes armes.

Signé, NAPOLÉON.

Au dos se lisait : *Ceci est un Codicille de mon Testament, écrit tout de ma propre main.*

NAPOLÉON.

24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur la liquidation de ma liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linge, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartenait, je dispose de deux millions que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne peut oublier les 40.000.000 que je lui ai donnés, soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère.

1° Sur ces deux millions je lègue au comte Bertrand 300.000 f. dont il versera 100.000 fr. dans la caisse du trésorier, pour être employés selon mes dispositions à l'acquit de legs de conscience.

2° Au comte Montholon, 200.000 fr., dont il versera 100.000 fr. dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

3° Au comte Las Cases, 200.000 f., dont il versera 100.000 f. dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

4° A Marchand, 100.000 fr., dont il versera 50.000 fr. à la caisse pour le même usage que ci-dessus.

5° Au comte Lavalette, 100.000 fr.

6° Au général Hogendorp, hollandais, mon aide-de-camp, réfugié au Brésil, 50.000 fr.

7° A mon aide-de-camp Corbinau, 50.000 fr.

8° A mon aide-de-camp Cafarelli, 50.000 fr.

9° A mon aide-de-camp Dejean, 50.000 fr.

- 10° A Perey, chirurgien en chef à Waterloo, 60.000 fr.
- 11° 50.000 savoir : 10.000 fr. à Peyron, mon maître d'hôtel ; 10.000 fr. à Saint-Denis, mon premier chasseur ; 10.000 f. à Novarre ; 10.000 fr. à Corsor, mon maître d'office ; 10.000 f. à Archambaud, mon piqueur.
- 12° Au baron Menneval, 50.000 fr.
- 13° Au duc d'Istrie, fils de Bessière, 50.000 fr.
- 14° A la fille de Duroc, 50.000 fr.
- 15° Aux enfants de Labédoyère, 50.000 fr.
- 16° Aux enfants de Mouton-Duvernet, 50.000 fr.
- 17° Aux enfants du brave et vertueux général Travots, 50.000 f.
- 18° Aux enfants de Chartrand, 50.000 fr.
- 19° Au général Cambronne, 50.000 fr.
- 20° Au général Lefèvre Desnouettes, 50.000 fr.
- 21° Pour être répartis entre les proscrits qui errent en pays étrangers, Français ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départements du Rhin, sur ordonnance de mes exécuteurs testamentaires, 100.000 fr.
- 32° Pour être répartis entre les amputés ou blessés grièvement de Ligny, Waterloo encore vivants, sur des états dressés, par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront joints Cambronne, Larey, Percy et Emmery, il sera donné double à la garde, quadruple à ceux de l'île d'Elbe, 200.000 fr.

Ce Codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit : Ceci est mon Codicille ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exacte exécution à mon fils Eugène Napoléon. Il est tout écrit de ma propre main.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821.
Longwood.

Ceci est mon troisième Codicille à mon Testament du 15 avril.

1° Parmi les diamants de la couronne qui furent remis en 1614, il s'en trouvait pour 50.000.000 livres qui n'en étaient pas, et faisaient partie de mon avoir particulier. On les fera rentrer pour acquitter mes legs.

2° J'avais chez le banquier Tortonio, de Rome, 2 à 300.000 livres en lettres de change de mes revenus de l'île d'Elbe ; depuis 1815, le sieur de Peyrusse, quoiqu'il ne fût plus mon trésorier, et n'eût pas de caractère, a tiré à lui cette somme ; on la lui fera restituer.

3° Je lègue au duc d'Istrie 300.000 francs, dont seulement 100.000 fr. réversibles à la veuve, si le duc était mort lors de l'exécution des legs. Je désire, si cela n'a aucun inconvénient, que le duc épouse la fille de Duroc.

4° Je lègue à la duchesse de Frioul, fille de Duroc, 200.000 fr. Si elle était morte avant l'exécution du legs, il ne sera rien donné à la mère.

5° Je lègue au général Rigaud, celui qui a été proscrit, 100.000 fr.

6° Je lègue à Boisnod, commissaire ordonnateur, 100.000 fr.

7° Je lègue aux enfants du général Letort, tué dans la campagne de 1815, 100.000 fr.

8° Ces 800.000 livres de legs seront comme s'ils étaient portés à la suite de l'article 36 de mon testament, ce qui porterait à 6.400.000 livres la somme des legs dont je dispose par mon Testament, sans comprendre les donations faites par mon second codicille.

Ceci est écrit de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos se lisait : Ceci est mon troisième Codicille à mon testament, tout entier écrit de ma main, signé et scellé de mes armes.

Sera ouvert le même jour, et immédiatement après l'ouverture de mon testament.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821.

Longwood.

Ceci est un quatrième Codicille à mon Testament. Par les dispositions que nous avons faites précédemment, nous n'avons pas rempli toutes nos obligations, ce qui nous a décidé à faire ce quatrième Codicille.

1° Nous léguons au fils ou petit-fils du baron Dutheil, lieutenant-général d'artillerie, ancien seigneur de Saint-André, qui a commandé l'école d'Auxonne, avant la révolution, la somme de 100.000 fr., comme souvenir de reconnaissance pour les soins que ce brave général prit de nous, lorsque nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres.

2° Idem au fils ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef l'armée de Toulon, la somme de cent mille francs (100.000). Nous avons sous ses ordres dirigé ce siège, commandé l'artillerie. C'est en témoignage de souvenir pour les marques d'estime, d'affection et d'amitié que nous a données ce brave et intrépide général.

3° Idem nous léguons cent mille francs (100.000) aux fils ou petit-fils du député de la Convention, Gasparin, représentant du peuple à l'armée de Toulon, pour avoir protégé, sanctionné de son autorité le plan que nous avons donné, qui a valu la prise de cette ville, et qui était contraire à celui envoyé par le comité de salut public. Gasparin nous a mis par sa protection à l'abri des persécutions de l'ignorance des états-majors qui commandaient l'armée avant l'arrivée de mon ami Dugommier.

4° Idem nous léguons cent mille francs (100.000) à la veuve, fils ou petits-fils de notre aide-de-camp Muiron, tué à nos côtés à Arcole, nous couvrant de son corps.

5° Idem dix mille francs (10.000) au sous-officier Cantillon qui a essuyé un procès, comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque que celui-ci de m'envoyer, pour y périr, sur le rocher de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier sur l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cantillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert, et aurait été justifié par les mêmes motifs, l'intérêt de la France, de se défaire d'un général qui d'ailleurs avait violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs, Ney, Labédoyère, etc., et du crime d'avoir dépouillé les musées contre le texte des traités.

6° 410.000, quatre cent dix mille francs seront ajoutés aux 6.400.000 fr. dont nous avons disposé, et porteront mes legs à 6.810.000 fr. Ces 410.000 fr. doivent être considérés comme faisant partie de notre Testament, article 37, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

7° Les 9.000 livres sterling que nous avons données au comte et à la comtesse de Montholon, doivent, si elles ont été soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous lui faisons par nos Testaments : si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

8° Moyennant le legs fait par notre Testament au comte Montholon, la pension de 20.000 fr. accordée à sa femme, est annulée : le comte Montholon est chargé de la lui payer.

9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureaux, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront trois pour cent, sur tous les legs, soit sur les 6.800.000 fr, soit sur les sommes portées dans les Codicilles, soit sur les 200.000.000 fr. du domaine privé.

10° Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires.

11° Si les sommes provenant desdites retenues n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous leur avons fait dans notre Testament et Codicille.

12° Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

13° Nous nommons le comte de Las Cases, et, à son défaut, son fils, et, à son défaut, le général Drouot, trésorier.

Ce présent Codicille est entièrement écrit de ma main, signé et scellé de mes armes.

Signé, NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821.

Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très chère et bien aimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par le présent Codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise.

1° Je recommande à l'impératrice de faire restituer au comte Bertrand les 30.000 livres de rentes qu'il possède dans le duché de Parme, et sur le mont Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus.

2° Je lui fais la même recommandation pour le duc d'Istrie, la fille de Duroc et autres de mes serviteurs qui me sont restés fidèles, et qui me sont toujours chers : elle les connaît.

3° Je lègue sur les deux millions ci-dessus mentionnés, 300.000 f. au comte Bertrand, sur lesquels il versera 100.000 f, dans la caisse du trésorier pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience.

4e Je lègue 200.000 fr. au comte Montholon, sur lesquels il versera 100.000 fr. dans la caisse du trésorier pour le même usage que ci-dessus.

5° Idem 200.000 fr. au comte Las Cases, sur lesquels il versera 100.000 fr. dans la caisse du trésorier pour le même usage que ci-dessus.

6° Idem à Marchand, 100.000 francs sur lesquels il versera 50.000 fr. dans la caisse pour le même usage que ci-dessus,

7° Au maire d'Ajaccio, au commencement de la révolution, Jean-Jérôme Lewie ou sa veuve, enfants ou petits-enfants, 100.000 livres.

8° A la fille Duroc, 100.000.

9° Au fils de Bessières, duc d'Istrie, 100.000.

10° Au général Drouot, 100.000.

11° Au comte Lavalette, 100.000.

12° Idem 100.000, savoir : 25.000 à Peyron, mon maître d'hôtel ; 25.000 à Novarre, mon chasseur ; 25.000 à Saint-Denis, le garde de mes livres ; 25.000 à Santini, mon ancien huissier.

13° Idem 100.000, savoir : 40.000 à Planat, mon officier d'ordonnance ; 20.000 à Hébert, dernièrement concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Egypte ; à Lavigne, qui était dernièrement concierge d'une de mes écuries, et qui était mon piqueur en Egypte ; à Jeannet Dervieux, qui était piqueur des écuries, et me servait en Egypte.

14° Deux cent mille francs seront distribués en aumônes aux habitans de Brienne-le-Château, qui ont le plus souffert.

15° Les trois cent mille francs restant seront distribués aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de l'île d'Elbe actuellement vivants, ou à leurs veuves et enfants, au prorata des appointements, et selon l'état qui sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires. Les amputés ou blessés grièvement auront le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Emmery.

Ce Codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit : Ceci est mon Codicille ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exécution à ma très-chère épouse l'impératrice Marie Louise.

Signé, NAPOLÉON.

(Certifié par les témoins ci-après) :

MONTHOLON, BERTRAND,
MARCHAND, VIGNALI,

Pièce de soie verte.

Sixième Codicille.

Monsieur Lafitte, je vous ai remis en 1815, au moment de mon départ de Paris, une somme de près de six millions, dont vous m'avez donné un double reçu ; j'ai annulé un des reçus, et je charge le comte de Montholon de vous présenter l'autre reçu, pour que vous ayez à lui remettre, après ma mort, ladite somme, avec les intérêts, à raison de cinq pour cent, à dater du 1er juillet 1815, en défalquant les paiements dont vous avez été chargé en vertu d'ordres de moi.

Je désire que la liquidation de votre compte soit arrêtée d'accord entre vous, le comte Montholon, le comte Bertrand, et le sieur Marchand ; et, cette liquidation réglée, je vous donne, par la présente, décharge entière et absolue de ladite somme.

Je vous ai également remis une boîte contenant mon médaillier ; je vous prie de la remettre au comte de Montholon.

Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu, monsieur Lafitte, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

NAPOLÉON.

Longwood, île Sainte
Hélène, ce 25 avril 1821.

Septième Codicille.

Monsieur le baron de la Bouillerie, trésorier de mon domaine privé, je vous prie d'en remettre le compte et le montant, après ma mort, au comte de Montholon, que j'ai chargé de l'exécution de mon testament.

Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu, monsieur le baron de La Bouillerie, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

Signé, NAPOLÉON.

Longwood, île Sainte
Hélène, ce 25 avril 1821.

FIN DU SECOND ET DERNIER VOLUME

NOTICE SUR LA FAMILLE BONAPARTE

Les Bonaparte sont une des plus anciennes familles d'Italie ; ils avaient régné à Trévise, et dans leurs armoiries, où se trouvait un râteau, il y avait des fleurs de lys d'or, comme dans celles des Bourbons. Cette famille a, de tout temps, produit des hommes remarquables ; plusieurs se sont distingués dans les lettres, d'autres ont été podestats de Parme et de Padoue, et n'ont dû ces dignités qu'aux suffrages de leurs concitoyens. Les Bonaparte de Trévise ont fondé des établissements religieux, et ceux de Florence ont donné à l'église plusieurs prélats. Toutes les vicissitudes de la fortune semblent s'être épuisées sur cette famille. Dès 1668, une sentence de bannissement fut portée contre les Bonaparte de Florence, et en 1441, l'un de leurs descendants fut décapité comme Gibelin. A cette époque, ils furent forcés de cacher leur nom ; des lois les exclurent des honneurs, et ils ne recouvrèrent leurs prérogatives et leur rang qu'en 1738. Une troisième branche des Bonaparte s'était établie en Corse, où ils vécurent paisiblement, mais sans éclat, pendant plus de deux siècles. Ils ne devaient sortir de leur obscurité que pour être, à leur tour, l'objet des faveurs et des persécutions inouïes de la fortune, qui sembla se complaire à les soumettre à tous les genres d'épreuve. Ainsi, trois fois dans les guerres de la Corse, la maison des Bonaparte est incendiée et reconstruite ; en 1793, cette île est livrée aux Anglais, la maison des Bonaparte est encore brûlée, leurs biens sont confisqués, leurs champs dévastés ; la famille se sauve en France, où elle vit presque dans la misère. Quinze ans plus tard, tous les Bonaparte, à l'exception de Lucien, sont placés sur des trônes. En 1814, ils sont mis au ban de l'Europe, leurs noms sont proscrits, leurs images renversées. Tout-à-coup ils se relèvent ; mais bientôt la rechute est des plus terribles, et une loi atroce les exclut à jamais du territoire français, sous peine de mort !

Lorsque à la suite des guerres entre les Guelfes et les Gibelins la famille entière des Bonaparte dut se disperser dans les divers états de l'Italie, un de ses membres se retira à Sarzanne, d'où il passa en Corse et se fixa à Ajaccio. C'est de cet exilé que descend la branche des Bonaparte d'où Napoléon tire son origine.

Le père des Bonaparte, dont la vie tient une si grande place dans notre histoire, Charles Bonaparte, naquit à Ajaccio en 1746 : il fut l'ami de Paoli, et combattit à ses côtés pour arracher la Corse au joug des Génois. Il prit encore les armes pour la défendre contre les entreprises de la France. En 1779, il remplit une mission près de la cour de France. Plus tard il fut réduit à l'indigence par l'entreprise du dessèchement des salines et par la cupidité des jésuites, qui lui enlevèrent une succession. Il n'avait pas trente-neuf ans lorsqu'il mourut à Montpellier le 24 février 1785. Son corps a été depuis transporté à Saint-Leu, où Louis Bonaparte lui a consacré un monument. Il avait épousé, en 1767, Lætitia Ramolino, née en 1780 à Ajaccio d'une famille noble originaire d'Italie ; madame Charles Bonaparte est sœur utérine du cardinal Fesch ; elle habite Rome, où elle jouit, dit-on, d'une fortune considérable. Madame Bonaparte a eu treize enfants ;

lorsque l'empire s'est écroulé, elle en comptait huit de vivants : 1° Joseph Napoléon Bonaparte, né à Corté, le 7 janvier 1768 ; 2° Napoléon, né à Ajaccio le 15 août 1769 ; 3° Lucien, né dans la même ville, en 1776 ; 4° Marie-Anne-Élisa, née dans la même ville, le 3 janvier 1777 ; 5° Louis Napoléon, né dans la même ville, le 2 septembre 1778 ; 6° Marie-Pauline, née dans la même ville, le 20 octobre 1780 ; 7° Marie-Annonciade-Caroline, née dans la même ville, le 25 mars 1782 ; 8° Jérôme Bonaparte, né dans la même ville, le 15 novembre 1784.

Le nom de Napoléon était porté par les cadets de cette famille depuis plusieurs générations. Il venait originellement d'un Napoléon des Ursins, célèbre dans les fastes d'Italie. Ce nom signifiait le lion du désert. A ce sujet, l'empereur disait, à Sainte-Hélène, en parlant de la campagne d'Egypte, que le désert avait toujours eu pour lui un attrait particulier, qu'il ne l'avait jamais traversé sans une certaine émotion. Lorsqu'il lui arrivait d'énumérer les causes qui avaient favorisé son élévation. *Il n'est pas, disait-il, jusqu'au nom de Napoléon, peu connu, poétique, redondant, qui ne soit venu ajouter quelques petites choses à la grande circonstance.*

Nous parlerons, selon l'ordre de date de leur naissance, des divers membres de la famille de Napoléon, réservant, toutefois, pour la dernière, la notice sur Joseph Bonaparte qui, aux termes des constitutions de l'empire, est aujourd'hui le chef de la dynastie impériale.

Lucien Bonaparte. — Il embrassa avec enthousiasme les principes de la révolution française, et il parut sincèrement attaché à la liberté, jusqu'au 18 brumaire où, président du conseil des Cinq-Cents, il seconda son frère dans son attentat contre la représentation nationale. Il avait antérieurement publié plusieurs écrits démocratiques avec la signature *Brutus Bonaparte*. Depuis il a reçu du pape le titre de *prince de Canino*. Il fut constamment en disgrâce sous l'empire, et ne parut alors s'occuper que de la culture des lettres : il a fait paraître successivement un roman intitulé *Stellina ; Charlemagne*, poème épique en vingt-quatre chants ; la *Cyrnéide* ou *La Corse sauvée*, autre poème épique, et quelques poésies légères. En 1815, Lucien vint à Paris, où il siégea à la chambre des pairs, et aida Napoléon dans ses immenses travaux.

La famille de Lucien est la plus nombreuse. Quelques-uns de ses enfants se sont acquis une réputation de savoir et de talent. Charles-Lucien Bonaparte, connu sous le nom de prince de Musignano, est un homme d'esprit et un savant ornithologiste ; il a épousé Zénaïde-Julie Bonaparte, fille de Joseph.

L'aînée des filles de Lucien, Charlotte, est mariée au prince Gabrielli : elle avait été demandée par le prince des Asturies, et avait refusé le grand-duc de Wurtemberg.

La seconde a épousé lord Stuart.

La troisième, mariée d'abord à un Suédois, s'en est séparée pour contracter de nouveaux liens.

Une quatrième, renommée en Italie pour sa rare beauté, est unie au prince Hercolani, l'un des plus riches héritiers de la Toscane.

Une cinquième, enfin, s'est mariée à un Irlandais, M. Wyse, président d'une association catholique d'Irlande ; cette union n'est pas heureuse.

Une dernière fille de Lucien, Alexandrine Bonaparte, s'est vouée, comme son père, au culte des muses ; elle a publié un poème en dix chants, intitulé *Batilde, reine de France*.

Elisa Bonaparte, madame Bacciochi, princesse de Lucques et de Piombino, puis grande duchesse de Toscane : elle aimait les arts et les lettres, et fit chérir son administration, Elle est morte en août 1820, à sa campagne de Santo-Andra, près de Trieste, où elle résidait sous le nom de comtesse de Campignano.

Louis Bonaparte : il épousa, le 4 janvier 1802, Hortense-Fanny de Beauharnais, fille de Joséphine. Ce mariage, qui l'obligeait à renoncer à une inclination réelle, empoisonna sa vie. Le 5 juin 1806, Louis fut proclamé roi de Hollande. Il acquit une grande popularité parmi les Bataves : il était juste et bon : dès qu'il ne lui fut plus permis de faire le bien de ses états, il abdiqua et se retira à Gratz en Styrie, où il prit le nom de comte de Saint-Leu, terre qu'il possédait près de Paris. Au milieu des chagrins domestiques qui sont venus l'assaillir dans sa retraite, Louis s'est occupé de travaux littéraires. Il est l'auteur des ouvrages suivants : 1° *Marie, ou les Hollandais* ; 2° *Documents historiques sur la Hollande* ; 3° *Mémoire sur la versification*, avec des essais de vers sans rimes ; 4° *Essai sur la versification*, contenant un opéra et une tragédie ; 5° un recueil de *poésies* ; 6° *Réponse à sir Walter Scott sur son histoire de Napoléon*. On trouve dans ces divers ouvrages la preuve d'un mérite réel, d'une âme droite et d'un cœur élevé. Louis, quand il régnait, s'était prononcé contre la peine de mort : **Un roi, disait-il, doit compte à Dieu, à la postérité et à la nation, de tous les individus qui lui sont soumis**. Louis Bonaparte avait deux fils, *Napoléon-Louis Bonaparte*, né le 11 octobre 1804, et Charles-Louis Bonaparte, né le 20 avril 1808. Napoléon-Louis a péri pendant les derniers troubles d'Italie. Son frère a épousé Charlotte Bonaparte, fille de Joseph.

Le fils de Louis Bonaparte est après son père et son oncle Joseph, le successeur le plus direct de Napoléon II.

Pauline Bonaparte, veuve du général Leclerc, mort à Saint-Domingue ; elle épousa plus tard le prince Camille Borghèse. Tant que régna Napoléon, elle fut souvent dans la disgrâce. Avant la bataille de Waterloo, elle lui envoya ses parures en diamants dont la valeur était considérable. Napoléon ne put profiter de ces présents qui, après son embarquement, lui furent volés par l'Angleterre. Pauline est décédée à Florence, le 3 juin 1825 : elle n'a pas laissé d'enfants.

Caroline Bonaparte, la plus jeune des sœurs de Bonaparte, est la seule qui existe aujourd'hui. Épouse de Joachim Murat, elle monta sur le trône de Naples, où elle brilla de toutes les qualités d'une reine, et fut le véritable souverain pendant les longues et fréquentes absences de son mari. Caroline Bonaparte a quatre enfants ; deux fils et deux filles : *Achille-Napoléon*, né le 21 janvier 1801 ; Lucien-Charles, né le 10 mai 1802 ; Marie-Lætitia-Joséphine, née le 25 avril 1803, et Louise-Caroline, née le 22 mars 1805.

Achille Murat, après avoir quelque temps résidé aux Etats-Unis, est revenu en Europe, depuis la révolution de juillet. Lucien-Charles s'est fixé dans l'Amérique méridionale. Les deux filles sont mariées, l'une au marquis de Popoli de Bologne, et la plus jeune au comte Rasponi de Ravenne.

Jérôme Bonaparte : au sortir du collège de Juilly, il entra dans la marine. A 17 ans il était lieutenant de vaisseau et fit partie de l'expédition de Saint-Domingue ; en 1807, il épousa la princesse Frédérique-Catherine, fille du roi de Wurtemberg et devint roi de Westphalie. Le nouveau souverain établit sa

résidence à Cassel, capitale de son royaume ; jusqu'en 1813 il y mena une vie plus que dissipée. En 1814, le dévouement de son épouse et sa belle conduite le ramenèrent vers des habitudes plus sérieuses. En 1815, Jérôme vint en France et se distingua à Waterloo, où il reçut une blessure au bras. Depuis il parvint à regagner les états de Wurtemberg où, en 1816, son beau-père lui donna le titre de comte de Montford. Jérôme Bonaparte habite maintenant l'Italie avec son épouse.

Il a eu d'un premier mariage, un fils qui, depuis sa naissance, n'a pas quitté l'Amérique, et qui porte le nom de Jérôme-Napoléon Bonaparte. De son mariage avec la princesse Catherine, il a trois enfants, dont l'aîné doit avoir aujourd'hui vingt-trois ans.

Napoléon II, connu sous le nom de duc de Reichstadt ; qui nous révélera ce qu'il eût été ? Metternich et les infâmes geôliers dont l'avait entouré François II ne lui permirent pas de devenir un homme. Peut-être ne l'ont-ils pas empoisonné ; mais il est des crimes plus lâches et plus atroces encore ; une longue énervation a conduit cet enfant au tombeau : il mourut sans patrie, ô déplorable sort !

Joseph-Napoléon Bonaparte est né à Corté en 1768. Son père, député de la noblesse de Corse à Paris, l'emmena avec lui et le plaça au collège d'Autun en Bourgogne, où il fit ses études avec beaucoup de distinction. Il se destinait au service militaire ; mais il céda à la dernière volonté de son père, mort à Montpellier à la fleur de son âge, et retourna en 1785 dans son pays natal. En 1792, il se trouvait membre de l'administration du département dont le fameux Paoli était président.

En 1793, les Anglais s'étant rendus maîtres de la Corse, Joseph se retira sur le continent et s'y maria, en 1794, à l'une des filles de M. Clari, l'un des plus riches capitalistes de Marseille. La délivrance de son pays fut dès lors sa seule pensée ; mais ce ne fut qu'en 1796, par suite de l'occupation de l'Italie par l'armée française, que ses vœux à cet égard furent remplis.

Joseph avait suivi son frère dans cette campagne. Le général Bonaparte, voulant faire la paix avec le roi de Sardaigne, le fit partir du Piémont, pour en démontrer la nécessité au directoire. Nommé, plus tard, ministre plénipotentiaire à Rome, puis ambassadeur extraordinaire, il entama directement avec le pape Pie VI, une négociation pour l'engager à user de son influence religieuse afin de porter les Vendéens à la paix.

Ces bonnes dispositions furent entravées par l'influence du parti autrichien et par les imprudences des patriotes, dont quelques-uns furent fusillés par un bataillon des troupes papales, dans la cour du palais de France où ils s'étaient réfugiés. L'un des généraux français qui se trouvaient avec l'ambassadeur, le général Duphot, fut tué à ses côtés, tandis qu'il aidait à ramener à la raison les deux partis.

L'ambassadeur n'ayant pas reçu les satisfactions qui lui étaient dues, partit pour Paris, où le gouvernement approuva complètement sa conduite et lui proposa l'ambassade de Prusse ; mais Joseph, nommé membre du conseil des Cinq-Cents, préféra répondre à la confiance de ses concitoyens, en entrant au Corps-Législatif.

Il s'y fit remarquer par beaucoup de sens et de modération ; dans un comité général des membres des deux conseils, lorsque le directoire attaqua le général Bonaparte, son frère, qui était alors en Egypte, il parla avec tant d'énergie et de

raison, qu'il confondit les accusateurs et entraîna tous les suffrages. Peu de jours après il fut nommé secrétaire au conseil des Cinq-Cents.

Sous le consulat, il fut membre du conseil d'état. Chargé, avec MM. Rœderer et de Fleurieu, de terminer les différends qui existaient entre la France et les États-Unis d'Amérique, il fut l'un des négociateurs du traité du 30 septembre 1800, qui fut signé à sa terre de Morfontaine.

Le 9 février 1801, il signa à Lunéville, avec le comte de Cobentzel, le traité de paix entre la France et l'Autriche et obtint, pendant le cours des négociations, que la place de Mantoue fût remise à l'armée française.

Le traité d'Amiens fut signé le 25 mars 1802 : une difficulté s'étant élevée au sujet de plusieurs millions de francs, lord Cornwallis dit confidentiellement à Joseph que quelques millions n'empêcheraient pas la conclusion de la paix ; mais, à quelques jours de là, le plénipotentiaire anglais reçut l'ordre d'insister. Cependant, pour ne pas avoir à rougir devant un homme pour lequel il avait pris de l'estime, il déclara hautement que sa parole était donnée, et qu'il ne la révoquerait jamais.

Joseph exprima, le premier, l'idée d'un concert entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande, pour la destruction du système de piraterie et de la traite des blancs par les états barbaresques. Cette généreuse pensée se trouve énoncée dans une lettre de Joseph à son frère, alors premier consul.

En 1803, il fut nommé sénateur et membre du grand conseil de la Légion-d'Honneur.

Le concordat avec la cour de Rome fut signé par Joseph, par l'abbé Bernier, depuis évêque d'Orléans, et par le ministre de l'intérieur Cretet.

Presque à la même époque, fut conclu entre la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse, la Bavière, le traité de garantie relatif aux changements politiques survenus dans l'empire germanique. Joseph eut les pouvoirs de la France.

En 1804, au moment où le camp de Boulogne fut formé, Joseph y commanda le 4^e régiment de ligne.

Le sénat et le peuple français, en appelant Napoléon à l'empire, *déclarèrent Joseph et ses enfants héritiers du trône*, à défaut d'enfants de Napoléon, et, *à défaut des descendants de Joseph, Louis Bonaparte et ses descendants*.

La couronne de Lombardie lui fut offerte dans la même année ; il la refusa, ne voulant pas contracter des engagements qui lui semblaient onéreux pour ce pays.

Joseph resta à la direction des affaires à Paris durant la campagne d'Austerlitz ; peu de jours après cette bataille, il reçut de l'empereur l'ordre d'aller en Italie prendre le commandement de l'armée destinée à envahir le royaume de Naples, dont le souverain avait rompu le traité qui le liait avec la France. Quatorze mille Russes et douze mille Anglais s'étaient réunis aux troupes napolitaines. Le 8 février 1806, quarante mille Français furent envoyés dans ce royaume. Joseph, à la tête du corps du centre, arriva à Capoue, qui, après avoir fait mine de se défendre, ouvrit ses portes ; huit mille hommes y furent faits prisonniers de guerre.

Les Anglais et les Russes ayant opéré leur retraite et le roi Ferdinand s'étant embarqué pour la Sicile, Joseph fit son entrée à Naples le 15 février 1806. Le

peuple le reçut comme un libérateur. Il profita de ces dispositions en continuant dans les fonctions publiques la plupart de ceux qui les remplissaient.

Joseph, après avoir organisé une administration provisoire dans la capitale, voulut reconnaître par lui-même l'état du royaume : il se mit en marche avec un corps d'élite, commandé par le général Lamarque. Ce fut pendant ce voyage que Joseph apprit que l'empereur l'avait proclamé roi de Naples, et que les autres souverains du continent de l'Europe étaient disposés à le reconnaître prochainement.

Il visita-Tarente, traversa ensuite la Basilicate et une partie de la Pouille, et rentra dans la capitale, où l'attendait une députation du sénat français qui, tout en le félicitant sur son avènement, se félicitait aussi de le conserver comme grand électeur et prince français. C'étaient MM. le maréchal Pérignon, le général Ferino, le comte Rœderer. Ce dernier accepta le ministère des finances et profita habilement de l'appui que lui donnait le roi pour reconstituer les finances de ce royaume sur des bases nouvelles, et établir un crédit public qui s'est maintenu, malgré les changements survenus depuis cette époque. M. le maréchal Jourdan avait été nommé par l'empereur, gouverneur de Naples, avant l'avènement du roi qui le conserva dans les mêmes fonctions.

Le clergé, présidé par le cardinal Ruffo, la noblesse et le peuple, s'empressèrent de fêter l'arrivée du nouveau roi. La capitale se montra aussi satisfaite que les provinces.

Joseph nomma un conseil d'état composé d'un grand nombre de personnes qui lui furent indiquées par l'opinion publique, sans distinction de naissance ni de partis, il choisit un ministère où les avocats les plus célèbres se trouvèrent les collègues des barons de la plus haute naissance. Les Français qu'il admit dans son conseil ou dans sa cour étaient la plupart des hommes distingués par leurs talents dans les assemblées nationales de France : MM. Rœderer, Salicetti, Mathieu Dumas, Miot, Cavagnac, Stanislas Girardin, Jaucourt, Arcambal, Dudon, Maurice Mathieu, Saligny, Ferri, Hugo, Blagnac, etc.

Toutes les améliorations dont il avait senti le besoin et la possibilité, dans ses conversations avec des hommes de toutes les classes du peuple dans la longue tournée qu'il venait de faire, il annonça la volonté de les établir avec calme et maturité.

Il divisa son conseil et laissa à chaque comité le soin de préparer les améliorations possibles, leur donnant pour exemple la révolution française, dont ils étaient appelés à recueillir les fruits.

Cependant la guerre n'était pas terminée ; le siège de Gaëte occupait une partie de l'armée ; l'escadre anglaise était sur les côtes ; les troupes napolitaines, battues et dispersées, s'étaient formées en bandes particulières qui désolaient le pays.

La cour de Sicile obtint qu'une armée anglaise tenterait un débarquement dans le golfe de Sainte-Euphémie, où quatre mille Polonais et quelques Français furent forcés à la retraite, événement qui augmenta beaucoup les insurrections partielles.

Joseph, occupé à réunir les moyens nécessaires pour réduire Gaëte, se porta sur cette place et fit diriger sur le même point une flottille de chaloupes canonnières qu'on était parvenu à construire, armer et équiper ; il visita les tranchées et batteries les plus avancées, reconnut la place où le brave Valogne, général du

génie, venait d'être tué, et ordonna la construction immédiate d'un monument en sa mémoire.

Le 7 juillet, le roi retourna sous Gaète, accompagné du général du génie Campredon et du général d'artillerie Dulauloy : en sa présence, quatre-vingts pièces d'artillerie commencèrent un feu dont l'effet fut tel, que le 18, deux brèches étaient praticables, et déjà le maréchal Masséna faisait ses dispositions pour l'assaut, lorsque la garnison de sept mille hommes proposa une capitulation qui fut signée le même jour.

Masséna et son corps d'armée furent dirigés sur les Calabres, d'où les Anglais se retirèrent en Sicile, à son approche. Joseph se porta lui-même à Lago-Negro, avec une réserve.

Le maréchal Masséna ayant reçu l'ordre de rejoindre l'armée d'Allemagne, le roi le remplaça dans le gouvernement des Calabres par le général Reynier, qui détruisit entièrement un nouveau corps de six mille bandits, débarqués de Sicile, sous les ordres du prince de Hesse-Philipstadt. La place d'Ameanté fut prise, celle de Marathéa l'avait été quelques jours auparavant, par le général Lamarque.

Du Côté de l'Adriatique, le général St-Gyr, commandant des divisions italiennes, avait pacifié ces provinces et venait de prendre Civitella del Tronto. Les chefs de bandes les plus actifs avaient péri, les tentatives d'assassinat sur le roi avaient échoué.

Les gardes nationales instituées dans toutes les provinces, sous le commandement des plus riches propriétaires, qui tous avaient pris parti pour le nouvel ordre de choses, contribuèrent beaucoup à éteindre entièrement l'incendie, dès que les masses principales ennemies furent battues et dispersées.

Le roi, avant de retourner à Naples, se montre encore dans les provinces, interroge les peuples sur leurs besoins, sévit contre quelques fonctionnaires prévaricateurs, inspire partout la confiance et obtient un triomphe plus certain que celui qui est commandé par la force.

Éclairé par les connaissances personnelles qu'il venait d'acquérir sur l'état du peuple, sur ses besoins et ses désirs, il ne lui fut pas difficile de persuader aux conseillers d'état qu'il avait nommés dès les premiers jours de son arrivée, qu'il fallait chercher le bien particulier de chaque classe de la société dans le bien de toutes.

Les principaux seigneurs du royaume furent les premiers à applaudir aux projets de réforme ; ainsi la féodalité fut détruite de leur aveu. Les prélats les plus éclairés, membres aussi du conseil d'état, adoptèrent la suppression des ordres monastiques, dont les biens ne tardèrent pas à établir le crédit public ; une administration sage mit de l'ordre dans les finances, les juges féodaux furent, en grande partie, élus à des places de judicature d'institution royale.

Ainsi le bien de la nation ne fut acheté ni par le sang, ni par les larmes, ni par la misère subite d'aucun individu. Tout fut fait pour le peuple : la sagesse, la modération présidèrent à ces grands changements. L'on vit des moines, des prêtres, des nobles, contents de la félicité publique, à laquelle ils participèrent eux-mêmes.

Les intendants des provinces eurent l'ordre d'employer tous les moines qui auraient des talents et la volonté de se vouer à l'instruction publique. Ceux qui

furent jugés propres à exercer les fonctions de curés n'en furent pas éloignés. Les plus infirmes, qui avaient vieilli dans des cloîtres et survécu à tous leurs parents, furent réunis, protégés, encouragés dans de grands établissements publics, où ils continuèrent à vivre en commun avec d'autres ecclésiastiques de divers ordres. Les savants, valides et jeunes, qui voulurent continuer la vie commune, purent se livrer à l'étude des sciences qui avait illustré leurs prédécesseurs, dans les fameuses maisons de Monté-Cassin et de la Gava, qui leur furent affectées, et où furent réunis les bibliothèques et les manuscrits des autres maisons religieuses, dépôts précieux dont ils eurent la garde.

D'autres individus des ordres monastiques, encore jeunes, peuplèrent les deux grands établissements de Cinqueméglija et de Monteseruse, qui, formés sur le modèle existant au Saint-Bernard, devaient veiller à la sûreté des voyageurs dans ces régions élevées des Calabres et des Abruzzes, presque toujours couvertes de neige.

Les prisons encombrées de malheureux qui y languissaient depuis un grand nombre d'années, furent vidées, en exécution des jugements de quatre tribunaux institués à cet effet. Le régime des Trullatti, moyen ignominieux de recruter l'armée dans les prisons, fut aboli.

Chaque province eut un collège et une maison d'éducation pour les demoiselles. Les filles des officiers et des fonctionnaires publics eurent une maison centrale établie à Aversa, sous la protection spéciale de la reine, et dans laquelle étaient admises de droit, à la fin de chaque année, les élèves les plus recommandables de toutes les maisons provinciales.

Des routes praticables aux voitures furent ouvertes jusqu'à Reggio, d'une extrémité du royaume à l'autre.

La triple action de l'administration provinciale, du génie militaire et du génie civil fut employée ; aussi l'on vit, dans un an, exécuter une entreprise commencée depuis des siècles, et connue seulement dans le pays par la contribution existant sous le prétexte et sous le nom de la confection de la route des Calabres. La route fut faite et la contribution abolie.

De temps immémorial les voyages des rois étaient une charge pour les peuples, par les droits attachés à chaque officier de la maison royale ; ces droits furent abolis.

Les peuples des Abruzzes voulurent, comme ceux des Calabres, recevoir la visite du roi. Il parcourut ces provinces, où il eut la satisfaction de voir la population entière accourir sur son passage et travaillant avec ardeur pour ouvrir des routes nouvelles, dans la conviction que c'était l'hommage le plus agréable au roi.

Des chefs de bandes, réconciliés avec le nouveau gouvernement par l'opinion des habitants, furent souvent admis à des entretiens particuliers avec le roi, qui n'a jamais eu à s'en repentir. Un de ces chefs ayant résolu de passer à son service et de lui montrer une confiance égale à la sienne, sachant que le prince était attendu à Salerne, avec un corps considérable de troupes, fait ranger en bataille ses gens sur la route ; le roi, accompagné seulement de quelques officiers, arrive bien avant sa garde. Il est complimenté par le colonel, passe en revue sa troupe qui lui prête serment, fraternise avec l'escorte du roi, entre avec elle dans Salerne, et devient le noyau d'un régiment napolitain.

Le général d'artillerie Dedon établit plusieurs fabriques d'armes. Déjà une armée de vingt mille Napolitains était organisée. Les règlements d'administration à

l'usage de l'armée française furent introduits dans l'armée napolitaine ; des régiments provinciaux furent créés, dont le commandement fut donné principalement aux fils aînés des familles les plus importantes ; une école militaire fut établie sous la direction du général Parisi ; un bureau topographique fut organisé sous celle du savant géographe Zannoni ; les travaux de la belle carte du royaume furent repris et achevés, les places fortes et les batteries des villes réparées. La marine présentait un vaisseau de ligne, des frégates, et quatre-vingt-dix chaloupes canonnières armées d'une pièce de vingt-quatre, et destinées à l'expédition de Caprée.

Des ingénieurs habiles avaient reconnu un emplacement pour la formation d'un village, où devait être employée une partie des lazzaroni qui infestaient la capitale de leur oisiveté et de leur misère. Deux mille de ces malheureux furent réunis en un corps d'ouvriers. Habillés, nourris, payés, ils finirent par donner à la capitale une nouvelle issue sous Capo di Monte qui rivalisa la grotte de Pausilipe. La ville fut embellie. Cette partie de la population, que l'on croyait incorrigible, devint industrielle. Les crimes particuliers cessèrent dès qu'une administration paternelle s'occupant des plus malheureux, loin de les avilir, sut les ennoblir par le travail.

La ville de Naples, qui, comme la plupart des villes d'Italie, n'était éclairée que par quelques lampes déposées aux pieds des madones, fut, dès la seconde année du règne du roi Joseph, régulièrement éclairée comme la ville de Paris avec des réverbères, où l'on fit pour la première fois usage des miroirs paraboliques.

Les hôpitaux furent dotés en biens nationaux, les seigneurs remboursés des droits de probité par des cédules propres à acquérir des biens nationaux, la dette publique acquittée en grande partie, une caisse d'amortissement fondée et dotée : un emprunt fut rempli en Hollande, et le paiement en fut assuré en biens-fonds.

Les fouilles furent encouragées à Pompéïa et dans la grande Grèce.

Joseph établit un corps savant sous le nom d'académie royale, divisée en quatre classes ; dans cette académie furent fondées celles de Herculanium et de Pompéïa.

Les conservatoires de musique furent encouragés, en même temps qu'un usage infâme, que le goût de cet art ne peut excuser, fut aboli ; l'académie de peinture compta bientôt jusqu'à douze cents élèves.

Le roi voulut visiter la maison où était né le Tasse, à Sorrento ; on n'arrive à cette ville qu'à cheval, au bord des précipices ; il fit faire une route, et le roi ordonna la réunion de toutes les éditions de ce poète célèbre dans cette maison, sous la garde de son descendant le plus direct, auquel il alloua un traitement. Il ordonna aussi la confection d'une route pour y arriver.

Dans son voyage de la Pouille, le roi avait été frappé de l'établissement de la Mesta. Ce système pouvait être bon lorsque la culture avait fait peu de progrès, c'est le système des Espagnols pour le pacage des brebis. Un immense pays, connu sous le nom de Tavolière du Puglia, appartenant à la couronne, était enlevé à l'agriculture et consacré à la pâture des troupeaux innombrables qui y affluaient chaque année de tous les points du royaume.

Une administration spéciale était établie dans la ville de Foggia, enclavée dans ce territoire. Le revenu annuel en était très-considérable, au point que l'on peut

remarquer dans l'histoire des guerres de ce pays, que la saison où les paiements se faisaient entre souvent dans les combinaisons des généraux.

Joseph emmena avec lui de Foggia un des administrateurs qui lui avait remis un manuscrit du célèbre Filangieri, qui depuis long-temps avait proposé la destruction du système de la *Mesta*. A son retour à Naples, il fit discuter le projet par son conseil d'état, qui se trouvait alors composé de plus de cinquante personnes ; il fut adopté au grand avantage du trésor public, ce riche et immense territoire ayant été acheté et mis en pleine valeur par d'industriels agriculteurs.

Les douanes furent reculées aux frontières. Une contribution foncière également répartie, permit la suppression de tous les autres impôts directs.

La liste civile fut fixée à cent mille ducats par mois, et la moitié de cette somme fut acquittée en cédules hypothécaires propres à acquérir des propriétés nationales, dont le roi gratifia des personnes du pays attachées à sa cour. Ces propriétés entouraient sa résidence de Capo di Monte ; il voulait inspirer de plus en plus aux seigneurs napolitains le goût du séjour de la campagne.

C'est dans ce même esprit qu'en instituant un ordre, auquel tous les genres de services étaient appelés, le roi établit un grand dignitaire par province, résidant dans un établissement agricole dont il avait l'administration.

Il excitait les barons, dont il devait traverser les terres, à y établir leurs anciennes habitations ; il les engageait à l'accompagner et à se montrer les protecteurs du pays et les amis des pauvres. Il avait désigné plusieurs grandes maisons sur les points les plus éloignés de la capitale, pour y passer une partie de l'année, voulant juger par lui-même du progrès de ses institutions.

Joseph ouvrit son palais à la noblesse, aux ministres, aux conseillers d'état, aux membres des tribunaux, aux officiers municipaux de Naples et aux officiers supérieurs ; c'est dans leurs familles qu'il choisissait journallement des convives, c'est ainsi qu'il sut influencer sur les esprits de toutes les classes de la société.

Joseph présidait lui-même le conseil d'état. Quoiqu'il n'y eut alors d'autre loi constitutive que sa volonté, il n'adopta jamais un décret qu'il n'eût été approuvé par la majorité des voix ; il parlait l'italien avec facilité, et profitait de cet avantage pour développer et soutenir les nouvelles théories dont l'expérience avait démontré la bonté.

A l'arrivée du roi Joseph à Naples, les revenus publics ne s'élevaient qu'à 7 millions de ducats, ils furent portés à 14 millions. La dette publique était de 100 millions, 50 millions furent payés et les moyens d'extinction des autres 50 millions assurés. Tous les genres de prospérité étaient préparés, mais Joseph fut appelé à d'autres destinées. Il reçut de Bayonne l'invitation pressante de se mettre en marche pour cette ville. Joseph partit avec l'espoir de revoir bientôt sa famille à Naples, où elle restait. Mais à peu de distance de Bayonne, il rencontra l'empereur, qui lui fit connaître ses intentions au sujet de l'Espagne, et lui annonça la tâche qu'il lui destinait : il l'appela à occuper un trône dont la cession venait de lui être faite.

Arrivé à Bayonne, Joseph trouva tous les membres de la junte réunis au château de Morrac. Il répondit vaguement aux discours qui lui furent adressés, mais les jours suivants il s'assura dans des entretiens particuliers qu'il pourrait faire le bien du pays. Joseph seul, sacrifiant le trône de Naples pour monter sur celui

d'Espagne, leur paraissait devoir accorder tous les partis et ramener, surpasser même le règne de Charles III.

Le soulèvement de Saragosse et de plusieurs provinces, sous le prétexte que l'empereur Napoléon voulait assujettir l'Espagne à la France ; l'assurance que tous les membres de la junte sans exception donnaient à Joseph, que son acceptation devait calmer les troubles, assurer l'indépendance de la monarchie, l'intégrité de son territoire, sa liberté et son bonheur, exaltèrent sa générosité.

Mais il ne voulut quitter le trône de Naples qu'avec la certitude que ses institutions seraient conservées, et que les Napolitains jouiraient des bienfaits d'une constitution qui s'était que le résumé des principales lois, suffisantes pour lors aux besoins de ces peuples.

Une constitution basée à peu près sur les mêmes principes, fut adoptée par la junte et garantie par l'empereur Napoléon. Joseph et les membres de la junte jurèrent d'y être fidèles : la souveraineté nationale représentée par les cortès y était formellement reconnue.

Arrivé à Madrid, Joseph trouva le peuple exaspéré par la journée du 2 mai 1808. Étranger à tout ce qui s'était passé et fort de sa conscience, il convoqua pour le lendemain au palais toutes les personnes qui pouvaient être considérées comme représentant les diverses classes de la société, les grands d'Espagne, les chefs des ordres religieux, les curés, les membres des tribunaux, les officiers généraux, les principaux capitalistes, les syndics des art* et métiers. Toutes les salles se trouvèrent remplies, pour la première fois, par l'affluence de tant d'hommes étonnés de se trouver ensemble. Le nouveau roi s'expliqua avec franchise sur les événements qui l'amenaient, sur les motifs de sa conduite sur ses projets. Il s'aventura dans les diverses salles encombrées par tant de gens prévenus contre lui, et inspira tant de confiance par celle qu'il montra, qu'il enleva tous les suffrages ; mais ces heureuses dispositions furent effacées par la nouvelle du désastre de Baylen, arrivé six jours après cette réunion et dû à la lâcheté du général Dupont. La retraite sur Burgos fut effectuée. Le roi se trouva au milieu de l'armée du maréchal Bessière, qui trois semaines auparavant avait gagné la bataille de Rio-Seco.

Sur ces entrefaites, le général Junot ayant évacué le Portugal, laissa toutes les forces anglaises et portugaises disponibles ; les Espagnols affluèrent alors de tous les côtés contre l'armée française, qui ne put reprendre l'offensive qu'au mois de novembre.

Les combats de Burgos, de Tudella, Sommo-Sierra, ouvrirent de nouveau les portes de Madrid au roi Joseph, qui rentra dans sa capitale le 22 janvier 1809. Le peuple n'avait pas perdu le souvenir des espérances qu'il avait conçues lors de sa première entrée ; afin de ne lui laisser aucun doute sur ses intentions, il renouvela dans une occasion solennelle l'assurance de l'indépendance de la monarchie, de l'intégrité de son territoire, du maintien de la religion, de la liberté des citoyens, **conditions, disait-il, du serment que j'ai prêté en acceptant la couronne ; elle ne s'avilira pas sur ma tête.** Il promit la réunion des cortès et l'évacuation de l'Espagne par les troupes françaises, dès que le pays serait pacifié. Enfin, pour exprimer ses sentiments d'une manière plus énergique, il avait coutume de dire : **Si j'aimais la France comme ma famille, je suis dévoué à l'Espagne comme à ma religion.**

Le choix de ses ministres tomba sur les hommes désignés par l'opinion. La nomination des membres de son conseil d'état fut faite dans le même esprit.

Déjà cinq régiments avaient été organisés. Les gens flétris par des jugements en furent exclus. Les peines infamantes cessèrent : on substitua comme dans les armées françaises le véhicule de l'honneur et de l'amour de la patrie aux châtiments corporels, qui ne sont propres qu'à faire des esclaves.

Il reconnut la dette et pourvut aux moyens de l'éteindre, il facilita la sécularisation des moines sans l'ordonner encore ; il reconnut par lui-même les travaux à faire pour terminer le canal du Guadarana, il encouragea cette utile entreprise, et favorisa de tout son pouvoir l'industrie nationale.

Les premières relations extérieures étaient favorables. L'empereur de Russie avait répondu au général del Pardo, ambassadeur d'Espagne, par des félicitations fondées sur le caractère personnel du nouveau roi. Ferdinand lui avait écrit des lettres amicales, et une entre autres par laquelle il implorait son intervention pour obtenir de l'empereur une de ses nièces en mariage ; le serment de fidélité des Espagnols qui étaient avec lui en France était joint à ces lettres, qui furent communiquées par le marquis de Musqué aux chefs de l'insurrection ; la plupart des membres de la junte de Bayonne en avaient eu connaissance précédemment.

Les premiers évènements militaires furent heureux, mais bientôt la guerre dans celle contrée prit un caractère des plus affligeants. Joseph fut obligé de quitter Madrid pour combattre l'ennemi. Les sanglantes journées de Talaveyra et d'Almonacide furent deux victoires ; il profita du calme qui les suivit pour revenir dans sa capitale et pour s'occuper de l'administration intérieure.

Il se décida à supprimer les ordres religieux, convaincu que cette mesure était également réclamée par l'ordre public et par le rétablissement des finances. Toute juridiction ecclésiastique fut abolie et dévolue aux tribunaux civils, les droits d'asile attribués aux églises, cessèrent d'exister.

Les conseils des Indes, des ordres, des finances, de marine, de guerre, furent dissous ; les douanes reculées aux frontières, le système municipal déterminé, les lois sur l'éducation publique préparées dans le conseil d'état, la dette constituée et garantie, les cendres des personnages illustres et les monuments épars dans des couvents furent réunis dans plusieurs églises, et notamment dans la métropole de Burgos.

Le bâtiment de l'Escorial fut destiné à recevoir jusqu'à quinze cents prêtres qui avaient été membres de divers ordres religieux et qui désiraient continuer la vie commune, soit par des raisons de famille ou de santé, soit par la vocation qu'ils avaient de se consacrer à l'étude dans ces vastes dépôts, où se trouvaient enfouis tant de manuscrits et de richesses littéraires qui attendaient des investigateurs et des lecteurs.

Le bâtiment de Saint-François fut destiné aux séances des cortès.

Cent millions de réaux furent affectés à des indemnités pour les propriétaires qui avaient souffert des ravages de la guerre.

Joseph, fidèle aux principes qui lui avaient si bien réussi à Naples, impassible au milieu de préventions excitées par les divers partis, ne proscrivait aucun individu parce qu'il était affilié à corporation quelconque. On voyait à son conseil d'état des généraux d'ordres religieux qui votèrent la suppression des ordres, des officiers généraux ci-devant insurgés, qui votèrent contre les insurgés, des inquisiteurs qui votèrent contre l'inquisition, et dans sa maison des grands qui se prononçaient en faveur des lois populaires.

Peu de mois après, Joseph, informé que cinquante mille Espagnols étaient descendus de la Sierra-Morena dans la Manche, marcha à leur rencontre, et les atteignit à Ocana, où ils furent complètement battus par vingt mille Français et quatre mille Espagnols à son service.

A sa rentrée à Madrid, Joseph apprit les brillants avantages qu'avaient obtenus le général Kellermann à Alba de Tormès, le maréchal Suchet en Aragon, et le maréchal Augereau en Catalogne, où Gironne était tombée en son pouvoir. Il résolut de suivre le cours de tous ces succès ; la junte de Séville avait convoqué les cortès pour le mois de mars, il voulut les prévenir ; parti de Madrid le 8 janvier 1810, peu de jours après sa rentrée, il se trouva le 11 au pied de la Sierra-Morena à la tête de soixante mille hommes. Le maréchal Victor se dirigea par la droite sur Almadin, le général Sébastiani par la gauche sur Lenarès ; le corps du maréchal Mortier et la réserve commandée par le général Dessolles entrèrent par le centre en Andalousie. Le maréchal Soult avait remplacé comme major-général le maréchal Jourdan, rentré en France. Les positions de l'ennemi furent enlevées en peu d'heures : on lui fit huit à dix mille prisonniers.

Le roi s'était fait accompagner de ses ministres ainsi que des principaux officiers de sa maison et de sa garde.

Il annonça hautement le désir de tenir les cortès à Grenade au mois de mars. Cordoue se rendit à lui sans coup férir.

Les peuples, revenus des calomnies grossières dont ils avaient été imbus sur les armées françaises et leur chef, éclairés par les Espagnols respectables qui entouraient le roi, sur ses vices prétendus, sur son caractère et ses qualités personnelles, convaincus enfin qu'il ne s'agissait pas de soumettre l'Espagne à la France, mais d'établir la paix entre les deux nations et de proposer une réunion de véritables cortès qui, représentant la nation, seraient maîtres d'accepter ou de refuser le roi que la junte de Bayonne leur avait donné et auquel leurs anciens maîtres même avaient prêté serment.

Le roi Joseph déclara hautement que, dès que les Anglais auraient évacué la Péninsule, les Français la quitteraient aussi, et que lui-même suivrait leur mouvement, s'il n'était retenu par les vœux sincères de la nation sur ses véritables intérêts ; que la constitution de Bayonne, suffisant aux habitudes des peuples, pourrait être changée et modifiée ; que la nation n'aurait jamais autant de liberté que son roi voudrait qu'elle en eût, puisqu'il ne serait véritablement roi qu'autant que l'Espagne serait véritablement libre et délivrée de tous les étrangers ; de tels sentiments lui ouvrirent les portes de Séville, de Grenade, de Jaën. Le duc de Santa-Fé, ancien vice-roi du Mexique, ministre de Charles IV, de Ferdinand, de Joseph, président de la junte, homme éminemment patriote et populaire, entra à Grenade, à Malaga, avec le général Sébastiani. Le maréchal Victor se dirigea sur Cadix, et le roi rentra à Séville, où il fut reçu comme un libérateur. Le chef de la ville était venu à sa rencontre après avoir conféré avec plusieurs ministres que le roi lui avait envoyés de Carmona quelques jours auparavant, et parmi lesquels se trouvaient M. le capitaine-général O'Farrill et M. Durquijo, qui, sous Charles IV, avait remplacé pendant quelque temps, au maniement des affaires, le prince de la Paix. Ce fut dans cette ville qu'il reçut de l'archevêque les aigles françaises qui étaient tombées au pouvoir des Espagnols, après la désastreuse affaire de Baylen : laissées dans la cathédrale, elles y avaient été cachées au milieu des reliques des saints ; elles furent apportées à Paris par le colonel Tascher de la Pagerie.

Cependant dix mille hommes du duc d'Albuquerque avaient devancé le corps du maréchal Victor à Cadix ; les Anglais y étaient accourus et avaient beaucoup renforcé la garnison, leurs escadres bloquaient le port. Les principaux habitans et les chefs mêmes insurrectionnels de quatre royaumes de l'Andalousie s'étaient réunis au port Sainte-Marie, en face de Cadix. Ils entouraient le roi, dont ils attendaient alors la fin de leurs maux, et qui leur manifesta l'intention persévérante de réunir la nation à Grenade immédiatement. Tous les membres de la junte centrale devaient faire partie des cortès, les évêques, les grands, les chefs militaires, les riches capitalistes. Cette assemblée vraiment nationale devait avoir à délibérer sur cette seule question.

Accepte-t-on, ou n'accepte-t-on pas la constitution et le roi que la junte de Bayonne nous présente ?

Si la négative était prononcée, le roi Joseph devait quitter l'Espagne, car il ne voulait régner que par et pour le peuple espagnol.

L'enthousiasme avait électrisé tous les cœurs, enivré toutes les têtes ; mais ces députés qui s'étaient offerts d'eux-mêmes pour aller parlementer avec leurs compatriotes, partis sur de frêles esquifs, furent arrêtés par les Anglais et ne purent débarquer à Cadix.

D'un autre côté, le gouvernement français était fatigué des énormes sacrifices que coûtait à la France l'opposition obstinée de l'Espagne. On voulait que la guerre nourrit la guerre, et le système du roi tendait à calmer l'exaspération espagnole par de bons traitements.

Un décret impérial institua les gouvernements militaires dans les provinces espagnoles. Le général de division devint le président de la junte administrative, l'intendant espagnol devait être le simple secrétaire. Cet état de choses ne pouvait manquer de détruire tout le bien produit par la glorieuse campagne de l'Andalousie, entreprise de son chef par le roi, impatient de voir, d'une manière quelconque, se décider son sort, roi d'Espagne par les Espagnols, ou prince français par les Français en France.

Le duc de Dalmatie, major-général, pour couvrir sa responsabilité, exigea une lettre autographe du roi, avant de transmettre ses ordres pour cette expédition, qui n'avait pas été ordonnée par l'empereur.

N'ayant plus d'espoir d'amener la reddition de Cadix par les moyens conciliateurs qu'il avait tentés, le roi quitta le port Sainte-Marie pour visiter la partie orientale de l'Andalousie, et dirigea sa route par Ronda.

Dans le cours de ce voyage, Joseph exprima hautement aux députations de Grenade, de Jaën, de Malaga, sa ferme volonté de ne jamais consentir à aucun démembrement de la monarchie, ni à aucun sacrifice de l'indépendance nationale.

De retour à Séville, le roi rendit des décrets qui réglaient la division du territoire, l'administration civile, la formation des gardes nationales. Les préparatifs pour le siège de Cadix étaient faits ; mais prévoyant qu'il traînerait en longueur, et, appelé au centre du royaume pour remédier, autant que possible, au mauvais effet produit par l'établissement des gouvernements militaires dans les provinces, Joseph confia au maréchal Soult le commandement de l'armée d'Andalousie, et retourna à Madrid après une absence de cinq mois.

Le duc de Santa-Fé, le marquis d'Amenara, deux de ses ministres, furent envoyés à Paris. Ce dernier était porteur d'une lettre de Joseph, qui annonçait à l'empereur sa détermination de quitter un pays où il ne pouvait faire le bien ni empêcher le mal, si le système des gouvernements militaires n'était pas détruit.

La situation de l'empereur était alors si critique qu'il ne put condescendre aux désirs du roi : les deux ministres, de retour à Madrid, y apportèrent des espérances, mais non un résultat positif de leur mission.

Le roi Joseph se rendit lui-même à Paris, où il eut une entrevue avec son frère : il en reçut les promesses qu'il désirait, et revint à Madrid, où il fut accueilli comme un puissant protecteur.

Mais bientôt de terribles désastres fondirent sur nos armées dans la Péninsule. Les Anglais y déployaient des forces considérables, et les bruits d'une rupture prochaine entre la France et la Russie se répandaient.

L'empereur rappelait ses troupes, et dans ce moment, le commandement général des armées en Espagne était rendu à Joseph. Dans de telles circonstances, l'honneur ne lui permettait plus de refuser un poste difficile. Le maréchal Jourdan retourna auprès de lui.

Ils se concertèrent pour la résistance. Leurs efforts eurent d'abord les plus heureux résultats ; mais lorsque les revers de Napoléon furent connus, il n'y eut plus moyen de différer l'évacuation : Anglais, Espagnols, Portugais, s'avançaient contre l'armée française, singulièrement affaiblie par le départ des meilleurs officiers et sous-officiers destinés à former de nouveaux corps en France.

Arrivé à Valladolid, le roi n'y resta que le temps nécessaire pour rassembler les corps qui étaient sur la Torméo, et en partit dès qu'ils furent réunis. Mais il fut impossible de mettre un ensemble parfait dans les opérations ultérieures. Le ministre de la guerre de France correspondant directement avec les chefs des armées du nord du Portugal et des troupes placées dans les provinces de l'Ebre, ordonnait fréquemment des marches rétrogrades à des corps qui devaient être remplacés par ceux qui étaient en ligne. Ceux-ci se trouvèrent donc tellement affaiblis qu'ils durent se concentrer sur Burgos sans combattre ; le corps du général Clausel avait reçu directement de Paris l'ordre de se porter en Navarre contre Mina.

Le roi, après avoir quitté Burgos, passa l'Ebre, et l'armée prit position en avant de Vittoria, espérant pouvoir différer de combattre jusqu'à ce que le corps du général Clausel l'eût rejointe ; mais cette espérance fut déjouée : le général Clausel ne put pas se trouver à la bataille de Vittoria, où trente mille Français en ligne disputèrent la victoire à plus de cent mille ennemis. De l'aveu des Anglais, leurs pertes surpassèrent celles de l'armée française. Joseph, presse par plus de deux mille familles espagnoles qui suivaient sa fortune, n'avait pu leur refuser une escorte pour les conduire en France, où elles arrivèrent en sûreté ; le convoi partit avant la bataille.

Le roi laissa dans Pampelune une garnison de quatre mille hommes.

La retraite s'était opérée en bon ordre. Les troupes du général Foy, et toutes celles composant les garnisons voisines, ainsi que les postes répandus sur les communications, s'étaient réunis au gros de l'armée, qui se trouvait alors de plus de cinquante mille hommes ; mais il n'était plus temps de penser à l'Espagne.

Le général Clausel s'était porté sur l'armée d'Aragon.

Dans le nord, les victoires de Bautzen et de Lutzen avaient bien conjuré l'orage momentanément ; mais toutes les forces de la France pouvaient à peine suffire contre tant d'ennemis ligués contre elle.

Joseph rentra à Paris, où son frère le laissa avec le titre de son lieutenant, lorsqu'il partit pour se mettre à la tête de cette même armée, qui, après avoir combattu et vaincu toutes les armées de l'Europe dans leur pays, était réduite à défendre son propre territoire.

L'impératrice Marie-Louise était régente de l'empire : Joseph, comme lieutenant de l'empire, eut les honneurs du commandement militaire. Ce qui restait de troupes à la garde était sous les ordres du général Caffarelli. Le maréchal Moncey commandait effectivement la garde nationale, le général Hulin les troupes de la garnison. Joseph fut laissé comme conseiller de l'impératrice, ainsi que le prince archi-chancelier de l'empire, Cambacérés.

L'impératrice ne devait rien faire sans avoir pris l'avis de ces deux conseillers,

Dans des circonstances aussi graves, Joseph ne se refusa à rien.

Dans le cas où les évènements de la guerre intercepteraient toute communication entre le quartier-général impérial et la capitale, si les ennemis venaient à s'approcher de Paris, les ordres que l'empereur avait donnés lui enjoignaient de faire partir le roi de Rome et l'impératrice, de se rendre avec eux. sur la Loire, de les faire accompagner par les grands dignitaires, les ministres, les officiers du sénat, du corps-législatif et du conseil-d'état.

Joseph, quelques temps après, reconnut la justesse de, ces précautions, lorsque d'abord par des insinuations détournées, et ensuite par des discours plus explicites, beaucoup de sénateurs ne dissimulèrent plus leur opinion sur la proclamation de Napoléon II, celle de la régence de l'impératrice, et de la lieutenance de Joseph sous un empereur mineur.

Ce fut alors que Joseph fit sentir à son frère la nécessité de faire la paix ; et quand les faibles corps des maréchaux Marignan et Mortier, ramenés sous Paris, se dirent suivis de forces ennemies, bien supérieures, que toute communication entre l'empereur et la capitale fut rompue, Joseph communiqua à l'impératrice et à l'archi-chancelier les instructions que son frère lui avait données.

Les ministres, les grands dignitaires et président des sections du conseil, réunis au nombre de vingt-deux, reconnurent dans ce conseil que le cas prévu était celui du moment présent, et qu'il valait mieux laisser Paris à ses autorités et à ses forces particulières que de compromettre le sort de l'empereur : et par cela, celui de l'empire tout entier.

Le ministre de la guerre (duc de Fevre) déclara qu'il n'y avait pas d'armes prêtes, qu'elles étaient livrées journellement aux troupes des nouvelles levées et à mesure qu'elles partaient ; ainsi il fut unanimement décidé que le gouvernement se transporterait à Chartres, et de là sur la Loire.

Cependant Joseph observa que l'on ignorait encore à quels ennemis on avait à faire ; pour les reconnaître et agir en conséquence de cette reconnaissance, il offrit de ne pas partir avec l'impératrice ; les ministres de la guerre, de la marine, se joignirent à lui ; ils promirent de ne rejoindre l'impératrice qu'à la dernière extrémité, lorsqu'ils se seraient bien convaincus que l'on se retirait devant la presque totalité des armées alliées.

Cette conviction, ils ne tardèrent pas à l'acquérir dès le lendemain. Marmont, déclarant qu'il ne pouvait tenir, demanda à être autorisé à traiter pour la conservation de la sûreté intérieure de la capitale. Joseph ne partit qu'à quatre heures, lorsqu'il sut que l'ennemi occupait Saint-Denis, et que dans quelques minutes il ne serait plus temps de passer la Seine. En passant par Versailles, il se fit suivre par les dépôts de cavalerie qui étaient dans cette ville, et se rendit à Chartres, où il trouva l'impératrice, et de là à Blois.

On a beaucoup reproché au roi Joseph la proclamation par laquelle il donnait à la garde nationale parisienne l'assurance qu'il restait à Paris ; telles étaient ses intentions, mais quelques heures avaient tout changé ; en suivant la régente, il fit ce qu'il devait.

Ses ordres portaient de réunir sur la Loire, autour de la régente, les autorités nationales et toutes les troupes possibles : c'est ce qu'il fit. Les armées des ducs de Castiglione, d'Albufera et de Dalmatie étaient encore intactes ; si l'empereur était arrivé sur la Loire, il eût encore pu balancer la fortune en trouvant sous sa main les moyens dont il avait ordonné la réunion.

Les armées d'Aragon et d'Espagne étaient disposées à suivre les mouvements qui seraient imprimés par l'empereur, lorsque l'abdication de Fontainebleau ne laissa plus d'autre parti à Joseph que celui de se retirer en Suisse, où il resta jusqu'au 19 mars 1815, jour où il sut l'arrivée de son frère à Grenoble. Il partit seul avec ses enfants ; à leur aspect, les troupes postées sur la frontière arboraient la cocarde tricolore aux cris de vive la nation ! vive l'empereur ! C'est ainsi qu'il traversa une partie de la France et arriva à Paris le 22 mars.

La perte de la bataille de Waterloo ayant ramené les étrangers en France, Joseph se retira en Amérique ; son frère Napoléon devait l'y rejoindre.

Joseph, accueilli dans le Jersey, un des états de l'union, par une loi faite à son occasion et qui lui fut adressée avec une bienveillante politesse par le gouverneur de cet état en 1817, put y acquérir des propriétés sans devenir citoyen américain. En 1825, un acte de la législature de New-Yorck lui conféra pareille dispense. Non moins éclairés qu'impartiaux, ces peuples libres ont pu devancer le jugement de la postérité sur la foi que l'on doit prêter aux calomnies de toute nature dont on a essayé de noircir le nom de l'empereur Napoléon et de sa famille, en butte depuis 1815 aux persécutions de la Sainte-Alliance.

Ils ont vu Joseph Bonaparte, ils l'ont aimé, et ils ont regretté cet hôte généreux, près de qui tous les patriotes de l'Europe étaient assurés de trouver un refuge.

Lorsqu'en 1810, le peuple de Paris eut chassé la dynastie imposée à la France par les étrangers, Joseph crut de son devoir d'adresser à la chambre des députés la lettre suivante :

A MM. DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS À PARIS.

MESSIEURS,

Les mémorables évènements qui ont relevé en France les couleurs nationales et détruit l'ordre de choses établi par l'étranger dans l'ivresse du succès, ont montré la nation dans son véritable jour ; la grande capitale a ressuscité la grande nation.

Proscrit loin du sol de la patrie, je m'y serais présenté aussitôt que cette lettre, si je n'avais lu parmi tant de noms

avoués par la libéralité de la nation, celui d'un prince de la maison de Bourbon. Les événements des derniers jours de juillet ont mis dans tout son jour cette vérité historique, il est impossible à une maison régnante par le droit divin de se maintenir sur le trône, lorsqu'elle en a été expulsée une fois par la nation, parce qu'il n'est pas possible que des princes nés avec la prétention d'avoir été prédestinés pour régir un peuple, s'élèvent au-dessus des préjugés de leur naissance... Aussi le divorce entre la maison de Bourbon et le peuple français avait-il été prononcé ? et rien au monde ne pouvait détruire les souvenirs du passé : tant de sang, de combats, de gloire, de progrès dans tous les genres de civilisation, tant de prodiges opérés par la nation, sous l'influence des doctrines libérales, étaient des brandons de discorde tous les jours rallumés entre les gouvernails et les gouvernés ; fatigués de tant de révolutions et désireux de trouver la paix sous une charte donnée et acceptée comme ancre de salut après tant d'orages, les bons esprits étaient en vain disposés à tous les sacrifices ; plus puissante que les hommes, la force des choses était là, et rien ne pouvait mettre d'accord les hommes d'autrefois, restés stationnaires, et ceux qu'une révolution de trente ans avait grandis et régénérés ; en vain le duc d'Orléans abjure sa maison au moment de ses malheurs, Bourbon lui-même, rentré en France l'épée à la main avec les Bourbons à la suite des étrangers, qu'importe que son père ait voté la mort du roi son cousin pour se mettre en sa place ! qu'importe que le frère de Louis XVI le nomme lieutenant-général du royaume et régent de son petit-fils ! en est-il moins Bourbon ? En a-t-il moins la prétention de devoir être appelé au trône par le droit de sa naissance ? est-ce bien sur le choix du peuple ou sur le droit divin qu'il compte pour s'asseoir au trône de ses ancêtres ? ses enfants penseront-ils autrement ? et le passé et le présent ne font-ils pas assez prévoir quel sera l'avenir sous une branche de cette maison ? le 14 juillet, le 10 août, n'annonçaient-ils pas assez les derniers jours de juillet 1830 ? et ces journées à leur tour ne menacent-elles pas la nation d'un nouveau 28 juillet, à une époque plus ou moins rapprochée ?

Non, messieurs, jamais les princes institués par le droit divin ne pardonnent à ceux auxquels ils sont redevables ; tôt ou tard ils les punissent des bienfaits qu'ils en ont reçus ; leur orgueil ne plie que devant l'auteur du droit divin, parce qu'il est invisible ; les annales de toutes les nations nous redisent ces vérités, elles ressortent assez de l'histoire de notre propre révolution, elles sont écrites en lettres de sang sur les murs de la capitale ; à quoi ont servi et le milliard prodigué aux ennemis de la patrie et les condescendances de tous les genres dont on a salué les hommes d'autrefois ?

Vous construiriez sur le sable, si vous oubliiez ces éternelles vérités, vous seriez comptables à la nation, à la postérité

des nouvelles calamités auxquelles vous les livreriez : non, messieurs, il n'y a de légitime sur la terre que les gouvernements avoués par les nations ; les nations les créent et les détruisent selon leurs besoins ; les nations seules ont des droits ; les individus, les familles particulières ont seulement des devoirs à remplir.

La famille de Napoléon a été appelée par trois millions cinq cent mille votes : si la nation croit dans son intérêt de faire un autre choix, elle en a le pouvoir et le droit, mais *elle seule*. Napoléon II a été proclamé par la chambre des députés de 1815, qui a reconnu en lui un droit conféré par la nation ; j'accepte pour lui toutes les modifications décrétées par la chambre de 1815, qui fut dissoute par les baïonnettes étrangères ; j'ai des données positives pour savoir que Napoléon II serait digne de la France ; c'est comme français surtout que je désire que l'on reconnaisse les titres incontestables qu'il a au trône, tant que *la nation n'aura pas adopté* une autre forme de gouvernement : seul, pour être légitime dans la véritable acception du mot, c'est-à-dire légalement et volontairement élu par le peuple, il n'a pas besoin d'une nouvelle élection ; toutefois la nation est maîtresse de confirmer ou de rejeter des titres qu'elle a donnés, *si telle est sa volonté* : jusque là, messieurs, vous vous devez à Napoléon II, et jusqu'à ce que l'Autriche le rende aux vœux de la France, je m'offre à partager vos périls, vos efforts, vos travaux, et à son arrivée à lui transmettre la volonté, les exemples, les dernières dispositions de son père, mourant victime des ennemis de la France, sur le rocher de Sainte-Hélène. Ces paroles m'ont été adressées sous la plume du général Bertrand : *Dites à mon fils qu'il se rappelle avant tout qu'il est français, qu'il donne à la nation autant de liberté que je lui ai donné d'égalité ; la guerre étrangère ne me permet pas de faire tout ce que j'aurais fait à la paix générale. Je fus perpétuellement en dictature ; mais je n'ai eu qu'un mobile dans toutes mes actions, l'amour et la gloire de la grande nation ; qu'il prenne ma devise ; Tout pour le peuple français, puisque tout ce que nous avons été c'est par le peuple.*

Messieurs, j'ai rempli un devoir qui me paraît sacré. Puisse la voix d'un proscrit traverser l'Atlantique et porter au cœur de ses compatriotes la conviction qui est dans le sien !... la France seule a le droit de juger le fils de Napoléon ; le fils de cet homme de la nation peut seul réunir tous les partis dans une constitution vraiment libérale et conserver la tranquillité de l'Europe ; le successeur d'Alexandre n'ignore pas que ce prince est mort avec le regret d'avoir éloigné le fils de Napoléon ; le nouveau roi d'Angleterre a un grand devoir à remplir, celui de laver son règne de l'opprobre dont se sont couverts les geôliers ministériels de Sainte-Hélène ; les sentiments de l'empereur d'Autriche ne sauraient être douteux, ceux du peuple français sont pour Napoléon II. La liberté de la presse est le triomphe de la vérité, c'est elle qui doit porter la lumière dans toutes les consciences : qu'elle parle et que la volonté de la grande nation s'accomplisse, j'y souscris de cœur et d'âme.

Signé JOSEPH-NAPOLÉON
BONAPARTE, comte DE SURVILLIERS.

New-Yorck, le 18 septembre 1830.

Les députés qui s'étaient faits les promoteurs d'un gouvernement qui n'avait pour lui ni la sanction du peuple consulté, ni le principe de l'hérédité, ne voulurent pas que cette lettre fût portée à la connaissance de la nation. Cette protestation fut par eux regardée comme non avenue, et s'ils y répondirent, ce ne fut qu'en proscrivant de nouveau la famille de Napoléon, et en se mettant en hostilité constante contre les affections d'un peuple qui depuis trois ans n'a cessé de crier qu'il les renie comme ses représentants et ses organes.

Aujourd'hui Napoléon II, au nom de qui Joseph Bonaparte faisait des réserves, est mort dans sa prison autrichienne. Mais, d'après les constitutions de l'empire, un Bonaparte a pu recueillir ses prétentions ; c'est Joseph qui se présente pour réclamer l'héritage de son frère et de son neveu ; retiré à Londres, où Lucien est allé le rejoindre, il attend, assure-t-on, des circonstances propices pour ressaisir le sceptre impérial. Si la France, après les cruelles déceptions de juillet, pouvait encore vouloir faire l'expérience d'un nouveau règne, sans doute, elle n'hésiterait pas à confier ses destinées à Joseph Bonaparte ; cette fois du moins elle aurait rencontré un honnête homme. Mais la monarchie tombée ne se relèvera plus, et si son sort est de périr aux mains du titulaire actuel, soyons-en sûrs, il n'y a plus d'avenir que pour la démocratie. Alors Joseph et tous les Bonaparte viendront s'offrir aux suffrages de leurs concitoyens, il n'y aura plus de bannissement injustement prononcé contre eux ; pour eux, au contraire, il y aura des honneurs si on les en juge dignes, mais point de royauté : la couronne civique est la seule qui puisse leur être décernée.

Joseph Bonaparte a eu deux enfants de son mariage avec mademoiselle Julie Clary, *Charlotte-Zénaïde-Julie* Bonaparte, née le 8 juillet 1801, et *Charlotte* Bonaparte, née le 31 octobre 1802. D'après le vœu de Napoléon, qui désirait à Sainte-Hélène que ses neveux et ses nièces s'unissent entre eux, Zénaïde s'est mariée à Charles-Lucien Bonaparte, prince de Musignano, fils de Lucien Bonaparte, et Charlotte a épousé Charles, fils de Louis Bonaparte.